



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 143 • NUMÉRO 003 • 1^{re} SESSION • 40^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le jeudi 20 novembre 2008

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 20 novembre 2008

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Traduction]

DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, il y a eu des consultations entre les partis et je demande le consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, pour l'étude de l'Adresse en réponse au discours du Trône au cours de la première session de la 40^e législature, l'article 50 du Règlement soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe (4) soit remplacé par ce qui suit:

« 4) Le troisième desdits jours, si un sous-amendement est à l'étude quinze minutes avant la fin de la période prévue pour le débat sur l'Adresse, le Président interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix le sous-amendement. »

Le Président: Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Français]

PÉTITIONS

L'AÉROPORT MONTRÉAL-TRUDEAU

L'hon. Marlene Jennings (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, Lib.): Monsieur le Président, si jamais mon premier projet de loi est adopté par cette Chambre, le nom de ma circonscription sera Notre-Dame-de-Grâce—Lachine—Dorval.

J'ai le plaisir de déposer cette pétition en Chambre. C'est une pétition signée par les résidents des abords de l'aéroport Montréal-Trudeau désirant porter à l'attention de la Chambre des communes, du Parlement, de l'assemblée et du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités du Canada ce qui suit.

Les vols de nuit, qui sont de plus en plus nombreux et qui exacerbent une situation difficile, diminuent la qualité de vie des résidents de Dorval, de Lachine, de Pointe-Claire, de Cartierville-Saint-Laurent, et d'autres municipalités et arrondissements dans l'ouest de l'île de Montréal à cause des bruits et de la pollution. On demande que cessent immédiatement les départs et les arrivées entre 23 h et 7 h à l'aéroport Montréal-Trudeau, sauf ceux qui doivent décoller ou atterrir pour les raisons suivantes: urgence médicale,

retard pour causes hors du contrôle du transporteur, mauvaises conditions atmosphériques, vols directement liés aux opérations militaires canadiennes.

Je crois que les résidents aux abords de l'aéroport ont raison. Je demande à cette Chambre de les appuyer.

[Traduction]

LA TRAITE DES PERSONNES

Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, comme les députés le savent, la traite des femmes et des enfants, qui est un crime épouvantable, devient de plus en plus courante au Canada. Des centaines de pétitionnaires de l'ensemble du pays demandent au gouvernement de poursuivre ses efforts dans la lutte contre la traite des personnes à nos frontières et sur tout le territoire canadien. Je reçois sans cesse des pétitions à cet égard parce que les Canadiens sont de plus en plus sensibilisés à ce crime horrible et en sont de plus en plus préoccupés.

• (1010)

[Français]

LA CIRCULATION DES CAMIONS LOURDS

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, depuis que je suis député, j'avais pris l'habitude de déposer mes pétitions au bureau. Alors, c'est la première fois que j'en dépose une de cette façon.

Je lui attribue de l'importance, puisqu'il s'agit d'une pétition signée par des gens de la circonscription d'Ottawa—Vanier et d'autres circonscriptions des deux côtés de la rivière. Cette pétition a trait aux ponts interprovinciaux. Les gens s'opposent au fait que la circulation des camions lourds continue au coeur de la capitale du Canada, une situation qui rend la vie difficile pour ces gens. Les gens s'opposent également à la proposition d'un consultant retenue par la Commission de la capitale nationale, soit de transférer une partie de ces camions dans un autre endroit où des communautés sont établies.

Les pétitionnaires demandent donc que le gouvernement du Canada exige que la Commission de la capitale nationale procède à l'étude approfondie d'un pont reliant le parc industriel Canotek à l'aéroport de Gatineau, soit l'option n^o 7 de la première phase de l'Évaluation environnementale sur les liaisons interprovinciales.

J'espère effectivement que le gouvernement donnera suite à cette proposition constructive de la part de mes concitoyens.

L'Adresse

[Traduction]

L'AMIANTE

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir présenter une pétition qui a été signée par des milliers de Canadiens. Ces derniers rappellent à la Chambre des communes que l'amiante est le produit industriel le plus meurtrier au monde et que, malgré cela, le Canada est toujours l'un des plus importants producteurs d'amiante au monde et dépense en fait des millions de dollars pour subventionner cette industrie et entraver les efforts internationaux visant à réduire l'utilisation de l'amiante.

Par conséquent, ces nombreux pétitionnaires soutiennent que le Canada devrait interdire l'amiante sous toutes ses formes, créer un programme de transition équitable à l'intention des travailleurs de l'amiante, mettre fin à toutes les subventions gouvernementales liées à l'amiante, tant au Canada qu'à l'étranger, et cesser de bloquer les conventions internationales sur la santé et la sécurité visant à protéger les travailleurs contre l'amiante, notamment la Convention de Rotterdam.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord j'aimerais vous féliciter pour votre réélection au poste de Président de la Chambre des communes. Il s'agit d'un grand honneur qui est tout à fait mérité. Je sais que tous mes collègues de ce côté-ci de la Chambre vous souhaitent bonne chance pour cette 40^e législature.

Quant aux affaires courantes, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

DISCOURS DU TRÔNE

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 19 novembre, de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, je suis honoré de prendre la parole aujourd'hui en cette Chambre et d'offrir la réplique du Parti libéral et de l'opposition officielle au discours du Trône, qui marque également l'inauguration de la 40^e législature.

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de la Chambre des communes. Je tiens aussi à féliciter tous les députés pour leur élection à ce Parlement. Par delà nos divergences partisans, nous sommes tous d'accord pour affirmer que représenter nos concitoyens en cette Chambre, se mettre ici à leur service, est un honneur. Je suis reconnaissant aux électeurs de L'hon. Stéphane Dion (Saint-Laurent—Cartierville, Lib.) de m'avoir une fois de plus accordé leur confiance.

Les Canadiens ont décidé d'élire un autre gouvernement minoritaire, le troisième en trois élections consécutives. Encore

une fois, le gouvernement a donc l'obligation de travailler avec l'opposition afin que ce Parlement fonctionne.

Au moment où le Parti libéral du Canada vit une période de renouveau à travers le pays, il entend en même temps être une opposition officielle responsable dans un Parlement minoritaire. Oui, nous serons une opposition responsable, nous consacrerons nos efforts à faire en sorte que ce Parlement fonctionne pour le bien de tous les Canadiens en cette période d'instabilité économique.

Je constate avec regret que le NPD et le Bloc se sont empressés de jouer la surenchère politique et de menacer de déclencher de nouvelles élections quelques semaines à peine après que les Canadiens ont voté. Ce serait irresponsable. Les Canadiens s'attendent à mieux de nous. De fait, ils nous demandent à tous de travailler ensemble en cette Chambre afin de renforcer notre système de santé, afin de mieux protéger les Canadiens, et non simplement de bâtir de nouvelles prisons, afin de saisir pleinement le potentiel économique que représente la lutte contre les changements climatiques et afin d'avoir un environnement plus sain.

●(1015)

[Traduction]

Ce Parlement n'a pas besoin d'un guide gouvernemental à l'intention des présidents de comités qui donne à ces derniers des directives sur la façon de perturber le travail des comités parlementaires essentiels. Ce Parlement n'a pas besoin d'un gouvernement qui soumet des projets de loi à des votes de confiance sans que ce soit justifié.

Par contre, ce Parlement a besoin d'un gouvernement qui présentera enfin aux Canadiens un plan qui nous aidera à traverser la période économique difficile que nous vivons.

Notre tâche première sera d'exiger du gouvernement des mesures énergiques en matière d'économie. Nous examinerons chacune de ces mesures selon trois critères. Premièrement, les mesures proposées par le gouvernement permettent-elles de protéger et de créer des emplois? Deuxièmement, le gouvernement fait-il tout en son pouvoir pour sauvegarder les retraites et les épargnes des Canadiens? Troisièmement, bien entendu, les mesures proposées sont-elles responsables sur le plan budgétaire? L'opposition officielle appuiera les mesures du gouvernement en matière d'économie qui satisfont à ces trois critères.

Il est grand temps que le gouvernement présente un plan qui sauvegardera les emplois, les retraites et les épargnes des Canadiens. Il est grand temps que le gouvernement fasse preuve d'un brin de responsabilité budgétaire.

Il ne fait aucun doute que la crise économique mondiale a un impact important sur le Canada, mais cet impact est d'autant plus profond que le gouvernement a mal géré notre économie.

Le ralentissement économique au Canada ne date pas du mois dernier. Il s'est amorcé il y a un an. Dans la première moitié de 2008, le Canada a connu le pire rendement économique de tous les pays du G8. En fait, jusqu'à présent cette année, l'économie canadienne s'est contractée. Il s'agit de notre pire croissance économique depuis 1991.

L'Adresse

Nous perdons constamment du terrain pour ce qui est de la productivité de notre main-d'œuvre par rapport à celle des États-Unis. Notre productivité ne cesse de baisser depuis neuf mois, situation qui n'a pas été observée au Canada depuis 1990. Comme les facteurs fondamentaux de notre économie sont déjà affaiblis, le Canada doit faire face à cette crise économique grandissante en ayant les mains liées en quelque sorte. Les belles paroles du gouvernement ne correspondent pas à ses actions dans ce dossier. En effet, il n'avait pas prévu cette crise, et il n'a rien fait pour l'empêcher. L'automne dernier, quand il a réduit la TPS, ses projections économiques étaient encourageantes. Le gouvernement était optimiste. Il avait tort.

[Français]

Ce sont les travailleurs canadiens qui subissent les conséquences de l'inaction de ce gouvernement. Depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, nous avons vu des pans importants de notre secteur industriel, comme les secteurs manufacturier et forestier, perdre de façon graduelle mais constante des emplois bien rémunérés.

Quelle a été la réponse de ce gouvernement face aux difficultés vécues par notre secteur industriel? Un mélange d'indifférence et d'idéologie. Et surtout, aucune stratégie pour renforcer le développement économique des différentes régions de notre pays.

• (1020)

[Traduction]

Un exemple parfait du comportement du gouvernement à cet égard est son refus d'investir dans le secteur de l'automobile parce qu'il ne voulait pas choisir des gagnants et des perdants. C'était sa position jusqu'à la veille des élections. C'est à ce moment qu'il a changé d'avis. Maintenant, le ministre des Finances fait de nouveau volte-face. Il affirme que des citoyens lui ont dit de ne pas investir dans le secteur de l'automobile. Tandis que le gouvernement continue de tergiverser, notre économie continue de souffrir et les travailleurs canadiens perdent leurs emplois.

Actuellement, avec aucune proposition claire, le gouvernement n'est pas en mesure de déterminer ce qu'il fera pour que les Canadiens aient confiance dans leurs emplois. Il est évident que le gouvernement a plus de travail à faire pour protéger les économies et les pensions des Canadiens. Cependant, je suis heureux que le premier ministre se soit montré disposé à travailler avec le G20.

Quand cette organisation a été proposée par l'ancien gouvernement libéral à l'instigation, en fait, de Paul Martin, le premier ministre actuel l'a décrite comme la stratégie d'une nation faible. Il avait tort, et il commettrait une autre erreur s'il ne profitait pas pleinement du G20, qui est une bonne idée canadienne et une belle réussite pour notre pays.

[Français]

Je note aussi avec satisfaction que le premier ministre ne croit plus maintenant, comme il le croyait lors de la campagne électorale, que le plan économique libéral pour les 30 premiers jours est un signe de panique.

En effet, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes heureux que le gouvernement ait adopté notre proposition d'accélérer les dépenses en infrastructure déjà inscrites au budget; de rencontrer les économistes du secteur privé; de présenter rapidement un énoncé économique; et, finalement, après deux années de retard, de rencontrer les premiers ministres des provinces et des territoires afin de coordonner les stratégies économiques de notre fédération.

[Traduction]

Malheureusement, le premier ministre est arrivé à cette rencontre des premiers ministres en n'ayant rien d'autre à présenter qu'un nouveau plafond pour les paiements de péréquation dans une tentative désespérée de contrôler son budget qui bat de l'aile. En renonçant à sa formule de péréquation, non viable, il renonce à la pièce maîtresse de son budget de 2007, un budget qui passera à l'histoire comme l'une des plus grandes occasions ratées du Canada.

J'espère que lorsque le premier ministre examine l'état actuel de l'économie, il fait preuve de davantage de sensibilité et de vision et qu'il voit plus que de simples occasions d'achat, surtout qu'en observant l'indice TSX, on s'aperçoit que quiconque a suivi son conseil du 7 octobre dernier a maintenant perdu environ 10 p. 100 de ses avoirs.

[Français]

La crise du crédit affecte certains des plus grands employeurs au pays. Cette crise survient au pire moment, alors que la dégringolade des bourses vient de réduire considérablement la valeur des fonds de retraite d'un grand nombre de compagnies. Heureusement, grâce à la bonne gestion des gouvernements libéraux précédents, notre régime public de pensions repose sur des assises financières solides. Heureusement que le Canada n'a pas écouté l'actuel premier ministre lorsqu'il recommandait, en tant que conseiller économique du Parti réformiste, la fin du Régime de pensions du Canada.

Il est vrai que le gouvernement conservateur a hérité du gouvernement libéral un régime de pensions, un régime bancaire, une santé économique et financière sans précédent dans l'histoire du Canada. Cela a pris trois ans de gouvernement conservateur pour dilapider cet héritage. Ce discours du Trône, comme les deux précédents, attribue faussement au gouvernement conservateur le mérite des réalisations libérales.

Si au moins le gouvernement nous proposait des solutions nouvelles aux difficultés d'aujourd'hui! Ce gouvernement doit aller au-delà des généralités qu'il ne cesse de répéter, et il doit nous expliquer précisément comment il entend offrir aux entreprises la flexibilité dont elles ont besoin pour demeurer profitables tout en garantissant aux travailleurs canadiens les pensions auxquelles ils ont droit.

• (1025)

[Traduction]

Le fait est qu'en moins de trois ans le gouvernement a réduit à néant l'excédent de 13 milliards de dollars dont il avait hérité du gouvernement libéral précédent. Le gouvernement parle maintenant de déficit. Ce déficit ne serait pas le résultat de la crise économique mondiale. Le gouvernement libéral a obtenu un excédent pendant la crise financière asiatique, après les attentats du 11 septembre et pendant l'épidémie de SRAS. Ce déficit serait la responsabilité du gouvernement conservateur, du ministre des Finances, du premier ministre.

[Français]

Qui est responsable de ce déficit? Ce gouvernement conservateur, ce ministre des Finances, ce premier ministre.

L'Adresse

[Traduction]

C'est le gouvernement conservateur qui a décidé de ne pas réduire les impôts d'une façon qui permettrait de stimuler l'économie et d'accroître la productivité. C'est le gouvernement conservateur qui est devenu le gouvernement le plus dépensier de l'histoire du Canada. Ce gouvernement a obtenu ce titre en 2007 et en 2008. D'ici le prochain exercice, il devrait ainsi avoir accru ses dépenses de 25 p. 100 par rapport à 2005-2006. C'est plus de 40 milliards de dollars de nouvelles dépenses par année. Ce gouvernement se veut peut-être conservateur, mais certainement pas sur le plan financier.

[Français]

Ce gouvernement, très conservateur sur le plan idéologique, n'est certainement pas conservateur dans sa gestion des finances publiques.

[Traduction]

Le gouvernement a été imprudent au point d'éliminer la réserve pour éventualités qui servait de tampon et qui devait aider le Canada à ne pas faire de déficit lorsqu'il traverserait une période économique difficile.

Le premier ministre a répété durant la campagne électorale qu'il prévoyait un ralentissement économique. S'il prévoyait ce ralentissement, pourquoi a-t-il dépensé les excédents? Qui plus est, s'il prévoyait ce ralentissement, pourquoi a-t-il vidé la réserve pour éventualités?

Le gouvernement a décidé de ne pas avoir de coussin financier, de ne pas garder de marge de manoeuvre, de sorte que durant une période de ralentissement économique le gouvernement du Canada ne pourrait faire autrement que de dépenser au-delà de ses revenus et d'enregistrer un déficit.

Le mois dernier, le premier ministre a déclaré qu'il n'enregistrerait jamais de déficit et qu'il était ridicule de parler de déficit. C'est maintenant le gouvernement qui a l'air ridicule.

Durant la campagne électorale, le gouvernement a induit les Canadiens en erreur quant à la possibilité d'un déficit. Maintenant, avec le discours du Trône, le gouvernement tente d'induire les Canadiens en erreur en ce qui concerne les causes de ce déficit. Le gouvernement est responsable. C'est son bilan.

[Français]

L'opposition officielle peut compter sur un caucus solide qui ne cessera d'interroger le gouvernement sur ses choix et sur son bilan.

Nous allons tout faire pour protéger les emplois, les pensions et les épargnes des Canadiens. Nous allons tout faire pour que la discipline budgétaire soit de nouveau un principe fondamental.

Voilà ce que nous demandent les Canadiens en ces temps économiques difficiles. Et c'est ce que l'opposition officielle compte offrir.

• (1030)

[Traduction]

L'opposition officielle n'a pas l'intention de profiter de l'occasion pour renverser le gouvernement. Toutefois, nous voulons conseiller le gouvernement et vérifier ses assurances de bonne volonté. À cette fin, en reprenant certains des propos que le premier ministre a prononcés le 6 octobre 2004 alors qu'il était chef de l'opposition face à un gouvernement minoritaire, je propose:

Que la motion soit modifiée par adjonction de ce qui suit:

et nous pressons les conseillers de Votre Excellence

de respecter les résultats de l'élection dans laquelle plus de 60 p. 100 des électeurs ont voté pour un député de l'opposition;

de garder en mémoire le fait que la population s'exprime tout autant par l'intermédiaire de l'opposition que par l'intermédiaire du gouvernement;

de reconnaître que les Canadiens s'attendent à juste titre que la Chambre des communes qu'ils viennent d'élire fonctionne de manière moins partisane et plus constructive dans un esprit de collaboration et que le gouvernement doit, le premier, donner l'exemple et se montrer plus ouvert qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant;

dans cet esprit, étant donné le caractère crucial de la prochaine mise à jour économique et financière, il devrait offrir aux représentants des partis d'opposition, au moins trois heures à l'avance, une explication détaillée de la mise à jour donnée par des hauts fonctionnaires compétents, de manière à ce que tous les députés puissent débattre des graves difficultés économiques qui affectent les Canadiens et Canadiennes en toute connaissance de cause.

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le chef de l'opposition officielle pour sa réélection. Je le remercie de ses commentaires et de son allocution en réponse au discours du Trône.

Cependant, je sens que l'opposition libérale est divisée lorsqu'il est question de consultation et de collaboration avec le gouvernement au moment où nous traversons une crise économique mondiale. Je remarque, avec un certain optimisme, que le chef de l'Opposition a déclaré qu'il était disposé à collaborer avec le gouvernement pour aider tous les Canadiens à faire face à l'instabilité économique. Ce n'est toutefois pas sans inquiétude que j'ai entendu le député d'Etobicoke—Lakeshore déclarer, dans une entrevue qu'il a accordée à l'émission *Mike Duffy Live* hier soir, que l'idée de collaborer avec le gouvernement pour trouver des moyens de réaliser des économies dans le budget de fonctionnement annuel du gouvernement ne l'intéressait pas le moins du monde.

J'aimerais que le chef de l'opposition exprime la position officielle du parti de l'opposition officielle. Est-ce celle qu'il vient de présenter ou est-ce celle du député d'Etobicoke—Lakeshore, qui a dit, ni plus ni moins, qu'il ne souhaitait pas collaborer avec le gouvernement pour réaliser des économies ou tenter, de quelque façon que ce soit, de collaborer avec le gouvernement pour traverser la crise économique? Pourrait-il clarifier la position officielle du parti de l'opposition officielle?

L'hon. Stéphane Dion: Monsieur le Président, c'est au gouvernement qu'il incombe de proposer un plan, spécialement compte tenu du fait qu'il est entièrement responsable du déficit. Au cours des trois dernières années, il a mal géré l'économie. Il n'a rien fait pour préparer le Canada à l'actuelle crise économique. Il lui incombe de proposer un plan, de faire des propositions, de rendre des comptes et d'être transparent, non d'arriver avec des coupes idéologiques annoncées par le cabinet du premier ministre, mais bien de faire des propositions dont discuteront les députés. Voilà en quoi consiste sa responsabilité; pour notre part, nous assumerons la nôtre.

À propos de caucus divisé, que peut-on dire du ministre des Finances, qui a déclaré que pour camoufler le déficit, il était prêt à vendre les actifs du Canada? Le lendemain, le premier ministre l'a contredit. Qui est le porte-parole du gouvernement? J'imagine que c'est le premier ministre. J'ose espérer que c'est lui. J'espère également que les conservateurs ne présenteront pas ce fameux plan pour camoufler le déficit en vendant des actifs.

L'Adresse

● (1035)

Mme Olivia Chow (Trinity—Spadina, NPD): Monsieur le Président, des millions de Canadiens attendent désespérément que le gouvernement prenne des mesures énergiques. Ils s'inquiètent au sujet de leur pension, de leurs économies et de leur emploi. Pourtant, le discours du Trône ne prévoit aucune stratégie nationale en matière de transport en commun, rien pour la construction de logements abordables, aucun plan pour créer davantage de places en garderie et encore rien pour les quatre chômeurs sur cinq qui ne sont pas admissibles à des prestations d'assurance-emploi.

Le chef de l'opposition parle de ce qu'ont fait les gouvernements antérieurs. Dans son discours, il n'est question ni de mesures énergiques, ni de suggestions concrètes. Il qualifie cependant de ridicule le plan énoncé dans le discours du Trône. Or, si le discours du Trône est ridicule et qu'il ne prévoit aucune mesure énergétique ou stratégique pour les Canadiens en difficulté, pourquoi le chef de l'opposition appuie-t-il ce plan dont il vient juste de parler pendant 15 minutes et qu'il a dénoncé comme n'étant pas digne d'appui? Je ne comprends pas.

L'hon. Stéphane Dion: Monsieur le Président, la députée sait qu'elle aurait l'air ridicule de faire du porte-à-porte dans sa circonscription la semaine prochaine pour demander aux gens de voter pour elle. Elle aurait l'air complètement ridicule et elle le sait. Son chef le sait lui aussi. C'est un jeu.

Elle a raison de parler du manque de précision des mesures concernant les pensions, les emplois et l'épargne, mais il faut que le Parlement fonctionne quand même. Elle se doit de questionner le gouvernement à ce sujet en notre nom à tous, ce qu'elle ne pourrait pas faire si nous repartions en campagne électorale. Nous aurions tous l'air fou.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, à la lecture du discours du Trône, je suis certain que les députés trouveraient amplement matière à commentaire. Prenons par exemple l'énoncé, à la page 16, de la présumée position du gouvernement. On y lit ceci:

Les institutions du Canada sont les piliers de notre démocratie, de notre liberté et de notre prospérité.

Je me demande toutefois si les Canadiens partagent ce point de vue après avoir vu ce qui est arrivé à la présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Je me demande ce que les Canadiens auraient à dire si on leur demandait ce qu'ils pensent du respect à l'endroit du Parlement et de sa mesure législative concernant les élections à date fixe ou encore ce qu'il pensent d'un gouvernement qui défie l'autorité du directeur général des élections du Canada et propose un vote lui retirant sa confiance.

Le chef de l'opposition a lui-même fait l'objet de poursuites. Je me demande si, comme moi, il juge qu'on ne peut pas croire le gouvernement sur parole.

● (1040)

L'hon. Stéphane Dion: Monsieur le Président, voici un nouvel exemple: il y a quelques semaines, le premier ministre a dit qu'il n'y aurait pas de déficit. Aujourd'hui, on nous en annonce un.

Comment pouvons-nous faire confiance au gouvernement? Cette question est des plus pertinentes. Le gouvernement prétendait vouloir adopter une nouvelle attitude, un nouveau comportement et une approche de coopération. Nous en prenons bonne note et nous verrons si cela se concrétise.

L'opposition officielle fera son travail. Nous obligerons le gouvernement à rendre des comptes. Nous exigerons une plus

grande transparence. Nous exigerons du gouvernement qu'il établisse un plan pour protéger nos pensions, nos économies et nos emplois. Nous exigerons qu'il respecte les agents publics de notre pays, qui ne sont pas partisans et qui ne devraient pas être considérés comme tels chaque fois qu'ils donnent au gouvernement un conseil qu'il n'apprécie pas.

M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les commentaires du député. Peut-être vit-il dans une bulle et n'est-il pas conscient de la situation mondiale actuelle.

J'aimerais savoir si le député pourrait reconnaître quelques faits pour la gouverne de la Chambre. Reconnaîtrait-il que le Canada est actuellement le seul pays du G8 qui affiche un excédent de fonctionnement, qui rembourse sa dette et qui réduit les impôts? Reconnaîtrait-il que plus de 800 000 emplois ont été créés depuis le 23 janvier 2006? Reconnaîtrait-il que la demande de biens de consommation au Canada demeure forte? L'industrie canadienne de l'automobile est un excellent exemple. La vente de voitures en octobre a augmenté de 1,4 p. 100 par rapport au mois d'octobre de l'an dernier.

Voilà le bilan de notre gouvernement et les effets de ses mesures de stimulation économique. Pendant la même période, aux États-Unis, la demande dans le secteur de l'automobile a reculé de 50 p. 100.

Le député reconnaîtrait-il que ce sont là des enjeux planétaires?

Le député ne peut compartimenter les enjeux. Il ne peut vivre dans une bulle comme il l'a laissé entendre dans son discours. Il est irréaliste de penser que nous pouvons isoler le Canada d'une façon quelconque et compartimenter les enjeux. On dirait vraiment qu'il fait fi d'une bonne partie des problèmes mondiaux.

Le député reconnaîtrait-il que le bilan de notre gouvernement est exceptionnel à d'innombrables égards? Il ne l'a pas fait dans son discours.

L'hon. Stéphane Dion: Monsieur le Président, il faut reconnaître que, dans le passé, nous pouvions compter sur une économie vigoureuse grâce au travail acharné des Canadiens et aux politiques avisées qui avaient été mises en oeuvre par les libéraux pendant plus de dix ans.

Il était à prévoir que le jour viendrait où une crise économique éclaterait à l'étranger. Nous ne sommes pas isolés du reste du monde. Nous n'étions pas les seuls à être touchés par l'épidémie de SRAS. Nous n'étions pas les seuls à subir les contrecoups des événements du 11 septembre. Nous avons préparé le pays à faire face aux coups durs.

Pourquoi donc le premier ministre a-t-il aboli la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars? On ne peut évoquer d'autre raison que de la mauvaise gestion de la part du gouvernement conservateur. Je ne suis pas le seul à le dire. C'est le directeur parlementaire du budget qui est l'auteur des propos suivants:

[Le rendement financier actuel est faible] en grande partie en raison des décisions politiques antérieures plutôt que de l'affaiblissement de l'économie [...]

Le gouvernement conservateur est responsable de ce déficit et il a la responsabilité de proposer un plan, que nous attendons dans les plus brefs délais. C'est pourquoi nous tenons à ce que le Parlement demeure fonctionnel.

L'Adresse

[Français]

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, je vous remercie de me permettre de répondre au discours du Trône prononcé hier par Son Excellence la Gouverneure générale.

[Traduction]

J'aimerais vous féliciter de nouveau, monsieur le Président, d'avoir été réélu à titre de Président de la Chambre des communes et, par la même occasion, féliciter tous les députés ici présents.

Je désire également remercier tout particulièrement la population de Calgary de m'avoir élu à la Chambre des communes pour une cinquième fois. En fait, j'ai été élu dans la circonscription de Calgary-Sud-Ouest à quatre reprises en à peine plus de six ans. Calgary est de bien des façons une communauté remarquable. Pourrais-je dire qu'il y a peu de communautés où un jeune homme sans racines ni connexions aurait eu les possibilités qui m'ont été offertes. J'en suis profondément reconnaissant. En particulier, je remercie la population de Calgary-Sud-Ouest pour l'énorme latitude qu'elle me donne de voyager partout dans ce pays, et à l'étranger, tout en restant son représentant local.

Bien entendu, nous sommes tous ici en raison de l'élection du 14 octobre. Près de 15 millions de Canadiens ont voté aux 40^{es} élections générales. Ce faisant, ils exerçaient leur devoir civique, exprimant leurs espoirs pour le Canada et apposant leur marque sur notre histoire et notre destinée communes.

Je suis honoré que les Canadiens aient choisi de donner à notre gouvernement un nouveau mandat, plus fort. Il est souvent difficile pour les gouvernements en place de recevoir un mandat renforcé, mais il est rare de recevoir un mandat plus fort dans une période de difficultés économiques. Pourtant, c'est exactement ce qui s'est passé aux dernières élections.

Notre gouvernement conservateur, bien qu'il soit toujours minoritaire, a aujourd'hui l'un des mandats les plus vastes et les plus équilibrés de tous les gouvernements élus au pays depuis une génération. L'époque où les gouvernements balayaient d'immenses régions du pays tout en étant pratiquement ignorés dans d'autres est révolue. Cela se reflète par l'ampleur et la profondeur des talents de notre nouveau caucus et de notre nouveau Cabinet.

● (1045)

[Français]

Permettez-moi une référence au hockey. Le coeur de notre équipe est composé de vétérans et il a été renforcé par l'ajout de nombreuses recrues impressionnantes. On a maintenant un équilibre avec des ministres venant de 10 des 13 provinces et territoires. De plus, on a l'une des plus fortes proportions de femmes ministres de l'histoire du Canada.

[Traduction]

La vaste représentation de notre gouvernement repose aussi sur une augmentation marquée du soutien des nouveaux Canadiens, qui font partie de la grande diversité des communautés culturelles de notre pays. Et le gouvernement va continuer à bâtir un pays pacifiste, prospère et pluraliste, où tout le monde a droit aux mêmes possibilités de réussite. Où des familles saines s'épanouissent dans des communautés sécuritaires. Où la récompense de l'initiative individuelle est équilibrée par un engagement collectif à aider les gens dans le besoin. Et où les différentes confessions, langues et traditions contribuent toutes à notre riche patrimoine culturel.

Tout comme les Canadiens sont des gens avec des passés différents, parfois antagonistes, qui ont pourtant réussi à créer l'une

des sociétés les plus harmonieuses de la planète, nous devrions, en tant qu'élus qui les représentent, être déterminés à mettre de côté des considérations clairement partisans et tenter, dans la mesure du possible, de travailler ensemble pour le bien du Canada. Non seulement cela aidera à renforcer la Chambre, mais cela nous permettra de relever les immenses défis auxquels le Canada est confronté dans le cadre de l'économie mondiale — des défis qui ne cessent de s'intensifier depuis notre élection, il y a cinq semaines seulement.

En fait, s'il y a un bon côté à la crise économique mondiale, c'est la volonté des gouvernements de s'unir afin de trouver des solutions communes. Je l'ai constaté lors de mes rencontres avec nos dirigeants provinciaux. Et le monde en a été témoin au sommet sans précédent du G20 tenu à Washington le week-end dernier.

[Français]

Si on peut trouver un certain consensus parmi les divers gouvernements de la planète, dont nombre vivent des conflits insolubles depuis longtemps, il est clair qu'on peut travailler de façon plus productive et coopérative ici au sein d'un seul et même Parlement.

[Traduction]

Le gouvernement du Canada est très satisfait des positions prises au sommet du G20. Il y a un accord commun sur les mesures macroéconomiques requises pour répondre au ralentissement de l'économie mondiale. Il y a un plan d'action pour une meilleure réglementation nationale des institutions et des marchés financiers, avec des évaluations internationales transparentes des secteurs financiers des divers pays. Et il y a un soutien pour des politiques économiques libres et ouvertes, avec un rejet explicite de tout recours au protectionnisme.

Il n'est pas surprenant que ces prises de position soient si proches de celles du Canada. D'abord, elles reflètent les valeurs économiques du Canada — un commerce ouvert et des marchés libres, dirigés par une politique prudente et une réglementation sensée. Nous évitons les extrêmes que sont, d'un côté, une économie protectionniste et, de l'autre, des marchés incontrôlés, peu importe leur attrait, qui nuisent invariablement aux entreprises, aux consommateurs et aux travailleurs.

Deuxièmement, elles reflètent la position du Canada dans le monde actuel, en particulier notre force relative parmi les économies industrialisées.

Permettez-moi de parler de certains de ces points forts. Nous avons — et je cite ici l'autorité qu'est le Forum économique mondial — le système bancaire le plus solide du monde. Et nous sommes, grâce à la prudente gestion financière exercée ces dernières années, dans la position financière la plus saine de tous les principaux pays industrialisés.

● (1050)

[Français]

En moins de trois ans, notre gouvernement a versé 37 milliards de dollars pour réduire la dette nationale. C'est pourquoi on a le ratio dette/PIB le plus bas du G7, ce qui signifie qu'on a une plus grande flexibilité financière que la plupart des autres pays.

L'Adresse

[Traduction]

Nous avons offert un allègement fiscal général — taxe de vente, impôt des particuliers et des sociétés — et des réductions fiscales additionnelles sont prévues dans notre cadre financier. De plus, nos régimes de pensions publics sont solides sur le plan actuariel et notre gouvernement a augmenté les avantages sociaux afin de soutenir la sécurité financière des familles canadiennes, notamment avec la Prestation universelle pour la garde d'enfants, l'augmentation des transferts pour les programmes provinciaux en matière de santé et d'éducation postsecondaire et l'amélioration du Supplément de revenu garanti.

[Français]

Ces mesures aident les Canadiens et les Canadiennes à vivre davantage selon leurs moyens, et non pas au-dessus de leurs moyens comme c'est le cas dans de nombreux autres pays.

[Traduction]

Néanmoins, comme je l'ai dit, le Canada n'est que dans une position de force relative au sein de l'économie mondiale. Et l'économie mondiale entre dans une période qui, selon des leaders mondiaux, est aussi grave que tout ce que nous avons connu depuis plusieurs décennies. Nous sommes touchés, et nous le serons encore plus, surtout parce que notre voisin le plus proche et notre principal partenaire commercial est l'épicentre de ce séisme financier et du ralentissement mondial.

[Français]

L'effondrement du marché des hypothèques aux États-Unis, qu'on a appelé la « crise des *subprime* », a transmis une onde de choc dans le reste du monde. Cela a paralysé les marchés internationaux de crédit, entraîné des faillites bancaires à New York et à Londres, et des crises financières dans des pays comme l'Islande et la Hongrie. Cela a aussi provoqué des fluctuations extrêmes sur les marchés boursiers et des produits. Et cela a fait chuter les dépenses à la consommation dans les pays les plus durement touchés, dont les États-Unis.

[Traduction]

En conséquence, nos investissements souffrent. La valeur de nos propriétés baisse. Et certains de nos marchés d'exportation sont déjà réduits. Depuis la naissance de cette crise, il y a plus d'un an, nous avons pris des mesures décisives pour en minimiser les effets. Nos mesures de relance financière, sous la forme de réductions à long terme des taxes à la consommation et du fardeau fiscal des particuliers et des sociétés, stimulent les dépenses intérieures et rendent notre pays plus attrayant pour les investisseurs. Notre mesure législative qui renforce la capacité de la Banque du Canada de fournir des liquidités à nos marchés nationaux du crédit est essentielle. Et pour éviter une implosion du marché immobilier similaire à celle qui a frappé les États-Unis, nous avons limité la durée des prêts hypothécaires et fixé des montants minimaux pour les acomptes en capital.

[Français]

Grâce à ces actions, le Canada a pu éviter certaines des mesures plus risquées et plus coûteuses que d'autres gouvernements ont été obligés de prendre lorsque la crise mondiale s'est aggravée cet automne.

Par exemple, on n'a pas eu à injecter des milliards de dollars en investissements ou en subventions dans des institutions financières chancelantes. Au lieu de cela, le Canada a maintenu une stabilité par des interventions commerciales soigneusement ciblées visant à

protéger la force inhérente de notre secteur bancaire et à l'aider à maintenir des liquidités et à offrir du crédit.

[Traduction]

Notre engagement à acheter des hypothèques garanties par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement assure que nos institutions financières continuent à prêter aux particuliers et aux entreprises. Et notre nouvelle Facilité canadienne d'assurance aux prêteurs offre l'assurance requise pour maintenir les prêts interbancaires. Ces mesures ont beaucoup aidé le secteur financier, tout comme les mesures sur les politiques monétaires prises par la Banque du Canada, souvent en coordination avec d'autres pays.

D'un autre côté, certaines de ces mesures sont sans précédent. En fait, nous n'aurions probablement pas envisagé certaines d'entre elles il y a quelque temps seulement.

● (1055)

[Français]

Ce qui a été bien clair au Sommet du G20, c'est que d'autres mesures, parfois sans précédent, pourraient être nécessaires.

[Traduction]

Il devient apparent que des mesures financières et monétaires à elles seules risquent de ne pas suffire pour affronter la crise actuelle. Déjà, partout dans le monde, les gouvernements réagissent en prenant d'importantes mesures budgétaires, et ça ne fait que commencer. La Chine a annoncé un demi-billion de dollars pour soutenir la demande intérieure. Le Royaume-Uni et les États-Unis, bien qu'ils accusent déjà d'importants déficits, prennent d'autres mesures de relance financière.

En bref, les divers gouvernements du monde ont décidé de prendre toutes les mesures financières, monétaires et budgétaires requises pour affronter la crise. Et permettez-moi d'être clair, c'est aussi la position du gouvernement du Canada.

Nous allons prendre toutes les mesures financières à court terme nécessaires pour faire partie d'une solution économique mondiale à un problème économique mondial. Et nous allons le faire tout en assurant que les forces fondamentales et les avantages concurrentiels de notre pays seront toujours là quand la crise s'atténuera.

À cette fin, il est particulièrement important que nous renoncions aux déficits structurels qui ont gravement nui au Canada de la moitié à la fin du XX^e siècle. Vingt-sept années consécutives de déficits fédéraux ont amené notre pays au bord de l'insolvabilité nationale. Heureusement, un consensus bipartite a été établi ici dans les années 1990 — soutenu par presque tous nos gouvernements provinciaux — selon lequel il fallait éliminer les déficits structurels. Ce solide cadre financier nous a permis d'agir dès le début de la crise et d'avoir jusqu'à présent une économie plus forte que les autres pays industrialisés.

[Français]

Au même moment, je crois que nous savons tous que d'équilibrer le budget en augmentant le fardeau fiscal, en réduisant des services essentiels du gouvernement ou en refusant des interventions nécessaires au beau milieu d'une crise économique mondiale ferait plus de mal que de bien. Au cours des prochains mois, on doit agir tout en assurant que le Canada ne retombe pas dans des déficits continus et structurels.

*L'Adresse**[Traduction]*

Au même moment, je crois que nous savons tous qu'équilibrer le budget en augmentant le fardeau fiscal, en réduisant des services essentiels du gouvernement, ou en refusant des interventions nécessaires au beau milieu d'une crise économique mondiale ferait plus de mal que de bien. Au cours des prochains mois, nous devons agir tout en s'assurant clairement que le Canada ne retombera pas dans des déficits structurels.

Le ministre des Finances fera une évaluation plus approfondie dans son énoncé financier et économique la semaine prochaine, pendant ce débat sur le discours du Trône, mais je vais mentionner les principaux éléments.

Nous allons procéder à un examen stratégique complet de toutes les dépenses ministérielles prévues au cours des quatre prochaines années. En fait, le président du Conseil du Trésor a entrepris ce processus il y a un an et demi. Toutes les subventions, contributions et dépenses en capital seront passées à la loupe dans le but de rationaliser les opérations, de rendre la prestation des services plus efficiente et d'économiser l'argent des contribuables.

Nous examinerons attentivement toutes les subventions, contributions et dépenses en capital en vue de rationaliser les activités gouvernementales, de rendre la prestation des services plus efficace et d'épargner l'argent des contribuables.

Tous les ministères et organismes devront produire des états financiers trimestriels détaillés, accessibles aux parlementaires et au grand public, pour que les dépenses fassent l'objet d'un examen régulier et continu.

L'ensemble des sociétés d'État et des biens seront aussi sujets à un examen stratégique afin qu'on s'assure qu'ils offrent toujours des services essentiels aux Canadiens et aux Canadiennes.

Et le coût de la rémunération de la fonction publique sera contrôlé.

• (1100)

[Français]

Respectons notre engagement envers l'équilibre fiscal. Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux va continuer de croître comme prévu, de façon durable et raisonnable. Les paiements de péréquation vont augmenter aussi de façon durable en fonction de la croissance globale de notre économie.

[Traduction]

Outre les mesures budgétaires que nous prendrons sous forme d'épargne à long terme et d'incitatifs fiscaux à court terme, notre gouvernement tient à prendre des mesures qui stimuleront les investissements, aideront les travailleurs et les entreprises à s'adapter aux marchés qui évoluent rapidement, tant chez nous qu'à l'étranger, et créeront de nouvelles et meilleures possibilités d'emploi pour les Canadiens. Certaines de ces mesures étaient exposées dans notre programme électoral, et nous les réaliserons au cours de notre mandat.

Pour encourager l'investissement dans nos secteurs de l'extraction de l'uranium et du transport aérien, nous allons augmenter le seuil d'examen des investissements étrangers. Nous allons négocier avec nos partenaires commerciaux des dispositions de réciprocité pour les entreprises canadiennes, en veillant à conserver le droit de bloquer un investissement étranger s'il représente une menace à notre sécurité nationale.

[Français]

Pour stimuler les investissements et l'emploi dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale, notre gouvernement va augmenter le financement du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.

[Traduction]

Nous surveillons de très près les développements dans le secteur de l'automobile, ici et au sud de la frontière. Le Canada n'interviendra que si c'est dans l'intérêt général de l'économie canadienne et uniquement en tenant compte des intérêts des contribuables canadiens.

Pour assurer que le secteur manufacturier continue à œuvrer au sein d'une économie mondiale concurrentielle, nous offrons une déduction pour amortissement accéléré pour les investissements dans l'achat de machinerie et l'équipement. De plus, nous allons réduire les tarifs sur la machinerie et l'équipement importés.

Nous allons aussi continuer à soutenir et à encourager la recherche, le développement et la commercialisation de nouveaux produits et de nouvelles technologies par le secteur privé, avec notre Stratégie nationale des sciences et de la technologie. Par exemple, nous allons faire des investissements additionnels dans l'Institute for Quantum Computing, à Waterloo, un leader mondial émergent dans les domaines de l'informatique, de l'ingénierie, des mathématiques et de la physique.

[Français]

De plus, tout en investissant dans les industries et les emplois de demain, notre gouvernement soutient les industries traditionnelles qui forment depuis longtemps les solides fondations de l'économie canadienne. Dans certains secteurs et certaines régions, ces industries traversent une tempête formée à la fois par une fluctuation monétaire, une baisse de la demande et une concurrence étrangère accrue. Les communautés qui dépendent d'une industrie unique sont particulièrement touchées et notre gouvernement offre un financement qui soutient la diversification économique locale, le recyclage professionnel et l'aide aux travailleurs âgés.

[Traduction]

Mais nous pouvons faire plus pour soutenir nos industries traditionnelles.

Pour le secteur minier, nous allons prolonger le crédit d'impôt pour l'exploration minière.

Pour l'industrie forestière, nous allons intensifier le soutien aux activités de marketing internationales et offrir des incitatifs à la production d'énergie à partir de la biomasse.

Et pour l'agriculture, nous allons investir dans la capacité d'abattage, partout au pays, maintenir le soutien à la gestion de l'offre et continuer à défendre la liberté de commercialisation des producteurs céréaliers de l'Ouest.

Au sein de notre économie mondiale, aucun pays n'est tout à fait à l'abri des ralentissements internationaux.

[Français]

En de telles périodes, les gouvernements ont le devoir d'aider les familles et les communautés à combler l'écart entre le ralentissement et la reprise économique.

L'Adresse

[Traduction]

Nous avons aussi le devoir d'assurer qu'en cas de ralentissement, le Canada est le dernier à en ressentir les effets, le moins touché et le premier à s'en sortir. Notre gouvernement a déjà pris de nombreuses mesures pour atteindre les deux premiers objectifs. Pour atteindre le troisième, nous investissons dans l'infrastructure nationale et le développement économique afin de nous diriger vers une reprise.

[Français]

Notre plan Chantiers Canada est l'effort de renouvellement des infrastructures le plus ambitieux depuis 50 ans. Notre plan vise à construire des routes, des ponts, des ports, des postes frontaliers, des installations de traitement des eaux, des aéroports et plus encore, dans des communautés grandes et petites, partout au pays. Les gouvernements fédéral et provinciaux vont chercher à accélérer ces investissements au cours de l'année à venir.

On veut aussi terminer le réseau Internet à large bande au Canada pour que les Canadiens et les Canadiennes des communautés rurales aient le même accès au cyber-espace.

[Traduction]

De plus, pour donner des possibilités égales à tous les Canadiens, notre gouvernement va rétablir le financement des trois principales agences de développement régional du Canada, qui a été réduit par nos prédécesseurs.

Nous allons aussi offrir un financement fédéral au développement régional des communautés à fort taux de chômage dans le Sud-Est de l'Ontario, pour la toute première fois. Et nous allons créer un nouvel organisme dédié au développement économique du Grand Nord, notre magnifique frontière arctique qui renferme un potentiel incroyable pour notre prospérité future.

Pour être au premier plan de la reprise, le Canada a besoin d'un secteur des petites entreprises sain et d'une main-d'œuvre qualifiée. Notre gouvernement va libérer l'énergie et la créativité entrepreneuriales de notre pays en augmentant le seuil d'imposition des petites entreprises et en indexant l'exonération cumulative des gains en capital à l'inflation.

Avec la reprise des travaux parlementaires, nous allons poursuivre l'initiative de réduction de la paperasserie fédérale pour les petites et moyennes entreprises, et nous allons créer un fonds de capital de risque qui aidera les entrepreneurs à mettre rapidement de nouveaux produits sur le marché.

• (1105)

[Français]

De plus, on va aider les jeunes entrepreneurs qui ont des familles en augmentant l'accès aux prestations de congé de maternité et parental dans le cadre du régime d'assurance-emploi.

[Traduction]

Il existe déjà une pénurie de gens de métier qualifiés dans certains secteurs et certaines régions, et notre gouvernement prend des mesures pour assurer que le Canada a les travailleurs dont il a besoin pour occuper les emplois d'aujourd'hui et de demain. Nous offrons des déductions et des crédits d'impôt aux apprentis et à ceux qui les engagent, et nous allons offrir une prime en espèces aux apprentis qui terminent leur programme de formation.

[Français]

On s'affaire aussi à traiter les nombreux dossiers en suspens dans notre système d'immigration, en traitant en priorité les demandeurs qui possèdent les compétences dont notre économie a besoin dans l'immédiat et en collaborant avec les provinces pour assurer que les

titres de compétence des immigrants qualifiés sont reconnus partout au Canada.

[Traduction]

Nous devons agir sur d'autres fronts avec les provinces et les territoires. Notre gouvernement va diriger un effort national visant à conclure un accord solide sur l'union économique interne d'ici 2010 afin de réduire les obstacles au commerce interprovincial, d'améliorer la mobilité de la main-d'œuvre et d'augmenter les investissements.

Nous allons aussi faire des pressions pour la mise en place d'un organisme de réglementation des valeurs mobilières commun, comme le demandent de nombreux intervenants du monde des affaires. Le rapport Hockin sera publié en janvier, et nous sommes ravis que pratiquement toutes les provinces soient prêtes à en étudier les propositions.

Les mêmes principes — des marchés ouverts et bien réglementés — guideront nos efforts visant à accroître les relations commerciales internationales du Canada. Nous sommes particulièrement impatients de travailler avec la nouvelle administration à Washington afin de renforcer les profonds liens d'amitié et de coopération avec notre voisin et principal partenaire commercial.

Nous allons collaborer étroitement pour assurer notre protection mutuelle, tout en cherchant à limiter tout obstacle au commerce et aux déplacements imposé au nom de la sécurité nationale des États-Unis. Nous allons également insister sur le fait que l'accès garanti de l'énergie canadienne aux marchés américains est essentiel à la sécurité des Américains.

Et nous avons une véritable possibilité de travailler avec la nouvelle administration américaine sur une stratégie nord-américaine économiquement équilibrée visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Mais nous n'allons pas mettre tous nos œufs dans le même panier.

[Français]

Notre gouvernement va presser le Parlement de ratifier sans tarder les accords de libre-échange conclus avec l'Association européenne de libre-échange, le Pérou, la Colombie et la Jordanie. On va aussi chercher à conclure de nouveaux accords sur le commerce et l'investissement en Asie, en Amérique et en Europe, et on va continuer à élargir notre réseau de bureaux commerciaux dans des pays comme la Chine, la Mongolie, le Mexique, le Brésil et l'Inde, des pays en développement dont les économies continuent à afficher une saine croissance.

[Traduction]

Dans toute l'histoire du Canada, notre croissance et notre prospérité économiques ont souvent été disproportionnellement axées sur une poignée de produits. À diverses époques, le poisson, la fourrure, le bois et le blé ont été les principales sources de notre richesse nationale. Aujourd'hui, et dans un avenir prévisible, l'énergie est un moteur majeur de notre économie.

[Français]

Dans le monde, nous sommes les premiers en production hydroélectrique, les premiers en production d'uranium, les troisièmes en production de gaz naturel et les cinquièmes en production énergétique globale avec la deuxième plus grosse réserve pétrolière du monde.

L'Adresse

[Traduction]

Nous avons la chance d'exploiter les énormes réserves énergétiques de l'Arctique, et de construire les pipelines qui les livreront sur les marchés, sur tout le continent. Et nous avons les matières premières et le potentiel pour nous joindre à la renaissance mondiale de la production d'énergie nucléaire propre et sécuritaire.

● (1110)

[Français]

On va aussi augmenter la production d'énergies propres, notamment en s'assurant qu'on produit 90 p. 100 de notre électricité avec des sources non émettrices d'ici 2020. On va investir des milliards de dollars dans des sources d'énergies renouvelables, ce qui comprend les biocarburants et l'énergie éolienne, solaire, géothermique et marémotrice.

[Traduction]

Et nous allons insister pour que le bitume brut soit transformé ici au Canada avant d'être envoyé vers des pays où les normes sur les émissions sont moins sévères que les nôtres.

Jusqu'ici, ma réponse au discours du Trône a été axée sur notre plan visant à protéger le Canada et les Canadiens contre les bouleversements de l'économie mondiale.

[Français]

Mais notre gouvernement comprend que les Canadiens et les Canadiennes veulent qu'il agisse sur de nombreux autres fronts. C'est ce qu'on va faire au cours de notre prochain mandat.

[Traduction]

Tout comme nous protégeons la sécurité économique du Canada, nous prenons des mesures pour protéger la santé et la sécurité des citoyens canadiens. Cela comprend des mesures sur la sécurité des aliments et des produits, les soins de santé, la sécurité dans les rues et les communautés, et la protection de notre souveraineté et de notre sécurité nationale. Les Canadiens veulent avoir l'assurance que les aliments, les médicaments et les produits de consommation qu'ils achètent sont sans danger pour leur famille.

[Français]

Notre gouvernement va de nouveau présenter des mesures sur la sécurité des produits de consommation, prévoyant plus de dispositions sur l'inspection, la mise à l'essai et le rappel des aliments, des médicaments, des jouets et d'autres produits.

[Traduction]

Nous allons aussi commander une enquête impartiale par une tierce partie sur la crise de listériose qui a frappé en août dernier. Et nous allons exécuter le Plan d'action sur la sécurité des produits alimentaires, qui donnera à l'Agence canadienne d'inspection des aliments le personnel et les ressources nécessaires pour améliorer les systèmes de sécurité.

[Français]

De plus, notre gouvernement va prendre d'autres mesures pour améliorer le système de santé, notamment des initiatives qui vont aider à augmenter le recrutement et la rétention de médecins et de personnel infirmier. On va lancer des stratégies nationales, dans les domaines de compétence fédérale, sur les maladies pulmonaires et neurologiques.

[Traduction]

Les crimes graves et violents sont une menace et une préoccupation croissante pour les familles et les communautés canadiennes. Notre gouvernement a déjà apporté de nombreux

changements pour réformer le système de justice pénale, rétablir la primauté des droits des honnêtes citoyens et rendre nos rues et nos communautés plus sûres. Mais il faut faire plus pour lutter contre les armes à feu, les gangs et les drogues, qui sont les principales sources de la criminalité violente.

Notre gouvernement va mettre un terme à la détention à domicile des personnes reconnues coupables de crimes graves comme le vol qualifié, les incendies criminels, la conduite avec facultés affaiblies causant la mort et l'enlèvement de personnes. Et nous allons présenter un projet de loi ciblant les crimes violents commis par des gangs criminels. Nous allons aussi tenir notre engagement à réformer le système de justice pénale pour les jeunes.

[Français]

Les jeunes qui risquent de s'écarter du droit chemin méritent notre compassion et notre appui. Notre gouvernement va augmenter le financement visant à aider les jeunes à risque à ne pas sombrer dans la criminalité.

[Traduction]

Mais les Canadiens et les Canadiennes doivent être protégés contre toute personne qui commet des crimes violents et répétés, peu importe son âge, et nous allons réformer la législation sur les jeunes contrevenants afin d'atteindre cet objectif.

Nous allons aussi respecter notre engagement à abolir le registre des armes à feu, qui est non seulement un gaspillage, mais qui cible les honnêtes citoyens, en particulier les Canadiens des régions rurales, au lieu de s'attaquer aux crimes commis avec des armes à feu.

Le plus grand devoir du gouvernement fédéral est de protéger notre souveraineté et notre sécurité nationale. Depuis des générations, les Forces canadiennes remplissent fièrement et honorablement ce devoir, ici et à l'étranger. Notre gouvernement va continuer à appliquer la stratégie de défense « Le Canada d'abord », notre plan à long terme visant à assurer que nos courageux hommes et femmes en uniforme ont les ressources dont ils ont besoin pour protéger notre sécurité au pays et défendre nos valeurs à l'étranger.

Comme c'est le cas depuis 2001, la mission dirigée par l'OTAN et sanctionnée par l'ONU visant à stabiliser et à rebâtir l'Afghanistan sera notre principal déploiement à l'étranger. Nous faisons une contribution considérable, à un coût considérable, à la mission en Afghanistan. Et nous allons continuer à le faire jusqu'en 2011, comme l'a décidé le Parlement plus tôt cette année, mais en réorientant notre engagement vers la reconstruction et le développement en prévision de la fin de notre mission en 2011.

● (1115)

[Français]

Le Canada va aussi continuer de promouvoir la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit partout dans le monde. À cette fin, notre gouvernement va créer un organisme indépendant chargé de promouvoir la gouvernance démocratique internationale. De plus, on va aller de l'avant avec l'augmentation de l'aide étrangère, notamment par notre engagement à doubler l'aide à l'Afrique cette année.

L'Adresse

[Traduction]

Le gouvernement est aussi déterminé à assurer notre souveraineté dans l'Arctique canadien. Nous allons continuer à affirmer les compétences du Canada dans les terres et les eaux de l'archipel canadien de l'Arctique, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous allons également élargir nos pouvoirs dans la région en vertu de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques et exiger que les navires étrangers qui entrent dans les eaux territoriales canadiennes s'identifient.

De plus, nous allons nous procurer un nouveau brise-glace de classe polaire nommé en l'honneur du très regretté premier ministre John George Diefenbaker.

D'après la même logique selon laquelle nous devons contrôler et protéger nos eaux, le gouvernement va prendre des mesures pour protéger nos précieuses étendues d'eau douce intérieures. Nous allons donc présenter un projet de loi visant à interdire les exportations ou les transferts massifs à partir des bassins d'eau douce du Canada.

[Français]

Les Canadiens et les Canadiennes sont choyés de vivre dans une démocratie bien établie qui a fait ses preuves. Cependant, comme je l'ai dit tout au début de mon allocution aujourd'hui, les parlementaires doivent collaborer pour assurer l'efficacité de notre processus démocratique.

[Traduction]

Nous devrions moderniser nos institutions et nos règles politiques pour les rendre plus pertinentes et plus crédibles dans le monde d'aujourd'hui. Le gouvernement va une fois de plus donner au Parlement la possibilité d'agir sur la réforme du Sénat en présentant un projet de loi prévoyant un mandat fixe pour les sénateurs et donnant droit de parole aux électeurs quant à leur sélection.

Le gouvernement va aussi veiller à ce que les provinces en expansion comme l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta aient à la Chambre des communes une représentation qui reflète plus équitablement la croissance de leur population.

Tirant profit des initiatives majeures prises lors de notre premier mandat pour écarter les sociétés, les syndicats et les riches donateurs du financement des partis politiques et des candidats, nous allons aussi présenter de nouveau un projet de loi empêchant les candidats à une instance politique fédérale de recevoir d'importants prêts privés non régis par des conditions commerciales.

[Français]

Nous allons réduire les nominations aux sociétés d'État, commissions, agences et conseils fédéraux dans le cadre de la réforme du processus de sélection. Finalement, nous allons continuer à limiter le pouvoir fédéral de dépenser et axer nos efforts sur l'amélioration de nos propres domaines de compétence.

[Traduction]

Le gouvernement a reçu un mandat pour appliquer le programme qu'il proposera au Parlement. Mais notre tâche la plus urgente et la plus pressante sera d'agir de façon pragmatique, prudente et expéditive face à la crise économique mondiale et aux risques qu'elle pose pour notre pays. L'évolution de la crise décidera de notre réponse, et j'invite les députés de tous les partis à participer de façon constructive à l'élaboration de cette réponse. Mais peu importe la situation, j'ai l'assurance que le Canada saura relever ce défi.

[Français]

Pendant toute sa longue histoire, le Canada a souvent été mis à l'épreuve par des bouleversements économiques et politiques dans d'autres parties du monde. Chaque fois, les Canadiens et les Canadiennes ont retroussé leurs manches et ont fait face à ces défis avec confiance.

[Traduction]

Au beau milieu de la crise économique mondiale actuelle, nous regardons vers l'avenir avec une incertitude sans précédent. Mais nous pouvons affirmer que peu de pays sont mieux préparés ou mieux dotés que nous pour y faire face. Quand le reste du monde viendra aux Jeux olympiques à Vancouver et à Whistler dans un peu plus d'un an, tous découvriront un pays remarquable. L'économie canadienne, tout comme la population canadienne, est solide et résistante. Nous sommes choyés par une abondance incomparable de ressources naturelles. Nous avons une main-d'œuvre travailleuse et qualifiée qui peut s'adapter à une économie moderne. Notre pays est fort, compatissant et ouvert.

● (1120)

[Français]

En travaillant ensemble, les Canadiens et les Canadiennes vont surmonter les défis économiques actuels, et notre grand pays compatissant et ouvert va sortir de cette période d'instabilité économique mondiale plus fort que jamais.

[Traduction]

J'ai l'assurance que, si nous nous engageons à travailler tous ensemble au service de notre pays, nous sortirons de cette période difficile plus forts, meilleurs et plus unis que jamais.

[Français]

Protégeons tous ensemble nos familles et notre avenir.

[Traduction]

Que Dieu bénisse notre pays, qui sera capable des plus brillants exploits.

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de féliciter le premier ministre pour sa réélection.

J'aimerais aussi rappeler au premier ministre que c'est lui qui a nommé M. Kevin Page au poste impartial et indépendant de directeur parlementaire du budget. Ceci est important, car M. Page a présenté ce matin un rapport qui ne donne au premier ministre absolument aucun moyen de se dérober quant à sa responsabilité directe et personnelle devant l'imminence d'un déficit budgétaire au Canada, le premier depuis plus d'une décennie.

À la page 16 de son rapport, M. Page a écrit que le « faible rendement financier » — cela signifie qu'un déficit s'annonce — est en grande partie attribuable à « des décisions politiques » antérieures — cela signifie des mesures prises par le gouvernement — plutôt qu'« aux piètres conditions économiques » — cela signifie la crise économique mondiale.

L'Adresse

En clair, la personne que le premier ministre a lui-même nommée dit que les mesures prises par le gouvernement, et non pas la détérioration de l'économie mondiale ou de l'économie canadienne, sont la cause des déficits imminents, et que nous serons en déficit pour les deux prochaines années au moins. Il s'agit de mesures comme les augmentations inconsidérées des dépenses par le ministre des Finances, à tel point qu'il est le ministre des Finances le plus dépensier de l'histoire canadienne; l'érosion de l'assiette fiscale; et, le pire, le fait de dépenser la réserve pour éventualités du Canada, qui constitue notre rempart contre un retour au déficit.

Comme cela vient de Kevin Page, la personne qu'il a lui-même nommée, le premier ministre admettra-t-il qu'il ne peut plus se dérober, que le déficit n'est pas la faute de la communauté internationale et que son irresponsable ministre des Finances et lui sont les seuls artisans du déficit canadien?

Le très hon. Stephen Harper: Monsieur le Président, je commencerai aussi par féliciter personnellement le député de Markham—Unionville de sa réélection à la Chambre des communes.

Il faut tout d'abord rectifier les faits. On spéculait beaucoup sur l'avenir. Le ministre des Finances va présenter sa mise à jour économique la semaine prochaine et donner tous les faits aux députés. Soyons clairs cependant sur l'état actuel des choses.

Le Canada demeure en situation excédentaire et c'est d'ailleurs l'un des rares pays industrialisés au monde à l'être encore. Notre gouvernement a réagi plus tôt que la plupart des autres pays l'année dernière au début de la crise, au moyen de stimulants fiscaux à long terme et d'investissements d'infrastructure. Nous assumons pleinement ces initiatives par lesquelles nous avons délibérément réduit notre excédent. Le député, qui a été dans le passé un économiste de renom, sait très bien qu'en période de ralentissement économique, le gouvernement doit stimuler l'économie et non se replier sur lui-même. C'est exactement ce que nous avons fait. Nous sommes intervenus rapidement pour stimuler l'économie alors que d'autres pays l'ont fait plus tard et sont déjà en situation déficitaire. Ils ont un déficit croissant et bien souvent structurel.

Notre gouvernement va continuer à agir en concertation avec nos partenaires du G20 pour renforcer la demande à l'échelle mondiale, sans toutefois menacer l'équilibre structurel de notre pays. Nous utiliserons des stimulants économiques à court terme tout en réalisant des économies à long terme pour éviter de tomber dans un déficit structurel.

Puisque le Parti libéral ne veut pas entendre parler de hausse des dépenses, j'imagine qu'au cours de cette législature il va cesser de réclamer des dépenses tous azimuts à notre gouvernement. Je m'attends à ce que les libéraux nous présentent des suggestions d'économies concrètes puisqu'ils prétendaient, dans leur programme électoral, pouvoir économiser 12 milliards de dollars au niveau fédéral. Comme je l'ai dit au chef de l'opposition, j'attends avec impatience les conseils du Parti libéral.

•(1125)

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je tiens à affirmer qu'on est au cœur d'une tourmente économique et financière. À mon avis, en ce moment, les taxes et les impôts des contribuables doivent être investis judicieusement.

Je fais le lien entre le discours du Trône et la modernisation actuelle des Forces armées canadiennes. Le premier ministre vient d'en parler encore dans son discours. À ce sujet, on a des choses extrêmement importantes à dire. D'abord, le premier ministre se

rend-il compte qu'avant de moderniser et d'acheter, il faudrait avoir une politique sur les affaires étrangères? Il aurait aussi fallu avoir une politique sur la défense.

Selon nous, la Stratégie de défense « Le Canada d'abord » n'en est pas une de défense, c'est tout simplement une liste d'achats que le gouvernement a mise sur la table. On peut s'exprimer de façon négative au sujet du discours du Trône et des 6 milliards de dollars consacrés, entre autres, à des contrats aérospatiaux. Je veux rappeler au premier ministre que 55 p. 100 de l'industrie aérospatiale du Canada est au Québec. Il faut que le premier ministre tienne compte de cela dans ses réflexions.

Ces contrats sont octroyés par adjudication, sans appels d'offres, et ce sont des compagnies américaines qui repartent avec les montants d'argent. Il n'y a presque pas de retombées économiques, surtout pas au Québec. Le problème, c'est que ces 16 milliards de dollars ne génèrent pas de retombées économiques au Québec.

C'est au gouvernement de le faire. C'est lui qui donne les contrats. Il devrait imposer ses conditions et dicter comment cela doit se passer. Il le fait dans le secteur de l'automobile. Il le fait partout, mais quand il s'agit du secteur aérospatial au Québec, le libre-marché a cours et le Québec perd les contrats. C'est inadmissible.

Je demande au premier ministre s'il a l'intention d'affirmer fortement qu'une grande partie des contrats aérospatiaux, soit 55 p. 100, doit revenir au Québec.

Va-t-il délaissé son idéologie du laisser-faire? Il est important que le Québec ait sa juste part, soit 55 p. 100 des contrats. Il faut que le premier ministre laisse de côté son idéologie du laisser-faire et qu'il impose ses conditions pour que le Québec ait une juste part de ces contrats.

Le très hon. Stephen Harper: Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais corriger les informations du député. Il y a des principes importants derrière notre Stratégie de défense « Le Canada d'abord ». Cela comprend, premièrement, la défense de notre pays — les trois océans de notre pays —, une défense partagée avec les Américains du continent nord-américain ainsi que la capacité de collaborer avec la communauté internationale et les diverses parties du monde.

La liste d'achats existe dans notre Stratégie de défense « Le Canada d'abord » pour assurer que nous pouvons poursuivre les principes qui assurent la reconstruction des Forces canadiennes après des décennies de négligence. Il faut aussi nous assurer toutes les capacités nécessaires pour promouvoir tous nos principes et tous nos objectifs.

En ce qui concerne les achats d'équipement, il est toujours pratique pour ce gouvernement d'avoir des appels d'offres. Cela assure aux contribuables du pays et aux Forces canadiennes les meilleurs prix et qualités. Notre politique est d'assurer des retombées économiques partout au pays, selon des critères non politiques: les critères du marché. Ce gouvernement va continuer à améliorer les équipements et à assurer des retombées économiques partout au pays, y compris au Québec.

•(1130)

[Traduction]

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite de votre élection et je félicite le très honorable premier ministre d'avoir décidé d'installer son caucus du même côté que nous à la Chambre. J'en suis très heureux.

L'Adresse

Les électeurs du secteur ouest de ma circonscription, du côté d'Emo, seront ravis d'apprendre que le premier ministre a déclaré ce matin qu'il allait donner un coup de pouce à la construction d'un abattoir à Emo. Il l'a dit clairement et je vais relayer cette information à mes électeurs.

Malheureusement, il n'a pas été question de forêts. Je crois qu'on en a parlé une seule fois, sans aucune précision. Nous n'avons pas entendu parler de stratégie pour aider les scieries de Fort Frances et de Barwick à se maintenir. Il n'y a pas de stratégie pour rouvrir les usines fermées à Sapawe et dans la région de Thunder Bay. J'espère qu'au cours des prochains jours le très honorable premier ministre aura quelque chose de plus concret à nous annoncer dans ce domaine.

Un autre élément qui brille par son absence et qui compte pourtant beaucoup pour le Nord-Ouest de l'Ontario, c'est l'argent pour les infrastructures. On en manque. Le premier ministre a parlé de l'ancien financement pour les infrastructures, mais où sont les nouveaux fonds qu'on pourra y injecter?

Le très hon. Stephen Harper: Monsieur le Président, comme promis dans le discours du Trône d'hier, le gouvernement va prendre des mesures pour accroître la capacité des abattoirs canadiens. Cette intention a été clairement exprimée hier.

En ce qui concerne le secteur forestier, notre gouvernement a lancé d'importants projets, dont des projets d'investissement, non seulement dans le secteur forestier, mais également dans l'ensemble du secteur manufacturier afin de contribuer à l'accroissement de la compétitivité et à la transformation de ces industries.

De plus, nous avons créé, de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, une fiducie de 1 milliard de dollars pour le développement communautaire précisément en vue d'apporter une aide financière aux collectivités forestières en particulier.

Nous envisageons en outre des moyens novateurs d'encourager le développement de la bioénergie tirée de produits forestiers.

Pour ce qui est de l'infrastructure, le député de Bay—Rainy River ne siège pas à la Chambre depuis bien longtemps — je le félicite d'ailleurs de sa victoire électorale —, mais ses collègues sauront sûrement lui dire que notre gouvernement a déjà effectué les plus gros investissements des 50 dernières années ou plus en cette matière.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord féliciter chacun et chacune des députés pour leur victoire lors des dernières élections. Je veux également remercier les électeurs de Laurier—Sainte-Marie qui m'ont élu pour une septième fois consécutive.

Nous avons tous connu la joie de la victoire, et maintenant vient le moment d'assumer pleinement nos responsabilités, des responsabilités très importantes. Nous vivons des temps de crise, et les gens comptent sur nous. Il y a des moments dans la vie politique, en particulier dans un Parlement minoritaire, où l'idéologie et le manque d'ouverture deviennent carrément déplacés. Nous vivons un tel moment. Les circonstances exigent que nous concentrons nos efforts sur les besoins de la population.

C'est donc avec ce sentiment d'urgence, mais aussi d'ouverture, que le Bloc québécois a entrepris cette législature. Nous avons annoncé d'avance notre intention d'agir de façon constructive et nous avons fait des propositions en vue du discours du Trône. Nous étions tout à fait disposés, au Bloc québécois, à faire des compromis. Il est

possible de le faire sans pour autant renoncer aux principes pour lesquels nous avons été élus lors des dernières élections.

Malheureusement, cet esprit d'ouverture et ce sentiment d'urgence sont absents du discours du Trône fait par les conservateurs, et ce, à la lumière des trois constats suivants: premièrement, le premier ministre est demeuré complètement insensible aux effets de la crise sur la population et sur l'économie; deuxièmement, les conservateurs n'ont tiré aucune leçon du résultat des dernières élections au Québec; et troisièmement, ce discours du Trône est à l'image du dernier congrès du parti gouvernemental, c'est-à-dire axé sur l'idéologie conservatrice. Le Bloc québécois sera donc dans l'obligation de s'opposer à l'adoption de ce discours du Trône.

Comme je le disais, nous vivons des temps de crise très importants. Il y a déjà des centaines de milliers de personnes qui ont perdu leur emploi depuis les derniers mois, en particulier dans les secteurs manufacturier et forestier. Il y a des personnes qui sont très inquiètes. Je pense en particulier aux retraités qui ont vu fondre leurs économies, aux travailleurs de l'industrie forestière qui voient les usines fermer les unes après les autres, aux travailleurs de l'industrie manufacturière qui, eux aussi, voient leurs collègues perdre leur emploi par dizaines de milliers. Nous vivons une crise, et le gouvernement fédéral a un rôle décisif à jouer pour soutenir l'économie et la population, et il en a les moyens.

À une autre époque, ce n'était pas si évident. J'ai été élu pour la première fois en 1990, une année marquée par une importante récession économique. Le taux de chômage a alors grimpé au Québec, atteignant 13 p. 100 en 1993. À cette époque, il y a eu beaucoup de souffrance dans la population. Au début des années 1990, les finances publiques étaient dans un état pitoyable, ce qui réduisait de beaucoup la marge de manoeuvre des gouvernements. En 1993, le gouvernement fédéral a généré un déficit de 39 milliards de dollars, ce qui représentait 31 p. 100 des revenus budgétaires.

La responsabilité principale du gouvernement, alors que nous entrons dans une crise, c'est d'éviter que la population ne souffre indûment de cette situation économique. Le gouvernement doit agir dans la mesure de ses moyens et, cette fois, ses moyens sont grands. Depuis 1998, le gouvernement a engrangé des surplus de plus de 100 milliards de dollars. Ce rétablissement financier et ces énormes surplus ont été acquis au prix de grands sacrifices pour la population. C'est le temps maintenant de mettre ces énormes moyens financiers au service de ceux qui en sont à l'origine, au service de la population.

Je rappelle que le gouvernement dispose d'actifs financiers — je ne parle pas des immeubles fédéraux — qui se chiffrent par dizaines de milliards de dollars. Je rappelle également que le gouvernement est en mesure de réaliser des économies importantes dans ses dépenses bureaucratiques, et ce, sans aucune mise à pied, qu'il peut et doit éliminer les privilèges fiscaux des grandes pétrolières et resserrer les règles qui permettent depuis trop longtemps aux mieux nantis de profiter des paradis fiscaux.

● (1135)

Le gouvernement fédéral a d'énormes moyens financiers à sa disposition et ne pas les utiliser en temps de crise, ce serait une folie. L'État fédéral a un rôle central à jouer pour soutenir l'économie et les gens en temps de crise.

L'Adresse

Le gouvernement a les moyens financiers et législatifs pour agir de façon décisive. Malheureusement, cette volonté est absente du discours du Trône. Il y a là un manque de leadership qui fait peine à voir. Quand on voit la grande détermination et la volonté des gouvernements d'agir en Europe, aux États-Unis aussi bien qu'en Chine, on ne peut que se désoler de constater la timidité maladroite et le manque flagrant de sensibilité dont fait preuve ce gouvernement.

Le gouvernement avait la responsabilité d'annoncer clairement sa volonté d'offrir un véritable plan de soutien pour les entreprises des secteurs forestier et manufacturier, ce qui constitue une priorité pour le Québec et ses régions. Au lieu de cela, nous avons eu droit à des engagements flous.

Pour le secteur forestier, où des milliers de travailleurs ont déjà perdu leurs emplois, le gouvernement promet de continuer sur la même voie désastreuse. Ce message est terrible pour les milliers de travailleurs, les communautés et les régions qui vivent de l'industrie forestière. Le message est le suivant: « Débrouillez-vous tout seul! » Cela est inacceptable.

Nous ne demandons pas au gouvernement de jeter de l'argent par les fenêtres. Nous lui demandons de jouer son rôle en soutenant une augmentation de la productivité de notre économie par des mesures intelligentes et structurantes. Des mesures qui permettront à l'économie québécoise et à l'économie canadienne de sortir plus fortes de cette crise, de sauver et de créer des emplois.

Je mentionne entre autres mesures un programme de prêts et de garanties de prêts à l'achat de nouveaux équipements de production pour les secteurs forestier et manufacturier et des crédits d'impôt remboursables pour la recherche et le développement.

Nous allons bientôt faire de nouvelles propositions concrètes et chiffrées. Nous sommes prêts à en débattre en cette Chambre en toute bonne foi. Il y a des millions d'emplois en jeu. On parle de la vie de millions de personnes et de régions entières. Je veux être bien clair: aucun élu du gouvernement ne pourra regarder un citoyen dans les yeux si, après avoir aidé les banques et les compagnies pétrolières, il refuse d'aider des secteurs économiques qui emploient des millions de personnes. Aucune raison valable ne saurait justifier une pareille négligence. Aucune raison.

Le premier ministre a aussi démontré qu'il n'avait rien retenu des résultats des dernières élections au Québec en maintenant la décision de couper les subventions aux organismes de développement économique. Nous nous attendions à ce que le gouvernement fasse preuve d'ouverture et revienne sur cette décision pour montrer sa volonté de respecter les façons de faire de la nation québécoise. Revenir sur cette décision n'aurait pas coûté un sou. Le premier ministre a plutôt décidé de s'obstiner et d'imposer une décision qui ne repose sur aucune raison valable. On ne peut pas accepter cela.

Je rappelle également au premier ministre que la culture, un des fondements de la nation québécoise, c'est 314 000 emplois au Québec. Nous lui avons demandé de s'engager à rétablir les programmes en culture, comme l'ont demandé le gouvernement du Québec, les villes, les régions et les artistes. Cette décision insensée d'effectuer des coupures en culture sans aucune justification a été au centre de la dernière campagne électorale. Mais non, le gouvernement choisit plutôt de s'obstiner encore une fois sans aucune raison valable. Ce n'est pas acceptable pour la nation québécoise.

Le gouvernement a énoncé sa volonté d'accélérer les investissements en infrastructure dans Chantiers Canada, et c'est bien. Mais pourquoi ne pas s'engager à accélérer le transfert de la taxe d'accise aux municipalités ou de prendre un engagement gouvernemental pour l'établissement d'un lien de train rapide entre Québec, Montréal

et Windsor? Il faudrait également injecter de l'argent dans l'économie en investissant dans le logement abordable. Je rappelle que d'importants surplus sont disponibles à la SCHL.

Pour ce qui est de l'aide du gouvernement envers les institutions financières, elle doit être liée à des obligations, pour les banques, d'offrir du crédit à des conditions normales aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Il n'y a rien de cela dans le discours du Trône. Pourtant, comment accepter que le gouvernement vienne au secours des banques sans leur imposer des conditions minimales, en exigeant simplement qu'elles fassent leur travail.

Finalement, l'économie pour le Québec, c'est aussi une réduction de notre dépendance au pétrole. Cette crise économique ne doit pas nous détourner de nos responsabilités environnementales.

● (1140)

Avec un peu d'audace, ce défi peut se transformer en une magnifique occasion de relancer et de moderniser nos économies, et d'offrir aux générations futures une prospérité durable et saine. Nous voulons que le gouvernement s'engage à changer de cap en cessant de soutenir l'économie pétrolière et en appliquant les principes de Kyoto, une volonté unanime de l'Assemblée nationale du Québec. Or le mot « Kyoto » n'apparaît même pas dans le discours du Trône. Rien dans ce discours du Trône ne donne à penser que le premier ministre a enfin renoncé à être le principal lobbyiste de l'industrie pétrolière du Canada. Le premier ministre promet en effet d'aider encore davantage les pétrolières en réduisant la réglementation. En plus, il s'engage à soutenir l'industrie nucléaire avec nos impôts.

Sur le plan économique, le gouvernement conservateur a fait preuve d'un manque de leadership navrant. Sur le plan environnemental, c'est la fuite en avant. Surtout, le premier ministre démontre une fois de plus son manque total de sensibilité envers la population. Ce sont les sacrifices de la population québécoise et canadienne qui ont permis au gouvernement fédéral de rétablir l'état de ses finances publiques. Les travailleuses et les travailleurs ont été littéralement pillés par Ottawa. Les surplus de la caisse de l'assurance-emploi ont été à la source d'une bonne partie des surplus fédéraux. Encore l'année dernière, le gouvernement a puisé 2,3 milliards de dollars dans la caisse. Il ne saurait être question de continuer ainsi. Le gouvernement a le devoir d'aider ceux et celles qui perdent leur emploi.

Rien n'empêche, par exemple, le gouvernement d'abolir le délai de carence de deux semaines, de bonifier le régime de façon à en élargir l'accès et d'offrir enfin un programme de soutien au revenu aux travailleurs âgés. Abolir le délai de carence, cela ne coûte pratiquement rien, tandis qu'un programme de soutien au revenu des travailleurs âgés, cela ne coûte que 45 millions de dollars par année au gouvernement fédéral. Il n'y a pas un mot là-dessus dans le discours du Trône.

Le gouvernement a aussi la responsabilité d'aider les personnes âgées et les retraités qui sont heurtés de plein fouet par la crise financière. Le gouvernement pourrait, par exemple, modifier les règles en ce qui a trait aux REER. Pas un mot sur cela dans le discours du Trône.

En mettant sur pied un vaste chantier de construction et de rénovation de logements abordables, le gouvernement stimulerait la relance économique tout en aidant les familles à faible revenu. En créant des programmes incitatifs visant la réduction de la consommation d'énergie résidentielle et l'achat de voitures vertes, le gouvernement stimulerait la relance tout en aidant les familles. Nous devons impérativement soutenir les gens.

L'Adresse

Du même souffle, nous pouvons stimuler la relance économique, réduire la pauvreté et donner de l'oxygène aux familles. Il n'y a rien de tout cela dans le discours du Trône; il n'y a aucune vision, aucune ambition, aucune compassion. Nous avons été déçus, très déçus, et je suis convaincu que la population l'est tout autant.

Dans les années 1990, les coupes dans le programme d'assurance-emploi ont fait en sorte que beaucoup de gens, beaucoup de sans-emploi se sont retrouvés prestataires de l'aide sociale, alourdissant ainsi le fardeau financier du Québec et des provinces. En même temps, Ottawa coupait les transferts au Québec et aux provinces, pelletant ainsi son déficit dans la cour des autres.

Les conséquences ont été désastreuses. Ces coupes ont causé un choc dans tous les systèmes de santé et d'éducation, en plus d'affaiblir considérablement les finances des autres paliers de gouvernement. C'est comme cela que le déséquilibre fiscal a été créé. Ce pelletage du gouvernement fédéral dans la cour des autres a été une véritable catastrophe, et on aimerait croire que jamais plus un gouvernement fédéral n'agira de la sorte. Malheureusement, le gouvernement a manifesté son intention de réduire les paiements de péréquation en les plafonnant.

Un des premiers gestes que compte poser ce gouvernement risque de réduire de centaines de millions de dollars les transferts au Québec et aux provinces les moins riches. C'est tout à fait inacceptable pour le Bloc québécois et pour le Québec. C'est d'autant plus inacceptable que le gouvernement fédéral n'a toujours pas fait le ménage dans sa propre cour, lui dont les dépenses de fonctionnement — les dépenses bureaucratiques — ont augmenté de 75 p. 100 en neuf ans.

Nous nous attendions à ce que le gouvernement énonce clairement sa volonté d'assumer lui-même ses responsabilités, sans revenir sur ses engagements envers le Québec et les provinces.

• (1145)

Nous nous attendions également à un engagement clair du gouvernement à éliminer complètement le déséquilibre fiscal. Dans le discours du Trône, le gouvernement réitère plutôt sa vieille formule empruntée à l'Entente sur l'Union sociale, qui a déjà été rejetée à plusieurs reprises par le gouvernement du Québec. Le premier ministre répète encore son autre vieille promesse vide de Charte du fédéralisme d'ouverture.

Dans ce discours du Trône, le gouvernement affirme qu'il a haussé les transferts pour l'éducation postsecondaire, ce qui est faux. Pourtant, pour assurer un avenir économique durable, rien ne vaut les investissements dans l'éducation. À cet égard, le gouvernement a l'obligation de rétablir les transferts pour l'éducation postsecondaire au niveau de 1995, soit avant les coupures imposées dans les années 1990. Pour le Québec, on parle d'une somme de 820 millions de dollars.

Nous étions disposés à faire des compromis et à accepter, par exemple, un rétablissement graduel, étalé sur plusieurs années, pour ces transferts. Mais le gouvernement a plutôt choisi d'ignorer la question du déséquilibre fiscal. Le Québec et le Bloc québécois ne peuvent pas accepter cela.

Le premier ministre n'a pas énoncé ce principe élémentaire voulant que le gouvernement fédéral assume lui-même ses responsabilités financières et budgétaires. Ce que nous voyons plutôt, c'est la volonté affichée par le ministre des Finances de réduire ses engagements envers le Québec et les provinces, d'ignorer sa promesse de régler le déséquilibre fiscal et de refuser de faire le ménage dans ses propres dépenses bureaucratiques. Il y a là un

manque de leadership désolant auquel nous ne voulons pas nous associer.

Au cours de la dernière campagne électorale, le premier ministre a déclaré son amour au Québec en soulignant le fait qu'il avait reconnu la nation québécoise. Dans ce contexte, le moins que l'on aurait pu attendre de ce discours du Trône, c'est qu'il énonce un principe général à l'effet que le gouvernement fédéral doit tenir compte concrètement, dans ses politiques comme dans ses lois, de l'existence de la nation québécoise.

Le Québec a demandé au gouvernement fédéral d'ouvrir des négociations pour le rapatriement du domaine de la culture à Québec, ce qui est tout à fait normal pour une nation. Il n'y a rien à ce sujet dans le discours du Trône.

Quand on reconnaît une nation, on doit reconnaître concrètement sa langue, sa culture, ses façons de faire et ses valeurs. Au contraire, le gouvernement revient encore une fois avec sa volonté d'imposer au Québec des lois répressives contre les jeunes contrevenants, de réduire le poids politique de la nation québécoise et de créer une Commission fédérale des valeurs mobilières pour concentrer des pouvoirs à Toronto au lieu d'aider le Québec.

Le premier ministre nous promet de nouvelles intrusions en santé et en éducation. Et s'il persiste à vouloir démanteler le Registre des armes à feu, comme il l'indique dans le discours du Trône, il aurait au moins pu proposer le transfert de cette compétence et des fonds correspondants au gouvernement du Québec.

On a demandé au gouvernement de s'engager, dans le discours du Trône, à ne pas ouvrir le débat sur l'avortement. Mais non, ce discours du Trône se veut plutôt la suite logique et idéologique du dernier congrès du Parti conservateur du Canada.

Le Bloc québécois ne peut pas cautionner une telle indifférence envers la nation québécoise, ses aspirations, ses valeurs et ses intérêts.

Le discours du Trône du premier ministre montre qu'il a fait une croix sur le Québec, qu'il n'a rien retenu des dernières élections et que son amour du Québec n'était que du vent.

Il y a deux mois à peine, le premier ministre déclenchait des élections précipitées sous prétexte que cette Chambre était devenue dysfonctionnelle et qu'il voulait un mandat fort pour faire face à la crise économique. La population a choisi de le garder en minorité, en particulier au Québec. Or, le premier ministre n'a pas compris ce message. Il a refusé de faire preuve d'ouverture et de faire des compromis dans son discours du Trône, préférant une fois de plus miser sur l'idéologie conservatrice.

Le chef conservateur refuse de faire preuve de leadership en soutenant avec force l'économie. Le premier ministre montre toujours le même manque de sensibilité envers les personnes affectées ou très inquiètes par la crise.

Finalement, le premier ministre a fait la démonstration qu'il n'avait rien retenu de ce que lui ont manifesté les Québécoises et les Québécois lors des dernières élections.

• (1150)

Ce discours du Trône est sans vision, sans direction, offensant pour le Québec et dénué de tout sens de l'urgence et de hauteur de vue exigés d'un premier ministre en temps de crise.

C'est pourquoi je propose, avec l'appui du député de Joliette, que l'amendement soit modifié par adjonction, après les mots « in the opposition », de ce qui suit:

L'Adresse

et que cette Chambre constate que le discours du Trône est unanimement décrié au Québec puisqu'il reflète une idéologie conservatrice qui a été rejetée par la nation québécoise à la hauteur de 78 p. 100 le 14 octobre dernier et qu'en conséquence, cette Chambre dénonce le fait qu'il ne répond pas au consensus québécois, notamment en ce qui a trait à la législation sur les jeunes contrevenants, au rapatriement au Québec des pouvoirs en matière de culture et de communications, à l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser et au maintien du système actuel de réglementation des valeurs mobilières.

• (1155)

L'hon. Christian Paradis (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et secrétaire d'État (Agriculture), PCC): Monsieur le Président, j'ai évidemment écouté avec attention le discours de mon collègue, le député de Laurier—Sainte-Marie. Au-delà de la partisanerie, on peut comprendre qu'il y a évidemment un dénominateur commun, soit l'économie.

On sait que l'heure est grave et que la situation est hors de l'ordinaire. Or, notre discours du Trône est effectivement basé sur l'économie. Ce qui est mis en relief, c'est que des actions concertées sont prises suite une réunion des leaders du G20. On parle notamment d'une réforme du système financier. On parle aussi d'aide à nos institutions prêteuses afin de s'en sortir au plan économique. Ce sont mesures positives. Il est donc déplorable de parler d'un manque de leadership alors que c'est tout à fait faux. Il y a de l'espoir.

Il y a un gouvernement responsable ici qui parle de protéger les emplois dans le secteur manufacturier. On parle de l'aérospatiale, on parle de secteurs traditionnels comme les pêches, les mines, la forêt. On parle de défendre le système de la gestion de l'offre qui est si cher aux agriculteurs québécois et qui constitue la base de notre économie au Québec, sans compter également les mesures annoncées pour appuyer nos familles et nos travailleurs âgés. On parle aussi du maintien des transferts aux provinces pour les programmes sociaux et en matière de santé.

On n'a pas entendu parler de cela, mais c'est une assurance qui est sans conteste et qui est incommensurable pour le Québec et les provinces. On parle de stimuler les investissements, mais on parle aussi de les accélérer en matière d'infrastructures, autant en région qu'en ville, et on en a besoin. Le tout, avec une gestion responsable au plan gouvernemental.

Ma question est simple. Malgré qu'il s'oppose au discours du Trône, est-ce que mon collègue, au-delà de la partisanerie, travaillera avec ce gouvernement pour régler le sort de l'économie?

M. Gilles Duceppe: Monsieur le Président, le député nous dit qu'on accélérera les investissements de Chantiers Canada, et je l'ai soulevé d'ailleurs, s'il avait écouté. Cependant, je lui dit qu'on pourrait mieux le faire avec également une formule différente et accélérer par exemple la remise sur la taxe d'accise aux municipalités. Voilà des choses concrètes qui pourraient être mises de l'avant.

Par la suite, il me dit qu'on va travailler. Bien sûr. On a fait des propositions et on en fait régulièrement qui sont d'ailleurs chiffrées. Le député me dit qu'ils parlent qu'il y a problèmes dans les pêches et dans les secteurs manufacturier et forestier. Eh bien oui, ils en parlent, mais une fois le constat fait, où sont les propositions concrètes dans ce discours du Trône? Il n'y en a pas. C'est flou, c'est vague et sans inspiration. C'est cela le problème.

On nous avait dit que le discours du Trône porterait sur l'économie, alors qu'il contient plus de choses précises sur les jeunes contrevenants, par exemple, ou sur le transfert de la commission des valeurs mobilières à Toronto. J'espère qu'il pourra travailler avec le reste du Québec, puisque c'est un député du

Québec. Or, tout le Québec lui dit: « Non, pas ça! » Que dira-t-il, lui: « Oui mon parti! » ou « Oui mon pays! »? C'est cela le problème avec ce député.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du chef du Bloc, qui parlait justement du fait que le gouvernement conservateur ne faisait rien pour l'industrie forestière. On est très content que le Bloc se joigne au NPD en s'opposant à ce discours du Trône.

Il faut dire que le gouvernement conservateur ne peut rien faire pour aider l'industrie forestière à cause de l'entente sur le bois d'oeuvre qui a été appuyée par le Bloc québécois en cette Chambre. C'est le Bloc qui a endossé cette politique de l'idéologie conservatrice qui a fait perdre des milliers et des milliers d'emplois au Québec, en Abitibi-Témiscamingue, au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ces Québécois et ces Québécoises ont perdu leur emploi à cause de l'appui du Bloc à cette entente sur le bois d'oeuvre.

À cause de cela, le gouvernement du Québec ne peut rien faire pour contrer la crise de l'industrie forestière. Il ne peut rien faire pour renverser la dégringolade dans l'industrie forestière et la perte de milliers d'emplois.

Ma question est très simple: le chef du Bloc québécois est-il prêt à admettre, aujourd'hui, que c'était une erreur du Bloc québécois que d'appuyer cette entente sur le bois d'oeuvre et de lier les mains du gouvernement du Québec de sorte qu'il ne puisse rien faire pour aider l'industrie forestière? On connaît le résultat. Des milliers d'emplois ont été perdus au Québec, parce que le Bloc québécois a appuyé le gouvernement conservateur.

• (1200)

M. Gilles Duceppe: Monsieur le Président, le Bloc ne commet jamais d'erreur quand il est en accord avec les syndicats et les centrales syndicales du Québec — qui, d'ailleurs, appuient le Bloc et non pas le NPD —, quand le Bloc est en accord avec la Fédération des chambres de commerce du Québec, quand le Bloc est en accord avec la Fédération Québécoise des Municipalités, quand le Bloc est en accord avec les compagnies forestières du Québec.

Nous sommes la voix du Québec, tant et si bien que le seul élu du NPD est dans Outremont, où il y a bien sûr le mont Royal et où il y a des forêts, mais où il n'y a pas de coupe forestière. Ailleurs, ils ont tous dit au NPD que son discours était décroché, déconnecté de la réalité, qu'il avait une vision des années soixante qui ne correspondait pas aux réalités actuelles.

Si le gouvernement fédéral, libéral ou conservateur, avait accordé des garanties de prêt aux compagnies pour faire face aux poursuites légales des Américains, la situation aurait été différente puisque la politique des Américains était claire. Ils savaient qu'ils allaient perdre la dernière bataille juridique, tant à l'OMC qu'à l'ALENA. Leur stratégie était la suivante: aller de défaite en défaite, jusqu'à ce que le vainqueur soit épuisé. C'est ce qui s'est passé. Les compagnies étaient au bord de la faillite, tout comme les régions et les municipalités, et les travailleurs, sans emploi. Il n'y avait pas d'autre solution, sauf ces âneries qu'on a entendues du NPD. Au Québec, il faut entendre les gens, il faut travailler avec eux et avec elles. C'est ce que fait le Bloc québécois.

L'Adresse

M. Brian Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais interroger le chef du Bloc au sujet du discours du Trône. Il contient cette phrase, dans laquelle le député peut substituer le mot « Québec » au mot « Canada » s'il le veut: « Les institutions du Canada sont les piliers de notre démocratie, de notre liberté et de notre prospérité. » En tant que libéral, je suis totalement d'accord avec cela, mais je pense que le premier ministre ne croit pas à ces mots. Il a transgressé sa propre loi sur les élections à date fixe, il a brisé son propre processus pour sélectionner un juge de la Cour suprême et, dans un récent congrès du Parti conservateur à Winnipeg, presque tous les membres de son parti ont choisi de voter contre les principes de la Charte des droits et libertés de ce pays.

Le chef du Bloc est-il d'avis que ce premier ministre croit aux lois du Québec et du Canada?

M. Gilles Duceppe: Monsieur le Président, c'est une question d'évaluation, de jugement et d'appréciation des uns ou des autres. J'ai connu des gouvernements libéraux et conservateurs. Le problème qu'on a eu avec des gouvernements libéraux, c'est qu'ils disaient des choses et ne les faisaient pas. Le problème avec les conservateurs, c'est qu'ils disent les choses et les font. On a un drôle de problème. Ils agissent exactement comme au congrès de Winnipeg. Durant toute la campagne, on disait qu'on ne parlait plus de l'avortement. On a pu voir les applaudissements pour les propositions adoptées à Winnipeg et qui vont en plein en ce sens. On nous avait dit qu'il n'y aurait pas de déficit, jamais au grand jamais. Maintenant, on nous dit que, peut-être, il faudrait en envisager un. À quand un discours franc?

On regarde l'idéologie qui anime les conservateurs, et c'est ce qu'on a aujourd'hui avec le registre des armes à feu. C'est une belle mentalité! On met plus de monde en prison et plus d'armes en circulation. C'est un beau pays! On ne veut pas de cela.

Je le répète, les conservateurs font ce qu'ils disent, et c'est là le problème. Le problème avec les libéraux, c'est qu'ils ne faisaient pas ce qu'ils disaient.

• (1205)

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais commencer en vous félicitant, au nom du NPD, pour votre réélection. Je suis sûr qu'il y aura plus de décorum et de courtoisie dans cette Chambre.

Nous tenons également à féliciter le premier ministre et à présenter nos meilleurs vœux au chef de l'opposition officielle, alors qu'il continue de servir, ainsi qu'au chef du Bloc québécois.

[Traduction]

Sur le plan personnel, j'aimerais remercier les gens de Toronto-Danforth de m'avoir de nouveau donné la possibilité de les représenter. En fait, un plein autobus transportant surtout des électeurs d'origine sud-asiatique qui jouent un rôle très actif au centre communautaire pakistanais, a quitté Toronto tôt ce matin, dans la neige, et devrait arriver sur la Colline sous peu, si les conditions météorologiques sont favorables.

J'apprécie le soutien que tant de mes électeurs m'ont manifesté au fil des ans et je compte faire tout mon possible, comme nous le faisons tous, pour faire écho à leurs préoccupations ici, à la Chambre des communes.

Je tiens à remercier la population canadienne d'avoir élu le deuxième plus important caucus néo-démocrate de notre histoire. Les Canadiens que j'ai rencontrés au cours des deux derniers mois, durant la campagne électorale, et même ces dernières années,

comptent sur le Parlement pour faire preuve de courage face à l'adversité qui se manifeste de plus en plus clairement en matière économique.

Le ralentissement de l'économie canadienne est sans précédent. Des millions de familles canadiennes craignent actuellement pour leurs emplois, leurs pensions, leur maison et leurs épargnes. Ces gens comptent sur le gouvernement fédéral pour prendre des mesures audacieuses et stratégiques.

[Français]

Le texte du discours du Trône d'hier n'est pas à la hauteur de l'urgence ni de l'importance des gestes qu'il faut poser pour protéger les familles d'aujourd'hui. Les Canadiens ont été déçus par le discours du Trône. Le NPD a été déçu par le discours du Trône.

[Traduction]

À titre d'opposition efficace, d'un bout à l'autre de ce grand pays, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, le NPD demandera au gouvernement d'en faire davantage.

Nous n'appuierons pas ce discours du Trône. Le discours qu'on nous demande d'appuyer n'aidera pas les Canadiens à mieux dormir le soir. Le discours du Trône a mentionné la crise, sans pour autant proposer des mesures concrètes pour l'aborder. Il a mentionné le renouvellement, sans pour autant fixer des cibles pour revitaliser la véritable économie, et il propose la même trajectoire qui nous a menés dans la situation actuelle. Il a mentionné le caractère inévitable des déficits budgétaires, et dans le même souffle, a maintenu des réductions d'impôt sans condition pour les grandes entreprises. Ça n'a aucun sens.

Le Parlement est confronté à une grande épreuve, peut-être la plus grande épreuve de notre génération. On ne nous demande pas de réaliser notre indépendance, ni de participer à de grandes guerres, comme ce fut le cas pour nos ancêtres et nos anciens combattants, mais on nous demande d'aider notre pays à survivre à une crise économique, qui se fait déjà sentir profondément dans la véritable économie.

• (1210)

[Français]

Le NPD a toujours cru que l'économie doit être jugée sur sa capacité de servir les besoins et les aspirations des gens. Nous croyons que les marchés peuvent créer de la prospérité, mais ils ne peuvent pas le faire tout seuls.

Parfois, il faut que les gouvernements retroussent leurs manches, qu'ils viennent en aide à ceux qui en ont besoin et qu'ils participent à la solution — et non pas seulement attendre qu'une force invisible règle tous les problèmes.

[Traduction]

Nous croyons aux investissements stratégiques de la part du gouvernement, non pas aux réductions fiscales sans condition pour les grandes entreprises. Nous croyons que la productivité et l'esprit d'entreprise sont le moteur de l'économie, non pas des taux d'imposition faibles pour les grandes entreprises. Nous croyons qu'il faut protéger les travailleurs canadiens, leurs emplois et leurs communautés.

L'Adresse

Nous croyons que la mission du gouvernement est d'assurer l'équité et la prospérité pour tous les Canadiens, les gens comme Jack Nijjer à Kamloops, qui a peur pour sa petite entreprise, comme Jennifer Sanderson à St. John's, qui s'inquiète pour l'avenir de ses enfants, comme les innombrables jeunes Canadiens avec des idées brillantes pour un avenir plus vert.

Partout dans le monde, même des gouvernements conservateurs reconnaissent que le gouvernement a non seulement un rôle à jouer, mais aussi la responsabilité d'agir. Partout dans le monde, des leaders posent des gestes décisifs, mais le gouvernement conservateur n'a pas fait preuve de ce genre de courage.

C'est très inquiétant que la plupart des grandes économies du monde soient en récession ou près de la récession. Les marchés boursiers mondiaux ont baissé de 40 p. 100 et 7 billions de dollars ont été investis dans l'offre de capitaux à l'échelle mondiale.

[Français]

Toutefois, ce qui m'inquiète encore plus, ce sont les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier à Windsor, les scieries qui ferment leurs portes à Trois-Rivières et les prévisions selon lesquelles le Canada tout entier est au bord de la récession.

En septembre, le taux de faillite des particuliers était de 20 p. 100 plus élevé qu'en août. Selon les prévisions, le chômage augmentera l'année prochaine pour atteindre 7 p. 100. Et ce n'est pas tout.

[Traduction]

Cela me rappelle ma visite à Welland, en Ontario, avec le premier ministre pendant la campagne électorale. J'ai vu le cœur de notre zone industrielle qui tombe en ruines. J'ai parlé à des travailleurs qui ont perdu leur emploi lorsque l'usine centenaire de John Deere a mis la clé dans la porte. Ils avaient été convoqués à une assemblée et s'attendaient à ce qu'on leur annonce un investissement majeur dans l'usine parce qu'elle était remarquablement productive et rentable.

La société John Deere venait de déclarer des bénéfices trimestriels prodigieux, sur lesquels elle avait reçu une réduction d'impôt dans le cadre de l'approche gouvernementale. Pour accroître la production, elle avait engagé des travailleurs temporaires par dizaines. Qu'a-t-elle annoncé à cette assemblée? Que l'usine allait fermer ses portes et que des centaines de travailleurs se retrouveraient à la rue. Ces visages sombres et déterminés sont gravés dans ma mémoire. Le premier ministre a décidé de ne pas les rencontrer, de ne pas les regarder dans les yeux.

Tandis que le premier ministre joue avec le statu quo, ces travailleurs ne peuvent pas subvenir aux besoins de leurs familles. Ils comptent sur un gouvernement qui se portera à leur défense et commencera à agir afin de rebâtir l'économie réelle. En ce moment, ces gens-là puisent dans leurs économies pour survivre. Certains utilisent même leur carte de crédit pour payer leurs remboursements hypothécaires. Impossible d'imaginer situation plus désespérée.

[Français]

Les emplois bien rémunérés, permettant de subvenir aux besoins des familles, sont remplacés par des emplois à faible salaire, instables, offrant ni pension ni sécurité.

Le gouvernement ne défend pas la classe moyenne, qui a plus de difficulté chaque mois et qui doit travailler de plus en plus fort pour joindre les deux bouts. Ce gouvernement préfère gaspiller l'argent en donnant des réductions d'impôt sans condition aux grandes entreprises. Ce gouvernement tient à donner ces fonds aux secteurs qui en ont le moins besoin plutôt qu'à ceux qui en ont le plus besoin. Cela n'a pas de bon sens.

●(1215)

[Traduction]

La productivité de nos travailleurs est le moteur de notre prospérité. Mais, pour la première fois depuis cinquante ans, un premier ministre canadien a permis que la productivité diminue sous sa gouverne. Maintenant, nous travaillons plus et nous produisons moins.

Cette crise peut être l'occasion de régler ces problèmes. D'améliorer la productivité et de combiner la protection de l'environnement avec la croissance économique d'une nouvelle façon. D'assurer de bons services publics et des infrastructures solides, ce qui attirerait les investissements et améliorerait la qualité de vie. De stabiliser l'économie, de favoriser l'esprit d'entreprise et d'encourager les petites entreprises.

Il nous faut des mesures audacieuses et stratégiques pour notre économie. Le XXI^e siècle est nouveau et différent. Les vieilles solutions du XX^e siècle ne s'appliquent plus. D'autres pays commencent à en prendre conscience. Nos amis du sud de la frontière commencent à s'en apercevoir et ils apportent ce genre de changement. Nous devrions en faire autant au Canada.

Bâtissons la prospérité en tablant sur la productivité inhérente qui réside dans le talent, la créativité et l'énergie de nos travailleurs de l'économie réelle.

Tout d'abord, adoptons des règlements financiers pour protéger les consommateurs dans cette économie. Grâce à des règlements solides, notre secteur financier est resté plus stable que d'autres, mais il est impossible d'échapper aux effets du bouleversement des marchés mondiaux.

Il faut une surveillance plus solide pour suivre les 75 milliards de dollars qui ont déjà été versés aux banques stables. Et, si on accorde de l'aide aux secteurs en difficulté, les contribuables ont besoin d'une explication complète et, s'il y a lieu, une participation en retour.

Le gouvernement fédéral peut protéger les consommateurs en veillant à ce que les compagnies de carte de crédit cessent d'augmenter les taux d'intérêt pour les familles à court d'argent qui manquent un paiement. C'est carrément injuste.

Deuxièmement, investissons dans la nouvelle économie énergétique pour notre prospérité au XXI^e siècle. C'est ainsi que nous pourrions susciter la prospérité future et avoir une planète durable, habitable pour la prochaine génération.

Ce n'est pas nécessaire de choisir entre la croissance économique et la lutte aux changements climatiques. Nous pouvons fixer un prix au carbone en appliquant un vrai programme de plafonnement qui fera porter la note aux grands pollueurs. Puis, nous pouvons exploiter l'énergie du soleil, du vent, de l'eau et de la biomasse, et améliorer l'efficacité énergétique par des moyens qui nous feront progresser et nous permettront d'être plus productifs.

[Français]

Grâce à l'innovation canadienne, nous pouvons devenir des chefs de file en matière d'énergie renouvelable et créer des emplois verts. Nous devons commencer par créer des milliers d'emplois, maintenant, en améliorant le rendement énergétique de nos maisons et de nos édifices.

L'Adresse

Troisièmement, investissons dans l'esprit d'entreprise et l'innovation du secteur privé, et dans nos institutions de recherche. Les entreprises canadiennes sont des chefs de file mondiaux dans la technologie de l'information. Nos PME ont des idées d'une grande originalité.

[Traduction]

Nos universités et nos collègues devraient être des chefs de file en matière d'innovation concrète. Ils ont démontré qu'ils sont à la hauteur de la tâche. Nous devons faire davantage à l'aide d'incitations pour la création d'emplois, plus d'appui pour la recherche et le développement, et le financement de l'innovation.

Quatrièmement, faisons des investissements stratégiques dans les infrastructures et la véritable économie. Engageons-nous à mettre en oeuvre un plan ambitieux pour travailler en partenariat avec nos communautés afin de réparer nos villes qui tombent en ruines, d'investir dans les transports en commun et de bâtir des logements abordables.

Nous dépendons de l'exportation des ressources non transformées depuis beaucoup trop longtemps. Nous devons offrir des garanties de prêt aux entreprises saines du secteur forestier qui auraient été parfaitement rentables et productives si la crise du crédit ne les avait pas menées au bord de la faillite. Nous devons le faire tout de suite. Cela aurait dû figurer dans le discours du Trône.

Nous devons aussi profiter de cette occasion pour transformer le secteur automobile et développer des véhicules à faibles émissions. Ainsi, le Canada pourrait fournir le moyen de transport que les Canadiens souhaitent, un moyen de transport qui pollue moins, coûte moins et permet de maintenir des emplois chez nous, parce que notre pays dispose de la meilleure main-d'œuvre de construction de véhicules du monde. Les Canadiens veulent avoir de tels véhicules, qui peuvent contribuer à la sauvegarde de notre planète.

La cinquième chose, mais non la moindre, c'est qu'il faut investir dans nos infrastructures sociales. Faute d'une stratégie nationale en matière de formation professionnelle axée sur les compétences, nous ne ferons qu'exacerber la durée et l'importance du ralentissement économique. Aux États-Unis, les pensions sont garanties jusqu'à 50 000 \$. Nous avons besoin d'une assurance-pension et de mesures législatives pour protéger nos aînés. Ils ont édifié notre pays, et méritent que nous prenions des mesures en leur faveur.

● (1220)

[Français]

Des changements aux règles de l'assurance-emploi par les gouvernements récents signifient que les personnes sans emploi doivent épuiser leurs économies avant de toucher des prestations d'assurance-emploi. C'est injuste. Réglons le système d'assurance-emploi pour que l'aide soit là quand les gens en ont besoin.

Également, ces fonds se retrouveront dans l'économie locale et aideront à créer des emplois, à maintenir des PME et à subvenir aux besoins des familles.

[Traduction]

Nous pouvons également créer immédiatement des emplois dans les domaines de la garde d'enfants et des soins aux personnes âgées, en ayant plus de médecins et d'infirmières et en offrant de meilleures occasions d'emploi aux Premières nations. Voilà les mesures que nous pouvons et devons prendre immédiatement à ce moment critique pour notre économie.

Le gouvernement doit respecter les 62 p. 100 de Canadiens qui ont voté pour le changement. Cela comprend la mise en oeuvre d'une

réforme démocratique visant la représentation proportionnelle. Les parlementaires sont invités à mettre de côté leurs différends et à éviter les luttes partisans. Toutefois, cela ne signifie pas que nous devons laisser le gouvernement agir comme s'il avait la majorité que les Canadiens ont refusé de lui donner. Le gouvernement doit faire des compromis. Il doit collaborer avec les autres partis, tandis que l'opposition doit jouer un rôle constructif. Les néo-démocrates constituent l'opposition réelle. Nous forcerons le gouvernement à faire mieux et à offrir aux Canadiens des résultats tangibles et des changements concrets. Nous nous opposons au discours du Trône parce qu'il ne contient pas les mesures audacieuses dont les familles de travailleurs ont besoin dans cette période de crise économique.

Je pourrais dire que l'histoire nous jugera et nous condamnera si nous ne relevons pas le défi auquel nous sommes confrontés. Toutefois, ce n'est pas vraiment ce qui importe. Le plus important, ce sont les familles qui souffrent aujourd'hui, ce sont les emplois que nous perdons tous les jours, ce sont les appréhensions des Canadiens face à leur avenir et à l'avenir de leurs enfants.

Les néo-démocrates n'ont pas oublié leurs racines, n'ont pas perdu de vue les gens qu'ils représentent et ne sont pas sur le point de le faire. En fait, ils ont l'intention de faire état de leurs préoccupations tous les jours à la Chambre des communes. Nous serons toujours persuadés qu'ensemble, nous pouvons bâtir un avenir juste et prospère pour notre pays et notre population.

Nous ne permettrons à personne, monsieur le Président, de dire que cela ne peut pas être fait.

● (1225)

M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, je félicite le chef du NPD pour sa réélection. De plus, nous espérons sincèrement que les gens qui se rendent ici en autobus arriveront sains et saufs.

J'ai écouté attentivement les observations du député, bon nombre desquelles portaient sur la manière dont le gouvernement devrait intervenir dans l'économie et sur la nécessité d'augmenter l'impôt sur les sociétés.

Le député est à côté de la plaque. Parmi les allègements fiscaux qui ont été accordés, plus des trois quarts visaient les petites entreprises et les familles, le genre de personnes qu'il essaie d'aider.

Il parle aussi de réduire les allègements fiscaux accordés à ces entreprises, notamment aux sociétés qui font du développement énergétique dans l'Ouest. Il sait fort bien que de nombreuses autres régions du pays bénéficient des activités de ces entreprises, notamment l'Ontario et ma circonscription, Tobique—Mactaquac, dont le secteur manufacturier exécute également des contrats pour les provinces de l'Ouest.

Compte tenu du contexte actuel, comment le chef du NPD peut-il penser que le fait de hausser les impôts des sociétés va aider? Ce que nous devons faire, c'est réduire ces impôts afin d'encourager les entreprises à innover et à croître, exactement comme il dit qu'il veut faire. Voilà ce qui va aider les petites entreprises. Son plan créerait des obstacles pour les entreprises et les obligerait à s'installer dans d'autres pays. Ce n'est pas ce que nous voulons.

L'hon. Jack Layton: Monsieur le Président, j'aimerais aussi féliciter le député de Tobique—Mactaquac pour sa réélection.

L'Adresse

Je veux commencer par m'assurer que le député comprend la position du Nouveau Parti démocratique. Nous pensons que ce serait une erreur d'accorder de nouvelles réductions d'impôt à de grandes sociétés rentables, aux grandes banques et aux pétrolières, non aux petites entreprises, comme le gouvernement le propose. C'est une décision qui coûterait plusieurs milliards de dollars sans remettre les gens au travail. Cette décision aurait pour conséquence d'alourdir notre déficit. Ces milliards de dollars ne viseraient pas les bonnes cibles.

Le discours du Trône — tout comme le fait de gouverner, d'ailleurs — repose sur des choix. Loin de proposer des hausses d'impôts, nous proposons d'offrir une aide ciblée aux secteurs qui en ont besoin pour s'adapter au XXI^e siècle.

[Français]

M. Roger Pomerleau (Drummond, BQ): Monsieur le Président, comme c'est ma première intervention en cette Chambre, je suis sûr que vous accepterez qu'en commençant, je m'adresse à mes concitoyens pour les remercier de m'avoir choisi en tant que porteparole pour les représenter ici. Je voudrais d'abord leur dire merci et aussi que je me ferai un point d'honneur à mériter la confiance qu'ils mettent en moi.

Je remercie également le chef du NPD qui vient de faire un discours assez important. Avant de lui poser une question, j'aimerais établir la chose suivante. Hier, ma collègue de Saint-Bruno—Saint-Hubert faisait remarquer qu'il était extrêmement bizarre de voir le gouvernement annoncer des mesures assez floues pour soutenir les industries en difficulté au moment où, par ailleurs, on fait des coupes dans des industries qui fonctionnent très bien, comme l'industrie culturelle. On voit donc une dichotomie entre ces deux choses.

Mon collègue, le député de Saint-Jean, faisait remarquer également que le gouvernement annonçait qu'il mettait des mesures en place pour soutenir l'économie — des mesures assez floues —, mais qu'il refusait de faire en sorte qu'une partie des dépenses liées aux achats militaires soient obligatoirement faites ici. Mon collègue, le chef du Bloc québécois, faisait remarquer qu'assurément des milliards de dollars dorment littéralement à la Société canadienne d'hypothèques et de logement au moment où l'on refuse d'établir le logement social ici ou de prendre des mesures pour relancer l'économie par la création de logements sociaux.

À Drummondville, dans mon comté, plusieurs compagnies chinoises sont venues investir. Cela ne s'est pas fait en vertu de la recommandation ou de l'aide du gouvernement fédéral, mais grâce aux gens du milieu qui ont fait de nombreux voyages en Chine pour aller chercher ces compagnies. L'une de ces compagnies prend des pneus, les réduit en poudre et vend cela à une autre compagnie de Drummondville, la compagnie Soprema. Cette dernière a réussi à obtenir des contrats en Chine, dont le contrat du toit végétal du stade olympique de Chine. On voit donc qu'on a fait chez nous un travail remarquable pour aller chercher ces compagnies, les rendre rentables et travailler avec la Chine au moment même où le premier ministre refusait de se présenter aux Jeux olympiques. En cela, il créait presque un incident diplomatique, faisait perdre la face aux Chinois et, probablement, remettait en question tout le travail fait jusque-là.

Le chef du NPD ne croit-il pas que dans une certaine mesure, compte tenu des exemples que je viens de donner, le gouvernement joue au pompier pyromane? Il nous annonce des mesures très floues pour relancer l'économie, mais d'autre part il prend des mesures ayant pour effet de détruire cette économie!

●(1230)

L'hon. Jack Layton: Monsieur le Président, tout d'abord, je félicite le député de Drummond pour son élection et ses commentaires. Je me permets aussi de féliciter quelqu'un d'autre de Drummondville, Annick Corriveau, qui a mené une très bonne campagne électorale et qui a obtenu un bon résultat à la faveur du NPD dans cette région. J'imagine que notre candidate et le député partagent quelques idées, par exemple, cette proposition voulant que le gouvernement doive entreprendre la construction de logements sociaux. C'est une proposition clé non seulement pour l'économie, mais pour la justice sociale, pour toutes nos familles.

Je veux féliciter le député d'avoir soulevé un très bon exemple de la nouvelle économie, de l'attitude innovatrice du Québec et d'ailleurs au Canada. Toutefois, ce gouvernement n'appuie pas ce type de PME. Il préfère bonifier les plus grandes entreprises rentables, les grands pollueurs, les grandes banques, au lieu de s'assurer que l'innovation est la priorité pour l'économie canadienne.

[Traduction]

M. Brian Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Toronto—Danforth pour sa réélection. Même si j'ai beaucoup de respect pour le travail qu'il a effectué dans le passé pour les municipalités, et bien entendu, c'est peut-être du fait de ses origines qu'il m'inspire de la sympathie, lui qui vient du comté d'Albert, au Nouveau-Brunswick, j'ai un différend avec lui.

Dans sa réponse, il a dit qu'il veut travailler de façon efficace dans ce Parlement et qu'il veut faire preuve de coopération, mais il semble déterminé à voter contre le gouvernement à chaque occasion. N'est-ce pas à l'image de la dernière campagne au cours de laquelle le NPD a proposé des solutions environnementales irresponsables que ni le Sierra Club, ni les économistes, ni qui que ce soit de crédible dans le domaine de l'environnement ne soutenaient? Malgré tout, les députés de ce parti se moquent des autres et se pavanent disant qu'ils feront toutes ces choses qu'ils veulent faire sachant qu'ils ne formeront jamais le gouvernement. Ils siègent à la Chambre et critiquent tout sachant qu'ils ne formeront jamais le gouvernement.

Le chef du NPD va-t-il enfin nous dire s'il imposerait une taxe punitive aux entreprises polluantes s'il était au pouvoir pendant la crise économique actuelle? Accepterait-il de venir en aide aux entreprises qui en ont besoin afin d'assurer la survie des compagnies qui forment l'entreprise canadienne? Que ferait-il en cette période cruciale s'il était premier ministre, poste que, de toute évidence, il n'occupera jamais?

L'hon. Jack Layton: Monsieur le Président, j'apprécie le tournant que prend la conversation parce que c'est la proposition que nous avons faite aux Canadiens et nous n'avons pas l'intention d'y renoncer.

Je remercie le député de sa question. Je le remercie aussi d'avoir mentionné mes racines dans le comté d'Albert. Je suis certain que la terre rouge de la Petitcodiac est très présente dans ma structure génétique.

Toutefois, j'avoue que je trouve étrange que mon collègue ait choisi de se concentrer sur la partie environnementale du discours parce que, sur ce plan, on pourrait probablement le qualifier de pire discours du Trône des dernières décennies. Quand on se rend compte que, face à la crise qui nous menace, si peu d'attention a été accordée aux possibilités qui s'offrent à nous et au besoin urgent d'agir au chapitre de l'environnement, le discours du Trône est certainement une déception.

L'Adresse

Le député demande ce que nous proposerions exactement. Je n'ai pas l'intention de répéter le programme en cinq points que j'ai énoncé dans mon discours, mais j'attire l'attention sur notre recommandation de mettre en place un système de plafonnement et d'échanges entièrement fonctionnel afin de limiter les émissions des gros pollueurs. Nous ne devrions pas tergiverser en optant pour ce prétendu système de plafonnement et d'échanges axé sur l'intensité.

J'ai la conviction raisonnable et je pourrais probablement prédire que le président élu Obama n'aura rien à voir avec un tel système parce qu'il l'a lui-même rejeté très explicitement. Je collaborerai certainement avec le premier ministre, s'il a besoin d'aide pour intégrer dans la proposition qu'il souhaite présenter à la Chambre des communes le concept de plafonnement et d'échanges tel qu'il a été prôné sur la scène mondiale, notamment par les deux candidats à la présidence des États-Unis, par presque tous les penseurs progressistes en matière d'environnement de la planète, par bon nombre de pays européens ainsi que par quatre provinces et onze États. Il peut compter sur notre collaboration et sur notre aide pour concrétiser ce projet grâce auquel nous obtiendrons de véritables résultats.

• (1235)

L'hon. Gary Goodyear (ministre d'État (Sciences et Technologie), PCC): Monsieur le Président, je dois dire à quel point je suis heureux de prendre part au débat sur le discours du Trône.

Tout d'abord, je profite de l'occasion pour remercier les électeurs de ma circonscription, Cambridge North Dumfries, de m'avoir à nouveau fait confiance en m'élisant pour la troisième fois.

Je tiens tout particulièrement à remercier ma famille pour son soutien alors que je continue de servir la population de notre grand pays. Tous les députés savent quel fardeau représente une charge publique et ceux qui ont eu le bonheur d'être élus savent très bien que leur famille aussi porte une partie de ce fardeau. À ce sujet, je ne saurais remercier suffisamment ma femme et mes deux enfants de leur soutien.

Je tiens également à remercier les bénévoles qui ont participé à ma campagne et que j'ai souvent qualifiés de meilleure équipe du Canada. Je tiens à leur exprimer toute ma gratitude.

[Français]

Je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui, en ma qualité de nouveau ministre d'État (Sciences et Technologie).

[Traduction]

J'estime que c'est un grand honneur et un grand privilège que le premier ministre m'ait demandé d'accepter d'être ministre d'État aux Sciences et à la Technologie en ces temps incertains. Je tiens à ce que tout le monde sache que j'ai grand hâte de servir les Canadiens avec le même dévouement et le même enthousiasme que j'ai mis à servir la magnifique circonscription de Cambridge North Dumfries.

Je tiens aussi à féliciter les députés de Westmount—Ville-Marie, Shefford et Elmwood—Transcona d'avoir été choisis par leurs partis comme porte-parole pour les questions de science et de technologie. Je leur souhaite tout le succès possible. Je reconnais que nous ne nous entendrons peut-être pas sur tout, mais je sais que nous travaillerons ensemble à bien des dossiers parce que nous avons tous le même objectif et c'est le bien de l'ensemble des Canadiens.

Monsieur le Président, je vous félicite pour votre réélection comme Président de la Chambre et je serai heureux de travailler à nouveau avec vous.

Comme le premier ministre l'a souligné plus tôt, en cette période de défi et d'incertitude pour l'économie mondiale, les Canadiens ont donné au gouvernement un mandat renouvelé et renforcé. Nous

consacrerons tout notre temps et toute notre énergie à relever les défis auxquels sont et seront exposées les familles et les entreprises.

Le discours du Trône esquisse notre plan visant à protéger la sécurité économique des Canadiens et la pérennité de notre réussite économique. Il s'inspire également du travail amorcé durant notre mandat précédent, en mettant l'accent sur les objectifs prioritaires qui permettent aux Canadiens d'améliorer leur sort.

À titre de ministre d'État aux Sciences et à la Technologie, je voudrais consacrer quelques minutes à expliquer les engagements du gouvernement actuel contenus dans le discours du Trône.

Dans le discours du Trône, notre gouvernement s'est engagé à collaborer avec les milieux de l'industrie, ici au Canada, pour rendre disponibles et appliquer les meilleures connaissances scientifiques et technologiques dont dispose notre pays en vue de déboucher sur des solutions d'affaires novatrices et d'investir dans des installations de recherche de calibre mondial. Durant la campagne électorale, nous nous étions engagés en effet à investir d'avantage dans des projets de science et de technologie d'envergure internationale, ici au Canada.

Nous sommes fiers de la capacité du Canada en matière d'innovation. Nous souhaitons miser sur cette réussite en rendant possible le passage de nouvelles technologies du laboratoire au marché, et ce au profit des Canadiens et du reste du monde.

Notre gouvernement appuie la recherche et le développement puisque nous sommes convaincus que ces activités créent de l'emploi. Elles améliorent la qualité de vie des Canadiens et leur donnent des moyens de mieux gagner leur vie. Elles renforcent les assises de notre économie pour l'avenir. Notre prospérité dépend non seulement de notre capacité de relever les défis actuels, mais aussi de bâtir une économie dynamique qui créera des débouchés et de meilleurs emplois pour les Canadiens à l'avenir.

Les progrès scientifiques et technologiques sont essentiels pour assurer la compétitivité accrue de l'économie. Les intervenants du secteur privé qui innovent et qui continuent à investir en R et D, surtout en ces temps difficiles, seront récompensés de leur prévoyance et de leur persévérance. C'est la raison pour laquelle nous continuons d'appuyer la recherche et l'innovation au Canada.

En mai 2007, le gouvernement, sous la direction du premier ministre, publiait le document intitulé *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*. Il s'agissait d'une stratégie avant-gardiste en matière de sciences et de technologie qui visait à positionner notre pays comme chef de file à l'échelle de l'économie de la planète. Notre objectif consiste à attirer les meilleurs chercheurs, à les doter des meilleures installations et à faire en sorte que les Canadiens bénéficient des avantages économiques liés à notre capacité d'innover.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de cette stratégie, nous avons consenti des investissements importants en recherche scientifique, établi un grand nombre de nouvelles politiques et de nouveaux programmes et formulé nos objectifs prioritaires. Pour les trois derniers budgets, le gouvernement a annoncé au total 2,4 milliards de dollars de nouveaux crédits pour les sciences et la technologie.

L'Adresse

●(1240)

Notre stratégie en matière de science et de technologie ouvre une nouvelle voie qui lie l'esprit compétitif de nos entrepreneurs au génie créatif de nos scientifiques. C'est un projet audacieux conçu pour établir un avantage concurrentiel durable pour le Canada. Cette stratégie reconnaît que notre pays a besoin de plus grands investissements commerciaux en sciences et technologie ainsi que dans les technologies de pointe. Elle reconnaît la nécessité de s'assurer que ces nouvelles connaissances sont appliquées dans le marché du travail et de mieux exploiter les compétences de notre main-d'oeuvre talentueuse. Nous devons améliorer nos innovations et les commercialiser davantage.

Ce cadre pluriannuel tente de créer trois avantages stratégiques: premièrement, un avantage entrepreneurial grâce à la mise en place d'un environnement commercial concurrentiel et dynamique qui favorise une plus grande innovation de la part du secteur privé et qui fait du Canada un pôle d'attraction irrésistible pour les investissements; deuxièmement, un avantage du savoir qui octroie des ressources pour assurer des recherches de calibre mondial et qui place les Canadiens à l'avant-plan de la recherche et des découvertes; et, troisièmement, un avantage humain qui permet aux Canadiens d'acquérir et d'utiliser des connaissances et des compétences scientifiques et technologiques pour augmenter notre nombre de travailleurs du savoir afin que le Canada possède le talent nécessaire pour pouvoir soutenir la concurrence dans un monde en évolution.

Ensemble, ces trois avantages permettront de transformer les connaissances en applications pratiques qui amélioreront la vie et le gagne-pain des Canadiens. Ils se fonderont sur nos forces en matière de recherche et d'ingénierie pour générer de nouvelles idées et innovations. Ils permettront de former, d'attirer et de retenir les gens très compétents dont le Canada a besoin pour assurer sa prospérité au cours des décennies à venir.

Notre stratégie en matière de sciences et de technologie est axée sur quatre principes importants, et ils sont indispensables à l'atteinte de ces objectifs.

Le premier principe est la promotion de l'excellence. Il suffit de consulter les trois derniers budgets du gouvernement pour constater notre détermination à ce chapitre. Parmi les plus importants instruments que nous avons créés pour promouvoir l'innovation, notons les chaires de recherche du Canada. Cet investissement de 21 millions de dollars dans les sciences et la technologie permettra aux universités canadiennes de recruter et de retenir les chercheurs les plus brillants et les plus prometteurs au monde et de leur offrir les équipements dont ils ont besoin. La recherche de haut niveau dans les universités canadiennes aidera à conserver et à faire progresser le leadership du Canada dans l'économie mondiale.

Le nouveau Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier est directement lié à cette stratégie et tout aussi important. Grâce à ce prestigieux programme, 500 étudiants au doctorat du Canada et de l'étranger obtiendront des bourses de trois ans afin de constituer ici une capacité de recherche de calibre international. En attirant les meilleurs étudiants au doctorat canadiens et étrangers, nous contribuerons à notre croissance économique et sociale — laquelle est étroitement liée à la recherche — pour assurer une plus grande prospérité future. Ces investissements viennent appuyer le fait que le gouvernement comprend l'importance de soutenir les meilleures idées. Nous savons aussi que l'étude simple des grandes questions qui se trouvent au cœur même des disciplines universitaires ne donne pas de résultats rapides, mais qu'elle peut donner des résultats essentiels au bout du compte.

C'est pour cette même raison que nous avons ciblé nos investissements de manière à nous doter d'infrastructures de recherche comptant parmi les plus importantes au monde. Ainsi, nous avons soutenu la Fondation canadienne pour l'innovation et contribué à la mise en place de centres de recherche d'envergure comme TRIUMF, le laboratoire de recherche sur la physique des particules subatomiques de l'Université de la Colombie-Britannique, et le Centre canadien de rayonnement synchrotron, une installation de recherche en Saskatchewan.

Le deuxième principe consiste à cibler stratégiquement le financement dans des domaines où notre pays possède des forces et où il se présente des possibilités. Cela ne signifie toutefois pas abandonner notre engagement envers la recherche fondamentale dans une vaste gamme de disciplines. Comme nous le savons, le gouvernement du Canada appuie l'excellence en recherche grâce à des subventions de recherche et des bourses octroyées par nos organismes subventionnaires pour la recherche jugée par les pairs. Cela comprend la recherche fondamentale et les processus biologiques fondamentaux, ainsi que la recherche appliquée appuyant directement la mise au point de nouveaux produits pour le marché.

●(1245)

En tout, le gouvernement du Canada investit 9,7 milliards de dollars par an pour aider les sciences et la technologie. De plus, comme je l'ai déjà dit, les entreprises canadiennes qui investissent dans la recherche et le développement peuvent profiter de stimulants fiscaux d'environ 4 milliards par an.

Toutefois, ce principe suppose que nous soyons réalistes au départ. Il faut encourager au maximum la recherche fondamentale et appliquée dans les secteurs où nous sommes bien placés pour tirer notre épingle du jeu. Nous axons donc notre financement sur les domaines dans lesquels le Canada excelle, notamment la science et la technologie de l'environnement, les ressources naturelles et l'énergie, la santé et les sciences et techniques connexes et les technologies de l'information et de la communication. En nous fixant des priorités de recherche, nous pouvons cibler nos financements, établir des partenariats et prendre appui sur les recherches publiques au Canada pour exploiter au maximum notre avantage par rapport à la concurrence.

Le troisième principe de notre stratégie des sciences et de la technologie, c'est la nécessité d'encourager les partenariats. Certes, le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer pour promouvoir l'excellence en science et en technologie et soutenir les initiatives de commercialisation, mais nous ne pouvons pas le faire seuls. Les administrations provinciales, territoriales et locales ont aussi un rôle essentiel à jouer pour aider et développer le réseau des sciences et de la technologie au Canada. Et de même, nos universités, nos hôpitaux universitaires, nos collèges et même nos écoles secondaires ne servent pas seulement à éduquer, mais aussi à inspirer les chercheurs et les entrepreneurs de demain. Grâce à des partenariats productifs, nous pourrions mobiliser les capacités, les intérêts et les ressources exceptionnelles de tous ces intervenants pour un meilleur avenir de notre pays.

Je pourrais vous citer maints exemples de partenariats remarquables que nous encourageons énergiquement par le biais de notre stratégie des sciences et de la technologie. Nous sommes par exemple en train de créer 11 nouveaux centres d'excellence pour la commercialisation et la recherche dans des domaines allant des solutions de pointe dans le domaine de la physique appliquée à une entreprise panprovinciale de fabrication de vaccins. Nous avons aussi financé des réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises pour financer de vastes réseaux de coopération pour l'innovation dans le secteur privé. Nous avons aussi créé le programme d'innovation dans les collèges et communautés pour aider les collèges à mieux soutenir l'innovation dans nos communautés.

Le quatrième principe, c'est le renforcement de la responsabilité. Notre gouvernement est convaincu que les bénéficiaires des fonds publics doivent justifier leurs investissements. Ils doivent démontrer aux contribuables qu'ils fonctionnent de manière efficace et qu'ils ont des résultats. Grâce au projet de recherche sur les politiques, les ministères fédéraux collaborent pour mieux évaluer les résultats de nos investissements en sciences et en technologie et tirer un rendement optimal des investissements des contribuables.

Notre stratégie des sciences et de la technologie et ses principes de base témoignent de la détermination de notre gouvernement à faire sa part en collaborant avec les autres paliers pour mettre en place un bon cadre d'innovation et d'excellence et permettre aux Canadiens de répondre aux besoins de la nation et de nos partenaires internationaux.

La réaffirmation dans le discours du Trône de notre engagement dans le domaine des sciences et de la technologie, c'est l'annonce d'un avenir brillant et passionnant pour l'innovation.

• (1250)

[Français]

Je suis impatient de travailler avec mes collègues du Parlement et avec tous les Canadiens afin de réaliser cet énorme potentiel.

[Traduction]

Les Canadiens peuvent être fiers des percées technologiques et des innovations réalisées dans leur pays: le téléphone, la motoneige, l'insuline, le stimulateur cardiaque, la chaise roulante électrique, le plexiglas, le Canadarm, le BlackBerry et des milliers d'autres. Nous n'avons pas seulement besoin de plus d'innovations; il faut aussi que ces produits se rendent jusqu'aux consommateurs. Nous devons offrir de meilleurs produits et mieux les commercialiser.

Comme nous l'avons fait par le passé, nous devons mettre nos idées en commun et nous ouvrir sur le monde qui nous entoure en ce qui concerne la création, l'innovation et la mise en marché. C'est encore plus important en cette période d'incertitude économique. En agissant ainsi, notre pays prendra les devants et sera le leader mondial. Nous serons une inspiration pour l'avenir. Notre niveau de vie sera élevé. Nous attirerons et garderons les meilleurs chercheurs.

En terminant, je veux insister sur le fait que les Canadiens ont témoigné à nouveau leur confiance à notre gouvernement. Nous sommes déterminés à faire preuve du leadership fort auquel les Canadiens s'attendent et qu'ils méritent. Nous continuerons de mettre en oeuvre des politiques efficaces dans le but de donner un avantage concurrentiel au Canada. Nous renforcerons les institutions qui assurent la sécurité et la prospérité des Canadiens. Comme l'histoire nous l'a montré à maintes reprises, quand ils ont un défi à relever, les Canadiens se retroussent les manches et font front commun. Je suis

L'Adresse

convaincu que nous sortirons de cette période plus forts et plus unis que jamais, comme nous l'avons toujours fait.

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, plus d'un million d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté. À Toronto, la ville où j'habite, 83 000 enfants vont à l'école le ventre vide. Quelque 550 000 ménages vivent dans la pauvreté. Pourtant, le discours du Trône ne faisait aucune mention de la pauvreté.

Que fera le gouvernement pour protéger les Canadiens les plus vulnérables pendant la période de repli économique et pour s'assurer qu'ils sont inclus dans l'économie du savoir?

L'hon. Gary Goodyear: Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier la députée pour sa question et la féliciter de sa victoire aux élections.

Notre gouvernement est totalement déterminé à baser notre économie sur le savoir. Nous comprenons très bien, mieux encore que tout autre gouvernement précédent dont je me souviens, qu'une économie basée sur le savoir, l'innovation et l'amélioration de la productivité découlent des investissements faits par les secteurs public et privés dans de nouveaux projets.

Lorsque nous inventons un produit, que nous faisons passer ce produit du laboratoire à l'usine et que nous commençons à le produire, nous créons des emplois. Comme nous l'avons vu par le passé, c'est ainsi que des milliers et des milliers d'emplois sont créés. Bien entendu, les gens qui font ce travail sont bien payés. C'est cela l'initiative que nous recherchons. Ces gens et leurs enfants en profitent et jouissent d'une meilleure qualité de vie.

Notre gouvernement est totalement déterminé à miser sur les sciences et la technologie. Nous proposons de favoriser les progrès technologiques dans lesquels le Canada excelle et dont nous savons que le monde a besoin. Je reconnais assurément que nous vivons une situation économique difficile, mais nous sommes déterminés à continuer à investir dans le secteur des sciences et de la technologie afin que de mettre ces produits sur le marché, ce qui créera des emplois. Évidemment, cela offrira une vie meilleure aux familles canadiennes et établira solidement les entreprises en essor.

• (1255)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite d'avoir été réélu à la présidence en cette 40^e législature.

J'aimerais également féliciter le député de son élection. Nous avons siégé ensemble à l'un des comités reconnus pour leur climat de dissension lors de la dernière législature. J'espère que dans le nouvel esprit de collaboration parlementaire, les nouveaux comités seront beaucoup plus ouverts et plus efficaces.

J'ai écouté mon collègue avec fascination. Nous nous entendons tous pour dire que l'innovation et l'éducation sont des éléments essentiels pour construire une économie du XXI^e siècle. Cependant, l'énorme écart entre les propos du député et la réalité de ma région m'a frappé.

Le gouvernement conservateur a annoncé ce mois-ci qu'il enverrait un boulet de démolition à Attawapiskat où, depuis 30 ans, l'école se trouve sur un terrain contaminé. Cette collectivité n'a pas d'école depuis 10 ans. Le gouvernement n'a pas d'autre solution que d'envoyer un boulet de démolition et laisser 400 enfants sans école. Les collectivités de Kashechewan, White Dog et Fort Severn sont dans une situation semblable.

L'Adresse

Le décrochage commence dès la quatrième année là où il n'y a pas d'école. Le taux d'échec dans le secteur de l'éducation des Premières nations se situe sous les normes du tiers monde.

Les gens d'Attawapiskat demandent une école depuis 10 ans. La semaine prochaine, ils rencontreront les chefs de file du domaine de l'éducation au Canada à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario pour discuter de la nécessité d'une stratégie appropriée qui garantira aux enfants des Premières nations dans les réserves isolées les droits les plus fondamentaux en matière d'éducation : le droit d'avoir des écoles propres et sûres et le droit d'évoluer dans un milieu exempt de discrimination dans les provinces où se trouvent les réserves isolées.

Le député pourrait-il me dire que fera concrètement le gouvernement pour s'assurer de ne pas laisser pour compte sur les tas de matière toxiques toute une génération de jeunes qui ont un potentiel incroyable? Le gouvernement s'assurera-t-il qu'il existe une stratégie pour garantir que les collectivités comme Attawapiskat disposent de bonnes écoles afin que nous puissions mettre en oeuvre en ce XXI^e siècle un programme dont tous les Canadiens seront fiers?

L'hon. Gary Goodyear: Monsieur le Président, le député et moi avons certainement connu de bons moments au comité. Je le félicite pour sa réélection.

J'ai hâte de travailler avec les provinces et les territoires sur les questions relatives aux régimes d'éducation en place dans les différentes régions du pays. À mesure que nous passerons de l'ancienne à la nouvelle économie, nous devons investir davantage dans les sciences et la technologie, comme le réclame le reste du monde. C'est exactement ce que le gouvernement a entrepris de faire.

Nous avons fait preuve de leadership dans ce domaine non seulement pour créer les technologies qui aideront à décontaminer les terrains dont le député a parlé, mais aussi pour adopter la technologie qui rendra les écoles que nous voulons construire plus efficaces, notamment sur le plan des changements climatiques, et moins coûteuses sur le plan énergétique. Voilà à quoi servent les sciences et les technologies. C'est une magnifique occasion pour nous d'investir en sciences et technologies pour régler ces problèmes.

Le gouvernement investit davantage dans la recherche universitaire que tout autre pays du G7. Nous sommes au premier rang, et nous devrions être fiers des chercheurs canadiens. Nous avons même le taux de publication par habitant le plus élevé des pays du G7.

Nous accomplissons un travail formidable dans ce domaine, comme le font toujours les Canadiens, d'ailleurs.

Encore une fois, pour revenir à la question du député, les solutions à ce genre de problèmes viendront des scientifiques et des chercheurs canadiens. J'ai hâte de contribuer à les régler en travaillant avec tous nos partenaires.

• (1300)

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, à entendre le député de Cambridge, on se dit qu'il est fermement convaincu de l'importance de la science. Je lui demande donc bien simplement de nous dire pourquoi son gouvernement a éliminé le poste de conseiller national des sciences créé par le gouvernement libéral précédent. Ce conseiller avait un rôle crucial à jouer auprès du premier ministre du pays.

L'hon. Gary Goodyear: Monsieur le Président, je félicite le député pour sa victoire électorale et je lui souhaite la bienvenue dans cette grande assemblée d'élus.

À chacun de nos budgets, le premier ministre s'est montré déterminé à appuyer le secteur scientifique et technologique. Il a agi

en véritable chef de file puisqu'il a rétabli le poste de ministre d'État chargé de ce dossier, poste que le parti du député avait aboli.

Je répondrais au député que nous avons remplacé un poste unique de conseiller par un groupe de personnes formant un comité consultatif. Ces personnes comptent parmi les esprits les plus brillants au pays. Je suis heureux de pouvoir compter sur les conseils de ce groupe de scientifiques plutôt que de devoir me contenter du point de vue d'une seule personne.

M. Paul Szabo: Monsieur le Président, j'ai posé tout à l'heure une question sur le respect des institutions du pays, en particulier le Parlement.

Je voulais aussi demander au premier ministre pourquoi il avait déclenché des élections. Il s'est justifié en parlant d'un dysfonctionnement. J'aimerais que le député nous donne son point de vue sur le dysfonctionnement du Parlement au cours de la dernière législature.

Si la Chambre y consent, j'aimerais déposer une trentaine de courriels qui parlent en particulier de ce député et de ses attaques partisans gratuites contre le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique pendant le scandale des transferts de fonds.

Le président suppléant (M. Andrew Scheer): Le député a-t-il le consentement de la Chambre pour déposer les courriels?

Des voix: Non.

L'hon. Gary Goodyear: Monsieur le Président, j'ai reçu un aussi grand nombre de courriels sur l'incompétence du président de ce comité, mais je ne demanderai pas la permission de les déposer. Je vais plutôt dire à la Chambre ce que je ne ferai pas.

Comme le député le sait, il n'a jamais appuyé aucun des budgets où étaient prévues des augmentations des sommes que le pays consacre à la recherche et aux technologies. Pendant la décennie où le pays a connu la plus forte croissance économique, les libéraux ont réduit le financement de la recherche et du développement. Ils ont réduit les sommes consacrées à la science et aux technologies. Ils ont réduit le financement du Conseil national de recherches. Ces compressions ont eu lieu pendant que l'économie était à son meilleur.

Je n'ai pas l'intention de me laisser dire quoi faire par ce député.

Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec un autre Canadien de l'Atlantique, le député de Halifax-Ouest.

Comme je suis une nouvelle députée, c'est non seulement un privilège, mais aussi un honneur de livrer mes réactions au discours du Trône.

Si je suis ici, c'est grâce à une foule de gens et plus particulièrement aux membres de ma famille, dont l'appui a été inconditionnel. J'ai œuvré pendant 11 ans en politique provinciale comme députée ministérielle ou membre de l'opposition. Ma famille ne sait que trop à quel point cette vie peut être chaotique. Je suis reconnaissante aux centaines de bénévoles qui ont travaillé inlassablement pour moi. Nous savons certainement tous que, sans nos bénévoles, nous ne serions pas ici.

L'Adresse

J'aurai toujours une dette de gratitude envers les électeurs de Random—Burin—St. George's qui ont décidé de me choisir comme députée. Je représente l'une des plus vastes circonscriptions au Canada. Elle compte 185 localités, dont huit sont isolées. Pour traverser son territoire, il faut compter neuf heures de voiture. Les électeurs de Random—Burin—St. George's m'ont fait confiance non seulement pour représenter leurs intérêts, mais aussi pour faire en sorte que leurs préoccupations ne soient pas négligées.

Hier, j'ai entendu ce que contenait le discours du Trône. Aujourd'hui, je vais parler de ce qui, hélas, ne s'y trouve pas.

Les Canadiens sont plongés dans les difficultés et cela est plus évident dans ma circonscription que partout ailleurs. Pour beaucoup, le coût élevé du fuel domestique et de l'essence est devenu un fardeau. Pourtant, il n'est pas reconnu dans le discours du Trône qu'il faut s'attaquer à ce problème.

Si des aînés se regroupent dans des centres commerciaux pour se tenir au chaud, c'est qu'il y a un problème. S'ils doivent choisir entre manger et se chauffer, c'est que nous commettons une injustice envers eux, qui ont tant fait pour notre pays.

Le plus cruel, c'est que, lorsque le prix du pétrole a diminué, les pétrolières n'ont pas réduit dans la même proportion les prix à la consommation. Elles n'ont bougé que lorsqu'il est devenu vraiment flagrant que les consommateurs étaient exploités. Et encore, elles ont agi à contrecœur.

Les aînés ont besoin d'aide, mais, difficile à croire, le mot « aîné » ne figure même pas dans le discours du Trône. On n'a tenu aucun compte de ceux-là mêmes qui ont bâti notre grand pays.

D'après le discours du Trône, il est évident que, en dépit de la position que le premier ministre a prise il y a un peu plus d'un mois à l'émission *Question Period* de CTV, soit qu'il n'y aurait aucun déficit, c'est exactement ce qui va se produire. Le discours du Trône le dit très clairement.

Pourquoi un gouvernement placerait-il le Canada en pareille situation? Avant les élections, l'argent coulait à flots, et voici que, tout juste un mois après, le gouvernement a changé de refrain, évoquant la crise économique mondiale pour expliquer ce qui nous attend.

En réalité, si le gouvernement conservateur avait agi de façon responsable, dépensé judicieusement et maintenu la réserve que les gouvernements libéraux précédents gardaient en cas de crise économique, nous ferions l'envie des pays qui, sans qu'ils y soient pour rien, se retrouvent en difficulté.

C'est une pratique courante, nous le savons tous, que de mettre des économies de côté pour les temps difficiles. Pourquoi le gouvernement a-t-il tant de mal à le comprendre?

Les habitants de ma province, Terre-Neuve-et-Labrador, comme les Canadiens de partout ailleurs, travaillent fort et savent affronter l'adversité. Le discours du Trône dit: « Malgré l'incertitude qui règne, les Canadiennes et les Canadiens surmonteront l'épreuve comme ils l'ont déjà fait en d'autres temps difficiles. » Je suis d'accord, mais une question s'impose: pourquoi les soumettre à cette épreuve et pourquoi les plonger inutilement en pareille situation?

Près de trois années de gaspillage irresponsable et de mauvaise gestion financière nous ont réduits à ce déficit dont les Canadiens auront maintenant à souffrir. En deux courtes années seulement, le gouvernement a officié à la disparition d'un excédent de 12 milliards de dollars. Encore une fois, il faut se demander pourquoi.

Les aînés qui doivent se contenter d'un revenu fixe, qui ne peuvent se serrer davantage la ceinture et qui s'attendent à ce que le

gouvernement reconnaisse leur triste sort ne représentent qu'un groupe parmi tant d'autres dans notre société qui seront victimes de la mauvaise gestion du gouvernement conservateur. Quelle tragédie!

• (1305)

En outre, le discours du Trône ne fait aucune mention de la nécessité de reconnaître les travailleurs qui se sont dévoués sans compter pour des industries qui exigent beaucoup de leurs employés. S'ils pouvaient compter sur les ressources nécessaires, ils prendraient leur retraite en toute dignité et, ce faisant, créeraient des emplois pour la relève.

Il ne fait aucun doute que le travail est extrêmement dur dans d'autres secteurs. Pourtant, je suis persuadée que, physiquement, rien n'est plus dur que travailler jour après jour dans une usine de transformation du poisson ou comme membre d'équipage d'un bateau de pêche. Les députés qui représentent des collectivités rurales où la pêche est l'industrie principale savent très bien jusqu'à quel point les gens de ce secteur travaillent dur.

Le secteur des pêches est un employeur important dans la circonscription que je représente, mais des mesures doivent être prises pour que cette industrie reste viable. Une façon d'y arriver consisterait à y intégrer les jeunes travailleurs. Pour ce faire, les travailleurs âgés doivent avoir la possibilité de prendre leur retraite avec dignité.

Je connais des hommes et des femmes qui ont travaillé dans une usine de transformation du poisson pendant 40 ans, 40 ans debout sur un plancher de ciment. Ils n'avaient d'autre choix que de travailler des années durant dans ces conditions pour nourrir leurs familles. Dans les petites collectivités rurales, les possibilités d'emplois sont limitées.

Le gouvernement devrait faire preuve de compassion et participer au financement d'un programme qui aiderait les employés plus âgés à prendre leur retraite et les jeunes travailleurs à entrer dans l'industrie.

Les gouvernements ont tendance à réduire les impôts des sociétés pour les aider à devenir plus concurrentielles et à créer des emplois, mais il y a une autre façon de créer de l'emploi pour les Canadiens tout en reconnaissant la contribution des autres. Comme je l'ai souligné plus tôt, je suis persuadée qu'il y a d'autres secteurs au pays qui tireraient avantage d'une telle initiative.

On ne trouve pas non plus dans le discours du Trône de mention détaillée de la nécessité de subvenir aux besoins de nos enfants, tout particulièrement ceux qui vivent dans la pauvreté. Nous célébrons aujourd'hui la Journée nationale de l'enfant et nous portons tous un ruban qui rappelle l'importance de cette journée. Le gouvernement a raté l'occasion de souligner l'importance de subvenir aux besoins des enfants. L'une des façons les plus évidentes de le faire serait de concevoir un plan qui permettrait aux familles de sortir de la pauvreté.

Nos enfants sont notre avenir et un bien grand nombre d'entre eux sont laissés pour compte parce qu'il n'y a pas d'efforts concertés en vue de s'assurer qu'ils ont la possibilité, non seulement de survivre, mais de réussir dans la vie. Quand je regarde comment le gouvernement dépense l'argent des contribuables, il me semble évident que les plus vulnérables de la société sont lésés.

L'Adresse

L'une de nos collègues qui a pris la parole en réponse au discours du Trône hier a parlé « des Canadiens d'un océan à l'autre ». Il ne faut pas oublier qu'il y a une autre côte. Lorsque nous, les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador, entendons les gens parler du pays comme s'étendant de « Victoria à Halifax », ou « d'un océan à l'autre », nous tenons à leur rappeler gentiment qu'il y a une autre côte qui borde une province dont nous sommes très fiers.

Je terminerai mes commentaires aujourd'hui en félicitant tout d'abord ceux qui, comme moi, ont été élus pour la première fois le 14 octobre dernier. Quel que soit le parti que nous représentons, nous aurons toujours quelque chose en commun. Je suis très reconnaissante à tous ceux qui se sont donnés beaucoup de mal pour me faire profiter de leurs connaissances et de leur expérience du régime parlementaire fédéral.

• (1310)

Mme Olivia Chow (Trinity—Spadina, NPD): Monsieur le Président, la députée a parlé de faire de la pauvreté des enfants une chose du passé. Les néo-démocrates déploient des efforts en ce sens depuis longtemps.

Dans le discours du Trône, il n'y a pas d'argent pour créer des services de garderie abordables. Il n'y a pas d'argent pour faire passer les prestations pour enfants à 400 \$ par enfant par mois. Il n'y a pas d'argent pour construire de nouveaux logements abordables afin d'aider les milliers de Canadiens qui attendent désespérément un tel logement. C'est à peine si on mentionne l'assurance-emploi ou l'augmentation du salaire de subsistance des travailleurs à 10 \$ l'heure. Il n'y a absolument rien de nouveau dans le discours du Trône.

On y retrouve plutôt des choses du passé, l'engagement passé visant les fonds d'infrastructure, les engagements passés visant les fonds destinés à l'itinérance et les engagements passés visant l'établissement des immigrants. Considérant que le discours du Trône n'offre aucune solution audacieuse à la situation économique à laquelle nous sommes confrontés, comment le Parti libéral peut-il appuyer...

Le président suppléant (M. Andrew Scheer): La députée de Random—Burin—St. George's a la parole.

Mme Judy Foote: Monsieur le Président, il s'agit manifestement d'une question qui doit être posée à l'actuel gouvernement minoritaire. Le fait que le discours du Trône ne contienne aucune initiative en vue de traiter des problèmes de la pauvreté et de l'itinérance est justement la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui pour en parler.

J'aimerais demander à la députée si son parti appuierait ou non le gouvernement. À ce stade-ci, faire tomber le gouvernement nous lancerait dans de nouvelles élections, encore une autre aventure coûteuse pour les Canadiens. Je préférerais de beaucoup que cet argent serve à soutenir les enfants et les sans-abri qui ont besoin de notre aide.

L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue, la députée de Random—Burin—St. George's, pour son excellent premier discours à la Chambre, mais il est clair qu'elle n'en est pas à ses premiers pas en politique, ni à sa première législature. Comme elle l'a souligné, elle a siégé pendant neuf ans à l'assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador. Je crois que sa présence ici nous rend tous meilleurs, ce qui ne veut pas dire que son prédécesseur n'était pas également un excellent député, comme elle doit le savoir.

Au cours de ses neuf années en politique provinciale, elle a beaucoup travaillé avec les collectivités de pêcheurs, et j'imagine

qu'elle aimerait sûrement parler davantage de leur situation. Je sais qu'elle aimerait expliquer davantage les difficultés devant lesquelles ces collectivités se trouvent.

• (1315)

Mme Judy Foote: Monsieur le Président, ce n'est qu'en vivant et en travaillant avec les gens qui vivent et travaillent dans les collectivités de pêcheurs qu'on comprend vraiment à quel point il leur est difficile de survivre. Dans la plupart des cas, lorsqu'il est question des collectivités rurales, les seules possibilités d'emploi se trouvent dans l'industrie de la pêche.

Comme je l'ai souligné dans mon intervention, j'ai rencontré des gens qui ont travaillé toute leur vie dans cette industrie, des gens qui sont maintenant dans la cinquantaine et la soixantaine, et qui devraient vraiment prendre leur retraite. Mais avec quoi? C'est le problème auquel nous sommes confrontés. Il y en a plusieurs qui pourraient vivre confortablement d'autres ressources si on pouvait, en fait, les sortir de cette industrie.

M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Wind-sor, Lib.): Monsieur le Président, d'abord, je tiens à féliciter ma collègue. En effet, elle a consacré pas mal d'années à la politique provinciale. Elle a le même voisin de circonscription que moi, et les résidents de Harbour Breton sont des gens très fiers. Je suis particulièrement attaché à eux et j'en rencontre un grand nombre.

J'aimerais poser à ma collègue une question qui ne concerne pas tant la pêche que le secteur forestier. J'aimerais parler de la dignité. Au cours de la campagne électorale, on a parlé de la grande dignité des travailleurs qui ont perdu leur emploi. La retraite anticipée est une question cruciale tant dans la circonscription de ma collègue que dans la mienne. J'aimerais qu'elle témoigne de situations qu'elle connaît. Elle a abordé la question avec éloquence dans son discours. Elle a dit que dans les secteurs de la pêche et de la forêt, des secteurs très exigeants pour les travailleurs, une retraite anticipée est une retraite à l'âge de 60 à 65 ans. J'aimerais qu'elle en dise davantage.

Mme Judy Foote: Monsieur le Président, lorsqu'on travaille aux côtés des travailleurs de la pêche ou de la forêt et qu'on connaît les difficultés du travail dans ces secteurs, on comprend trop bien le dur labeur de ces travailleurs. Ils ont besoin de pouvoir se retirer dans la dignité, de pouvoir quitter un environnement qui les a épuisés. C'est le seul souhait de nombre d'entre eux. Ils veulent partir à la retraite et jouir d'un niveau de vie confortable après 30 ou 40 années de dur labeur.

L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, j'espère que l'ancien député de Random—Burin—St. George's, Bill Matthews, regarde les débats aujourd'hui, car il verra que la nouvelle députée de cette circonscription poursuit l'excellente tradition qu'il a implantée lorsqu'il était député. Heureusement que j'ai dit qu'il avait été député de cette circonscription, car j'aurais assurément de ses nouvelles si je ne l'avais pas fait.

[Français]

Monsieur le Président, je vous remercie et j'aimerais vous féliciter de votre réélection. Je félicite également les autres personnes qui, grâce à leur nomination, occuperont le fauteuil à la Chambre des communes. J'aimerais aussi féliciter tous mes collègues, tant ceux qui sont de retour que les nouveaux collègues. C'est un honneur pour nous tous de siéger ici. C'est un privilège et c'est une responsabilité importante.

*L'Adresse**[Traduction]*

Je voudrais également remercier ma femme Kelly et mes enfants, de même que mes parents, pour leur soutien et leurs conseils de tous les jours, ainsi que tous ceux qui m'ont appuyé et ont travaillé pour moi au cours de la dernière campagne. Il n'en reste pas moins que je me sens responsable envers tous mes électeurs.

Winston Churchill a dit une fois: « Il ne suffit pas de faire de notre mieux; parfois, nous devons faire ce qu'il faut. » La population de Halifax-Ouest m'a accordé sa confiance une cinquième fois exactement pour cela, c'est-à-dire pour faire ce qu'il faut. Je lui suis très reconnaissant de m'avoir donné cette responsabilité, qui représente pour moi un honneur insigne. Nous devons faire ce qu'il faut pour l'avenir de notre pays.

Comme d'autres l'ont dit, c'est aujourd'hui la Journée nationale de l'enfant. Ce que nous ferons dans les prochaines semaines et les prochaines années aura de profondes répercussions sur la génération suivante. Dans cette période de difficultés économiques, les enfants, comme tous les Canadiens, méritent d'avoir un Parlement capable de faire ce qu'il faut, capable de faire passer les gens avant de mesquines considérations partisans. En même temps, nous avons la responsabilité, de ce côté-ci de la Chambre, d'exiger des comptes du gouvernement et de le forcer à affronter la réalité.

Malheureusement, le Canada s'engage dans cette crise économique qui s'intensifie partout dans le monde avec moins de moyens que nous aurions dû en avoir. Nous sommes sur le point de connaître une situation déficitaire à cause des mesures que le gouvernement a prises ou n'a pas prises au cours des deux dernières années. Les Canadiens savent que nous avons eu deux années d'incurie et que le gouvernement nous a placés dans une situation très difficile.

Le premier ministre et le ministre des Finances ont fait preuve d'une grossière incompétence à maintes et maintes reprises. Ils ont dilapidé l'excédent de 12 milliards de dollars que leur avait laissé le gouvernement libéral précédent. Ils ont éliminé la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, qui témoignait de la prudence financière des libéraux et qui permettait d'éviter de tomber dans une situation de déficit en cas de difficultés imprévues. Ils ont complètement abandonné cette idée pour devenir le gouvernement le plus dépensier de l'histoire du pays.

Qui paie aujourd'hui le prix de cette incompétence financière et de cette incurie? Ce sont les Canadiens, ce sont les familles, les aînés, les travailleurs forestiers, les travailleurs de l'automobile, les pauvres et les retraités du Canada. Quelle solution le gouvernement propose-t-il? Celle de ne pas tenir sa promesse concernant les déficits.

Il y a un mois, le premier ministre disait qu'il était ridicule ne serait-ce que d'envisager que le gouvernement accepte un déficit. Aujourd'hui, il en parle comme si c'était la chose la plus normale qui soit. Il parle de brader les biens de la Couronne et nous présente un discours du Trône qui n'a rien de neuf et qui passe beaucoup de choses sous silence.

Il est grand temps que le premier ministre et son ministre des Finances reconnaissent leur incompétence financière et leur incurie.

Certains, dans le pays, sont en train d'ouvrir la porte. Nous entendons des gens dire que ce ne serait peut-être pas une si mauvaise idée d'avoir un déficit. Ces gens laissent le gouvernement s'en sortir à bon compte. On oublie vraiment très vite. Ils devraient peut-être demander à Michael Wilson s'il est vraiment facile de se débarrasser d'un déficit, comme l'avait promis son patron Brian Mulroney en 1984. Qu'avait-il réussi à faire? Au lieu de se débarrasser du déficit, il avait doublé la dette du pays et avait légué à

son successeur le plus grand déficit de l'histoire du Canada, 42 milliards de dollars. On a la mémoire vraiment courte.

Une fois qu'on s'est engagé sur la voie du déficit, il est évidemment très difficile d'en sortir. S'il avait été présent — malheureusement, John Savage n'est pas parmi nous aujourd'hui —, il aurait pu nous dire combien il a été difficile d'affronter la dette que le gouvernement Buchanan lui avait léguée en Nouvelle-Écosse, cette dette qui avait commencé par un déficit de moins d'un demi-milliard de dollars. En 10 ans seulement, elle s'était multipliée par sept.

Ce n'est pas facile pour un gouvernement. Une fois qu'on a accepté un déficit, une fois qu'on a pris la dangereuse habitude d'emprunter, il est très dur de s'en sortir.

Le philosophe américain George Santayana a écrit: « Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter. » Le gouvernement actuel a hérité d'un excédent de 12 milliards de dollars. Je ne peux pas pointer du doigt le gouvernement précédent, car, quels que soient les investissements qu'il a faits, il a tout de même laissé un excédent de 12 milliards de dollars.

● (1320)

Lorsqu'il a pris les rênes du pouvoir, le gouvernement a hérité d'une situation financière meilleure que celle de tout autre gouvernement de l'histoire du Canada, et il évoque l'économie mondiale pour expliquer qu'il accuse déjà un déficit. Les gouvernements qui ont précédé celui-ci auraient tout donné pour hériter d'une situation financière pareille, d'une capacité semblable de dépenser et de garder l'économie en bon état, mais le gouvernement actuel a tout gâché.

[Français]

Au cours de trois mois cette année, ils ont connu une situation déficitaire. Le gouvernement aura un déficit et les conditions économiques l'entraîneront dans un déficit plus profond. Or, ce n'est pas nécessaire de se diriger vers une situation déficitaire aussi profonde, mais ce sont leurs choix qui ont créé la situation dans laquelle ils se trouvent. Et cela aurait tout de même été un déficit.

● (1325)

[Traduction]

Le Canada aura une capacité bien moindre de réagir à ce qui se passe dans l'économie mondiale, chez lui et dans sa propre économie. Il se retrouvera donc dans une situation bien pire que celle qui aurait normalement été la sienne, et cela, à cause des mesures que le gouvernement a prises au cours des deux dernières années. C'est en fait le résultat de son orgueil irresponsable et de sa prodigalité. Il n'a tenu aucun compte de l'avis des économistes sur la gestion de ses finances. Il a cherché à ridiculiser l'opposition, ses idées, ses inquiétudes au sujet de l'orientation du gouvernement et des risques de déficit. Soudain, c'est la surprise. Ce n'est plus ridicule du tout. Le gouvernement a gaspillé l'excédent en multipliant les promesses et les programmes qui ne visaient qu'à gagner des appuis électoraux.

L'Adresse

Ce n'est pas le moment de pratiquer une petite politique à la pièce pour courtiser divers groupes. Ceux qui s'inquiètent de leur pension de retraite ou qui ont perdu leur emploi, que ce soit dans ma circonscription, Halifax-Ouest, à Québec, à Windsor ou à Vancouver, ne veulent pas savoir de quel côté nous siégeons ici. Ils veulent que nous fassions le nécessaire, que nous protégions leur maison, leur emploi et leur retraite, que nous aidions leurs familles et, bien entendu, que nous secourions ceux qui ont le plus besoin d'un coup de main. Il n'est pas question ici des dirigeants qui touchent de généreuses primes ni des grandes sociétés.

Bien des gens s'inquiètent de ce qui s'est passé à Wall Street ces derniers mois, d'un régime de rémunération qui favorisait les perspectives à courte vue, de la déréglementation qui a eu cours aux États-Unis, cette déréglementation que le parti d'en face préconise depuis tant d'années. Dieu merci, les conservateurs n'étaient pas majoritaires. Dieu merci, ils n'ont pas pu faire ce qu'ils voulaient de nos institutions financières. Imaginez le gâchis, s'ils avaient pu agir à leur guise.

Il y a quelques jours, j'ai discuté avec des gens qui dispensent des services à ceux qui sont aux prises avec la pauvreté, aux nouveaux immigrants qui se heurtent à des obstacles sur le marché du travail, aux aînés, aux personnes handicapées, à ceux qui perdent leur emploi. Cette réunion de groupes qui sont au service de ces gens a été organisée par des travailleurs de la santé, car ces difficultés ont des conséquences pour la santé. Lorsque l'économie est vigoureuse, comme elle l'a été entre 1996 et 2005, ainsi que Statistique Canada l'a montré il y a un ou deux ans, la pauvreté diminue et il y a moins de violence au foyer. Lorsque l'économie est forte, les choses se passent bien. Par contre, lorsque nous avons des problèmes, il faut que le gouvernement intervienne.

J'espère pouvoir poursuivre pendant la période de questions et d'observations.

M. Bradley Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de sa réélection à la Chambre.

Lors la campagne électorale, son parti s'est engagé, entre autres, à réduire les dépenses gouvernementales de 12 milliards de dollars. Je me souviens également que, pendant la législature précédente, son parti a critiqué les réductions de la TPS.

J'ai une question à deux volets très brève et relativement simple à poser au député.

Premièrement, partage-t-il toujours l'avis de son parti selon lequel la TPS est trop basse et qu'on devrait la remettre à 7 p. 100 pour résoudre les difficultés financières que nous vivons maintenant?

Deuxièmement, quels programmes précis préconise-t-il compte tenu des compressions de 12 milliards de dollars qui faisaient partie du programme électoral de son chef lors des dernières élections fédérales?

L'hon. Geoff Regan: Monsieur le Président, le député cherche en fait à se dérober à toute responsabilité à l'égard des problèmes actuels. Son parti forme le gouvernement. Les conservateurs sont de nouveau au pouvoir. Je les félicite, son parti et lui, de s'être faits réélire. Il demeure néanmoins que ce sont les conservateurs qui ont mis le pays dans le pétrin dans lequel il se trouve aujourd'hui. Le pays a été en situation déficitaire pendant deux mois au début de l'exercice, puis de nouveau en août. Ils ont la mémoire courte.

Il n'y a que dix ans que nous sommes parvenus à sortir le pays d'une situation déficitaire, et déjà un gouvernement l'y a replongé avant même que l'économie ne soit en crise, non à cause d'une

récession, mais bien à cause de son imprudence et de son insouciance face à l'avenir.

Il incombe au gouvernement de proposer des solutions. Nous épaulerons les conservateurs s'ils se montrent raisonnables. Cela est important. Nous voulons qu'un esprit de coopération anime la Chambre tout entière. Toutefois, nous tiendrons les conservateurs responsables de leurs actions et de leur mauvaise gestion.

• (1330)

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Monsieur le Président, j'ai écouté ces belles paroles. J'ai entendu parler du déficit. Plus tôt, l'un des collègues du député a parlé d'un excédent de 13 milliards. La Chambre sait fort bien d'où provenait cet excédent de 13 milliards de dollars. Il a été dégagé au détriment des travailleurs et des employeurs de notre pays. L'argent de cet excédent a été puisé dans la caisse de l'assurance-emploi.

J'aimerais demander au député du caucus fortement réduit ce qui est advenu des 40 milliards de dollars de plus qui ont été prélevés dans la caisse de l'assurance-emploi.

L'hon. Geoff Regan: Monsieur le Président, je félicite mon collègue de son élection. Il ne semble pas être de ceux qui contribueront à réduire la mesquinerie dans cette enceinte, quoique je l'encourage à s'y mettre.

La question du déficit et la façon dont il a été éliminé en est une dans laquelle le NPD n'a joué aucun rôle. En fait, chaque fois que la Chambre a été appelée à se prononcer sur des mesures pour redresser l'économie nationale afin de réduire le déficit et de renforcer notre économie, ce parti a voté contre. Le nouveau député devrait pousser ses recherches un peu plus loin et étudier l'histoire. Il doit en savoir un peu sur le passé de notre pays et ce qui est arrivé au cours des dernières années. Lorsque l'économie a pris du mieux, lorsque le gouvernement libéral a mis de l'ordre dans nos finances, les taux d'intérêt ont fléchi, l'économie a pris son essor et a créé des emplois. La pauvreté a reculé. Les gens étaient plus prospères.

Cette conjoncture a profité aux gens. Les familles canadiennes ordinaires en ont vu leur sort s'améliorer. Si ce n'est pas la raison de notre présence ici, quelle est-elle? Nous sommes ici pour servir le peuple et pour essayer d'améliorer la vie de chaque famille dans notre pays. Si certains députés n'en conviennent pas, ils devraient se demander ce qu'ils font ici.

M. Brian Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ne sont plus un seul territoire depuis 1785. Nous avons de nombreuses rivalités en tant que provinces, mais je suis certain que le député conviendra à tout le moins que, à l'heure actuelle, l'industrie de la construction navale est très bien organisée dans nos deux provinces et dans l'ensemble du Canada atlantique en général.

J'aimerais que mon collègue se reporte à la page 8 du discours du Trône où il est question du secteur manufacturier et des industries automobile et aérospatiale du Canada, pas de la construction navale. On y parle des industries traditionnelles mais on ne fait pas mention de la construction navale. Le député croit-il que le gouvernement a laissé tomber l'industrie de la construction navale? Le gouvernement estime-t-il que la construction navale est un secteur en déclin?

L'hon. Geoff Regan: Monsieur le Président, c'est très perturbant. Le gouvernement parle d'industries, notamment dans le secteur de la haute technologie, mais il ne comprend pas que la construction navale devrait figurer sur la liste. Si on comprend le genre de technologie qui entre dans un navire moderne de nos jours, on reconnaît forcément qu'il s'agit de technologie de pointe.

L'Adresse

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je remercie du fond du coeur les électeurs qui m'ont appuyé aux dernières élections. Plus de 77 p. 100 des gens de ma circonscription ont décidé de voter pour moi et je les en remercie sincèrement. J'apprécie le grand honneur qu'ils m'ont fait encore une fois.

Je tiens également à remercier tous les citoyens qui ont voté pour d'autres partis politiques, parce que je suis préoccupé, à l'instar de bon nombre d'entre nous à la Chambre, du déclin de la participation électorale au Canada. C'est une importante question pour nous tous. J'ai éprouvé une certaine honte en constatant que le pourcentage de participation électorale a été plus élevé aux États-Unis qu'au Canada. Je sais que ce n'est pas un motif de fierté pour les Canadiens et qu'ils veilleront à ce que cela ne se reproduise pas aux prochaines élections. Il va sans dire que je compte là-dessus.

Si je siége à la Chambre des communes, ce n'est pas seulement parce que le travail de député est excitant et intéressant. C'est aussi parce que je veux accomplir un certain nombre de choses.

Je suis membre du Parti conservateur parce que je crois qu'il représente mieux ces choses que les autres partis.

D'autres députés croient qu'il convient d'appliquer un programme différent et d'approcher les choses sous un autre angle. Je suis convaincu que chaque député croit que son parti est le mieux placé pour défendre les intérêts du Canada, et je respecte cela. Je sais aussi que les électeurs ont choisi d'élire chacun des députés de la Chambre. Je félicite d'ailleurs tous les députés d'avoir été élus. C'est un grand honneur et nous avons un travail important à réaliser.

Depuis la fin de la dernière législature, on a beaucoup parlé de décorum à la Chambre et de l'importance de la collaboration. Il est intéressant de noter que nous travaillons plutôt bien ensemble dans les comités et dans certains domaines. Peut-être que les divergences d'opinions et les commentaires désagréables ne sont pas aussi fréquents que ce que le grand public croit. Il est aussi important de faire passer ce message-là.

Nous devons aussi travailler ensemble. Les Canadiens viennent d'élire un troisième gouvernement minoritaire et ils s'attendent à ce que nous collaborions pour le faire fonctionner. Je sais que le premier ministre et les députés conservateurs le comprennent, et qu'il en va de même pour d'autres députés.

Nous avons la chance de vivre dans ce pays merveilleux qu'est le Canada. Il faut garder à l'esprit que nous devons la liberté dont nous jouissons à nos parents, à nos grands-parents, à nos arrière-grands-parents et aux générations précédentes, qui ont fait des sacrifices incroyables et pris des initiatives inimaginables pour bâtir et développer le pays où nous vivons aujourd'hui. C'est un pays vraiment remarquable. Les Canadiens jouissent d'une liberté dont bien peu d'autres peuples de la Terre peuvent profiter.

Nous traversons une période où nous devons faire preuve d'un niveau de leadership et d'une sagesse dont nous avons rarement eu besoin au cours de notre histoire. Les situations auxquelles nous sommes confrontés, particulièrement sur les marchés financiers et dans le domaine économique, sont très graves et nécessiteront une action concertée. J'invite tous les députés à participer à cette action et à la bonne marche des choses.

Les deux principaux secteurs de ma circonscription sont le secteur pétrolier et gazier et l'agriculture. C'est de cela dont je parlerai pendant le reste de mon intervention.

Ces deux secteurs fournissent des milliers d'emplois dans ma circonscription et dans tout le pays également.

Le secteur pétrolier et gazier a apporté la richesse dans des collectivités de ma circonscription et la prospérité pour des travailleurs de toutes les provinces. Ce secteur est très dynamique. Il a dépassé les normes de protection de l'environnement attendues de lui et continuera de le faire.

L'agriculture est l'activité à long terme la plus importante et celle où les ressources sont les plus renouvelables de ma circonscription et du Canada. Aucun secteur n'est plus important.

J'ai été élevé sur une ferme mixte et j'ai encore des parts dans une exploitation produisant des céréales. Beaucoup de mes amis et voisins sont des agriculteurs.

● (1335)

Notre parti se soucie sincèrement des agriculteurs parce qu'il a des racines profondes dans les collectivités rurales de tout le Canada. J'en suis fier. Je suis fier de ce que le gouvernement a fait pour l'agriculture depuis deux ans et demi. Je veux en parler.

En tant que député de Vegreville—Wainwright, j'ai apporté ma contribution à de nombreux dossiers liés à l'agriculture. Dans notre parti, nous sommes libres de le faire et beaucoup de mes collègues ont aussi apporté leur contribution.

Dans les grands dossiers, les décisions sont évidemment prises par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé en collaboration avec quelques-uns des fonctionnaires incroyablement compétents du ministère.

Cependant, beaucoup de députés s'intéressent à des dossiers précis qui ne touchent pas l'ensemble du pays, mais qui sont très importants pour certains groupes et pour la population de certaines circonscriptions. Je tiens à parler de quelques-uns de ces dossiers.

Mes collègues et moi-même avons réussi à assurer des mesures de contrôle des spermophiles, qui sont parmi les ravageurs des cultures et des pâturages les plus dévastateurs, dans les provinces des Prairies en particulier. Nous avons permis aux agriculteurs de recommencer à employer les solutions de strychnine à 2 p. 100, ce qui leur permettra vraisemblablement d'économiser plus de 200 millions de dollars par année. Il est souvent question de milliards de dollars dans nos discussions, de sorte que 200 millions de dollars ne semblent pas avoir beaucoup d'importance. Pourtant, pour mes amis, mes voisins et mes collègues, c'est fort important. Notre gouvernement a agi de la sorte parce qu'un petit groupe d'entre nous est monté au créneau et a entrepris les démarches nécessaires.

Nous avons également fait pression pour élargir le programme d'importation de glyphosate pour usage personnel et nous en avons fait étendre l'application à un certain nombre d'autres produits. Aux termes du programme de remplacement visant les importations pour l'usage personnel, le PIAPDA, les agriculteurs peuvent désormais importer ces produits, notamment des États-Unis, ce qui, encore ici, leur permet d'économiser chaque année des dizaines de millions de dollars.

Nous avons veillé à ce que nos éleveurs de bétail puissent continuer à s'approvisionner en Ivomec aux États-Unis, ce qui leur permet d'économiser des dizaines de millions de dollars annuellement.

L'Adresse

On peut évidemment penser à d'autres programmes où nous dépensons des milliards, voire des dizaines de milliards de dollars, et nous en parlons certainement beaucoup. Cependant, il ne faut pas négliger des questions de moindre envergure qui ont néanmoins une importance critique pour certains groupes.

J'aimerais maintenant parler brièvement de ce que nous avons fait au cours des deux dernières années concernant des programmes de plus grande envergure. Le 29 juin 2007, les ministres de l'Agriculture des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux se sont mis d'accord au sujet de l'initiative Cultivons l'avenir, le nouveau cadre stratégique pour l'agriculture et l'industrie des produits agricoles et agro-alimentaires. La vision que propose ce cadre stratégique est celle d'un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels rentable et innovateur qui saisit les occasions en répondant aux exigences du marché et qui contribue à la santé et au mieux-être des Canadiens.

Le 17 novembre 2007, le ministre a accepté de solliciter les autorisations nécessaires pour la poursuite des programmes du Cadre stratégique pour l'agriculture pour une année supplémentaire, à compter du 1^{er} avril 2008. Cette décision a assuré et continue d'assurer une transition en douceur vers l'initiative Cultivons l'avenir. Elle sera un gage de certitude pour les agriculteurs et leur permettra de participer comme il se doit à la conception des programmes.

Le premier programme de gestion des risques d'entreprise est offert dans le cadre de l'initiative Cultivons l'avenir. Les agriculteurs avaient demandé des programmes simples, adaptables, prévisibles et tangibles. C'est le cas de ce programme. Nous savons tous que, par le passé, bon nombre de programmes agricoles ne possédaient aucune de ces caractéristiques.

En décembre 2007, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont signé des ententes pour mettre en place une nouvelle série de programmes de gestion des risques d'entreprise dans le but de remplacer le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, le PCSRA. Ce programme ne fonctionnait pas vraiment bien. Les programmes qui le remplaceront entreront en vigueur d'ici 2009. De bien des points de vue, il s'agit de programmes améliorés.

S'inspirant des suggestions des agriculteurs, les programmes de Cultivons l'avenir, le nouveau cadre stratégique pour le secteur canadien de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels, comprennent notamment Agri-investissement, un programme de comptes pour les producteurs, Agri-stabilité, un programme amélioré fondé sur la marge, Agri-protection, qui inclut une assurance-récolte et une assurance-production et qui sera élargi pour englober davantage de produits, et Agri-relance, un nouveau cadre d'intervention en cas de catastrophe.

Les premiers comptes Agri-investissement ont été ouverts pendant l'année de programme 2007 grâce à un programme de lancement de 600 millions de dollars du gouvernement fédéral. Ce programme est actuellement en marche.

• (1340)

Je tiens à parler de certains des autres programmes mis en place par le gouvernement pour aider les agriculteurs à construire un secteur agricole plus vigoureux pour l'avenir.

Agriculture et Agroalimentaire Canada a annoncé que 233 projets de recherche d'un bout à l'autre du Canada recevraient plus de 22 millions de dollars du fédéral à la suite d'un examen par les pairs des propositions de recherche pour 2007-2008. Quatre commissions d'examen composées de 38 experts provenant d'organismes non rattachés à Agriculture et Agroalimentaire Canada et spécialisées dans les domaines de la phytologie, de la science animale, de

l'environnement et de l'écologie et de la science alimentaire, se sont servis des évaluations préliminaires de 330 experts de l'extérieur.

Voilà certaines des initiatives prises par le gouvernement conservateur au cours des deux premières années et demie où il a été au pouvoir.

L'industrie de l'élevage, en particulier du boeuf, du porc et du wapiti, est aux prises avec de graves problèmes en ce moment. Notre gouvernement et notre parti ont beaucoup fait dans ces domaines également. Je ne vais pas donner tous les détails faute de temps, mais ces industries ont certainement profité des retombées très positives des programmes que nous avons mis en place.

Malgré tout, cette période a été très difficile. En effet, depuis 2003, à l'époque où le problème de l'ESB a entraîné la fermeture de la frontière, le secteur de l'élevage bovin a connu de graves difficultés. D'autres secteurs ont également connu leur part de problèmes pendant une longue période.

Je voudrais parler du programme des biocarburants, qui relève autant de l'agriculture que de l'environnement.

Il y a seulement six mois, les gens, partout dans le monde, disaient que nous ne devrions pas investir d'argent dans les secteurs de l'éthanol et du biodiésel. Ils soutenaient que nous ne devrions pas investir dans la recherche destinée à aider ces secteurs à se développer parce que le prix des aliments montait trop vite.

Les aliments coûtent cher au supermarché. Pourtant, les Canadiens profitent des ressources alimentaires les moins coûteuses de la planète puisqu'ils ne consacrent que 13 p. 100 environ de leurs dépenses à l'alimentation.

C'est une réalisation remarquable. Nous avons assisté à des baisses radicales des prix des aliments et des produits agricoles ces deux derniers mois. Ces prix ont directement subi les effets de la crise financière et économique que nous connaissons aujourd'hui. Les agriculteurs ont souffert de la crise probablement autant et peut-être même plus que n'importe qui d'autre. Ainsi, il y a seulement six mois, ils auraient pu vendre leur canola à 17 \$ le boisseau. Aujourd'hui, ils ont de la chance s'ils peuvent en tirer 9 \$. Nous comprenons les effets de la crise sur les agriculteurs. Ce n'est qu'un exemple.

La crise se répercute sur tous les secteurs de l'économie. Je le reconnais volontiers. Elle a rendu les choses plus difficiles, même si je dois dire que le secteur des céréales demeure très rentable.

Les prix élevés des intrants sont inquiétants. À la Chambre, nous devons veiller à ce que ces prix baissent dans le cas des engrais, des produits antiparasitaires et des autres articles de ce genre. Ces prix doivent baisser, en même temps que les pressions qui s'exercent sur l'économie.

Il faut que ces prix diminuent, en même temps que ceux du gaz naturel et du pétrole, mais cela ne s'est pas encore produit. J'espère bien que nous pourrions voir d'importantes baisses avant le printemps. Cela est essentiel car, avec le prix des récoltes qui diminue comme nous l'avons vu cette année, les agriculteurs ne pourront pas se débrouiller autrement.

Je voudrais mentionner une dernière chose concernant l'agriculture. Il s'agit de la Commission canadienne du blé. J'ai été enchanté de voir que la commission était mentionnée dans le discours du Trône.

L'Adresse

Le secteur agricole a toujours été un important moteur de l'économie. Il a créé des emplois dans les Prairies et ailleurs dans le pays. Nos agriculteurs ont travaillé sans cesse pour développer une industrie vraiment remarquable, qui peut soutenir la concurrence de n'importe quel pays du monde. Ils ont fait des choses extraordinaires pour leur secteur.

Toutefois, les gouvernements du passé avaient créé des obstacles qui ont vraiment empêché certains agriculteurs de réaliser des bénéfices et de prendre les décisions de commercialisation qu'ils sont en droit de prendre.

● (1345)

Le monopole de la Commission canadienne du blé est l'un de ces obstacles. Elle a été créée pendant la Seconde Guerre mondiale sous le régime de la Loi sur les mesures de guerre, non afin d'obtenir de meilleurs prix pour les agriculteurs, mais bien au contraire afin de faire baisser les prix pour que le gouvernement puisse leur acheter des céréales à bon compte dans le cadre de l'effort de guerre. Les agriculteurs avaient accepté cette contrainte à l'époque. Ils devaient être indemnisés d'une façon ou d'une autre, mais cela ne s'est jamais produit, ce qui avait contrarié beaucoup d'entre eux. Quoi qu'il en soit, nous sommes en 2008, et ce monopole existe encore.

Notre gouvernement s'est engagé à permettre aux agriculteurs de choisir. Je tiens à souligner que notre gouvernement a toujours cru dans une forte Commission canadienne du blé. Il y croit toujours, mais nous estimons que les agriculteurs ont le droit de choisir leur mode de commercialisation comme tous les autres. Nous voulons simplement leur donner la possibilité d'opter pour la commission, s'ils le souhaitent, ou de faire leurs propres ventes sans avoir à subir le monopole de la commission.

J'ai hâte au jour où j'aurai la possibilité de le faire. Je vends du blé, de l'orge, du canola, des pois, des lentilles et d'autres produits. Je dois bien sûr faire appel à d'autres agriculteurs pour s'occuper de la production parce que mes responsabilités de député ne me laissent pas le temps de le faire. Toutefois, je paie ma quote-part des intrants et je reçois ma partie des profits. J'espère que, l'an prochain, je pourrai choisir de faire affaire avec la Commission canadienne du blé ou non. Je crois que je continuerai de commercialiser une partie de mon blé par l'intermédiaire de la commission, mais au moins j'aurai le choix et il se pourrait que je vende une partie de ma production sans passer par la Commission canadienne du blé. C'est de cela qu'il s'agit.

Je voudrais souligner une autre chose qui touche non seulement l'agriculture, mais bon nombre d'autres secteurs aussi, c'est-à-dire le commerce intérieur. Je veux parler du premier ministre albertain, Ed Stelmach, qui a fait un travail magnifique en rencontrant d'abord le premier ministre de la Colombie-Britannique et, plus récemment, celui de la Saskatchewan, Brad Wall. Ils ont fait de grands progrès afin d'éliminer les barrières au commerce intérieur.

Je tiens à souligner que j'ai probablement été le seul porte-parole en matière de commerce intérieur de toute l'histoire du Parlement du Canada. J'ai demandé à Preston Manning, qui était chef du Parti réformiste en 1996, si je pouvais m'occuper de ce dossier. À ce moment-là, le gouvernement libéral avait présenté une mesure législative qui devait faire disparaître les obstacles au commerce intérieur. C'était une mesure faible, mais elle a tout de même été adoptée. C'était un premier pas. Toutefois, il ne s'est pas passé grand-chose depuis et je suis très heureux que notre gouvernement, de concert avec les provinces, ait décidé de faire disparaître les obstacles au commerce, une mesure qui doit essentiellement relever des provinces.

Un solide leadership de la part du gouvernement fédéral est certes un atout et c'est ce que notre gouvernement a offert, en collaboration avec les premiers ministres des provinces comme Brad Wall, Ed Stelmach et le premier ministre de la Colombie-Britannique. Ce projet traversera le pays et nous en tirerons tous profit.

Lorsque j'étais porte-parole en matière de commerce, j'ai entendu près d'une dizaine d'entreprises dire que les obstacles au commerce entre les provinces les forceraient à déménager leur siège social aux États-Unis parce qu'il leur serait alors plus facile d'avoir accès aux provinces canadiennes. Quelle incroyable situation dans un pays qui a signé l'Accord de libre-échange et l'ALENA.

Je remercie encore les gens de ma circonscription et les centaines de bénévoles qui ont donné un coup de main pendant la campagne électorale. Leur contribution rend service au pays. Ils travaillent très fort et méritent des félicitations.

Enfin, j'aimerais remercier mon épouse et mes cinq enfants de m'avoir aidé et soutenu durant mes quinze années de vie politique au fédéral. Cela a été un très grand honneur pour moi d'être ici, mais, comme vous le savez, monsieur le Président, ce travail n'est pas facile pour les familles. Je remercie du fond du coeur mon épouse, Linda, et nos cinq enfants de s'être également engagés à l'égard de mon travail. Ce ne sont pas seulement nous, les députés, qui nous engageons, mais également notre famille.

● (1350)

[Français]

M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, tout comme mon collègue, j'aimerais remercier les électeurs de Rosemont—La Petite-Patrie qui m'ont confié, pour la cinquième fois, un nouveau mandat dans le cadre de l'élection du 14 octobre. Je profite de la première occasion qui m'est offerte en cette Chambre pour remercier les électeurs de Rosemont—La Petite-Patrie.

J'aimerais surtout attirer l'attention sur le discours de mon collègue d'en face qui, aujourd'hui, s'est fait le promoteur du programme, annoncé par le gouvernement il y a quelques mois, visant à venir en aide aux agriculteurs qui produisent du biocarburant.

Mon collègue semble oublier que, si l'année 2008 a été frappée par une crise financière, elle l'a aussi été par une crise alimentaire. Si cette crise a frappé le monde, c'est justement à cause de programmes comme celui annoncé par le gouvernement conservateur il y a quelques mois.

Il y a donc eu spéculation sur les marchés alimentaires. Il y a aussi un moratoire sur la production d'éthanol à base de maïs qui, à mon avis, est nécessaire et qui a été demandé par l'ONU.

Mon collègue est-il d'accord avec nous pour dire qu'un des grands responsables de la crise alimentaire de 2008, c'est justement le type de mesure annoncée par le gouvernement conservateur il y a quelques mois, qui crée des problèmes économiques, financiers et environnementaux?

● (1355)

[Traduction]

M. Leon Benoit: Monsieur le Président, je félicite de député d'en face pour sa victoire lors des dernières élections.

Déclarations de députés

Il s'agit d'une question au sujet de laquelle nous sommes fondamentalement en désaccord. Ce programme exigerait que 5 p. 100 de l'essence vendu au pays soit de l'éthanol et 2 p. 100 du diesel vendu, du biodiésel, ce qui représente une très petite portion. Cela donne un petit coup de pouce aux agriculteurs pour les aider à avoir plus de débouchés.

Je ne présente pas d'excuses, et ne le ferai jamais, pour avoir fait quelque chose qui améliore l'environnement ainsi que la situation de nos agriculteurs et de nos collectivités agricoles.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC): Monsieur le Président, je voudrais dire moi aussi que nous voulons élaborer des politiques agricoles utiles pour les agriculteurs. Nous ne sommes pas ici pour élaborer des politiques visant à faire baisser le prix des aliments. Nous sommes ici pour veiller à ce que les agriculteurs et les régions rurales du pays soient prospères et oeuvrent sur des assises solides. Nous allons y parvenir en prenant des décisions qui seront grandement bénéfiques pour l'environnement, par exemple en optant pour les biocarburants.

Le député a beaucoup parlé de la grande importance de l'agriculture dans sa circonscription. C'est le cas également dans ma propre circonscription. Nous savons que, pendant 13 ans, le pays ne signait pas d'accords commerciaux. Le gouvernement ne tendait pas la main à d'autres pays pour conclure des accords bilatéraux, de manière à ce que les producteurs agricoles puissent concurrencer les Américains, les Australiens et les Européens et de manière à ce que les produits canadiens trouvent des débouchés sur les marchés les plus lucratifs en réduisant au minimum les barrières à franchir.

Le député a présidé le comité permanent pendant un certain temps. Il n'a fallu que deux petites années pour que le pays puisse enfin conclure des accords commerciaux qui profitent à l'agriculture du pays. Nous nous inquiétons par ailleurs de ce qui est en train de se passer aux États-Unis actuellement, avec le projet de loi COOL. Nous craignons que cette mesure soit passablement nuisible pour l'industrie canadienne de la viande rouge. Le député pourrait-il nous dire ce qu'en pensent les éleveurs de bovins et de porcs de sa province, l'Alberta?

M. Leon Benoit: Monsieur le Président, je félicite le député et bon nombre des députés qui m'entourent ici aujourd'hui pour tout le travail réalisé dans le domaine de l'agriculture. Pendant la législature précédente, notre ministre du Commerce a beaucoup fait pour négocier des ententes avec des pays comme la Russie, l'Indonésie, Taïwan, l'Égypte et le reste.

Dans le discours du Trône, le gouvernement a très clairement indiqué qu'il comptait étendre et améliorer les marchés des Amériques, de l'Union européenne et de l'Asie. Les États-Unis demeurent notre principal partenaire commercial. Plus de 80 p. 100 de nos exportations sont en effet destinées à ce pays, qui n'aime pas entendre des rumeurs de désorganisation du marché, dont il a souffert.

L'ALENA est très efficace mais certains secteurs, majoritairement agricoles, éprouvent malheureusement des difficultés. La question du bois d'oeuvre, que nous avons réglée à la dernière législature, posait également problème, mais la majorité des problèmes concernent l'agriculture. Nos agriculteurs ont été très durement touchés et nous suivons de très près ce que fera le nouveau président élu des États-Unis.

[Français]

Le président suppléant (M. Andrew Scheer): Il restera cinq minutes, après la période des questions orales, pour les autres questions et commentaires.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. John Duncan (Île de Vancouver-Nord, PCC): Monsieur le Président, je suis fier de souligner que le gouvernement du Canada a récemment reçu un prix de l'organisation Search for Common Ground à Washington.

Ce prestigieux prix reconnaît, dans un forum international, le progrès que le Canada a réalisé sur la voie de la réconciliation et, en particulier, les excuses historiques que le premier ministre a présentées, en juin dernier, aux survivants des pensionnats indiens.

Nous sommes déterminés à faire avancer la réconciliation à l'égard de toutes les questions relevant de la politique concernant les Autochtones. Dans l'ensemble du Canada, le gouvernement conservateur s'emploie à forger de nouveaux partenariats avec les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que les groupes autochtones.

Le gouvernement reconnaît que les excuses n'effaceront pas le triste héritage des pensionnats indiens, mais il affirme qu'elles marquent un nouveau départ, fondé sur un espoir renouvelé ainsi que sur une confiance et un respect mutuels. Les excuses du gouvernement rapprochent les Canadiens autochtones et non autochtones et permettent de mieux comprendre le passé que nous partageons.

* * *

● (1400)

LA SENSIBILISATION À LA POLIO

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, en avril dernier, j'ai informé la Chambre du projet de Ramesh Ferris, un Yukonnais qui a survécu à la polio, de traverser le Canada à vélo à main pour sensibiliser les gens à la polio.

Je suis très heureux d'annoncer que M. Ferris a terminé son périple de 7 110 kilomètres à vélo à main le 1^{er} octobre, quand les roues avant de son vélo ont touché l'océan Atlantique à St. John's, à Terre-Neuve. Les Canadiens lui ont donné plus de 300 000 \$ pour la lutte contre la polio. M. Ferris se trouve actuellement en Inde, où il travaille avec Rotary International à éradiquer la polio.

Nous pouvons continuer d'appuyer les travaux de Ramesh et de Rotary International. Pour aussi peu que 60 ¢ par jour, nous pouvons éviter aux enfants atteints de la polio de vivre une vie de misère. J'invite tout le monde à prendre un moment pour visiter le site web de Ramesh Ferris, www.cycletowalk.com, et à contribuer à cette excellente cause.

Les Canadiens peuvent maintenant ajouter le nom de Ramesh Ferris à ceux de Rick Hanson et de Terry Fox lorsqu'ils pensent aux Canadiens qui ont entrepris des périple pancanadiens épiques pour recueillir de l'argent et changer les choses.

[Français]

LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Mme Josée Beaudin (Saint-Lambert, BQ): Monsieur le Président, cette journée marque l'adoption, par les Nations Unies, de la Convention relative aux droits de l'enfant. Quelle belle occasion, au lendemain du discours du Trône, de rappeler au gouvernement que près de 800 000 enfants vivent au Canada en situation de pauvreté.

En période de ralentissement économique, les premières victimes seront incontestablement les enfants, qui auront à subir les pertes d'emplois et de revenus de leurs parents. Voilà pourquoi il est urgent de mettre en place des mesures telles que le logement social et abordable et la bonification de l'assurance-emploi.

Je profite de l'occasion pour remercier les organismes communautaires de ma circonscription de Saint-Lambert de leur travail à faire reconnaître les droits des enfants.

C'est grâce à ces acteurs du milieu qu'aujourd'hui, le Québec est le seul endroit au Canada où la pauvreté chez les enfants diminue constamment depuis 10 ans.

* * *

[Traduction]

LA JOURNÉE DU SOUVENIR TRANS

M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la Journée du souvenir trans, le jour où, au Canada et dans le monde entier, les membres des collectivités transsexuelles et transgenres, ainsi que leurs familles, leurs amis, leurs collègues et leurs sympathisants, commémorent les victimes de la violence transphobique et renouvellent leur engagement à assurer la jouissance intégrale du statut d'être humain et de tous les droits de la personne aux transgenres.

Les personnes transgenres ont trop souvent dû faire face à la violence et même à la mort, ainsi qu'à la discrimination pour travailler ou pour se loger, pour obtenir des documents d'identification ou pour recevoir des soins de santé adéquats.

Nous célébrons l'expérience de vie des personnes transgenres et les nouvelles perspectives sur l'orientation sexuelle qu'elles apportent et qui viennent enrichir notre compréhension de la diversité humaine. À cette fin, la Loi canadienne sur les droits de la personne doit être modifiée pour inclure explicitement la protection contre la discrimination fondée sur l'identité et l'expression sexuelles. Le Code criminel doit également être modifié afin que les crimes haineux contre les Canadiens transgenres puissent faire l'objet de poursuites et que les juges puissent tenir compte de la violence transphobique dans la détermination des peines.

Les néo-démocrates sont solidaires avec les Canadiens transgenres et transsexuels à l'occasion de cette journée importante.

* * *

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Mark Warawa (Langley, PCC): Monsieur le Président, c'est à Fort Langley, le 19 novembre 1858, que le gouverneur James Douglas a proclamé, au nom de la reine Victoria, la création de la colonie de Colombie-Britannique.

Nous avons célébré hier le 150^e anniversaire de cet événement historique. C'est dans ma circonscription, Langley, qu'est née la Colombie-Britannique et cela fait maintenant 150 ans que la Colombie-Britannique fait partie de notre Confédération.

Déclarations de députés

Des premiers jours de la ruée vers l'or et du commerce maritime avec l'Orient jusqu'à l'Initiative de la Porte de l'Asie-Pacifique, la Colombie-Britannique a été et demeure un moteur économique.

La Colombie-Britannique a produit des lauréats du prix Nobel comme Michael Smith, des écrivains et artistes célèbres comme Emily Carr, et deux équipes gagnantes de la Coupe Stanley en 1915 et 1925.

Je félicite la Colombie-Britannique pour ses contributions passées et j'attends avec impatience les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010. Nous y encouragerons nos athlètes afin qu'ils offrent des performances en or tant sur la neige que sur la glace.

* * *

LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ENFANT

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, en cette Journée nationale de l'enfant, les Canadiens soulignent le 19^e anniversaire de la signature de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, dans laquelle on peut lire ce qui suit:

Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

Cet intérêt comprend, entre autres, l'accès à des services de garde de qualité, comme le prévoyait le plan de l'ancien gouvernement libéral, un plan que le gouvernement conservateur a écarté au grand désappointement de centaines de milliers de familles canadiennes.

Aujourd'hui, nous saluons les milliers de travailleurs en garderie qui ne ménagent pas leurs efforts pour aider les enfants et leurs enfants, et qui, souvent, sont peu rémunérés et obtiennent peu de reconnaissance.

Les membres du caucus libéral portent aujourd'hui des rubans bleus qui symbolisent les services de garde d'enfants au Canada. Pour une deuxième année, un organisme de services de garde sans but lucratif de ma circonscription, le Dartmouth Preschool, sous la direction de Pat Hogan, a préparé ces rubans en l'honneur de la Journée nationale de l'enfant. Nous tenons à remercier Mme Hogan ainsi que tous les travailleurs en garderie de leur engagement envers les enfants de notre pays et du monde entier.

* * *

● (1405)

PRIX ATHENA D'OAKVILLE

M. Terence Young (Oakville, PCC): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier les électeurs d'Oakville de m'avoir accordé l'honneur de les représenter à Ottawa.

Mes premiers mots à la Chambre visent à féliciter fièrement les finalistes et la lauréate du prix Athena d'Oakville de 2008. Cette année, cinq femmes distinguées et dévouées ont été mises en nomination pour l'encadrement qu'elles ont offert. C.J. Martin fait la promotion des artistes et des écrivains locaux talentueux; Elka Ruth Enola est une chef de file dans la défense des droits des femmes; Jane Thomas Yager aide les patients cancéreux et sert de mentor à d'innombrables étudiants; Alison Thomas encadre un grand nombre d'infirmiers et d'infirmières; et Wendy Perkins, la lauréate de cette année, a été reconnue pour son travail dévoué comme cofondatrice et directrice exécutive de Home Suite Hope, une organisation modèle qui aide les itinérants en leur fournissant des logements abordables et en les aidant à acquérir de nouvelles compétences.

Déclarations de députés

Ces cinq femmes sont un exemple parfait de leadership compatissant. Leurs réalisations ont favorisé le développement de nos collectivités locales et nationales, et nous les remercions de leurs contributions.

* * *

[Français]

LE FOOTBALL

M. Pascal-Pierre Paillé (Louis-Hébert, BQ): Monsieur le Président, je souhaite, dans un premier temps, remercier chaleureusement les électeurs de la circonscription de Louis-Hébert qui m'ont témoigné leur confiance lors de l'élection du 14 octobre dernier.

J'aimerais aussi souligner trois événements sportifs importants qui ont eu lieu ces derniers jours. D'abord, permettez-moi de mentionner les victoires de deux équipes de football de la région de Québec, soit les Élans du Collège François-Xavier-Garneau qui ont remporté, samedi dernier, la finale du Bol d'or collégial AAA, et le Rouge et Or qui a gagné la Coupe Uteck face à l'Université de Calgary.

J'aimerais également féliciter les Alouettes de Montréal pour leur victoire du 16 novembre dernier, devant plus de 40 000 partisans, face aux Eskimos d'Edmonton.

Bravo aux joueurs et entraîneurs de ces trois équipes d'excellence! Bonne chance au Rouge et Or lors de la Coupe Vanier ainsi qu'aux Alouettes de Montréal lors de la Coupe Grey!

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Joe Preston (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, j'ai lu une nouvelle troublante cette semaine à propos des habitudes de dépenses excessives et franchement irresponsables d'un haut dirigeant de CBC/Radio-Canada telles que révélées par son compte de dépenses: 10 000 \$ pour des billets pour un dîner-bénéfice à Montréal; 6 000 \$ pour des déjeuners et des dîners avec d'autres dirigeants de CBC/Radio-Canada; 7 500 \$ pour des voyages à Paris; 2 300 \$ pour de la bière, du vin et des amuse-gueule servis à une réception donnée en mars pour des employés de CBC/Radio-Canada. D'après CBC/Radio-Canada, ce type de dépenses est tout à fait conforme à la politique de l'entreprise.

En ces temps de restrictions budgétaires, les Canadiens n'apprécient pas de telles pratiques. Le ministre du Patrimoine canadien a raison de demander que CBC/Radio-Canada mette un frein à ses dépenses inconsidérées.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE SIR WILFRID LAURIER

Mme Lise Zarac (LaSalle—Émard, Lib.): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui pour souligner un anniversaire important, la Journée sir Wilfrid Laurier. Cette journée constitue une excellente occasion de nous rappeler à quel point sir Wilfrid Laurier a offert, au début du XX^e siècle, une vision optimiste pour le Canada et un leadership ayant permis de concrétiser cette vision.

Sous la gouverne de sir Wilfrid Laurier, le Canada a connu une période de prospérité inégalée et une croissance économique importante permettant d'établir le Canada comme une force économique non négligeable sur la scène internationale. En tant que premier ministre francophone, il a joué un rôle crucial comme conciliateur entre le Canada anglais et le Canada français.

Je demande donc à mes collègues de reconnaître l'apport important de sir Wilfrid Laurier qui, il y a plus de 100 ans, a participé à façonner le pays dans lequel nous sommes fiers de vivre aujourd'hui.

* * *

[Traduction]

LA SÉCURITÉ NATIONALE

M. Gord Brown (Leeds—Grenville, PCC): Monsieur le Président, d'abord, je tiens à remercier les électeurs de Leeds—Grenville de leur appui et de la confiance renouvelée qu'ils m'ont manifestée, et à vous féliciter de votre réélection à la présidence.

Le devoir premier du gouvernement consiste à assurer la sûreté et la sécurité des Canadiens. Le Canada n'est pas à l'abri de menaces à la sécurité nationale.

Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à faire une déclaration sur la sécurité nationale qui expliquera comment nous entendons répondre aux menaces à la sécurité nationale, sans perdre de vue la reddition de comptes et la protection des libertés civiles.

La déclaration sur la sécurité nationale est un autre élément du train de réformes et d'investissements en matière de sécurité qui comprend une nouvelle loi sur la gestion des urgences, une stratégie de défense « Le Canada d'abord » et des investissements dans les capacités de renseignement et de cyberdéfense.

La sécurité nationale, c'est la protection de notre prospérité économique, de nos valeurs fondamentales et de notre qualité de vie.

* * *

● (1410)

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Mme Olivia Chow (Trinity—Spadina, NPD): Monsieur le Président, comme l'ont dit les grandes sociétés émettrices de cartes de crédit, ce n'est qu'une autre augmentation de 5 p. 100 du taux d'intérêt. Et si cette augmentation de 5 p. 100 s'ajoute au taux de 18 p. 100? Ce n'est qu'une autre augmentation du taux de commission versée pour chaque opération effectuée avec une carte de crédit.

L'an dernier seulement, les sociétés émettrices de cartes de crédit ont engrangé plus de 4,5 milliards de dollars en frais cachés et, cette année, elles ont multiplié ces frais par quatre. Pourtant, le discours du Trône demeure muet sur ces frais scandaleux.

Le gouvernement conservateur est heureux de secourir les banques en leur versant des milliards de dollars, mais il n'offre rien aux consommateurs. Les Canadiens et les petites entreprises sont à bout de ressources.

Ensemble, ils ont lancé la campagne Cessez de nous coller des frais, « StopStickingItToUs.com ». Ils pressent le gouvernement d'interdire aux sociétés émettrices de cartes de crédit d'imposer des frais injustifiés et scandaleux. Les gens n'ont plus les moyens de payer de tels frais.

Il est temps d'interdire aux sociétés émettrices de cartes de crédit de nous coller des frais.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Rodney Weston (Saint John, PCC): Monsieur le Président, je remercie les gens de Saint John de m'avoir confié la représentation de leurs intérêts à la Chambre.

Questions orales

Dans des moments comme celui que nous traversons maintenant, les familles canadiennes examinent leurs finances et s'assurent qu'elles dépensent prudemment, et elles demandent au gouvernement de faire de même. C'est pourquoi nous avons mis un terme aux dépenses effrénées et au gaspillage de l'argent des contribuables qui avaient cours sous le régime libéral. C'est pourquoi nous avons mis au point un système de gestion des dépenses qui permettra de contrôler chaque sou dépensé par le gouvernement.

Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à nous remonter les manches pour continuer notre bon travail et assurer davantage de gains d'efficacité dans les dépenses gouvernementales.

Nous examinerons la question de la rémunération au sein de la fonction publique, nous veillerons à ce que le programme de péréquation demeure durable et abordable et à ce que sa croissance n'excède pas celle de l'économie, et nous examinerons les actifs des sociétés pour nous assurer qu'elles jouent toujours un rôle utile.

Des décisions difficiles mais nécessaires seront prises afin que le gouvernement fédéral continue à dépenser prudemment. Les Canadiens n'en attendent pas moins de notre gouvernement, qui réexaminera donc les dépenses en mettant l'accent sur les résultats et en s'assurant que toute dépense est faite dans l'intérêt supérieur des Canadiens.

* * *

[Français]

LE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES NOUVEAUX DIPLÔMÉS

M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ): Monsieur le Président, lors de la dernière session parlementaire, le projet de loi C-207, que j'ai déposé, franchissait avec succès l'étape de la troisième lecture. Ce projet de loi proposait un crédit d'impôt d'un maximum de 8 000 \$ pour les nouveaux diplômés travaillant dans les régions en difficulté économique.

À l'exception des conservateurs, les députés de la dernière législature se sont prononcés en faveur de cette mesure qui s'attaque concrètement à l'exode des jeunes et qui favorise le retour d'une main-d'œuvre qualifiée en région.

Au cours de la prochaine session, le Bloc québécois fera de ce projet de loi l'une de ses priorités. C'est pour cette raison que je demande à nouveau l'appui des députés de cette Chambre. Je demande plus spécifiquement aux députés conservateurs de ma région de mettre en avant les intérêts des jeunes et de leur région plutôt que l'idéologie de leur parti, et d'appuyer cette mesure. Les conservateurs ne peuvent ignorer une fois de plus les régions du Québec.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, en pleine campagne électorale, le premier ministre a juré qu'un gouvernement conservateur n'enregistrerait jamais de déficit. Malgré l'excédent de 16 milliards de dollars dont les conservateurs ont hérité du gouvernement libéral en 2005, il semble maintenant que le premier ministre manquera, d'ici un mois, à sa première promesse électorale.

Le ralentissement de l'économie à l'échelle internationale servira d'excuse officielle au Cabinet du premier ministre, mais en réalité, ce déficit aura été créé de toutes pièces par les conservateurs. Malgré les conseils prodigués par les grands économistes d'un peu partout au

pays, les conservateurs ont fait à leur tête et mis en pratique leurs politiques économiques mal avisées qui coûtent 11 milliards de dollars par année au Trésor fédéral. Si l'on ajoute à cela la plus grande frénésie de dépenses de l'histoire de notre pays, nous nous retrouvons avec une catastrophe financière d'origine purement canadienne, gracieuseté du gouvernement conservateur.

Il est dommage de voir que l'histoire se répète et que le Parti libéral héritera un jour d'un autre désastre financier qu'il lui faudra encore une fois réparer.

* * *

● (1415)

[Français]

LA CIRCONSCRIPTION DE LÉVIS—BELLECHASSE

M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC): Monsieur le Président, je remercie les gens de Lévis—Bellechasse et des Etchemins pour cette belle marque de confiance renouvelée le 14 octobre dernier.

Ensemble, on a fait un beau bout de chemin avec le chantier Davie, qui est passé de 3 à 1 000 employés, le nouveau Centre de congrès — qu'ont visité les gens du caucus conservateur —, le Patro de Lévis et les projets d'investissements à Buckland, Sainte-Justine, Saint-Anselme, et j'en passe.

On continuera de travailler sur les projets de développement récréotouristique dans notre région, dans notre milieu, comme le projet du Massif du Sud et celui du secteur de la traverse.

Aujourd'hui, plusieurs militants et bénévoles ainsi que les membres de ma famille sont sur la Colline pour cette nouvelle session. Je tiens à les remercier sincèrement de leur soutien et à les assurer de mon engagement et de mon affection.

En cette période d'incertitude économique mondiale, c'est important plus que jamais d'effectuer des dépenses responsables. J'invite tous les parlementaires à collaborer avec notre gouvernement et à participer à un examen des dépenses afin de s'assurer que l'argent des contribuables est utilisé de façon responsable.

Avec les conservateurs, partout au Canada, on garde le cap sur le développement durable et la prospérité.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, moins de trois ans auront suffi à ce gouvernement pour renverser les efforts et les sacrifices des Canadiens qui pensaient bien avoir remis les déficits fédéraux au passé.

Le premier ministre admettra-t-il que ses propres choix budgétaires, sa décision de dépenser plus que tous ses prédécesseurs et sa décision d'éliminer la réserve pour éventualité ont mis le Canada au bord d'un déficit?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, au contraire, le Canada est un pays qui a un surplus. C'est le seul pays du G7, le seul grand pays industrialisé, qui a un surplus.

Questions orales

Nous avons eu une bonne discussion lors d'une réunion des chefs du G20 la semaine passée. Nous sommes tous unis dans la position que nos gouvernements feront tout ce qui est nécessaire. Je parle des actions financières, des actions monétaires et même des actions fiscales pour accroître l'économie globale des Canadiens.

[Traduction]

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, c'est le premier ministre qui a transformé un excédent de 13 milliards de dollars en déficit. Le directeur parlementaire du budget attribuait aujourd'hui la précarité actuelle des finances publiques canadiennes à des décisions antérieures:

[...] en grande partie en raison des décisions politiques antérieures plutôt que de l'affaiblissement de l'économie.

Le premier ministre reconnaît-il que, même si son idéologie est conservatrice, son gouvernement n'est certes pas conservateur sur le plan financier?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, je le répète, le Canada est l'un des très rares pays industrialisés à être encore en situation excédentaire.

Il est vrai que l'excédent est plus modeste qu'il ne l'était, en raison des efforts délibérés du gouvernement visant à stimuler l'économie grâce à des mesures fiscales à long terme en réponse au déclin observé. C'était la décision qui s'imposait sur le plan financier, et les Canadiens étaient en faveur. Nous appliquerons au besoin d'autres mesures financières de cette nature, comme convenu lors de la rencontre du G20.

Notre gouvernement n'a nullement l'intention de se plier à l'idéologie de certains et de décider, au beau milieu d'une récession mondiale, de hausser les impôts ou de réduire des dépenses essentielles.

L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.): Monsieur le Président, s'il a vu venir la crise, pourquoi le premier ministre a-t-il éliminé la réserve pour éventualités? Cela n'est pas logique.

[Français]

Fiducies de revenu? Promesse reniée. Accord de l'Atlantique? Promesse reniée. Élections à date fixe? Promesse reniée. Pas de déficit? Promesse reniée à l'ouverture même de ce Parlement.

Comment les Canadiens, qui s'inquiètent pour leurs épargnes, pour leurs emplois, pour leurs pensions, peuvent-ils croire ce premier ministre qui ne cesse de renier sa parole et de bafouer les principes de saine gestion économique?

• (1420)

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, cette question relève de l'élection, et les électeurs et électrices ont pris leur décision.

[Traduction]

Je ne crois pas que cela serve le chef de l'opposition ou qui que ce soit de ressasser les dernières élections.

Fait certain, nous avons clairement exposé notre plan économique aux Canadiens. Les Canadiens savent que nous avons pris délibérément des mesures visant à stimuler l'économie et ils peuvent être certains que nous prendrons toutes les mesures nécessaires afin de protéger l'économie canadienne en ces temps difficiles. Je serais curieux de savoir exactement ce qui constituerait de meilleures mesures aux yeux du chef de l'opposition.

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de poursuivre dans la même veine que notre chef.

[Français]

Pendant la campagne électorale, avec une pleine connaissance des prévisions officielles, le premier ministre a dit qu'il serait à la fois stupide et dangereux de plonger dans un déficit. Ce sont ses propres mots.

Depuis les élections, il a changé de refrain. Aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a prévu un déficit conservateur sur plusieurs années.

Pourquoi le premier ministre a-t-il clairement trompé les Canadiens au sujet du déficit?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, ce que le directeur parlementaire du budget a dit aujourd'hui, c'est qu'il est important, étant donné que les perspectives économiques ont été révisées à la baisse, d'avoir cette discussion et d'examiner les hypothèses.

Comme le député d'en face le sait, la mise à jour économique de l'automne est sur le point d'être présentée. Nous exposerons nos propres prévisions économiques ainsi que celles des prévisionnistes du secteur privé dans la mise à jour que nous présenterons, je l'espère, à la Chambre des communes à 16 heures jeudi prochain, soit le 27 novembre.

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, le ministre a fait une lecture sélective du rapport. Ce rapport dit de façon on ne peut plus claire que, premièrement, nous allons faire un déficit et, deuxièmement, ce déficit n'est pas attribuable à la situation économique dans le monde ou au Canada. Nous allons enregistrer un déficit à cause des mesures et des décisions prises par le gouvernement. Voilà ce qu'il a dit. Nous allons être dans une position déficitaire parce que le gouvernement a vidé la réserve pour éventualités et parce qu'il a fait des dépenses effrénées et imprudentes. Le gouvernement ne peut plus se cacher.

Le ministre avouera-t-il qu'il ne peut plus se cacher et que c'est lui, et personne d'autre, qui est responsable du déficit en raison de ses politiques imprudentes?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je tiens moi aussi, à l'occasion de la rentrée parlementaire, à souhaiter la plus chaleureuse bienvenue au député de Markham—Unionville qui cache bien son esprit de coopération dans ses premières questions.

Le député sait sûrement que le monde entier traverse une période de sérieux ralentissement économique. Le Canada est dans une très bonne position comparativement à ses alliés du G7 et aux autres économies. On ne doit toutefois pas sous-estimer la gravité de la situation, et j'espère que le député d'en face saura mettre de côté la politacillerie et la partisanerie.

* * *

[Français]

LE DISCOURS DU TRÔNE

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône présenté par les conservateurs s'est avéré très décevant. Après s'être fait promettre des actions concrètes pour contrer la crise financière, on s'est plutôt retrouvés devant un discours du Trône dont le contenu demeure flou et sans envergure.

Questions orales

Alors qu'il y a urgence, alors que les secteurs manufacturier et forestier vivent de grandes difficultés, que des milliers de travailleurs perdent leur emploi et que les retraités voient leurs économies fondre, comment le premier ministre explique-t-il son insensibilité face aux effets de la crise sur la population et l'économie?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, c'est un peu bizarre de reprocher à un discours du Trône d'être un discours du Trône. La réalité est que ce gouvernement a pris beaucoup de mesures dans ces secteurs pour améliorer le potentiel des investissements et la création d'emplois. On indique dans le discours du Trône que le gouvernement cherche d'autres mesures. Évidemment, le gouvernement reste prêt à écouter les suggestions du Bloc et des autres députés de la Chambre.

• (1425)

M. Gilles Dupeppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, en plus de ne proposer aucune solution, le premier ministre démontre qu'il n'a rien compris aux priorités et valeurs du Québec. Il persiste dans ses coupes en culture et dans le financement des organismes à but non lucratif et de développement économique, il persiste dans sa volonté d'imposer une loi répressive contre les jeunes contrevenants, il persiste à vouloir créer une commission pancanadienne des valeurs mobilières, et j'en passe.

Le premier ministre n'a-t-il pas compris et n'a-t-il donc tiré aucune leçon de la dernière élection au Québec?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, la position économique actuelle du Canada dans le monde est plus forte que celle des grands pays industrialisés. Ce gouvernement a l'intention de poursuivre des politiques pour garder cette position et pour l'améliorer dans la situation actuelle de l'économie mondiale. Encore une fois, nous cherchons, et nous sommes ouverts aux idées des autres partis du Parlement alors que le ministre des Finances est en train de préparer son prochain budget.

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre a réussi le tour de force de faire l'unanimité au Québec contre son discours du Trône parce que celui-ci marginalise le Québec et qu'il ne répond pas aux besoins des victimes de la crise financière et économique. Le premier ministre veut-il des idées? Il aurait pu, par exemple, annoncer notamment des améliorations à l'assurance-emploi en abolissant le délai de carence de deux semaines, ce qui ne coûte rien.

N'est-ce pas là la preuve que le gouvernement est insensible au sort des milliers de salariés dont les emplois sont actuellement menacés par la crise financière?

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, nous sommes toujours désolés lorsque des personnes sont mises à pied, que ce soit n'importe où au Canada. C'est très sérieux et c'est pourquoi nous avons déjà élargi le système d'assurance-emploi au Canada. Par exemple, nous avons maintenant cinq projets-pilotes visant à examiner des moyens d'améliorer le système et nous allons élargir le programme par d'autres moyens.

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône est une preuve supplémentaire de l'insensibilité de ce gouvernement conservateur face aux difficultés que vivent les populations du Québec et du Canada.

Sinon, comment expliquer l'absence totale de référence aux problèmes des retraités qui voient actuellement leurs épargnes fondre et menacées par la situation en Bourse, et qu'il n'y ait aucune piste de solution dans le discours du Trône? C'est de l'indifférence et c'est de l'insignifiance.

L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC): Monsieur le Président, au contraire. Nous avons mentionné dans le discours du Trône les moyens que nous allons utiliser. Nous avons déjà pris plusieurs mesures pour aider les gens mis à pied.

[Traduction]

Par exemple, nous avons élargi l'admissibilité aux prestations de soignant. De plus, nous poursuivons les projets-pilotes. Nous avons considérablement élargi l'accès à certains fonds pour aider ceux qui vivent des périodes de transition difficiles. Nous croyons que les meilleures mesures sociales consistent à aider les gens à se trouver de nouveaux emplois et nous les aidons en ce sens.

[Français]

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, le Canada est au bord de la récession. Les marchés boursiers ont chuté de 40 p. 100, le taux de faillite des gens est en hausse de 20 p. 100 et le taux de chômage augmentera jusqu'à 7 p. 100 l'an prochain. Le discours du Trône démontre que le gouvernement veut garder le cap, un cap qui nous mène vers une récession et qui laisse tomber les familles.

Pourquoi aucune mesure de stimulation économique? Pourquoi aucun plan de création d'emplois?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, c'est clair depuis l'élection que l'économie du monde industrialisé est en récession. Le Canada est dans une bien meilleure position que la grande majorité de ces pays. En même temps, nous avons l'intention de poser les gestes nécessaires pour garder notre position.

Comme je viens de le dire, j'invite les autres partis à nous donner des idées. Néanmoins, nous sommes en meilleure position que beaucoup d'autres pays et nous avons l'intention de garder cette position.

[Traduction]

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, nous avons présenté nos idées, et le gouvernement ne les a pas acceptées. Que puis-je dire de plus?

Le secteur de l'automobile constitue l'épine dorsale de notre secteur manufacturier, ici au Canada. Puisqu'il s'agit d'une industrie intégrée de grande envergure, elle touche la vie de millions de Canadiens, ainsi que leurs familles et leurs collectivités.

Aujourd'hui, le Congrès des États-Unis a fait de nets progrès vers l'adoption d'un train de mesures d'aide. Il semble que le gouvernement n'ait maintenant plus aucune raison de refuser d'agir pour protéger le secteur de l'automobile.

Le premier ministre dira-t-il aujourd'hui à la Chambre quand il présentera des mesures d'aide au secteur de l'automobile qui est en difficulté, ici au Canada, afin de remettre nos gens au travail et de régler les problèmes auxquels nous nous heurtons à l'heure actuelle?

• (1430)

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, je suis quelque peu déçu de voir certains représentants de l'opposition s'opposer même à un énoncé de principes général. À mon avis, cela revient à s'opposer tout simplement par esprit de contradiction.

Questions orales

Pour ce qui est du secteur de l'automobile, le ministre de l'Industrie est aux États-Unis en ce moment-même. Évidemment, nous suivons de très près les actions des Américains. En fin de compte, le Canada prendra ses propres décisions. Elles correspondront à l'intérêt non seulement du secteur de l'automobile mais de l'économie canadienne dans son ensemble et, bien évidemment, des contribuables du Canada.

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, il faut bien dire que les réductions inconsidérées de l'impôt des sociétés ont gravement limité la capacité financière du Canada. Devant la perspective d'un déficit se chiffrant dans les milliards de dollars, que choisit de faire le gouvernement? Il choisit d'accorder d'autres réductions d'impôt à ceux qui en ont le moins besoin et refuse d'aider les entreprises qui ont besoin d'aide. De plus, le gouvernement laisse en plan un grand nombre de personnes en agissant de la sorte.

Après avoir passé des années à condamner les déficits, comment le premier ministre peut-il justifier d'utiliser l'argent des contribuables pour réduire davantage l'impôt des sociétés alors qu'il ne fait rien pour créer des emplois ou pour régler...

Le Président: Le premier ministre a la parole.

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, durant la campagne électorale, le gouvernement actuel a exprimé très clairement son intention de continuer de réduire les impôts des entreprises et des particuliers. Nous avons demandé un mandat à la population. Je signale également que le Parti conservateur n'était pas le seul à appuyer une telle position concernant l'impôt des sociétés. Le Parti libéral en a fait autant.

Une grande majorité des Canadiens comprennent que nous ne pouvons pas améliorer le rendement de l'économie en augmentant les impôts des entreprises rentables. Le gouvernement n'adoptera pas une telle position.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, l'ancien gouvernement libéral avait constitué une réserve pour éventualités, c'est-à-dire un fonds pour les mauvais jours, afin de protéger les Canadiens en cas de ralentissement de l'économie. Cependant, les conservateurs ont stupidement dilapidé ce fonds.

Le premier ministre a déclaré qu'en août 2007, il pouvait voir venir un ralentissement économique.

Si le premier ministre pouvait vraiment voir l'orage à l'horizon, pourquoi a-t-il permis à son ministre des Finances d'éliminer le fonds canadien constitué pour faire face à la tourmente?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je souhaite un bon retour à la Chambre au député de Kings—Hants, qui a été réélu pour un parti ou un autre.

Nous sommes fiers de nos trois budgets équilibrés. Comme le député le sait puisqu'il était ici, dans l'énoncé économique d'octobre 2007, nous avons annoncé de fortes réductions d'impôt étalées jusqu'en 2012, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises. La majorité des provinces ont fait comme nous. C'est là un stimulant pour l'économie canadienne.

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a déclaré dans son rapport que « des décisions politiques antérieures plutôt que l'affaiblissement de l'économie » sont à l'origine du déficit anticipé.

Il dénonce expressément les mauvaises politiques fiscales et les dépenses inconsidérées des conservateurs.

Quand le ministre des Finances admettra-t-il qu'en raison de ses mauvaises politiques, il est responsable du déficit conservateur et que, de ce fait, il mérite le titre de nouveau père du déficit du Canada?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Je n'entends pas réagir à cela, monsieur le Président.

Des voix: Qui est votre papa?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le seul fait que le député de Kings—Hants ait utilisé ce nom ne signifie pas que tout le monde doive le reprendre en même temps. Je vous rappelle à l'ordre pour que nous puissions entendre la réponse du ministre des Finances.

• (1435)

L'hon. Jim Flaherty: Monsieur le Président, il est difficile d'accepter une telle affirmation de la part de ce député.

Pendant les cinq dernières années du gouvernement libéral, les dépenses ont augmenté en moyenne de 8,3 p. 100. En fait, la dernière année où les libéraux ont été au pouvoir, les dépenses ont augmenté de 14,8 p. 100. Il y a aussi eu les prétendus excédents surprises à la fin de chaque exercice et le gouvernement libéral les a traités comme s'il s'agissait de l'argent des libéraux et non celui des contribuables, se lançant dans de folles dépenses au mois de mars.

Il n'est pas étonnant que les libéraux mélangent l'argent des contribuables et l'argent du Parti libéral. Cela s'est déjà vu.

Mme Martha Hall Findlay (Willowdale, Lib.): Monsieur le Président, la Banque du Canada vient de confirmer que le Canada est probablement au bord de la récession. Aux États-Unis, les prix à la consommation diminuent à une vitesse record, et il y a des risques de déflation. Hier, pourtant, le ministre a laissé entendre que, dans son exposé économique de la semaine prochaine, il n'y aurait aucun plan d'action visant à stimuler l'économie.

Nous avons besoin d'un vrai plan d'action. Quand les Canadiens et nous saurons-nous à quoi nous en tenir sur le plan du ministre?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, voilà qui est bien étrange. Un député de l'opposition officielle nous reproche de trop dépenser et le suivant prétend que nous ne dépensons pas assez.

Je sais qu'une équipe économique sera mise sur pied en face, discutera de la situation et proposera un thème et quelques idées. Lorsqu'elle le fera, et je parle ici dans un esprit de coopération, je ne demanderai pas mieux que de prendre connaissance de ses idées sur la façon de stimuler l'économie.

Les dirigeants et les ministres des Finances des pays du G20 se sont entendus sur la question.

Il s'agit d'une situation grave, et nous accueillerons avec empressement les propositions de l'opposition.

Mme Martha Hall Findlay (Willowdale, Lib.): Monsieur le Président, aux dernières nouvelles, les gens d'en face formaient le gouvernement, et il nous faut connaître leur plan d'action.

Les dépenses ont augmenté de 25 p. 100 en quatre ans, et voyez où nous en sommes. Nous sommes sur le point d'accuser un déficit.

Questions orales

[Français]

Le discours du Trône ne prévoit aucun plan pour protéger les retraités et rien pour aider les aînés qui seront forcés de retirer jusqu'à 40 p. 100 de leur FERR pour pouvoir payer leurs impôts.

Où est le plan du ministre pour protéger les retraités et aider les aînés à passer au travers de cette crise?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je vais répondre à la question précise qui portait sur les aînés. On se préoccupe de l'obligation de transférer les actifs des REER dans des FERR à l'âge de 71 ans. Nous avons porté cet âge de 69 à 71 ans. Il est vrai que le transfert peut se faire en actifs. Il n'est pas obligatoire de liquider les actifs. Mais il est tout aussi vrai que certaines de nos institutions financières ne l'ont pas expliqué très clairement à leurs clients.

J'écris aujourd'hui aux institutions financières pour leur demander de donner ces précisions et de veiller à ce que les transferts en actifs puissent se faire à l'intérieur des institutions sans frais pour les clients.

* * *

[Français]

LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES

M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ): Monsieur le Président, on comprend mal l'entêtement du ministre des Finances à vouloir créer une commission unique des valeurs mobilières alors que l'Assemblée nationale du Québec, unanimement, s'est déclarée contre son projet et que selon une analyse de l'OCDE, le régime actuel est l'un des plus performants au monde.

Comment le ministre des Finances peut-il expliquer sa volonté de défaire ce qui va bien, sinon qu'il cherche sous de faux prétextes à concentrer davantage tous les pouvoirs financiers à Toronto?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, nous croyons que les compétences constitutionnelles de chaque niveau de gouvernement doivent être respectées. La création d'un groupe d'experts pour donner des conseils sur l'approche à adopter est une mesure nécessaire qui servira de fondement au dialogue à venir. Nous attendons le rapport de M. Hockin en janvier.

M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ): Monsieur le Président, le système de passeport en matière de valeurs mobilières qui existe actuellement au Canada est reconnu comme l'un des systèmes les plus sûrs au monde par l'OCDE, et l'Union européenne possède même un système similaire.

Plutôt que d'invoquer de faux prétextes pour modifier un système qui fonctionne bien, pourquoi le ministre n'avoue-t-il pas que la vraie raison, c'est qu'il cherche à concentrer à Toronto ce qui reste d'autonomie financière au Québec et aux provinces?

• (1440)

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, tout nouveau système respectera les différences entre les régions au Canada.

Au cours de l'an dernier, nous avons dû nous occuper du problème des papiers commerciaux adossés à des actifs et non garantis par des banques. Le dossier n'est pas encore clos. Il s'agit d'un problème grave. Le montant en cause pour les Canadiens s'élevait à 32 ou 33 milliards de dollars.

La réglementation relevait en grande partie des provinces et des territoires, non du gouvernement du Canada, mais en cas de crise, c'est au gouvernement du Canada qu'on fait appel pour s'occuper de ces problèmes dans l'intérêt des Canadiens. Il s'agit là d'une lacune de notre régime de réglementation, et la crise actuelle montre qu'il faut la combler.

* * *

[Français]

LA CULTURE

Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, devant la levée de boucliers provoquée par les coupes de programmes dans le domaine de la culture, l'ancienne ministre du Patrimoine a cherché bien maladroitement à calmer le jeu en promettant que les programmes éliminés seraient remplacés. Or, le nouveau ministre du Patrimoine confirme que ces programmes ne seront pas remplacés. Qui plus est, le silence du discours du Trône est éloquent à ce sujet.

Le premier ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons il continue de priver de ressources le monde des arts et de la culture, un secteur dynamique et essentiel à l'économie?

L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, l'accusation de la députée de l'opposition est complètement fautive. Dans le passé, lors de notre premier mandat, notre gouvernement a augmenté de 8 p. 100 les dépenses pour les arts et la culture. Nous dépensons 3,2 milliards de dollars pour les arts et la culture dans notre pays. Dans le passé, le Bloc québécois a voté contre ces augmentations. Ce sont eux qui ont voté contre cela. Nous les avons augmentés dans le passé. Nous prenons nos responsabilités pour les contribuables, et c'est le Bloc qui a voté contre les artistes, pas nous.

Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, les augmentations dans le domaine du patrimoine sont allées aux sports, et le monde de la culture a véritablement obtenu une coupe de 45 millions de dollars.

En s'attaquant ainsi à la culture et aux artistes, on s'attaque au fondement même de la nation québécoise. La culture, c'est loin d'être négligeable économiquement. C'est 314 000 emplois au Québec et, au Canada, ce sont des retombées de près de 85 milliards de dollars, ce qui représente 7,4 p. 100 du PIB.

Encore une fois, pourquoi s'attaquer ainsi à un secteur aussi important pour l'économie?

L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC): Monsieur le Président, nous n'attaquons rien. Nous avons augmenté les dépenses de 8 p. 100. Elle dit faussement que nous avons donné cet argent aux sports. C'est faux. Nous avons donné cet argent au relais de la flamme pour que les communautés francophones hors Québec puissent être impliquées dans les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010. Car nous, nous comprenons qu'il y a des francophones hors Québec. C'est nous, d'un parti national, qui comprenons le Québec, qui comprenons le Canada et qui comprenons les francophones de toutes les régions de ce pays.

Questions orales

[Traduction]

LE SECTEUR MANUFACTURIER

M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, le manque d'empressement que manifeste constamment le gouvernement devant les appels à l'aide du secteur manufacturier est un autre exemple de mauvaise gestion de notre économie. Bon nombre des 160 000 pertes d'emplois auraient pu être évitées si le gouvernement ne s'était pas entêté à refuser d'agir au nom des travailleurs.

Qu'est-ce qui incite le gouvernement, les députés d'en face et le premier ministre à refuser de faire quelque chose pour aider les familles et les travailleurs quand leurs emplois sont menacés?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, bien sûr que nous avons fait quelque chose. Nous avons pris des mesures il y a plus d'un an et leur effet cumulatif sur l'économie équivaut à une stimulation de 1,4 p. 100 du PIB cette année. Certaines provinces ont fait comme nous, en réduisant les impôts des entreprises. L'an prochain, la stimulation de l'économie représentera environ 2 p. 100.

Pour mettre les choses dans leur contexte, précisons que c'est l'une des plus grandes mesures de stimulation économique structurelle qu'on connaisse dans les pays du G7. C'est très important pour les entreprises. Le taux d'imposition des entreprises par le gouvernement fédéral sera de 15 p. 100 d'ici 2012. Beaucoup de provinces appliqueront alors un taux d'imposition de 10 p. 100, ce qui fera un taux d'imposition des entreprises de 25 p. 100. C'est un moyen extraordinaire de rendre le Canada attrayant, d'attirer les investissements...

• (1445)

Le Président: Le député de Parkdale—High Park a la parole.

M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, je suis sûr que les travailleurs de St. Catharines et Oakville sont très heureux de cette réponse. Le Canada sait que des décisions antérieures du gouvernement sont autant de clous dans le cercueil de l'industrie forestière, et maintenant la piètre gestion financière du gouvernement a paralysé cette industrie et l'empêche de réagir aux difficultés que connaissent nos fabricants.

Aujourd'hui, le Sénat américain présente des propositions concrètes pour aider les travailleurs de l'automobile des États-Unis. Qu'est-ce qui se passe avec notre gouvernement, et que faudra-t-il pour l'amener enfin à intervenir pour protéger les entreprises, les emplois et les travailleurs du Canada, où ce secteur est encore plus important?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, la géographie est aussi un facteur important. En fait, St. Catharines a réélu un député conservateur. Oakville, là où la société Ford est établie, a également élu un député conservateur. Les bonnes gens d'Oshawa ont réélu un conservateur. Nous avons veillé au bien-être de l'industrie de l'automobile au fil des ans, et c'est pourquoi...

Le Président: Le temps est écoulé.

Le député d'Honoré-Mercier a la parole.

* * *

[Français]

LES FINANCES

M. Pablo Rodriguez (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et même

en Chine, les gouvernements n'ont pas perdu de temps quand la crise actuelle a commencé. Ils ont rapidement pris des mesures énergiques et décisives pour sauvegarder leur économie, afin de protéger les épargnes et les travailleurs. Ici, qu'a fait le gouvernement? Absolument rien. Comme on dit chez nous, ils ont dormi sur la *switch*.

Dans un esprit d'ouverture et de collaboration, on leur laisse une autre chance. Vont-ils présenter un plan maintenant?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Comme je l'ai dit il y a un instant, monsieur le Président, au cours des deux années et demie de son premier mandat, notre gouvernement a prévu des stimulants pour l'économie canadienne qui, dans cette seule année, s'élèvent à 21 milliards de dollars, ce qui représente 1,4 p. 100 du PIB. Il ne s'agit pas de stimulants temporaires, comme cela a été le cas aux États-Unis. Tout ce que les Américains ont fait ne représentait qu'un quart de la croissance réelle du PIB, et cela a considérablement baissé le trimestre suivant.

Cela ne s'est pas produit au Canada. Nous avons pu constater les effets de nos politiques fiscales dans l'économie réelle. Ce n'est pas le moment de majorer la TPS, comme le chef de l'opposition l'a proposé ce matin. Ce n'est pas le moment d'augmenter les impôts. Nous avons réduit les impôts, et nous les maintiendrons à un niveau peu élevé afin d'encourager...

Le Président: Le député d'Honoré-Mercier a la parole.

[Français]

M. Pablo Rodriguez (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, si le passé est garant de l'avenir, voyons ce qu'il en est: ils ont commencé par trahir nos travailleurs forestiers; ils ont signé une entente à rabais qui a été un désastre; et rappelons-nous quand ils se pétaient les bretelles en raison de la force du dollar, alors que fermaient nos moulins à papier tout comme nos entreprises du secteur manufacturier. Par la suite, ils ont décidé de couper les subventions à nos artistes. Aujourd'hui, des spectacles sont annulés et des emplois sont perdus.

Alors, une question s'impose: sur quels secteurs de l'économie vont-ils maintenant s'acharmer?

[Traduction]

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, notre objectif est bien sûr de stimuler la croissance économique au Canada. Je tiens à dire au député d'en face que la situation est sérieuse. Elle est sérieuse au Canada également. Si des députés ont des suggestions constructives à faire sur les moyens de stimuler l'économie, en sus des réductions d'impôts que nous avons déjà faites, je serais très heureux qu'ils m'en fassent part. En toute franchise, je dirais que c'est ce que les Canadiens attendent de nous au lendemain des élections, dans une période marquée par un sérieux ralentissement économique.

M. Mike Wallace (Burlington, PCC): Monsieur le Président, dans une période d'incertitude économique, une période dans laquelle les Canadiens doivent surveiller de très près leurs dépenses et faire une gestion très serrée de leurs affaires, est-ce que le président du Conseil du Trésor peut dire à la Chambre quelles mesures le gouvernement conservateur a prises pour faire preuve de leadership en matière de responsabilité économique et de prudence financière?

Questions orales

L'hon. Vic Toews (président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, nous nous sommes engagés, dans le budget 2007, à changer radicalement la façon dont le gouvernement fonctionne. Au cours des deux dernières années, nous avons mis en œuvre une nouvelle approche des dépenses du gouvernement pour nous assurer que l'argent des contribuables est utilisé aussi soigneusement et efficacement que possible. En fait, nous avons examiné l'année dernière le fonctionnement de 17 organismes fédéraux, ce qui a entraîné des économies de 180 millions de dollars. Une deuxième série d'examen est actuellement en cours. Ces vérifications permettent de s'assurer que les programmes gouvernementaux produisent des résultats correspondant à l'argent qui leur est attribué et sont axés sur les priorités des Canadiens. Les contribuables ne s'attendent pas à moins.

* * *

● (1450)

[Français]

LE DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

M. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, en campagne électorale, le premier ministre clamait haut et fort que le directeur parlementaire du budget est un officier indépendant. Pourtant, il y en a ici qui, dans la plus haute sphère, ne cessent de vouloir le museler.

Si le premier ministre est sincère, est-il prêt à venir à la défense de cette institution en proposant des modifications législatives pour garantir son indépendance sans entraves?

Le très hon. Stephen Harper (premier ministre, PCC): Monsieur le Président, nous avons créé un office indépendant. Or cet office a été adopté par ce Parlement, et c'est ce dernier qui est responsable de gérer cette affaire.

[Traduction]

M. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, contrairement au ministre des Finances, M. Kevin Page, le directeur parlementaire du budget, est ici pour dire la vérité au Canadiens à propos de l'économie.

Si le premier ministre croit vraiment qu'on peut donner des ordres à une personne nommée par décret, il est peut-être temps d'apporter des changements. Dans ce cas, pourquoi le premier ministre ne nous aide-t-il pas à améliorer immédiatement la Loi sur la responsabilité en présentant un projet de loi qui garantirait à l'avenir l'indépendance du titulaire de ce poste?

M. Pierre Poilievre (secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler une chose au député. C'est ce gouvernement et ce parti qui ont créé le poste de directeur parlementaire du budget. Nous croyons en l'obligation de rendre des comptes quant à la façon dont les chiffres sont expliqués et communiqués aux contribuables canadiens. C'est notre parti qui a fait cette promesse lors des élections de 2005 et de 2006. Nous avons fait cette promesse et nous l'avons tenue. Nous continuerons à utiliser cette méthode de transparence qui est nouvelle au Parlement.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, le nouveau ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions

du Québec) a déclaré qu'il allait revoir le financement des organismes à but non lucratif à vocation économique qui ont subi des coupes de son prédécesseur. En passant, je tiens à féliciter le premier ministre d'avoir retiré les responsabilités à l'ancien titulaire.

Le ministre d'État, qui est aussi responsable de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, peut-il nous confirmer qu'il rétablira le financement de ces organismes?

L'hon. Denis Lebel (ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), PCC): Monsieur le Président, d'abord, le sérieux discours du Trône prononcé hier prouve à quel point notre gouvernement prend très au sérieux le ralentissement économique mondial.

Il y a trois semaines que je suis arrivé à la barre de Développement économique Canada. En analysant les programmes, bien sûr que nous prendrons le temps de regarder, en vertu des conditions économiques mondiales actuelles, comment les outils peuvent bien servir les régions du Québec. Et c'est ce que je m'engage à faire: bien servir les régions du Québec.

M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, pendant que le ministre prend son temps, la situation économique continue de se détériorer. Je vais lui donner un exemple précis de ma région, soit celui de Technopole maritime du Québec à Rimouski, qui a été coupé.

Le ministre d'État se rend-il compte qu'il nuit au développement économique régional et qu'il enlève une expertise dans un secteur d'avenir au Québec en ne rétablissant pas maintenant le financement de ces organismes?

L'hon. Denis Lebel (ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), PCC): Monsieur le Président, je m'aperçois présentement que le nombre de députés du Bloc québécois ici, en cette Chambre, et leur réaction au discours du Trône prouvent à quel point ils n'ont aucune incidence sur les décisions qui se prennent au gouvernement et sur les résultats. Nous continuerons de faire notre travail et d'améliorer l'économie dans les régions du Québec.

* * *

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

M. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, chaque fois que les choses tournent mal pour le gouvernement, il en rejette la responsabilité sur la fonction publique. Le discours du Trône prévoit des mesures législatives et le recours au secteur privé pour la prestation de services. Je suis certain que les fonctionnaires voudront savoir s'ils se retrouveront au chômage en raison de la mauvaise gestion du gouvernement. Qu'on leur dise maintenant. Sur quoi les mesures législatives porteront-elles et quels services seront privatisés?

L'hon. Vic Toews (président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, nous n'avons nullement l'intention de privatiser le secteur public. Nous faisons déjà beaucoup appel aux secteurs privé et sans but lucratif pour offrir des services aux Canadiens. Nous avons pour priorité de veiller au bon fonctionnement des programmes gouvernementaux et à l'optimisation des ressources. À cette fin, nous continuerons d'étudier les possibilités pour nous assurer que les Canadiens en ont vraiment pour leur argent.

Questions orales

•(1455)

[Français]

M. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, il n'y a pas de réponse.

Le président du Conseil du Trésor négocie présentement avec la fonction publique, mais nous connaissons son idée des négociations. Il impose. Pour les membres de la fonction publique qui se dévouent, ça passe ou ça casse. Ce ne sont pas des négociations, c'est de la dictature.

Le gouvernement s'engagera-t-il maintenant à mener, dans un climat de bonne foi, des négociations franches et transparentes sur tous les aspects des contrats?

[Traduction]

L'hon. Vic Toews (président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, nous apprécions nos fonctionnaires. Ils comprennent que leur rémunération doit tenir compte de la situation économique du Canada. Nous suivons une approche équilibrée. Nous voulons être justes, justes envers les employés et justes envers les contribuables canadiens. Nous continuerons de compter sur nos fonctionnaires.

* * *

[Français]

LE SECTEUR FORESTIER

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapuskasing, NPD): Monsieur le Président, des milliers de travailleuses et de travailleurs du Nord de l'Ontario, comme ceux de Smooth Rock Falls, de Hearst, de Dubreuilville, de White River ou de Wawa n'ont plus de perspectives d'emplois.

À cause de ce gouvernement, le secteur forestier est un moteur économique qui tourne au neutre. Les familles du Nord ont besoin de mesures économiques et d'investissements adéquats pour que les sans-emploi ainsi que nos jeunes puissent trouver de l'emploi dans notre région.

Maintenant que FedNor est marginalisé au Conseil des ministres, où sont les mesures pour aider l'économie du Nord ontarien?

[Traduction]

L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, notre gouvernement comprend que les travailleurs du secteur forestier dans les collectivités éprouvées, d'un océan à l'autre, vivent une période difficile. Comme il a été mentionné dans le discours du Trône, nous prenons des mesures pour assurer la compétitivité à long terme de ce secteur. Nous investissons dans l'innovation. Nous élargissons les débouchés commerciaux. Nous avons créé le conseil du secteur des forêts. Nous savons que les obstacles à surmonter sont de taille. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de prendre le taureau par les cornes.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Monsieur le Président, il n'y a pas que dans le Nord de l'Ontario que le gouvernement laisse tomber les familles de travailleurs. En fait, dans le Sud de l'Ontario, au coeur même du secteur manufacturier du Canada, le gouvernement abandonne les familles et les travailleurs.

Au cours des derniers mois seulement, à Welland, on a vu des pertes d'emplois massives chez John Deere. Les réductions d'impôt des conservateurs ont tout simplement permis à la société John Deere

de faire davantage de profits avant de déplacer des emplois au Mexique. Il nous faut un plan de stimulation de l'économie dans les meilleurs délais. Il faut créer des emplois. Il faut offrir des possibilités de formation et d'apprentissage à nos enfants. Il faut assurer l'équité du programme d'assurance-emploi pour l'ensemble des travailleurs canadiens. Quand cela se concrétisera-t-il?

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais répondre à cette question en faisant lecture d'une déclaration.

Aujourd'hui, à la période des questions, nous avons entendu beaucoup de belles paroles, mais il est important de comprendre que notre chef fait l'envie du monde entier pour ce qui est de sa façon d'aborder la situation économique.

En juillet, dans le *London Telegraph* on pouvait lire ce qui suit dans un article sur les économies du G8:

De tous les chefs d'État, [le premier ministre] [...] est le seul à pouvoir qualifier son bilan de populaire et réussi [...] les conservateurs du Canada offrent un modèle quant à la façon de réagir face à un ralentissement économique [...] Si le reste du monde s'était comporté avec autant de modestie et de prudence, nous ne serions peut-être pas confrontés à un tel gâchis.

* * *

LE SECTEUR DES VALEURS MOBILIÈRES

M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC): Monsieur le Président, la crise actuelle du marché a montré l'importance d'une réglementation financière prudente.

Bien que le secteur banquier du Canada soit considéré comme le plus solide au monde, le cadre de réglementation de nos valeurs mobilières fait l'objet de beaucoup de critiques de la part d'investisseurs, d'entreprises et d'institutions internationales, qui disent que ce cadre est fragmenté, encombrant et inefficace. Selon le FMI, le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir d'organisme commun de réglementation des valeurs mobilières et que ceux qui investissent au Canada méritent mieux.

Le ministre des Finances pourrait-il expliquer ce que notre gouvernement compte faire pour redresser cette situation?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, bien que le système financier du Canada soit le plus solide au monde, depuis l'année dernière, la crise du crédit, la crise financière, a mis en lumière une lacune évidente de notre système de réglementation au Canada, à savoir l'absence d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières.

Il ne s'agit pas d'une question théorique. C'est une question importante pour les aînés et les gens qui ont des investissements, notamment dans des fonds communs de placement, pour les familles et les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Par conséquent, nous allons aller de l'avant en vue de mettre en place un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières au Canada, en collaboration avec les provinces, qui sont nos partenaires et des participants pleins de bonne volonté.

* * *

•(1500)

L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, le secteur de l'automobile a souffert énormément de la mauvaise gestion économique et de la négligence chronique dont le gouvernement a fait preuve.

L'économie de Guelph dépend des bons emplois offerts par une industrie prospère de l'automobile et des pièces d'automobile. Depuis que les conservateurs sont au pouvoir, des dizaines de milliers d'emplois bien rémunérés ont été perdus. Cette situation aurait pu être évitée si les conservateurs avaient eu un plan.

Pendant que le ministre est en tournée sans avoir de plan, les travailleurs de l'automobile sont dans la rue sans avoir d'emploi. Quand le gouvernement prendra-t-il de vraies mesures?

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens savent que le secteur de l'automobile est plongé dans une situation sans précédent, et ce, à l'échelle mondiale. Le secteur intégré nord-américain de l'automobile ne fait pas exception.

La situation évolue quotidiennement. Le ministre se trouve actuellement aux États-Unis pour rencontrer des intervenants. Il en a aussi rencontré au Canada au cours des dernières semaines.

La solution doit faire l'objet d'études approfondies et avoir une perspective à long terme pour le bien des consommateurs, des travailleurs, des entreprises et des contribuables du Canada. Dans cette optique, toute décision sera donc mûrement réfléchie.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, il n'y a aucun changement en matière d'environnement. Pire, le gouvernement conservateur semble vouloir maintenir son plan déjà contesté concernant les émissions de gaz à effet de serre.

Le ministre réalise-t-il qu'il va à l'encontre d'un consensus québécois qui veut que l'année de référence soit 1990 comme avec Kyoto et non 2006, et que son choix idéologique conservateur nuit au développement économique du Québec et à son secteur manufacturier dans le seul but de plaire aux pétrolières?

L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, je veux offrir mes félicitations aux députés. Nous nous apprêtons à travailler avec tous les députés de la Chambre des communes.

Nous avons réitéré notre intention de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et le président désigné, M. Obama, a déjà confirmé cette même intention. Je pense que le Bloc et le président désigné sont sur la même page que le gouvernement du Canada. Au fond, c'est ce que je souhaite.

[Traduction]

Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NDP): Monsieur le Président, en tant qu'Albertaine, j'ai appris avec horreur hier que le gouvernement comptait anéantir le fondement même de la protection fédérale de l'environnement. Du même souffle, il accélère l'extraction de combustibles fossiles, y compris dans le milieu fragile de l'Arctique.

Le gouvernement n'a pas reçu le mandat d'abandonner les efforts diligents de protection de l'environnement. Je demande au ministre d'expliquer à la Chambre pourquoi il est en train d'adopter cette orientation dangereuse.

L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, en tant qu'Albertain, je souhaite la bienvenue à la députée aux Communes. En tant qu'Albertain, je pense que le gouvernement a la responsabilité de trouver le juste équilibre entre l'environnement et l'économie.

Questions orales

Une nouvelle dynamique s'installera sous peu, avec la venue du nouveau président élu aux États-Unis, qui s'est exprimé clairement et a fait preuve de détermination à propos des politiques environnementales. De plus, dans l'année à venir, la communauté internationale va se réunir à Copenhague pour discuter d'un protocole international destiné à remplacer le protocole de Kyoto.

J'invite ma collègue à collaborer avec nous. Si elle a des idées constructives à ce sujet, je serai heureux de les entendre.

* * *

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Rob Clarke (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État responsable de la Réforme démocratique. Cette semaine, le gouvernement de la Saskatchewan a présenté un projet de loi visant à donner à la population de cette province la possibilité de choisir démocratiquement ses représentants à la Chambre haute. Hier, dans le discours du Trône, le gouvernement a souligné sa volonté de réformer le Sénat.

Le ministre pourrait-il nous indiquer si le gouvernement fédéral compte appuyer l'initiative prise par la Saskatchewan? Pourrait-il également nous indiquer comment le gouvernement conservateur compte s'acquitter de ses engagements en matière de réforme de la Chambre haute?

• (1505)

L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC): Monsieur le Président, notre gouvernement a félicité le gouvernement de la Saskatchewan pour sa décision historique de permettre à la population de la Saskatchewan de jouer un rôle actif en la consultant pour déterminer qui devrait la représenter.

Nous croyons que nous devons voir à ce que nos institutions soient dignes du XXI^e siècle. Voilà pourquoi nous présenterons un projet de loi permettant aux Canadiens d'avoir leur mot à dire quand viendra le temps de choisir ceux qui vont les représenter au Sénat. Nous allons présenter un projet de loi pour limiter à huit ans la durée d'un mandat à la Chambre haute et nous allons nous assurer qu'ils...

* * *

LA PÉRÉQUATION

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, Ind.): Monsieur le Président, il y a moins d'un an, le gouvernement a adopté une mesure législative officialisant une deuxième formule de péréquation pour la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve, formule qui garantissait une augmentation annuelle de 3,5 p. 100 jusqu'en 2020. Toutefois, le discours du Trône nous apprend qu'on pourrait imposer une limite à l'augmentation de la péréquation.

Le ministre des Finances peut-il assurer à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve qu'elles recevront la pleine augmentation annuelle de 3,5 p. 100 qui leur a été garantie, même si l'économie ne connaît qu'une croissance de 1 p. 100, ou même une croissance nulle?

Travaux de la Chambre

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, quand j'ai rencontré mes collègues des provinces et des territoires, il y a quelques semaines, nous leur avons communiqué les chiffres de la péréquation pour l'an prochain, y compris, malheureusement, ce que toucherait l'Ontario. Nous avons établi clairement que la péréquation elle-même — et nous n'avons pas parlé d'autres modes de transfert aux provinces — n'augmenterait pas plus rapidement que le taux de croissance de l'économie ou, autrement dit, que le PIB nominal. Les ministres n'étaient pas heureux de cette annonce, mais ils ont compris que, en période de crise financière, nous ne pouvons pas avoir un programme de péréquation croissant au rythme d'environ 15 p. 100 par année en moyenne.

* * *

[Français]

RECOURS AU RÈGLEMENT

QUESTIONS ORALES

M. Michel Guimond (Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord, BQ): Monsieur le Président, je veux aborder un événement qui est survenu pendant la période des questions orales. Je voudrais savoir s'il y a eu un problème d'interprétation lors de la question additionnelle posée par mon collègue et leader en Chambre du Bloc québécois, le député de Joliette. En effet, mon collègue posait une question au ministre des Finances sur les retraités inquiets de voir leurs épargnes fondre, littéralement, en cette période de menace de crise économique, et c'est la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences qui nous a déroulé une cassette sur l'assurance-emploi. Sa réponse n'avait pas de rapport direct avec la question posée au ministre des Finances quant aux épargnes de retraités.

[Traduction]

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je suis sûr que le député, qui siège à la Chambre depuis un bon bout de temps et qui occupe le poste de whip du Bloc québécois, connaît bien le Règlement. C'est le gouvernement qui décide qui répondra à une question ou à une autre.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, mon intervention porte sur les travaux de la Chambre. J'aimerais que le leader du gouvernement à la Chambre nous communique ses prévisions relativement aux travaux de la Chambre.

Comme je pose la question du jeudi pour la première fois au cours de cette nouvelle législature, je veux féliciter le leader du gouvernement à la Chambre de sa nomination et j'espère que les relations entre les leaders parlementaires vont donner de bons résultats, au fur et à mesure que nous allons aller de l'avant.

Le député pourrait-il fournir à la Chambre les renseignements qui lui sont habituellement communiqués relativement aux travaux de la semaine à venir? Je note que le ministre des Finances a mentionné que l'énoncé économique serait présenté jeudi prochain, à 16 heures. Je me demande si cela signifie que le reste du débat sur le discours du Trône se tiendrait le vendredi de la semaine prochaine. Le leader du gouvernement à la Chambre peut-il nous dire si telle est son intention?

En ce qui a trait à l'énoncé économique comme tel, pourrait-il nous dire si une décision a été prise relativement à la question de savoir si celui-ci sera présenté devant un comité parlementaire ou

devant la Chambre constituée en comité plénier, s'il sera prononcé sous la forme d'une déclaration faite par un ministre, ou s'il sera présenté d'une autre façon?

Pourrait-il aussi préciser si une séance d'information sera donnée aux députés de l'opposition avant la présentation de l'énoncé afin que cette déclaration puisse être traitée avec tout le sérieux qu'elle mérite, compte tenu de la gravité de la situation économique qui prévaut actuellement au Canada?

• (1510)

L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je félicite moi aussi le leader parlementaire de l'opposition officielle d'avoir été reconduit à ce poste. J'ai hâte de travailler avec lui et avec les leaders parlementaires du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique au cours des jours, des semaines, des mois et, espérons-le, des années à venir où nous nous consacrerons au bien des Canadiens durant cette 40^e législature.

Je reviendrai un peu plus tard dans ma brève intervention sur un certain nombre de questions du député concernant la mise à jour économique et financière.

Mais tout d'abord, monsieur le Président, je vous remercie et je vous félicite de votre réélection au poste de Président de notre Chambre. Je félicite aussi tous les députés qui se sont vu donner par leurs électeurs la chance de les représenter au cours de cette 40^e législature. Je crois que ce témoignage de confiance est un grand honneur dont nous devons nous montrer dignes et qui doit guider notre comportement.

Monsieur le Président, vous pouvez compter sur moi pour vous aider à faire fonctionner la Chambre de façon harmonieuse et productive. Je compte sur tous les députés pour donner un ton plus modéré à nos débats. J'ai été très encouragé par notre comportement et notre respect du décorum lors de la période des questions tout à l'heure. Je ne sais pas si les téléspectateurs s'en sont rendu compte, mais le niveau sonore était bien moins élevé qu'à la fin de la session en juin.

J'espère sincèrement que tous les partis, que les 308 députés auront à coeur de poursuivre sur cette voie. Cela pourrait peut-être même être l'avènement d'une nouvelle ère et d'un nouveau degré de civilité dans cette Chambre.

Jusqu'à jeudi prochain, le gouvernement va expliquer comment il compte tenir solidement le cap en cette période tourmentée, dans le cadre du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

En vertu de l'ordre spécial adopté tout à l'heure, nous voterons lundi soir sur le sous-amendement à cette adresse en réponse. Nous devrions ensuite voter sur l'amendement mardi et sur la motion principale jeudi, c'est-à-dire le 27 novembre.

Espérons que l'Adresse en réponse au discours du Trône sera adoptée puisque ce sera un vote de confiance.

Comme le ministre des Finances l'a annoncé aujourd'hui, la mise à jour économique et financière sera présentée le jeudi 27 novembre à 16 heures. Nous espérons que ce sera à la Chambre, mais je précise à tous mes collègues leaders à la Chambre que cela peut se négocier.

Je suis très satisfait des relations que nous avons établies jusqu'ici et je compte sur la collaboration de mes collègues pour permettre au ministre des Finances de présenter cette mise à jour en temps voulu à la Chambre. Nous allons discuter ensemble des modalités.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Le Président: Avant la période des questions, le député de Vegreville—Wainwright avait la parole pour une période de questions et d'observations. Il restait cinq minutes à cette période. Question ou observation.

Reprise du débat. Le député de Joliette a la parole.

[Français]

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, je voudrais souligner dès le départ que je vais partager mon temps avec le député de Rosemont—La Petite-Patrie, qui est également mon ami.

Je voudrais commencer ce débat sur le discours du Trône par des remerciements spéciaux pour les électeurs et électrices de la circonscription de Joliette qui m'ont réitéré leur confiance pour une quatrième fois en huit ans. À tous les deux ans, c'est une confiance renouvelée. Je peux également me permettre de féliciter l'ensemble des députés en cette Chambre qui ont été réélus et qui ont également obtenu la confiance de leurs concitoyens. Je peux assurer mes électeurs et mes électrices que je vais continuer de faire un travail pour bien les représenter et bien défendre les intérêts du Québec, et c'est exactement en ce sens que j'aborde ce débat concernant le discours du Trône qui a été livré hier par la Gouverneure générale.

Je dois également dire que non seulement les électeurs et électrices de la circonscription de Joliette ont fait confiance à un candidat du Bloc québécois, mais la très grande majorité des Québécois et des Québécoises dans les circonscriptions du Québec ont fait confiance à des députés du Bloc québécois, ce qui fait qu'on retrouve aujourd'hui 49 députés du Bloc québécois. Cela représente près des deux tiers de la députation du Québec en cette Chambre.

Il est important de rappeler que lors de la campagne électorale, deux visions se sont affrontées dans ce débat électoral: la vision du Québec portée par le Bloc québécois — un certain nombre de consensus qui sont par exemple issus de décisions unanimes de l'Assemblée nationale du Québec ou des consensus qui sont largement partagés par la population — et la vision conservatrice qui amenait des positions beaucoup plus de droite, beaucoup plus éloignées des valeurs et des intérêts du Québec.

Au cours des derniers jours et des dernières semaines, on avait entendu parler, par le premier ministre, certains ministres du gouvernement et le leader du gouvernement, de cette volonté apparente de coopérer avec l'opposition. Il est donc extrêmement surprenant, à la lecture du discours du Trône, de voir que le gouvernement et le premier ministre n'ont repris aucune des suggestions faites par le Bloc québécois, alors que ces suggestions découlent du choix des Québécois et des Québécoises le 14 octobre dernier.

L'Adresse

Il est donc extrêmement surprenant que le gouvernement minoritaire n'ait pas pris acte qu'au Québec, 78 p. 100 des Québécois et des Québécoises qui avaient droit de vote ont voté pour d'autres partis que le Parti conservateur. Comme je le mentionnais, c'est d'autant plus surprenant que, dans les jours qui ont précédé la lecture du discours du Trône, on laissait entendre qu'on voulait développer un esprit de coopération et qu'on voulait tenir compte des suggestions des partis d'opposition.

Je me fais évidemment le porte-parole du Bloc québécois, mais je pense que tous les partis d'opposition peuvent constater que le discours du Trône ne reflète d'aucune manière les idées qui ont pu être émises, que ce soit par le chef du Parti libéral du Canada, évidemment par le chef du Bloc québécois — et j'y reviendrai — ou par le chef du Nouveau Parti démocratique.

Comment expliquer que le premier ministre, dans son discours du Trône, n'ait retenu aucune des propositions du Bloc québécois, qui est le premier parti fédéral au Québec? Il s'agit là d'une fermeture, d'un manque d'ouverture qui est difficile à expliquer, et qui, à mon sens, n'augure rien de bon pour la suite des travaux.

Le leader parlementaire du gouvernement intervenait tout à l'heure en disant qu'il avait eu l'impression que le niveau de décibels était plus bas. Peut-être le niveau de décibels était-il plus bas qu'à la fin de la précédente législature, mais je pense que le niveau de partisanerie de la part des députés et du caucus du Parti conservateur n'était pas très différent de la dernière journée où il y a eu une période des questions orales avant les élections.

C'est donc extrêmement inquiétant. D'ailleurs, la première chose qu'avaient suggérée le chef du Bloc québécois et les chefs des autres partis politiques de l'opposition, était un ton beaucoup plus conciliant de la part du gouvernement. Mais on ne le retrouve ni dans le discours du Trône ni dans l'attitude des députés du gouvernement, particulièrement à la période des questions orales qui vient de se terminer.

● (1515)

Je trouve donc cela extrêmement inquiétant.

Autour de quels enjeux le débat électoral a-t-il tourné au cours des quelque 33 jours qu'a duré cette campagne électorale? Je les rappelle parce que, évidemment, les thèmes discutés au Québec n'ont peut-être pas été discutés de la même façon parmi la nation canadienne. Il peut donc être important, à la fois pour les gens qui nous écoutent que pour mes collègues du Canada, de savoir sur quoi a porté la campagne électorale au Québec.

Tout d'abord, évidemment, il y avait la crise du secteur manufacturier et forestier. Comme on le sait, le Québec vit depuis maintenant plusieurs mois, si ce n'est plusieurs années, une crise importante au niveau du secteur manufacturier, crise qui s'est soldée par plusieurs milliers de pertes d'emplois. Je voudrais rappeler un certain tableau. J'aime à le dire parce que, souvent, le gouvernement, ou le ministre des Finances, a tendance à oublier ses propres documents. À la page 30 de son énoncé économique d'octobre 2007, figurait un magnifique tableau qui montrait cinq secteurs industriels canadiens en décroissance. Depuis 2005, un seul secteur était en croissance, celui de la pétrochimie, du pétrole et des hydrocarbures.

L'Adresse

Donc, dès octobre 2007, cela aurait dû sonner l'alarme du côté gouvernemental. Le Bloc québécois a suggéré à plusieurs reprises des voies d'aide et de soutien à l'industrie manufacturière et forestière. Malheureusement, le gouvernement a fait la sourde oreille, sa seule réponse consistant en des baisses d'impôts sur les profits qui — je le rappelle — ne bénéficient qu'à ceux qui font des profits. Or, comme je le mentionnais, lorsqu'on est en décroissance, il est extrêmement rare que les profits soient au rendez-vous. Ainsi, la mesure dont se targue le gouvernement conservateur depuis des mois et dont il s'est targué en campagne électorale est loin d'avoir convaincu la population québécoise.

Je rappelle une autre décision du gouvernement conservateur à cet égard, soit la fameuse fondation ou fiducie communautaire — je ne me rappelle plus le terme exact — où on donnait un certain montant d'argent à l'ensemble des provinces du Canada et au Québec. Au total, cette fiducie comportait un milliard de dollars, ce qui est relativement peu pour faire face aux problèmes qu'on connaît. Le Québec retirait autour de 280 millions de dollars, si ma mémoire est bonne. C'était donc la deuxième réponse des conservateurs. Malheureusement, en proportion des emplois perdus, l'Alberta recevait 10 fois plus que le Québec. Cette iniquité envers le Québec, qu'on a soulignée au Bloc québécois et qui a été soulignée aussi par les acteurs régionaux et économiques, a fait en sorte que les Québécois ont été extrêmement insatisfaits des solutions présentées par les conservateurs.

Évidemment, il y a eu ces coupures en culture, au mois d'août, soit quelques semaines avant le déclenchement des élections. Elles correspondaient à une idéologie assez restrictive et commerciale de ce qu'est la culture. Il y a quelque chose que j'aime à dire. Parfois, et c'est le cas dans le traité de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, le mot « culture », qui a une signification extrêmement riche en français, est souvent traduit en anglais par « entertainment », soit « divertissement ». C'est la vision que le gouvernement conservateur a de la culture, à savoir qu'il s'agit de divertissement. Donc, donner de l'argent à des troupes de ballet pour qu'elles puissent faire connaître leur savoir-faire, ce n'est pas intéressant pour lui.

On retrouve la même chose en ce qui a trait au développement régional, aux jeunes contrevenants ou à l'environnement. Mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie aura sûrement l'occasion d'y revenir.

Donc, le Bloc québécois a fait ces demandes, demandes qui ont été validées et sanctionnées par les Québécois et les Québécoises le 14 octobre. Il est totalement inacceptable et tout à fait dommage que le gouvernement et le premier ministre n'aient pas considéré ces résultats. On comprendra que, dans ce contexte, le Bloc québécois n'a pas d'autre choix que de voter contre ce discours du Trône.

• (1520)

M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ): Monsieur le Président, c'est avec une grande joie que j'interviens aujourd'hui en réponse au discours du Trône, particulièrement après le discours de mon collègue, le leader en Chambre du Bloc québécois et député de Joliette.

On attendait depuis longtemps ce discours du Trône qui nous a été présenté hier et qui était censé relancer notre économie. Le gouvernement s'était engagé à nous présenter des mesures actives, des mesures de relance pour venir en aide aux industries les plus vulnérables, celles qui ont été victimes dans les dernières années de la compétitivité internationale. On s'attendait à des mesures

concrètes pour deux secteurs en particulier. Je pense, entre autres, à l'industrie forestière et à l'industrie manufacturière.

Il faut se rappeler que l'industrie manufacturière est la base économique du Québec, alors que la base économique de l'Ouest, c'est l'industrie pétrolière. Malheureusement, le Canada et le gouvernement conservateur ont échoué dans cette présentation qui aurait pu donner de l'oxygène non seulement à l'industrie manufacturière, mais aux emplois qui y sont reliés. Aujourd'hui, nous avons un discours du Trône qui est vide de mesures, vide de vision et qui laisse encore une fois de côté la base économique du Québec, soit l'industrie manufacturière.

Il est désolant qu'en situation de ralentissement économique, le gouvernement n'ait pas été plus actif pour nous présenter une nouvelle vision d'une nouvelle économie canadienne, une économie tournée vers l'avenir, une économie qui aurait permis de prendre un véritable virage vert.

J'entendais le ministre de l'Environnement nous dire — et nous le croyons aussi, de ce côté de la Chambre — que l'environnement et l'économie sont intimement liés. Force est de constater que ce n'est pas l'esprit du discours du Trône qui nous a été présenté hier. C'est comme si le gouvernement oubliait qu'il y avait eu en 2008 une crise alimentaire. C'est comme si le gouvernement oubliait qu'il y avait eu une crise des changements climatiques. C'est comme si le gouvernement oubliait qu'il y a une crise financière actuellement.

Qu'aurait dû faire le gouvernement? D'abord, écouter cet appel de l'ONU le 22 octobre dernier, qui demandait aux nations industrialisées de s'engager dans un *new deal* vert. Faire en sorte d'utiliser ces opportunités qui sont malheureusement créées par le ralentissement économique pour engager le Canada et les nations industrialisées dans une voie de transition en matière d'économie. Faire en sorte, comme le dit l'ONU, de créer une initiative encourageant les investissements dans les technologies propres et les ressources naturelles pour faire redémarrer l'économie. Cette initiative de l'ONU vise à bâtir une économie verte, à générer des emplois verts et à établir des politiques et des instruments de marché capables d'accélérer la transition vers une économie durable.

Force est donc de constater que quelques jours après le Sommet du G20, le gouvernement n'a pas entendu cet appel de l'ONU. Il a continué à mettre en place des mesures qui, encore une fois, avantageront l'industrie pétrolière au Canada. Ce n'est pas des farces: 2,8 milliards de dollars seront consentis en aide fiscale à l'industrie pétrolière au cours des trois prochaines années, alors que le gouvernement va probablement annoncer des miettes dans des secteurs et l'industrie de l'environnement qui sont générateurs d'emplois et font en sorte de repositionner notre économie afin qu'elle soit plus compétitive dans les prochaines années.

Donc, le gouvernement a échoué dans sa présentation d'une vision qui ferait en sorte que le Québec et le Canada puissent concurrencer sur les marchés étrangers. Qu'aurait pu faire le gouvernement? D'abord, s'inspirer de la plateforme électorale du Bloc québécois, qui propose un certain nombre de mesures, pas une liste d'épicerie.

L'Adresse

• (1525)

Il y a un fil conducteur derrière les mesures présentées par le Bloc québécois. Cela vise à faire en sorte que nous ayons au Québec, particulièrement, une économie qui soit plus durable. Je donne quelques idées à cet égard: imposer rapidement des cibles absolues de réduction des gaz à effet de serre et non pas des cibles d'intensité comme le propose le gouvernement fédéral actuel. Il faut des cibles absolues afin de créer un marché du carbone. C'est ce que le nouveau président américain nous propose, et c'est malheureusement le Canada qui, par son refus, risque de miner la viabilité du futur marché du carbone.

Cette question est importante pour nos entreprises québécoises puisque l'industrie manufacturière a réduit de 8 p. 100 ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Comment? En changeant les procédés industriels, en misant sur l'efficacité énergétique, en ayant des plans permettant que nos entreprises atteignent leur objectif de réduction de gaz à effet de serre, mais aussi en étant plus productives par rapport aux nouvelles économies émergentes.

Deuxièmement, comme je l'ai mentionné plus tôt, il faut abolir les incitatifs fiscaux consentis à l'industrie pétrolière afin de vivre une reconversion fiscale vers ce qu'on appelle une fiscalité environnementale. Plutôt que d'appliquer le principe du pollueur-payé, il faut appliquer le principe du pollueur-payeur. Il est temps de réinvestir dans les énergies renouvelables et de délaïsser une industrie qui, de toute façon, fait des profits faramineux.

Troisièmement, il faut instaurer des crédits d'impôt remboursables à la recherche et au développement pour que les entreprises puissent développer des technologies environnementales. C'est ainsi que l'industrie manufacturière du Québec a été capable et est en voie de respecter ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre, parce qu'elle a réussi à changer les procédés industriels. Investir dans les technologies propres, c'est rentable au Québec et cela permet à ce dernier de respecter ses engagements internationaux.

De plus, il faut faire en sorte de mettre en place des incitatifs fiscaux afin d'en venir à une reconversion de nos systèmes de chauffage, du mazout vers d'autres technologies. Je pense, entre autres, à la géothermie qui est, au fond, une technologie très prometteuse et qui pourrait faire en sorte de bénéficier d'une aide fiscale du gouvernement fédéral.

Plusieurs secteurs nous permettraient de bâtir cette économie plus verte. Investir dans la modernisation et dans la réfection de nos voies ferrées. C'est bon pour l'économie, c'est bon pour l'environnement et cela permet de créer au Québec ce qu'on appelle un transport intermodal durable. Il faut remettre à niveau nos petits quais dans les régions du Québec, de Sept-Îles en passant par Montréal, pour faire en sorte que le transport maritime, qui est moins polluant et qui permet de réduire nos émissions de gaz à effet de serre par rapport au transport routier, puisse être encouragé. C'est cela un transport intermodal durable. Le gouvernement fédéral a des responsabilités financières et il doit les assumer.

Ce qui est important, c'est de réduire notre dépendance par rapport au pétrole. Pourquoi? Parce que, entre autres, dans notre bilan de réduction des émissions de gaz à effet de serre, au Québec, c'est inévitablement dans le secteur du transport où il faut faire des efforts considérables afin d'atteindre nos objectifs à cet égard. Il est peut-être temps d'aider les citoyens qui veulent utiliser le transport en commun en leur offrant un crédit remboursable, de faire en sorte d'encourager les citoyens à utiliser le transport collectif, de remettre en place ce programme écoAuto, qui permettait à des citoyens voulant acheter un véhicule hybride ou qui consomme moins de 6

litres au 100 kilomètres d'obtenir un rabais. Voilà une autre mesure qui permettrait de faire en sorte d'avoir une économie plus verte.

Il faut modifier nos normes de fabrication des véhicules automobiles, les adapter, les harmoniser par rapport, entre autres, à l'État de la Californie. Nous avons un marché au Canada qui est comparable à celui de la Californie. Si cela peut marcher et si les idées qui étaient novatrices il y a quelques années sont presque rendues la norme sur le plan international, comment peut-on expliquer que le Canada tire encore de la patte lorsqu'il est temps de mettre en place une réglementation sévère visant à rendre nos véhicules sur le marché moins énergivores?

• (1530)

Le gouvernement avait une chance en or de présenter un plan, une vision d'avenir, afin que notre économie puisse être en phase de transition vers une économie plus traditionnelle, vers une économie plus verte. Malheureusement, le gouvernement conservateur a échoué.

• (1535)

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, comme il se doit, je vais commencer par remercier les électeurs de ma circonscription qui m'ont fait confiance à nouveau, pour une deuxième fois. Je tiens aussi à féliciter tous les collègues ici présents qui ont été élus. De plus, je vous félicite, monsieur le Président, de votre réélection en cette Chambre.

Ce discours du Trône ne répond pas aux attentes des Québécois, aux consensus des Québécois appuyés par tous les partis de l'Assemblée nationale et par toute la société civile québécoise.

La liste des consensus québécois qui ne sont pas respectés est longue. Les coupes en culture ne sont pas restaurées. On continue de vouloir imposer la Loi sur les jeunes contrevenants. On continue de vouloir créer une commission fédérale des valeurs mobilières malgré l'avis des gens du milieu financier au Québec. On ne fait aucune mention du Protocole de Kyoto dans ce discours du Trône. On persiste à vouloir affaiblir le poids politique du Québec en cette Chambre. Les intrusions dans les champs de compétence du Québec sont répétitives. On ne dit pas un mot sur le déséquilibre fiscal qui, de l'avis de tous au Québec, n'est pas réglé. On continue de vouloir investir l'argent de nos impôts dans l'énergie nucléaire et dans davantage d'achats militaires. Enfin, évidemment, la volonté d'encadrer, ou plutôt d'éliminer, ce prétendu pouvoir fédéral de dépenser est absente. Tout cela nous montre que ce gouvernement, qui prétend pourtant être ouvert au Québec, refuse de se rallier aux consensus québécois.

Avant, on avait un gouvernement libéral qui ne disait même pas être ouvert au Québec et qui ne faisait rien pour aider le Québec.

La question que j'aimerais poser à mon collègue est la suivante. À moyen terme, quel choix reste-t-il aux Québécois? Quelle option nous reste-t-il pour aller, nous-mêmes, véritablement, de l'avant avec des consensus qui sont forts au Québec, et pour qu'on ne soit plus obligés de quémander à Ottawa?

M. Bernard Bigras: Monsieur le Président, la réponse à la question de mon collègue se trouve dans sa question. Je siège en cette Chambre depuis 12 ans, et le chef du Bloc québécois y est depuis 1990. Les Québécois et les Québécoises ont essayé de croire en ce que tous les partis fédéraux en cette Chambre proposaient. Sous les libéraux et sous les conservateurs, nous avons essayé de croire à ces beaux risques qui ont été présentés. Toutefois, la réalité, c'est que les Québécois et les Québécoises doivent voter sur la base de leurs intérêts et sur ce en quoi ils croient et ce à quoi ils aspirent.

L'Adresse

Je pense que, depuis 1990, le choix est clair. Il y a un seul choix durable pour le Québec, et c'est le Bloc québécois. C'est ce que le Québec a démontré lors de la dernière élection fédérale. Le 14 octobre, nous avons fait élire une majorité — une forte majorité — de députés du Bloc québécois, contrairement à ce que nos collègues d'en face croyaient il y a quelques mois.

[Traduction]

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à remercier les électeurs de Yukon de m'avoir fait le grand honneur de me choisir pour les représenter une quatrième fois au Parlement. Ce sont des gens très justes et j'apprécie leur appui.

Je vous félicite, monsieur le Président, et, évidemment, je félicite tous les députés élus, particulièrement les nouveaux députés. C'est un grand honneur d'être ici et je sais qu'ils l'apprécieront et agiront en conséquence.

Voici ma question. Je sais que le député s'intéresse vivement à l'environnement. Dans le discours du Trône, on lit ceci:

Nous allons nous concerter avec les gouvernements des provinces et nos partenaires pour élaborer et mettre en place un système nord-américain de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, ainsi qu'un protocole international efficace pour l'après-2012.

Tout d'abord, seules les provinces sont mentionnées. Nous n'aimons évidemment pas l'exclusion des territoires, que ce soit simplement dans un discours ou non. Il est clair que la population du Yukon tient à être associée à la protection de l'environnement, car les problèmes liés à l'environnement touchent bien plus le Nord que n'importe quelle autre région.

Ma question est la suivante: la déclaration du discours du Trône le rassure-t-il? Nous savons qu'au départ, le Parti conservateur niait l'existence des changements climatiques et, une fois au pouvoir, a résolu de ne prendre aucune mesure d'importance sur la question. Cela donne-t-il au député la conviction que les conservateurs ont fait volte face et décidé de prendre cette mesure importante que tous les autres partis réclamaient ou croit-il qu'ils n'avaient pas le choix et qu'ils agissent finalement parce que les États-Unis réagissent et qu'ils ne font que se laisser entraîner par l'évolution des choses?

• (1540)

[Français]

Le Président: Le député de Rosemont—La Petite-Patrie a la parole pour une réponse assez brève — s'il vous plaît.

M. Bernard Bigras: Monsieur le Président, on n'a pas confiance en ce gouvernement. Mon collègue cite la page 13, mais il y a plus inquiétant, et c'est à la page 12 où le gouvernement dit: « Notre gouvernement poursuivra son approche réaliste et responsable face au défi que posent les changements climatiques ».

C'est tout le contraire. Le gouvernement dit dans ce discours du Trône qu'il maintiendra cette approche qui ne tient pas compte des changements climatiques dans les politiques gouvernementales. On s'attend de la part du gouvernement qu'il soit responsable sur le plan environnemental dans les trois P: les politiques, les plans et les programmes. Jusqu'à maintenant, ce gouvernement nous a profondément déçus.

[Traduction]

M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC): Monsieur le Président, je profite de cette occasion pour remercier les électeurs de Chatham-Kent—Essex de m'avoir fait une fois de plus l'honneur de les représenter à la Chambre des communes.

J'aimerais aussi remercier tous les bénévoles qui n'ont pas ménagé leur temps et leur peine pour me faire élire.

Enfin, je souhaite remercier mon épouse, Faye, et mes enfants: Jeremy et son épouse, Joeline; Rachael et son mari, Justin; Michael et son épouse, Angela; David et son épouse, Katie; Joel; Andrea et son mari, John; Adam et son épouse, Mélanie; et Eric et son épouse, Katie. Sans leur appui, je pense que c'aurait été une autre paire de manches.

Hier, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, Gouverneure générale du Canada, nous a fait la grâce d'ouvrir la 40^e législature et de présenter aux Canadiens le plan et le programme du gouvernement pour cette législature.

Nous sortons tous d'une campagne éreintante et j'en profite donc pour féliciter tous les députés réélus ou nouveaux venus. Cette campagne nous a donné l'occasion d'être confrontés à nos électeurs, par la volonté desquels nous sommes ici. Cela a été l'occasion de les écouter soigneusement, car après tout c'est pour cela que nous sommes ici, pour les représenter à Ottawa.

J'aimerais vous dire quelques mots au sujet de ma circonscription, Chatham-Kent—Essex. Elle se situe dans la partie la plus méridionale de notre grand pays, dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Elle a la chance d'avoir des terres agricoles qui sont parmi les meilleures au Canada. C'est une manne agricole. Elle se situe à deux pas de Detroit et des sièges sociaux des trois grands constructeurs de cette ville, et l'on y trouve de nombreuses usines de pièces qui alimentent notre très importante industrie automobile.

La plus grande ville, Chatham, produit depuis des années des camions à l'usine Navistar et s'est bâti une tradition prestigieuse d'excellence du travail de ses ouvriers qualifiés depuis trois ou quatre générations.

Ma circonscription longe en grande partie la rive du lac Érié, où l'on trouve notamment la ville de Wheatley, le plus grand port de pêche en eau douce au monde.

À l'extrémité méridionale du Canada, la pointe Pelée, on trouve la municipalité florissante de Leamington, capitale de la tomate du Canada, avec la plus grande concentration de fermes sous verre, c'est-à-dire de serres, d'Amérique du Nord.

Comme le constatent mes collègues, je suis très fier de ma circonscription et comme la plupart d'entre eux j'affirme que c'est la meilleure du pays. Voilà pourquoi je suis enchanté de répondre au discours du Trône aujourd'hui.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons tous eu l'occasion de discuter avec nos électeurs à un niveau habituellement impossible pendant des élections.

Je suis heureux de ce que le gouvernement prévoit faire et a fait au cours des deux dernières années et demie pour répondre aux préoccupations dont m'ont fait part les gens de Chatham-Kent—Essex.

Premièrement, mes électeurs voulaient un gouvernement capable de gérer les incertitudes mondiales qui nous menacent en raison du chaos économique actuel. C'est avec plaisir que je leur communiquerai les détails du discours du Trône qui propose un plan à cinq volets.

L'Adresse

Le plan prévoit d'effectuer une réforme du système financier mondial en collaboration avec nos alliés et nos partenaires commerciaux afin de revoir et réformer les règles à la base du système financier mondial.

Deuxièmement, le plan prévoit d'assurer une saine gestion des finances publiques faisant en sorte que le Canada ne retombe pas dans les déficits structurels permanents et insoutenables du passé tout en examinant toutes les dépenses fédérales à la loupe.

Troisièmement, le plan de notre gouvernement prévoit de sauvegarder la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités en encourageant l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise, en soutenant les travailleurs en transition et en apportant de nouveaux soutiens aux secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale.

Quatrièmement, le plan prévoit de promouvoir l'investissement et le commerce en actualisant les lois sur le droit d'auteur, l'investissements et la concurrence tout en collaborant avec les États-Unis pour relever les défis que nous partageons et en concluant des accords commerciaux avec l'Europe, l'Asie et les Amériques.

Finalement, le plan prévoit d'augmenter l'efficacité de l'action gouvernementale en réduisant les tracasseries administratives, en corrigeant les procédures d'approvisionnement, en améliorant l'administration des programmes et des services, et en améliorant la gestion des organismes, conseils, commissions et sociétés d'État du Canada.

En plus d'expliquer en détail les principales priorités économiques du gouvernement, le discours du Trône décrit également d'autres secteurs où le gouvernement conservateur tentera d'obtenir des résultats pour les Canadiens.

• (1545)

Nous garantirions notre avenir énergétique en développant nos grandes ressources énergétiques et en mettant en valeur des formes d'énergie plus propres, y compris les ressources en gaz naturel du Nord canadien. Le gouvernement veillerait également à la réglementation des nouveaux projets d'énergie nucléaire.

Nous nous attaquerions au problème des changements climatiques et protégerions l'environnement du Canada en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 20 p. 100 dès 2020, en veillant à ce que nos besoins en électricité soient comblés par des sources non émettrices avant cette même date et en interdisant l'exportation d'eau en vrac.

Nous aiderions tous les Canadiens à participer à l'économie en améliorant la Prestation universelle pour la garde d'enfants, en rendant plus accessibles les prestations de maternité et les prestations parentales du régime d'assurance-emploi et en prenant des mesures pour venir en aide aux Canadiens qui prodiguent des soins à des proches handicapés.

Nous assurerions la sécurité des Canadiens en rendant plus sévères les peines infligées dans le cas de crimes graves, en établissant de nouvelles règles visant la sécurité des aliments et des produits et en introduisant une nouvelle déclaration sur la sécurité nationale.

Nous participerions à la sécurité mondiale en veillant à ce que notre politique étrangère soit fondée sur les valeurs canadiennes, en dotant les Forces canadiennes du meilleur matériel possible et en transformant la mission canadienne en Afghanistan pour mettre l'accent sur la reconstruction et le développement.

Nous renforcerions les institutions, notamment en favorisant la représentation selon la population à la Chambre des communes pour

la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, en établissant des mandats de durée fixe pour le Sénat, en faisant en sorte que les électeurs choisissent les personnes devant être nommées au Sénat et en constitutionnalisant dans une charte du fédéralisme d'ouverture l'obligation pour le gouvernement fédéral de respecter les compétences provinciales.

Voilà justement le genre de nouvelle qui ferait grand plaisir à mes électeurs.

Comme exemple, dans la petite ville de Wheatley, où il y a un port de pêche, le chantier naval Hike Metal a bâti des navires plutôt extraordinaires, comme des navires de recherche, des vedettes de patrouille pour la police, des hydroglisseurs et des traversiers pour voitures. Le propriétaire m'a parlé d'un marché récent du gouvernement visant la construction de vedettes de sauvetage pour la GRC. Il m'a montré toute une liasse de documents, un formulaire de demande long et compliqué, qui permettrait tout simplement de rendre son entreprise admissible et il m'a dit également que c'est à lui que revenait la responsabilité de fournir à ses frais les dessins d'architecture. Lorsqu'il a présenté les documents, on lui a dit qu'ils n'étaient pas conformes et qu'il lui fallait les présenter à nouveau. Ce n'était pas la première fois qu'une telle chose arrivait et il n'est pas le seul constructeur de navires à être frustré par notre système de marchés publics. Il m'a même avoué qu'il songeait à cesser de soumissionner pour des marchés publics. Ce serait bien dommage puisqu'il a prouvé qu'il avait la capacité et l'expérience nécessaires pour construire bon nombre des navires pour lesquels des appels d'offres sont lancés et que, de ce fait, il avait créé de nombreux emplois importants.

Je serai heureux d'aller lui dire que le gouvernement s'est engagé à rendre le processus d'achat plus efficace en réduisant la paperasse et en corrigeant le système de marchés publics.

J'ai l'intention de rencontrer les serriculteurs de Leamington et de leur donner l'assurance que le gouvernement n'a pas perdu de vue son engagement concernant le passage frontalier de Windsor, qui est essentiel pour le commerce international.

Les députés savent-ils que 20 millions de personnes vivent dans un rayon de livraison de 24 heures de la région de Leamington? Les habitants de Leamington s'en sont rendu compte et c'est pour cela qu'ils ont eu l'idée de construire une industrie d'un milliard de dollars. Toutefois, les produits qui ont une durée de conservation limitée ne peuvent pas être retenus à la frontière. Ces serristes seront donc ravis d'apprendre que notre engagement à l'égard du passage frontalier est bien réel.

Qui plus est, ils seront ravis d'apprendre que le gouvernement s'engage à raffermir les accords commerciaux existants et à contracter de nouveaux accords.

Je sais qu'ils étaient très heureux de nous voir agir promptement à l'automne 2007 et mettre en place le train de mesures de relance qui a permis à leur industrie de demeurer concurrentielle pendant qu'ils luttèrent contre les effets conjugués de la valeur élevée du dollar et des coûts élevés de l'énergie. Ils seront heureux d'apprendre que nous maintiendrons le cap, car si nous faisons en sorte que les Canadiens soient sur un pied d'égalité avec leurs concurrents, je sais qu'ils peuvent percer tous les marchés.

Nombre de travailleurs des usines qui approvisionnent les constructeurs automobiles de Detroit seront heureux d'apprendre que notre ministre de l'Industrie s'est rendu à Washington afin de participer aux discussions avec les constructeurs automobiles sur les façons de sauver l'industrie automobile nord-américaine du naufrage.

L'Adresse

Ils seront aussi heureux de l'engagement que le gouvernement a pris dans le discours du Trône afin de faire sa part. Dans ce sens, il prendra des mesures pour encourager l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise et pour soutenir davantage les secteurs de la construction automobile et de l'aérospatiale en recourant à des méthodes telles que le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. Ce fonds a contribué au sauvetage de l'usine de montage de moteurs Essex de Ford après que Ford eut modernisé son usine et présenté un plan pour la conception de nouveaux moteurs diesel et d'une nouvelle génération de moteurs à essence.

• (1550)

Je sais que les aînés qui ont des économies se réjouiront d'apprendre que notre système bancaire a été classé comme le meilleur au monde. Cette situation enviable résulte des règles bancaires et des mesures préemptives qui ont été mises en place l'an dernier pour protéger notre système bancaire des politiques désastreuses qui ont causé la faillite de tant de banques aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Les jeunes familles seront heureuses d'apprendre que le gouvernement bonifiera la prestation universelle pour la garde d'enfants, prestation à l'égard de laquelle tant de citoyens ont exprimé leur appréciation au cours de la campagne électorale.

Ces aînés et ces familles apprécieront également le fait que le gouvernement est déterminé à assurer leur sécurité en imposant des peines plus sévères pour les infractions criminelles graves, en mettant en place de nouvelles règles concernant la sécurité des produits alimentaires et de consommation et en présentant une nouvelle déclaration sur la sécurité nationale.

En cette période de défi et d'incertitude économique extraordinaires à l'échelle mondiale, je sais que les gens de ma circonscription souscriront avec plaisir à l'orientation que notre gouvernement a énoncée dans le discours du Trône. Les gens m'ont dit s'attendre à ce que le gouvernement prenne des mesures responsables et prudentes pour aider le Canada à traverser cette crise. C'est précisément ce que nous ferons.

Lors des dernières élections, l'électorat a renforcé le mandat de notre gouvernement et lui a accordé davantage de sièges; ce faisant, il lui a renouvelé sa confiance.

Notre gouvernement est déterminé à offrir aux Canadiens le leadership fort qu'ils attendent. Je suis persuadé que le Canada sortira plus fort et plus uni de cette période difficile. Nous y arriverons grâce aux mesures prudentes et responsables mises de l'avant par le gouvernement.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, si on examine l'histoire, c'était en 1993 que le gouvernement libéral qui arrivait au pouvoir a hérité d'un déficit de 42 milliards de dollars du gouvernement Mulroney, ce qui signifie que des mesures très rigoureuses ont dû être prises pour faire face à une situation de déficit. Nous sommes maintenant dans une situation où le gouvernement n'a pas encore vraiment reconnu les faits. Pourtant, le directeur du budget a clairement établi aujourd'hui que le gouvernement dépense actuellement, et ce, en trois ans seulement, 40 milliards de dollars de plus par année que lors de son arrivée au pouvoir.

Il est très clair que nous n'avons pas la marge de manoeuvre ni la souplesse financière qui nous permettent d'assurer aux Canadiens que nous pouvons les protéger lorsque le tsunami nous frappera, parce qu'il n'a pas encore frappé. Nous avons eu le tremblement de terre, mais le tsunami reste à venir.

Je dois d'abord demander au député comment nous protégerons les membres de notre société qui ne peuvent pas se protéger eux-mêmes? En temps de crise financière, ce sont ceux qui n'ont pas de revenu qui ne peuvent s'y préparer. Ils ont déjà à peine le strict minimum. Qu'est-ce que le gouvernement s'engage à faire pour prendre soin de ces gens, pour aider ceux-ci en premier, eux qui en ont le plus besoin?

• (1555)

M. Dave Van Kesteren: Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député pour sa réélection et le remercier de sa question.

J'aimerais souligner, comme je l'ai fait dans mon discours, que c'est le geste prudent posé par le gouvernement à l'automne 2007 qui nous a permis d'en arriver où nous sommes aujourd'hui. Il a été déclaré à maintes reprises que le système bancaire de notre pays est le mieux coté dans le monde. C'est pourquoi je peux toujours répondre aux personnes âgées que leurs épargnes sont en sûreté dans nos banques et que nos institutions bancaires sont sûres.

Je crois qu'il s'agit là d'une approche prudente. Elle nous a permis de devenir chef de file mondial. C'est pourquoi nous sommes en bonne position sur le plan économique. Cela ne nous permettra pas d'être totalement à l'abri de la tourmente mondiale actuelle, mais nous sommes les derniers à en subir les contrecoups et nous croyons que, grâce à une gestion saine et efficace, nous serons les premiers à en émerger avec une économie florissante.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je souhaite un bon retour à la Chambre au député de Chatham-Kent—Essex. Nous avons eu l'occasion de discuter ensemble à différentes reprises et j'aime bien sa compagnie.

Toutefois, je n'arrive pas à comprendre comment il peut appuyer le discours du Trône en ce qui concerne l'industrie de la construction navale. Cela dépasse l'entendement. À la page 10 de la version française du discours du Trône, il est clairement dit que le gouvernement ira de l'avant avec l'accord commercial conclu avec l'Association européenne de libre-échange.

Nous savons que l'industrie de la construction navale et ses travailleurs ont exprimé leurs préoccupations au sujet de l'accord que l'ancien ministre du Commerce a conclu avec l'AELE. Cet accord ruinera ou tuera notre industrie navale de la même manière que la capitulation malavisée de l'ancien ministre du Commerce dans le dossier du bois d'oeuvre a détruit notre industrie du bois d'oeuvre. Nous avons maintenant avec l'AELE un accord dans le cadre duquel le Liechtenstein a embobiné l'ancien ministre du Commerce. Cet accord pourrait entraîner la perte de tous les emplois du secteur de la construction navale au pays.

Il est incompréhensible que le député, qui s'inquiète de l'avenir de la construction navale, appuie un discours du Trône qui mine cette industrie et les bons emplois qu'elle procure. Chez moi, dans la vallée du Bas-Fraser en Colombie-Britannique, le mot « emerson » est un verbe et ce n'est pas un beau verbe. On l'utilise pour décrire une façon pas très gentille de traiter le public.

Le député a-t-il bien lu le discours du Trône et comprend-il les répercussions de l'adoption d'un accord commercial qui tue notre industrie de la construction navale?

L'Adresse

M. Dave Van Kesteren: Monsieur le Président, je suis également heureux que le député soit de retour. Nous avons eu de très bons échanges, et je suis persuadé que nous en aurons d'autres. J'inviterais le député à venir faire une tour dans notre très jolie circonscription; il pourrait peut-être en profiter pour visiter le chantier naval en question. J'aimerais lui faire voir que cette entreprise en particulier est très efficace, tant chez nous qu'aux États-Unis, car le gros de ses activités de construction navale sont à l'intention de clients étatsuniens. C'est dire qu'elle est très capable de soutenir la concurrence.

Je me suis laissé dire à maintes reprises par cette entreprise que son plus gros problème est le système d'approvisionnement, qui doit disparaître parce qu'il paralyse les affaires. L'autre problème, c'est la bureaucratie.

Je suis persuadé que le gouvernement peut venir à bout de ces difficultés pour assurer la survie de cette entreprise de construction navale dans les années à venir, comme de celles de St. Catharines et de la côte Est. On peut rivaliser avec n'importe qui, mais pas avec la bureaucratie et des systèmes qui nous paralysent.

• (1600)

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier tous les députés qui m'ont offert leurs félicitations et envoyé des cadeaux à l'occasion de la naissance de notre premier enfant, Aurora Sage Bagnell-Craig, qui est née le 29 octobre, à 17 h 53, et qui pesait 7,64 livres à sa naissance.

Je souhaite bon retour au député. Ma question ne porte pas sur le discours du Trône, mais sur une question très préoccupante pour certains de mes électeurs, soit celle des cartes de crédit. En effet, certaines entreprises sont furieuses parce que l'on envisage de faire payer une commission plus élevée aux marchands, surtout en ces temps très difficiles. J'ai également entendu dire que des compagnies pourraient augmenter les frais facturés aux détenteurs qui omettent de faire un versement. Le moment est vraiment mal choisi pour agir de la sorte, alors que tout le monde éprouve des difficultés. J'aimerais que le député me donne l'assurance que son gouvernement va prendre des dispositions à ce sujet.

M. Dave Van Kesteren: Monsieur le Président, j'aimerais également souhaiter un bon retour au député et le féliciter de la naissance de sa petite fille. Je sais qu'il passera de magnifiques soirées à s'occuper du bébé et qu'il sera d'une grande aide pour son épouse.

Nous discutons actuellement du discours du Trône et je dois avouer que je n'ai rien vu à ce sujet dans le discours du Trône. Je serais toutefois disposé à discuter de la question avec lui. Nous pourrions en discuter et je suis persuadé que nous pourrions réunir les ministères intéressés pour poursuivre la discussion.

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Esquimalt—Juan de Fuca.

Mais j'aimerais tout d'abord remercier sincèrement les électeurs de Don Valley-Est de m'avoir réélue. C'est un honneur et un privilège pour moi de les représenter à la Chambre. J'aimerais également féliciter tous les députés qui ont été réélus et tous nos nouveaux collègues. C'est un grand privilège que nous avons d'être ici.

Si nous faisons partie de tous ces Canadiens sans emploi qui travaillaient autrefois dans le secteur manufacturier ou le secteur de l'automobile au Canada, ou si nous étions de jeunes diplômés à la recherche d'un premier emploi, le discours du Trône d'hier ne nous apporterait pas beaucoup d'espoir pour l'avenir. C'est une vraie honte.

Si le discours ne contenait aucune mesure d'aide d'importance pour les Canadiens, c'est que le gouvernement fédéral est fauché. Je dirais même que ce discours du Trône entrera sûrement dans l'histoire comme étant le premier discours du Trône annonçant un déficit avant même l'énoncé économique qui sera livré la semaine prochaine.

Les Canadiens ont raison d'être en colère. Il y a à peine quelques semaines, durant la campagne électorale, le premier ministre avait juré que le gouvernement conservateur n'enregistrerait pas de déficit. Le 7 octobre 2008, le premier ministre a pris la parole au Canadian Club de Toronto et il a déclaré ce qui suit:

Un gouvernement conservateur ne va pas augmenter le fardeau fiscal. Nous n'allons pas réduire les réductions fiscales des entreprises. Nous n'allons pas enregistrer un déficit. Nous allons dépenser selon nos moyens.

Je suppose que le premier ministre aurait dû mentionner que les promesses de la campagne conservatrice venaient accompagnées d'une mise en garde, car cette promesse qui a été faite par le premier ministre il y a six semaines à peine, n'est déjà plus valide.

En outre, le programme conservateur publié juste une semaine avant le jour des élections prévoyait ceci:

Nous avons calculé le coût de notre plan en fonction des recettes prévues dans le Budget 2008. Ce sont les prévisions les plus à jour du ministère des Finances [...]

Si le premier ministre avait l'avantage de détenir l'information la plus à jour, pourquoi a-t-il soudain changé de refrain aujourd'hui, ou le lendemain des élections? L'excuse officielle, formulée à maintes reprises aujourd'hui du côté du gouvernement, c'est que l'économie mondiale est en crise. Pourtant, rien n'est plus faux. Nous avons un déficit fédéral proprement canadien, courtoisie du Parti conservateur.

Il y a moins de trois ans, les libéraux ont légué aux conservateurs un excédent fédéral de 13 milliards de dollars. Le taux de chômage n'avait jamais été aussi bas, et les libéraux avaient accumulé des fonds pour éventualités qui permettaient de payer les dépenses imprévues et de rembourser la dette fédérale.

Comment les conservateurs ont-ils fait pour faire disparaître cet excédent de 13 milliards de dollars en si peu de temps? D'abord, en dépit des conseils des grands économistes du Canada, les conservateurs ont réalisé plusieurs tours de passe-passe fiscaux qui n'ont pas beaucoup aidé les contribuables canadiens, mais qui ont créé un trou béant dans le Trésor, un manque à gagner de l'ordre de 11 milliards de dollars. Ces mesures fiscales n'ont pas créé d'emplois ni stimulé la consommation ou amélioré la productivité. Elles n'ont fait que créer un manque à gagner.

Ensuite, le ministre des Finances s'est lancé dans les plus folles dépenses de l'histoire du Canada avec son budget de 2007. Les Canadiens auront maintenant de la difficulté à accepter les excuses que présenteront les conservateurs dans l'énoncé économique de la semaine prochaine. En fait, ils exigeront des explications sur les raisons qui font qu'à l'aube d'une récession économique, les conservateurs n'ont rien de plus à offrir aux Canadiens pour les aider.

Le premier ministre a étudié en économie, mais il n'a malheureusement pas respecté les principes de base essentiels à une saine gestion financière au sein du gouvernement. Les libéraux avaient des excédents notables nous permettant de rembourser progressivement la dette fédérale et d'éviter que nos enfants et nos petits-enfants aient à l'assumer plus tard avec les intérêts ajoutés.

• (1605)

Malheureusement, les conservateurs ont fait table rase de ces principes budgétaires.

L'Adresse

Le gouverneur de la Banque du Canada a déjà annoncé que les modestes prévisions de croissance de l'économie canadienne s'étaient à peu près évanouies en moins d'un mois. Autrement dit, les Canadiens ne peuvent guère compter sur les conservateurs pour réduire leurs impôts ou leur apporter une aide économique puisqu'il n'y a plus d'argent dans les coffres du gouvernement fédéral, un gouvernement conservateur qui dégaine sans scrupule la carte de crédit fédérale et gonfle allègrement la dette publique sur le dos des contribuables.

C'est bien ce que dit le discours du Trône:

Les Canadiennes et les Canadiens trouvent à juste titre inacceptable l'idée de renouer avec des déficits permanents et insoutenables. Il faut absolument éviter de retomber dans ces déficits structurels. Par ailleurs, en ces temps extraordinaires de ralentissement mondial, il serait malavisé de s'engager à déposer à tout prix un budget équilibré à court terme car, au bout du compte, ce sont les familles canadiennes qui pourraient en faire les frais.

Cette affirmation est positivement stupéfiante. Un déficit n'est ni plus ni moins qu'une facture impayée qui devra tôt ou tard être payée par nos enfants et leurs enfants.

J'aimerais bien savoir combien les conservateurs comptent consacrer au remboursement de la dette dans leur prochain budget. La réponse, c'est certainement rien du tout. Rares sont les Canadiens qui savent que le poste de dépense fédéral le plus important, c'est le paiement des intérêts de la dette fédérale. Dans le budget de 2008, cela représentait 33,9 milliards, soit 14,5 ¢ par dollar de recettes fiscales. Nous avons encore plus de 500 milliards de dette fédérale, mais voilà que les conservateurs sortent la carte de crédit du gouvernement pour en rajouter encore.

Le philosophe George Santayana est célèbre pour cette citation qu'on mentionne souvent: « Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le répéter. » C'est hélas le cas du Parti conservateur.

En 1993, les libéraux ont hérité des conservateurs un déficit de 42 milliards de dollars et ont dû s'attaquer à la tâche peu ragoûtante de faire le ménage après huit ans de gabegie des conservateurs. Les libéraux ont fait un travail admirable. Ils ont épongé le déficit et remonté la pente pour faire du Canada le pays le plus solide avec la politique budgétaire la plus responsable de tous les pays du G8.

Il va peut-être falloir recommencer à nettoyer les dégâts des conservateurs parce qu'ils sont sur la mauvaise pente. Le Parti libéral, opposition officielle, est déterminé à assurer le bon fonctionnement de ce gouvernement minoritaire, mais il nous incombe de tenir compte des intérêts des Canadiens qui réclameront finalement que le gouvernement ait un budget responsable, qu'il rende des comptes, qu'il soit fiable et qu'il respecte ses promesses électorales.

• (1610)

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Monsieur le Président, je félicite ma collègue de son excellent discours. Je sais que, comme elle vient de Toronto, elle s'intéresse profondément aux problèmes sociaux et je veux lui poser une question au sujet d'un dossier qui préoccupe bon nombre de nos citoyens, celui de l'accès aux services de garde.

Le manque de services de garde constitue un énorme problème pour les familles d'un bout à l'autre du pays. Aujourd'hui, c'est la Journée internationale de l'enfant. Une des façons les plus efficaces de prévenir un grand nombre de problèmes sociaux, tant la criminalité chez les jeunes que le décrochage scolaire, c'est de donner aux enfants l'accès à un programme d'éducation préscolaire.

Est-ce que ma collègue croit que le gouvernement devrait collaborer avec nous de façon bipartite afin de mettre en oeuvre un programme national d'éducation préscolaire qui réponde aux besoins fondamentaux des enfants de notre pays et leur permette d'évoluer et de grandir dans un milieu aimant et protecteur?

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, mon collègue est au courant des études qui ont été menées par le docteur Fraser Mustard. Les stratégies en matière d'éducation préscolaire et de services de garde sont d'une importance cruciale parce qu'elles aident le pays à être plus productif. Notre pays doit être productif sur le plan économique. Si nous nous bornons à une idéologie, comme les conservateurs l'ont fait lors d'une campagne électorale en s'engageant à verser 100 \$ aux parents, mais en les laissant se débrouiller tout seuls, cela ne fonctionnera pas.

Il est important que le gouvernement et les partis de l'opposition collaborent en vue d'élaborer une stratégie cohérente en matière d'éducation préscolaire et de services de garde parce que cela stimulera l'économie et la productivité. Toutefois, je ne sais pas si le gouvernement a de l'argent, parce que, à la page 6, il dit qu'il financera les programmes essentiels, et rien de plus. Je me demande comment on prendra soin des gens vulnérables.

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue, la députée de Don Valley-Est, pour les commentaires qu'elle a émis aujourd'hui et pour sa réélection.

Le gouvernement semble blâmer des facteurs mondiaux pour le ralentissement économique au Canada et suggère qu'il a débuté aux États-Unis.

Pourrait-elle nous dire en quoi ces politiques nous touchent, et si elle a une solution proprement canadienne?

Mme Yasmin Ratansi: Monsieur le Président, les prêts hypothécaires à risque et la déréglementation des prêts hypothécaires sont à l'origine des problèmes économiques des États-Unis.

Grâce aux gouvernements libéraux du passé, nous avons un système très structuré et réglementé. Les premiers ministres Martin et Chrétien ont résisté aux pressions des partis de l'opposition qui demandaient à ce que le système soit déréglementé.

Il est important de souligner que lorsque le gouvernement libéral était au pouvoir, il avait mis de côté 3 milliards de dollars dans un fonds de prévoyance. Ce fonds a été essentiel pour faire face à diverses crises, comme les attaques du 11 septembre, le SRAS et la tempête de verglas qui a touché le Québec et l'Ontario.

Le gouvernement conservateur a éliminé ce fonds de prévoyance et n'a plus rien pour réagir à une crise. L'élimination de ce fonds a été une mauvaise décision sur le plan économique. On ne peut pas, par pure idéologie, éliminer un fonds de prévoyance et laisser libre cours au marché. Cela pourrait être désastreux. Il nous faudra suivre la situation de très près.

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Monsieur le Président, l'un des plus grands honneurs qui soient consiste à être choisi par ses concitoyens pour les représenter dans cette merveilleuse et auguste Chambre. Je remercie donc les électeurs de ma circonscription, celle d'Esquimalt—Juan de Fuca, la plus belle circonscription du Canada, de me donner l'occasion d'être à leur service pour un sixième mandat. Je vais être leur porte-parole au Parlement et je vais lutter pour la satisfaction de leurs besoins.

L'Adresse

J'adresse également un gros merci à tous les bénévoles. Comme j'ai été élu par une majorité de 68 voix seulement, il est évident que, sans leur travail acharné, je n'aurais pas été élu. C'est une victoire pour eux, c'est leur victoire. Je les remercie beaucoup, en particulier mes deux directeurs de campagne, Harry Kuiack et Lynne Henderson. Ils ont travaillé sans relâche, de même que tous les bénévoles de mon équipe.

Le discours du Trône était raisonnable du point de vue du contenu, mais il manquait de vision et de solutions précises aux grands problèmes actuels.

Tous les députés sont des citoyens de notre grand pays, mais cette citoyenneté implique une responsabilité, une responsabilité envers nous-mêmes, envers nos concitoyens et envers notre pays. Le gouvernement a par le fait même une responsabilité envers les citoyens. En tant que députés élus, nous avons une responsabilité à l'égard des Canadiens et des Canadiennes.

Une série de solutions auraient dû être intégrées au discours du Trône en réponse aux problèmes les plus urgents et les plus persistants qui touchent nos citoyens sur le terrain, des solutions dont le discours du Trône est justement dépourvu. Je vais maintenant suggérer quelques mesures que le gouvernement devrait prendre. Si le premier ministre est vraiment honnête dans sa volonté de collaborer sur un mode bipartite, je suis persuadé qu'il saura trouver le moyen de transcender les lignes de parti pour servir les intérêts du bien commun de notre grand pays.

Nous avons beaucoup entendu parler des défis économiques. Ceux-ci supposent un certain nombre de solutions. Des mesures de stimulation économique opportunes, temporaires et ciblées pourront être nécessaires. Le taux directeur de la Banque du Canada est d'environ 2,25 p. 100, ce qui est peu élevé. Nous pourrions avoir recours à un certain nombre de mesures intégrées en l'occurrence. Nous pourrions mettre sur pied un comité parlementaire intégré qui s'intéresserait au commerce international, aux recettes et aux finances et qui participerait à l'élaboration des solutions appropriées.

Nous pourrions aussi rassembler les esprits les plus brillants du Canada afin d'asseoir sur la science l'élaboration des politiques. De bonnes recherches devraient servir de base aux politiques dont notre pays a besoin pour faire face aux défis futurs. Une des choses bouleversantes que j'ai remarquées à la Chambre au cours de mes six derniers mandats est l'incapacité de mettre à contribution les esprits les plus brillants du pays pour résoudre les problèmes auxquels nous devons faire face. Les batailles qui ont lieu ici visent trop souvent à tenter d'humilier l'autre côté plutôt que de trouver les meilleures solutions. Au lieu d'un échange sur les idées, les députés tentent de se lancer les plus graves insultes.

Il y a quelque chose qui manque sur le plan international. Des outils internationaux sont requis afin d'avoir un organisme de réglementation des valeurs mobilières commun pour que tous les pays aient des lignes directrices et des objectifs communs en ce qui concerne la façon dont nous traitons les investissements. La recapitalisation des banques est d'une importance cruciale. Il est essentiel que les pays du monde se rassemblent pour trouver un moyen de restreindre la contagion qui frappe les marchés financiers et de limiter les dommages, mais également pour empêcher que cela ne se reproduise à l'avenir.

Nous avons observé une combine à la Ponzi semer la pagaille dans les marchés financiers internationaux, mais, surtout, détruire les économies de citoyens de partout au monde et causer l'augmentation des taux de chômage. Cela a des effets dévastateurs sur la vie des gens. Au bout du compte, c'est cela le véritable enjeu.

Le discours du Trône n'a pas abordé un grand nombre d'autres questions.

La principale question passée sous silence est celle du vieillissement de notre population. Il y a des années, les gens pouvaient s'attendre à vivre approximativement 57 ou 58 ans. Maintenant, les hommes peuvent vivre jusqu'à 79 ans et les femmes, jusqu'à 82 ans. Cela aura d'énormes répercussions sur notre société, surtout sur les fonds qui devront sortir du Trésor public. Nous devons traiter ce problème en fournissant des solutions maintenant.

● (1615)

Les travailleurs pourraient être incités à travailler plus longtemps s'ils pouvaient toucher leur RPC, peut-être à l'abri de l'impôt. Nous devons élargir notre main-d'oeuvre de manière responsable et offrir aux travailleurs la possibilité de continuer de travailler s'ils le désirent. Être âgé de 65 ans aujourd'hui c'est comme être âgé de 40 ans il n'y a pas si longtemps. À mon âge, je peux le dire sans hésiter.

L'accès à l'éducation est important. L'éducation est garante d'une économie productive. Il est renversant de constater que dans notre pays l'éducation est fonction de l'argent dont on dispose. Nous vivons dans un pays où nous ne devrions jamais avoir à dire à ceux qui sont qualifiés et veulent poursuivre des études postsecondaires qu'ils ne peuvent pas le faire parce qu'ils n'ont pas suffisamment d'argent. Au cours de la dernière campagne électorale, le Parti libéral a proposé un train complet de mesures permettant à nos concitoyens d'accéder à l'éducation sans se ruiner pour autant.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous devons établir des liens entre certains de nos excellents groupes de recherche tels que Genome B. C. et l'Agence de la santé publique du Canada, qui font de la recherche extraordinaire, et des groupes innovateurs tels que le MaRS Centre de l'Université de Toronto, qui lie la recherche et l'utilisation de la recherche sur le marché.

La grande question qui n'a pas été abordée pendant la campagne électorale, à notre grand déplaisir et au grand déplaisir du public canadien, c'est celle des soins de santé. Aujourd'hui, au Canada, on se demande vraiment si on aura accès à des soins de santé de qualité quand on en aura besoin. Pourquoi diantre avons-nous les mains liées à cause d'un bout de papier? Pourquoi ne pas nous attacher au principe fondamental qui consiste à permettre à nos concitoyens d'accéder à des soins de qualité en temps opportun lorsqu'ils en ont besoin sans se ruiner pour autant? Voilà le principe que nous devrions défendre.

L'argument selon lequel nous avons le choix entre le système canadien et le système américain est absurde. Qu'en est-il des systèmes dans les pays d'Europe, en Allemagne, en France, en Norvège et en Suède? Ces pays obtiennent de meilleurs résultats et ont des populations en meilleure santé à moindre coût. Pourquoi cela? Nous n'avons pas besoin de nous pencher davantage sur la question, nous devons travailler avec les provinces, les gestionnaires des systèmes de santé, de manière à leur permettre de mettre en oeuvre les mesures qui permettront à nos concitoyens d'obtenir les soins dont ils ont besoin lorsqu'ils sont les plus vulnérables.

Nous vieillissons tous, et tout le personnel médical vieillit aussi. Ce sont des gens épuisés qui quittent leur profession, ce qui signifie que les professionnels de la santé capables de faire le travail se raréfient. Ils sont donc encore plus sous pression et par conséquent ils craquent encore plus. L'effectif médical est en crise. Il faut établir une stratégie nationale pour ces effectifs médicaux. Il faut s'attaquer à cette crise avec les provinces et les facultés dès maintenant, pas demain.

L'Adresse

Le gouvernement conservateur a dénigré et ignoré la fonction publique. Il faut que cela cesse. Si le premier ministre veut vraiment travailler dans un esprit de collaboration, il faut qu'il écoute les députés de tous les partis. On ne peut plus avoir un gouvernement à la botte du cabinet du premier ministre. On ne peut plus laisser un petit groupe d'individus, pour la plupart non élus, continuer à prendre les décisions dans notre pays. Les problèmes sont trop vastes et trop complexes. Il y a des tas de gens qui ont d'excellentes idées et qu'il faut écouter pour travailler dans l'optique du bien commun. La fonction publique ne peut plus se retrouver dans une situation où les partis d'opposition doivent demander à quelqu'un dans un cabinet de ministre d'écouter pratiquement comme un espion pendant les réunions. C'est complètement absurde.

Au plan international, le Canada doit être plus présent. Nous sommes remarquablement placés pour affronter les défis planétaires. Nous sommes une société planétaire. Nous devons nous soucier de notre intérêt, mais notre intérêt est lié à celui de nos concitoyens du monde. Comme on dit, nous sommes tous de la même race, la race humaine. Le premier ministre a dit qu'il voulait doubler notre aide à l'Afrique. Qu'il soit clair que cette aide doit servir au développement et doit se traduire par des résultats. Elle doit être axée sur les objectifs du Millénaire pour le développement et non sur un simple chiffre, mais sur les résultats concrets que nous obtenons au plan international. Notre diplomatie est à son nadir. Il faut rectifier cela.

● (1620)

Pour terminer, monsieur le Président, je remercie les électeurs d'Esquimalt—Juan de Fuca. Tous ensemble, nous pouvons travailler pour le bien commun et c'est cette tâche qui nous incombe à tous.

● (1625)

M. Chris Warkentin (Peace River, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député d'Esquimalt—Juan de Fuca de sa récente victoire électorale. Je sais qu'il a déjà remporté de nombreuses victoires dans le passé.

Le député a fait certaines observations à la Chambre sur le système de soins de santé. Il semble que, pendant la campagne électorale, on ait exercé des pressions sur les députés et sur les candidats des divers partis politiques pour qu'ils ne fassent aucun commentaire à cet égard qui n'ait pas trait au système actuel.

Le député a soulevé certains éléments de discussion concernant des solutions de rechange au système actuel; il a parlé d'une formule différente de celle qui est en application dans le moment pour ce qui est de la prestation des soins de santé.

Le député est resté un peu vague quant à ce qu'il propose exactement. Je lui demanderais donc de préciser comment les choses pourraient être faites différemment dans le système de soins de santé.

L'hon. Keith Martin: Monsieur le Président, je félicite le député et nos collègues de tous les partis de leur élection. C'est un immense honneur pour nous tous et je me réjouis à la perspective de travailler avec chacun. Je tiens à féliciter tous les députés de s'être vu confier le mandat de représenter leurs électeurs.

Je vais aborder quelques questions.

D'abord, la stratégie nationale sur la main-d'oeuvre médicale devrait être mise en oeuvre en collaboration avec nos provinces. La ministre de la Santé devrait travailler de concert avec ses collègues de tout le pays à la mise en oeuvre d'une telle stratégie nationale.

Ensuite, le programme d'aide préscolaire constitue le moyen le plus efficace de prévenir un ensemble de problèmes sociaux. Il permet de retenir les enfants à l'école plus longtemps et de réduire la

criminalité juvénile de 60 p. 100 et il économise aux contribuables 7 \$ pour chaque dollar investi.

En nous inspirant des modèles européens de systèmes d'écoles publiques et privées — et nous avons déjà un tel système dans notre pays — nous pouvons mettre à profit ce qu'il y a de mieux dans les deux pour renforcer notre système public et obtenir de meilleurs résultats à un coût moindre.

Au fil du temps, les sommes consacrées à la santé augmentent et accaparent une grande part des deniers publics, à un point tel que les soins de santé sont rationnés dans notre pays et que nous refusons des soins à la population afin d'économiser. Cela ne peut plus durer. Qui en paye le prix? Les pauvres et la classe moyenne. Ce sont les plus vulnérables de notre société.

Enfin, à propos de la pauvreté, il y a tant de personnes dans notre société qui n'ont pas assez d'argent pour satisfaire leurs besoins essentiels. Nous avons une excellente solution avec notre tournant vert pour transférer de l'argent aux moins nantis de notre société. Le gouvernement devrait considérer que c'est l'une des plus importantes tâches à accomplir.

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, l'idée d'un organisme de promotion de la démocratie m'encourage énormément. Le député, qui est probablement le doyen de la Chambre en ce qui concerne l'aide internationale, a été un grand porte-étendard de cette cause et a accompli de l'excellent travail dans ce domaine. J'espère que cela marquera un changement de cap.

Il est formidable de voir que le Canada, avec sa grande diaspora, ait autant de talent en diplomatie et d'expérience dans le développement de la démocratie partout dans le monde. Nous devrions mettre l'accent sur cette orientation au lieu de nous contenter d'envoyer nos soldats. Peut-être qu'un mélange des deux approches serait un pas dans la bonne direction.

J'étais préoccupé par l'absence de mention dans le discours du Trône d'une aide précise pour certaines régions très perturbées du monde. Nous avons des problèmes financiers, mais il y a des gens qui sont bien moins chanceux.

Le député est très sensible au sort des gens du Darfour, du Congo, du Tibet et de la Birmanie. Il est d'ailleurs président des Amis parlementaires de la Birmanie. Je suis sûr que le député est d'avis que nous ne devons pas laisser ces gens pour compte. Nous devons faire tout en notre pouvoir pour les aider.

● (1630)

L'hon. Keith Martin: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Yukon de l'excellent travail qu'il a fait pour la Birmanie. La brutalité du gouvernement birman a réduit la population du pays à la misère. Le député a fait des pieds et des mains pour que des secours d'urgence soient envoyés dans la région. J'ai aimé travailler avec lui à cette fin.

Le gouvernement n'a fait preuve d'aucune vision quant à la façon de faire face aux défis qui nous attendent sur la scène internationale.

Notre politique des trois D plus C — défense, diplomatie et développement du commerce — permettra de faire face à ce que j'appellerais les trois C, soit les conflits, la corruption et les capacités limitées. Celles-ci devraient être les pierres angulaires de notre réflexion.

L'Adresse

L'argent n'est pas le but ultime. Il est plus important de bien l'utiliser. Nous devrions nous intéresser à son effet sur le développement. Cela veut dire que le Canada devrait mettre à profit les capacités dont il dispose pour aider d'autres pays à se prendre en main.

M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de reprendre la parole à la Chambre au nom des électeurs de Crowfoot en réponse au discours du Trône que nous avons entendu hier au Sénat.

C'est la première fois que j'interviens dans cette 40^e législature au nom des électeurs de Crowfoot. Je voudrais donc prendre quelques instants pour les remercier de l'appui et de la confiance qu'ils m'ont manifestés aux dernières élections. Je m'engage de nouveau aujourd'hui à travailler d'arrache-pied pour les représenter au niveau fédéral à la Chambre des communes. En toute humilité, je les remercie de l'appui massif qu'ils m'ont apporté.

Je souhaite remercier mon équipe, mon directeur de campagne, mon état-major, Steven Snider, Judy Wilson et Gail Nordstrom, trois des piliers de mon organisation.

Mais surtout, cet après-midi, je tiens à remercier mon épouse et ma famille pour l'aide admirable qu'ils m'ont apportée non seulement au cours de cette campagne, mais depuis mon arrivée ici puisque c'est la quatrième législature à laquelle j'ai le privilège de participer.

J'aimerais ajouter une petite remarque personnelle. Peu après les élections, mon épouse s'est cassé le bras et elle est en convalescence après deux opérations importantes. Je lui souhaite, tout là-bas, de se remettre très vite.

Lors des dernières élections, les habitants de Crowfoot se sont prononcés fermement. Encore une fois, je suis fier d'être leur porte-parole. C'est un honneur de représenter des gens qui ont le courage de leurs convictions.

J'ose croire que les Albertains savent distinguer ce qui va bien de ce qui ne va pas. Nous essayons de payer comptant. Nous essayons aussi d'économiser pour les temps difficiles. Nos collectivités, comme bien d'autres ailleurs dans le pays, se serrent les coudes face à l'adversité pour accomplir de grandes tâches.

J'espère qu'au cours de cette 40^e législature nous écouterons les leçons de nos dirigeants municipaux et de nos provinces. J'espère que les divers partis représentés au Parlement vont apprendre à se serrer les coudes dans les temps qui viennent parce que, face à l'aggravation de la crise économique mondiale, nous allons devoir travailler ensemble pour consolider notre nation.

Ma circonscription est principalement rurale, avec quelques petites villes, quelques grandes villes et de nombreux villages et petites agglomérations. Je pense que tout le monde sait ce que l'économie nous réserve. L'été dernier, nous avons connu une période très difficile. En fait, au début de la campagne électorale en septembre, le sujet brûlant, c'était le coût faramineux de l'essence.

Dans ma circonscription, les gens parcourent de longues distances. Il n'y a pas de transport en commun. Nous nous rendons au travail en voiture. Nos enfants doivent prendre des autobus scolaires, certains pendant près d'une heure, pour se rendre à l'école. Le prix élevé de l'essence et du carburant diesel cet été nous a donné un avant-goût des temps difficiles que le pays pourrait connaître, bien que l'économie de l'Alberta demeure plutôt stable.

Le secteur agricole de ma circonscription a été durement frappé. Le coût des intrants était élevé. On a subi les effets du prix élevé du diesel quand il a fallu faire le plein des tracteurs au printemps et des moissonneuses-batteuses à l'automne. Le coût des intrants est déjà

élevé et cela a été un autre coup dur pour le secteur agricole. Les gens de Crowfoot demeurent néanmoins confiants et optimistes.

Ma circonscription se compose principalement de conservateurs responsables sur le plan budgétaire. Nous comprenons que, dans l'adversité, il faut faire face à la musique. Nous faisons ce qu'il faut. Nous nous serrons les coudes.

Quand je passe en revue mes 10 ans au Parlement, je pense aux différentes façons dont nous avons travaillé ensemble.

•(1635)

En 2002, l'Alberta a connu la pire sécheresse de l'histoire de notre pays. Dans ma circonscription qui est tributaire de l'agriculture, de même que du gaz et du pétrole dans une grande mesure, les agriculteurs étaient dévastés. Il n'y avait rien pour nourrir les animaux. Les députés se souviendront que les agriculteurs de l'Est ont réagi. Les agriculteurs de l'Ontario, du Québec et de la Nouvelle-Écosse ont envoyé 60 000 grosses balles de foin dans le cadre de la campagne Hay West. J'ai eu le privilège d'aider à distribuer ce foin en Alberta. Nous avons nourri les animaux. Voilà comment fonctionne le Canada. Nous unissons nos efforts. Nous mettons de côté nos allégeances et nous nous demandons comment nous pouvons aider. Nous nous aidons les uns les autres.

On peut lire ce qui suit à la page 3 du discours du Trône :

Le Canada a été fondé sur la conviction qu'en rassemblant nos forces au sein d'une confédération, notre pays uni saurait relever, voire transcender les défis.

Le 14 octobre, tout comme en 2006, les Canadiens ont élu un premier ministre et un gouvernement prêts à diriger le pays pour affronter la présente crise économique mondiale. Il existe un plan qui permettra à notre pays de traverser cette difficile période et à en sortir encore plus fort quand le vent aura tourné et que l'économie mondiale sera plus stable. Une partie de ce plan nous a été exposé hier dans le discours du Trône.

Tous les pays du monde reconnaissent déjà que les facteurs économiques fondamentaux nous ont très bien servis ici, au Canada. Un grand nombre d'entre eux regrettent de ne pas avoir adopté un système et une réglementation bancaires semblables à ceux que le Canada a le privilège et la chance d'avoir depuis de nombreuses années.

Ces pays savent aussi que, depuis 2006, le gouvernement conservateur a réduit de près de 40 milliards de dollars la dette nationale accumulée. Au cours de la dernière législature, notre gouvernement a réduit considérablement le fardeau fiscal des entreprises, des familles et des particuliers. La gestion économique prudente de notre gouvernement est la raison pour laquelle les Canadiens nous ont réélus pour gouverner le pays, le 14 octobre. Les électeurs canadiens ont confié un mandat renouvelé et renforcé à notre gouvernement. Ils s'attendent maintenant à ce que le Parlement fonctionne.

L'Adresse

D'autre part, en cette période qui pose un défi mondial extraordinaire, le premier ministre et mes collègues sont conscients du privilège que nous avons de gouverner et de la responsabilité qui nous a été confiée. En conséquence, dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à consacrer nos efforts à relever les défis auxquels les familles et les entreprises sont confrontées. Notre gouvernement entend préserver la prospérité économique du Canada, en dépit de l'instabilité économique qui prévaut à l'échelle mondiale.

Le discours du Trône présente le plan du gouvernement pour protéger l'économie et la sécurité des Canadiens au moyen d'un certain nombre de mesures. Je vais en énumérer cinq. Premièrement, la réforme du secteur financier mondial; deuxièmement, la saine gestion des finances publiques; troisièmement, la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités; quatrièmement, la promotion de l'investissement et du commerce; cinquièmement, l'augmentation de l'efficacité de l'action gouvernementale.

Qu'est-ce que ce plan va accomplir? Afin de réformer le secteur financier mondial, le Canada a convenu de collaborer avec ses alliés et partenaires commerciaux pour revoir et réformer les règles à la base du système financier mondial. Le premier ministre a déjà donné l'assurance aux leaders de pays alliés et à d'autres homologues au sein de la communauté internationale que nous allons collaborer et que nous allons les aider à faire face à la crise actuelle.

Nous allons faire en sorte que le gouvernement fédéral s'en tienne à une saine gestion des finances publiques, afin que le Canada ne se retrouve pas avec des déficits structurels permanents et insoutenables. Nous allons examiner toutes les dépenses fédérales en fonction d'une utilisation responsable des deniers publics. Les familles, les particuliers et les petites entreprises n'en attendent pas moins, et c'est ce qu'ils font à l'heure actuelle, au moment où ils prennent eux aussi conscience des temps difficiles qui s'annoncent. Ils réévaluent leur situation, tout comme un grand nombre d'entreprises.

• (1640)

Les plans du premier ministre exposés dans le discours du Trône permettront aussi d'assurer des emplois aux familles et aux collectivités, puisqu'ils encouragent l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise et soutiennent les travailleurs en transition.

Le premier ministre nous a donné un avant-goût de ce que nous pourrions réaliser avec des programmes d'apprentissage, mais je trouve important que nous comprenions que la clé d'une économie forte, en ces temps difficiles, est l'éducation de notre main-d'oeuvre, sa formation, afin qu'elle soit prête à affronter la tempête.

Nous avons aussi affirmé que nous élargirons nos investissements et notre commerce avec les États-Unis. Nous voulons relever les défis que nous partageons avec notre voisin et notre principal partenaire commercial. Nous voulons aussi favoriser de nouvelles ententes commerciales avec des pays d'Europe, d'Asie et des Amériques. Je suis très heureux de voir que le ministre d'État des Affaires étrangères chargé des Amériques ainsi que notre ministre du Commerce reconnaissent l'importance de poursuivre les efforts en ce sens.

Enfin, nous voulons rendre le gouvernement plus efficace en réduisant les tracasseries administratives, en corrigeant les procédures d'approvisionnement, en améliorant la prestation des programmes et des services et en améliorant la gestion des organismes, conseils, commissions et sociétés d'État du Canada.

On lit ceci dans le discours du Trône:

Des décisions difficiles devront être prises afin de contenir les dépenses fédérales qui doivent être axées sur les résultats. Les subventions, les contributions et les dépenses en capital seront examinées à la loupe. Les ministères disposeront des sommes nécessaires, sans plus, pour assurer la prestation des programmes et des services essentiels.

À mesure que les Canadiens commenceront à se serrer la ceinture, à surveiller de plus près leurs dépenses, à rationaliser leurs entreprises et à réduire les inefficacités, le gouvernement fédéral fera de même. En raison de l'incertitude économique que nous connaissons, il est plus important que jamais d'aspirer à une gestion budgétaire responsable.

Le discours du Trône fait aussi état de l'intention du gouvernement de poursuivre ce que nous avons entrepris à la dernière législature. Nous contribuons à améliorer la vie des Canadiens. Le gouvernement reconnaît la fragilité de l'économie mondiale. Il reconnaît aussi ce qui s'est produit aux États-Unis et ce qui a eu des répercussions sur le monde entier, mais il reconnaît également que les gens et les familles demeurent la principale raison de notre présence ici et de notre travail au Parlement.

Le gouvernement travaillera pour traverser cette crise, mais il veut aussi assurer notre avenir énergétique, lutter contre les changements climatiques, préserver notre environnement, élargir les possibilités qui s'offrent aux Canadiens et assurer leur sécurité. Nous avons aussi souligné l'importance de contribuer à la sécurité mondiale et de renforcer nos institutions.

Je ne parlerai pas en détail de ces objectifs; je me contenterai de dire quelques mots sur chacun d'eux.

En ce qui concerne la réduction de la consommation d'énergie à l'avenir, nous voulons exploiter nos riches ressources énergétiques et mettre à profit de nouvelles sources d'énergie moins polluantes. Nous entendons donc exploiter davantage le gaz naturel du Nord canadien. Nous avons parlé de divers aspects du Nord canadien, de l'importance de notre souveraineté, que nous devons faire respecter sous peine de la perdre, mais il ne faut pas oublier que le gaz naturel et les autres ressources du Nord joueront certainement un très grand rôle pour aider le pays à se sortir du ralentissement en cours et pour assurer son avenir.

Nous allons nous attaquer aux changements climatiques et préserver l'environnement au Canada en poursuivant la démarche que nous avons entreprise au cours de la dernière législature, démarche qui consiste à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 p. 100 au pays d'ici 2020. Nous allons voir à ce que 90 p. 100 de l'électricité que nous consommons soit produite sans émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

• (1645)

Des lettres arrivent encore à mon bureau de circonscription au sujet de la vente de l'eau douce du Canada. Je pense que le premier ministre a bel et bien dit aujourd'hui que nous allons interdire toute exportation d'eau en vrac. Nous allons protéger l'eau douce et l'environnement au Canada. Pour bien souligner cet engagement, il fait partie du plan décrit dans le discours du Trône.

Nous voulons améliorer davantage la Prestation universelle pour la garde d'enfants, étendre l'accès aux prestations de maternité et aux prestations parentales versées dans le cadre du programme d'assurance-emploi. Nous allons adopter des mesures pour aider les Canadiens qui s'occupent de proches handicapés. Les députés qui étaient présents lors de la dernière législature savent que ces questions ont toutes été soulevées, et nous allons continuer nos efforts pour améliorer la situation.

L'Adresse

Sur le plan de la sécurité au pays, nous nous engageons à protéger les Canadiens en imposant des peines plus sévères pour les crimes graves. Les Canadiens doivent avoir le sentiment qu'ils sont en sécurité chez eux et au sein de leur collectivité. Nous voulons renforcer le système de justice pénale dans des domaines clés, notamment ceux de la délinquance juvénile, du crime organisé et de la violence causée par les gangs. Nous devons continuer de mettre l'accent, dans les lois visant les armes à feu, sur la lutte contre la contrebande et le verserment des peines pour les crimes commis avec des armes à feu.

Le discours du Trône précise que notre gouvernement n'est pas pour l'idée de traiter les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois comme s'ils étaient des criminels. Le registre des armes d'épaule est l'une des questions qui soulèvent le plus d'opposition dans ma circonscription. J'ai été très heureux d'entendre la Gouverneure générale en parler lorsqu'elle a lu le discours du Trône et de l'entendre dire que nous nous engageons à abolir le registre des armes d'épaule.

Nous continuerons de contribuer à la sécurité mondiale en veillant à ce que notre politique étrangère se fonde sur des valeurs canadiennes. Nous poursuivrons la reconstruction des Forces canadiennes en les dotant du meilleur équipement possible.

Le Canada est toujours engagé en Afghanistan et il y joue un rôle de premier plan dans la région la plus difficile de ce pays, celle de Kandahar. Nous voudrions que, avec le temps, la mission évolue vers la reconstruction et le développement. Nous continuons à participer à la formation des militaires afghans, à collaborer avec la police afghane et à bâtir des institutions en Afghanistan. Mais la mission dans ce pays continue d'évoluer.

Enfin, nous allons améliorer les institutions non seulement dans des pays lointains, mais aussi chez nous. Il faut notamment évoluer vers une représentation plus proportionnelle à la population à la Chambre des communes et notamment pour les provinces dont la population augmente beaucoup, plus précisément la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario.

Nous voulons également établir des mandats de durée déterminée pour les sénateurs et permettre aux électeurs de choisir les personnes nommées au Sénat. Je signale que le sénateur Bert Brown, de ma circonscription, siège à l'autre endroit, et qu'il s'y trouve parce que les Albertains l'ont choisi.

Le discours du Trône est intéressant pour ma circonscription à un certain nombre d'égards. Nous avons répondu à un grand nombre de préoccupations du secteur agricole. Nous comprenons les difficultés que l'industrie du boeuf connaît en ce moment. Pendant que je me trouvais à Ottawa, ma femme a rassemblé le bétail et vendu la production de veaux de l'année, alors que je pensais la vendre en janvier. Je comprends les difficultés du secteur agricole.

Il a également été dit dans le discours du Trône que les agriculteurs de l'Ouest avaient demandé au gouvernement de leur laisser plus de latitude dans la mise en marché de leur grain. Nous sommes déterminés à garantir la liberté de choix dans la mise sur le marché du grain dans l'Ouest du Canada, et j'ai hâte que nous prenions des mesures en ce sens.

● (1650)

J'invite tous les députés à prendre du recul et à considérer la période que nous traversons. Sur quels plans pouvons-nous travailler ensemble? En cette crise économique mondiale, le Canada est en très bonne position pour se tirer d'affaire en écopant beaucoup moins que bien d'autres pays des quatre coins du monde. Nous avons la possibilité d'émerger de la crise plus forts qu'avant, et j'espère que le

Parlement saisira cette occasion de faire en sorte que le Canada reste fort, que le Canada continue de prospérer.

[Français]

Mme Nicole Demers (Laval, BQ): Monsieur le Président, comme tous les députés et toutes les députées qui m'ont précédée, j'aimerais également féliciter tous les nouveaux députés et tous les députés qui sont de retour en cette Chambre après les élections.

J'ai écouté avec attention le discours de mon collègue. C'était très intéressant de voir à quel point il souhaite voir des changements s'opérer et des choses se faire afin que l'économie connaisse vraiment un regain. Cependant, je me demande si mon collègue peut nous expliquer pourquoi et comment. Lorsque nous avons été rapidement rappelés à la Chambre moins d'un mois après les élections, nous avons dit: « Bravo! ». Nous étions convaincus que les électeurs et les électrices en auraient pour leur argent, qu'on prendrait l'économie en main, qu'on s'organiserait pour que les choses fonctionnent et qu'on mettrait en place des mesures particulières pour que les personnes ne souffrent pas des aléas de la crise économique.

Cependant, le ministre des Finances a dit cette semaine aux journalistes qu'il ne mettra aucune mesure en vigueur, qu'il ne présentera pas de nouveaux programmes, qu'il ne mettra d'argent dans aucune mesure avant le prochain budget qui sera déposé en février ou en avril. Alors, entre le désir d'agir et la réalité, il y a une très grande marge. Le député peut-il nous expliquer pourquoi?

[Traduction]

M. Kevin Sorenson: Monsieur le Président, nous avons précisé très clairement que notre gouvernement interviendrait pour tenter de trouver une solution aux problèmes entraînés par le ralentissement économique.

Je me souviens d'avoir entendu notre premier ministre dire il y a plus d'un an que le monde ferait bientôt face à une crise et que nous devions prendre les mesures nécessaires à l'avance. Je dois avouer qu'au moment de la réduction de la TPS, je faisais partie de ceux qui ne comprenaient pas réellement l'importance que tout cela pourrait avoir pour notre économie, mais en écoutant parler les Canadiens, j'entendais les gens dire que cette mesure leur permettait de réaliser de grandes économies et qu'ils pouvaient acheter et faire plus de choses.

Notre gouvernement a voulu dès le départ réduire le taux d'imposition des Canadiens et des entreprises. Nous avons tenté d'adopter des mesures financières énergiques pour nous assurer que le Canada serait bien placé sur l'échiquier. Qu'avons-nous fait de plus? Nous avons réduit les impôts. Nous avons réduit les recettes du gouvernement, mais nous avons dit qu'avec les excédents budgétaires dont nous disposons, nous n'allions pas attendre la fin de l'exercice financier et dépenser alors sans compter. Nous avons décidé de rembourser la dette du pays, ce qui nous a placés dans une position enviable.

Lorsque les investisseurs étrangers voient ce que le Canada a fait pour rembourser sa dette, ils se rendent compte de l'engagement qui a été pris et ils ont davantage confiance en notre économie. Ils se rendent compte que notre économie est basée non seulement sur l'énergie, mais aussi sur les gens, ce qui accroît encore leur confiance.

La députée demande ce que nous comptons faire. Les ministères évalueront leurs programmes pour voir comment ils pourraient les rationaliser. Ils tenteront d'établir si les Canadiens en ont pour leur argent, et dans la négative, ils réduiront les programmes en cause.

L'Adresse

C'est pour cette raison que le premier ministre et d'autres ministres ont invité les députés de l'opposition à participer à l'exercice et à se demander comment nous pourrions rationaliser certains des programmes existants qui ne sont pas efficaces. J'espère que les chefs et les députés des partis de l'opposition auront des propositions à faire à cet égard.

Nous pouvons également affirmer que nous prendrons des mesures. Nous avons déjà adopté des programmes pour venir en aide aux familles et aux parents seuls. Nous avons pris toutes sortes de mesures. Nous maintiendrons au pays le tissu social solide qui nous est cher et sur lequel nous comptons.

• (1655)

L'hon. Shawn Murphy (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, comme les députés qui m'ont précédé, je tiens à féliciter le député de Crowbush pour son élection à la Chambre des communes. Comme il l'emporte par de confortables majorités, il est sûrement tenu en haute estime par les électeurs de cette circonscription.

Dans ses commentaires antérieurs, le député a mentionné qu'il vient d'une région du pays qui sait ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Lorsque nous sommes rentrés au Parlement cette semaine, nous avons été confrontés à la gravité de la situation économique, à un ralentissement économique frappant le monde entier et même le Canada. Chaque jour, on annonce que notre pays est déjà en déficit ou qu'il se dirige vers un déficit.

Pendant la campagne électorale, le premier ministre et le ministre des Finances ont pourtant juré aux journalistes et aux Canadiens que c'était impossible. Le premier ministre a même affirmé qu'il s'agissait seulement d'une occasion de faire de bons placements boursiers.

Je ne rejeterai pas tout le blâme sur le premier ministre. Le problème prend sa source aux États-Unis et découle d'une idéologie capitaliste selon laquelle le gouvernement a de moins en moins de place, selon laquelle on paie de moins en moins d'impôts, en particulier les riches, et selon laquelle les industries doivent être déréglementées, y compris le secteur des prêts hypothécaires, celui des banques ou celui de la salubrité alimentaire. Cette philosophie n'a pas réussi à Reagan et elle n'a pas été un succès pour George W. Bush. Bien que nous n'en soyons encore qu'aux premières années de ce mandat, je ne suis pas persuadé que cette même idéologie fonctionnera au Canada.

Le député d'en face a déclaré qu'il sait faire la différence entre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. N'a-t-il pas certains doutes quant à l'idéologie en vertu de laquelle le Canada est actuellement gouverné?

M. Kevin Sorenson: Monsieur le Président, je voudrais simplement préciser, pour la gouverne du député, que je représente la circonscription de Crowfoot et non Crowbush.

Le député d'en face veut savoir si cela marchera. Je fais confiance au premier ministre. Je suis très heureux du fait que nous ayons axé la dernière campagne électorale sur la question du leadership. Les Canadiens ont évalué les dirigeants des différents partis et ont accordé la préférence à ceux du Parti conservateur.

Comme je l'ai dit dans mon discours, au début de la campagne électorale, nous étions préoccupés par les prix de l'essence et de différentes autres choses, puis nous avons compris que nous connaissions un ralentissement d'une portée que ma génération n'avait pas connue auparavant. Suis-je certain que notre politique donnera les résultats attendus? Je suis persuadé que lorsque des hommes et des femmes de bonne volonté, représentant différents secteurs et différents partis politiques, décident de travailler

ensemble, ils peuvent réaliser de grandes choses. C'est ce que nous invitons l'opposition à faire. Nous invitons l'opposition à reconnaître les difficultés qui se manifestent partout dans le monde et à comprendre la façon dont elles se répercutent sur notre pays, nos entreprises, notre population, nos gens aisés, notre classe moyenne et nos pauvres, puis à s'engager à travailler ensemble.

Le député a parlé de capitalisme et se demande si ce système fonctionne. J'ai participé à une émission de la station de radio Q14 de Stettler, en Alberta. La dame qui m'interviewait m'a dit que chacun est capitaliste lorsque les choses vont bien, puis devient socialiste quand les choses vont mal. Je constate ici que, de l'autre côté, il y a plus de socialistes tant quand les choses vont bien que quand elles vont mal.

Tout le monde doit se rendre compte que les économies de tous les pays sont en difficulté. Nous devons être conscients des problèmes sociaux. Nous devons nous rendre compte des difficultés que connaissent les investisseurs, les petites et les grandes villes et tous les secteurs en période de ralentissement. Il est temps de travailler ensemble pour avoir des assises économiques solides.

Nous avons au Canada un système bancaire solide. Je ne me lancerai pas dans un débat sur la question de savoir qui a mis en place ce système, mais je suis heureux que nous l'ayons. Nos banques restent fortes. Notre gouvernement dispose d'une importante capacité financière. J'en suis fier. Nous avons beaucoup de chance d'être en mesure de dire que nous avons une importante capacité financière. Nous avons réduit la dette et diminué les impôts dans le passé. Nos régimes de pension demeurent forts.

Nous voulons nous assurer que les provinces continueront à recevoir les transferts dont elles ont besoin pour les programmes sociaux, les soins de santé et tous les autres domaines qui relèvent d'elles. Nous voulons être certains que les familles ont un revenu disponible plus important. Je ne suis pas de ceux qui attendent que le gouvernement vienne à leur secours. C'est le moment de donner aux Canadiens l'occasion de garder de l'argent dans leurs poches et d'en faire davantage pour eux-mêmes. Notre gouvernement sera présent quand ce sera nécessaire.

• (1700)

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Thunder Bay—Rainy River.

Monsieur le Président, je vous félicite pour votre réélection à la présidence. Je suis certain que vous ferez de votre mieux pour assurer un niveau de débat digne au cours de la législature actuelle. Je m'efforcerais aussi de répondre aux attentes des gens de ma circonscription, de Sudbury et de tous les Canadiens, puisque c'est ce à quoi ils s'attendent de la part de la Chambre.

Je souhaite aussi me joindre à mes collègues néo-démocrates et offrir mes félicitations au premier ministre et au chef de l'opposition officielle.

[Français]

Je les offre aussi au chef du Bloc québécois.

[Traduction]

Je tiens aussi à saluer mes nouveaux collègues députés qui exercent leurs fonctions pour la première fois. Je suis honoré d'avoir été élu à leurs côtés et je suis impatient de travailler avec eux au nom des Canadiens.

Je tiens aussi à remercier la population du Canada car elle a élu le deuxième caucus néo-démocrate en importance de notre histoire.

L'Adresse

Je m'en voudrais de ne pas remercier ma famille. Je souhaite remercier ma femme, Yolanda, mes deux petites filles, Trinity et Thea, mes parents, Eddie et Georgie, ainsi que ma nombreuse famille élargie pour leur confiance et leur appui indéfectible.

Par-dessus tout, je souhaite remercier chaleureusement les gens de Sudbury de me permettre de les représenter devant le reste du pays. Je comprends les énormes responsabilités qui accompagnent ce rôle et c'est un grand honneur qu'ils aient cru en moi pour assumer ces responsabilités en leur nom. Je ne les décevrai pas.

Toutefois, c'est dans cet esprit de responsabilité que je dois m'unir à mes collègues néo-démocrates pour m'opposer au discours du Trône. L'économie canadienne fait face à un ralentissement sans précédent. Des millions de familles canadiennes sont inquiètes pour leurs emplois, leurs pensions et leurs épargnes. Elles comptent sur le gouvernement fédéral pour mettre en place des mesures audacieuses et stratégiques.

Le discours du Trône d'hier ne reflète pas l'urgence de la situation ni l'ampleur des mesures nécessaires pour protéger les familles de travailleurs sur le plan économique. Les Canadiens espéraient davantage. Les néo-démocrates s'attendaient à plus.

À Sudbury, nous voyons déjà des signes du ralentissement de l'économie. Il y a six mois, quand le prix des produits de base était élevé et que les économies étaient en croissance un peu partout dans le monde, Sudbury suivait la cadence. Non seulement Vale Inco et Xstrata engageaient à pleines portes mineurs et autres travailleurs, mais de plus petites entreprises jalonnaient leurs concessions minières et planifiaient l'ouverture de nouvelles mines.

Sudbury n'avait pas connu une telle expansion depuis des décennies. Certains disaient que cette période de prospérité allait durer encore dix ans. Les prix du nickel et d'autres métaux ayant chuté, l'expansion économique a fait de même. Les projets d'ouverture de nouvelles mines sont mis en veilleuse et les premières mises à pied sont chose faite. Les familles qui avaient confiance en l'avenir s'inquiètent maintenant de ce que cette crise mondiale signifiera pour elles.

Sudbury a connu bien d'autres récessions. Elle sait ce que cela signifie pour une collectivité. En parlant aux gens de ma circonscription, j'ai constaté qu'ils ne voient rien dans le discours du Trône d'hier qui les aidera, eux ou leur collectivité, à se tirer de ce mauvais pas.

Justement, la semaine dernière, j'ai eu l'occasion de discuter avec une veuve âgée de Sudbury. Ce fut difficile pour elle de m'expliquer qu'elle venait de perdre son mari et qu'elle n'avait que son seul revenu pour payer les impôts fonciers, la nourriture et les comptes alors que ses épargnes et sa pension disparaissaient en raison de ce ralentissement de l'économie.

Elle n'est pas la seule. Il y a littéralement des milliers d'ainés dans ma circonscription, Sudbury, et des millions de personnes âgées pour qui ce discours du Trône ne prévoit pratiquement rien. Ce sont pourtant ces gens qui ont bâti notre beau pays.

Des organismes comme l'Association des centres pour aînés et notre YMCA continuent à offrir des programmes pour aider les personnes âgées à traverser des moments difficiles. Le gouvernement devrait faire pareil.

Je ne peux que faire l'éloge de plusieurs organismes de Sudbury qui travaillent fort pour nos aînés. Un jour, j'espère faire aussi l'éloge du gouvernement pour le travail qu'il devrait faire pour nos aînés.

C'est ce qui m'a incité à me présenter aux élections. Les gens de Sudbury, comme cette femme âgée dont j'ai parlé, ont besoin de

nouvelles mesures, et pas d'entendre encore la même rengaine. Nous avons besoin de mesures décisives et d'une nouvelle orientation. Nous devons faire passer les familles avant les grandes sociétés. On a beaucoup parlé de la nécessité d'imposer des restrictions, mais on n'a pas mentionné la possibilité de suspendre les allègements fiscaux représentant 7,3 milliards de dollars qui doivent être accordés aux sociétés à compter de 2009.

Nous avons été élus au moment où commençait ce bouleversement économique. Les gens qui ont voté pour nous, peu importe le parti auquel nous appartenons, ont voté pour que des mesures concrètes soient prises afin de réduire au minimum l'impact de cette crise mondiale. Malheureusement, la plupart des mesures annoncées hier dans le discours du Trône montrent que le gouvernement n'a pas changé d'approche et offre très peu de solutions aux problèmes auxquels les familles canadiennes sont confrontées.

En plus de l'absence de mesures concrètes et d'un plan concret pour s'attaquer à la situation économique, il y avait de nombreuses lacunes importantes sur lesquelles on aurait dû se pencher.

- (1705)

Il a été peu question de ce que le gouvernement entend faire pour remédier à la pénurie grandissante de médecins. Cinq millions de Canadiens n'ont toujours pas de médecin de famille. Les médecins de famille constituent la première ligne de notre système de santé. Sans un nombre suffisant de médecins, le système commence à se détériorer et d'autres secteurs, comme les urgences, doivent prendre la relève. Cette pénurie a également un impact sur la santé des gens, car ils doivent attendre plus longtemps avant de voir un médecin et, pendant ce temps, leurs problèmes médicaux s'aggravent.

Le discours du Trône n'offre aucune solution pour mettre fin aux frais exorbitants liés aux cartes de crédit, aux comptes bancaires et aux cellulaires. Les prix abusifs existent depuis trop longtemps car le gouvernement ferme les yeux sur ces tactiques abusives. En imposant un plafond sur ces frais cachés et exorbitants ou en les éliminant, le gouvernement simplifierait la vie des citoyens en ces temps difficiles.

Le discours du Trône ne mentionne pratiquement pas les garderies. Les familles canadiennes demandent la mise en place d'un système de garderie vraiment national. J'ai reçu récemment un courriel d'une mère à Sudbury qui attend une place en garderie depuis plus d'un an et demi. Cette situation la force à se tourner vers des options de garde qui ne lui plaisent pas entièrement. C'est une situation horrible pour n'importe quel parent. Le discours du Trône ne fait rien pour aider les parents de ma circonscription et du reste du pays qui se retrouvent dans une situation semblable.

Cependant, même si je m'oppose à la majeure partie du contenu du discours du Trône, je note quelques éléments positifs et encourageants. Premièrement, dans l'ensemble, le ton du discours est plus conciliant et moins combatif que celui des précédents. Bien que nous croyions qu'il devrait s'accompagner d'un réel changement, il indique que le gouvernement pourrait être disposé à mettre de côté les acrobaties politiques du passé et à commencer à collaborer plus étroitement avec l'opposition pour obtenir de vrais résultats pour les Canadiens. C'est bon signe.

Deuxièmement, les néo-démocrates sont ravis de l'invitation à collaborer avec le gouvernement à un programme d'amélioration énergétique, chose que nous réclamions depuis un certain temps et qui pourrait, à notre avis, avoir des répercussions très favorables sur notre économie. Aussi, l'annonce de la création d'un système continental de plafonnement et d'échange est prometteuse et nous avons bien hâte d'en voir les détails.

L'Adresse

Troisièmement, le nouveau discours entourant les nouvelles installations de recherche de niveau mondial est prometteur. Toutefois, si le gouvernement songe sérieusement à investir dans la recherche de pointe pour l'industrie, je lui suggérerais de revoir son opposition au financement du Centre d'excellence en innovation minière à Sudbury. Sudbury est le chef de file mondial dans ce domaine et il est temps que le gouvernement fédéral le reconnaisse.

Pourtant, bien que ces éléments et d'autres aient été bien accueillis, ils sont encore trop vagues et insuffisants compte tenu de toutes les lacunes du discours du Trône.

Je vais voter contre le discours du Trône, et ce, pas par malice ou esprit de partisanerie. Le discours du Trône donne les lignes directrices du programme du gouvernement. Même s'il contient peu de détails, il donne tout de même un aperçu de la direction adoptée par le gouvernement et une certaine idée de la manière dont il compte s'y prendre pour remplir son mandat.

Appuyer le discours du Trône serait appuyer un mauvais programme qui, à mon avis, n'aiderait pas les familles canadiennes en ce moment. Espérons que notre opposition au discours du Trône aujourd'hui enverra au gouvernement le signal que les Canadiens ont besoin de plus que de vagues discours, qu'il faut adopter des mesures audacieuses pour aider à protéger les gens et les collectivités contre ce ralentissement économique.

Les Canadiens se tourment vers nous pour que nous protégions leurs emplois, leurs économies et leur avenir. Nous devons être courageux et jeter de nouvelles bases pour le Canada au XXI^e siècle, non seulement pour nous permettre de survivre à la crise actuelle, mais aussi pour que, à la fin de ces temps difficiles, le Canada soit plus fort. Toutefois, comme le regretté Tommy Douglas l'a dit « Courage, mes amis, il n'est pas trop tard pour bâtir un monde meilleur ».

Les gens de Sudbury m'ont élu pour travailler fort et inlassablement afin qu'on réponde à leurs préoccupations durant cette législature. Ils peuvent compter sur moi. En ces temps d'incertitude, les familles de travailleurs et de la classe moyenne peuvent compter sur l'équipe des députés néo-démocrates pour veiller à ce que leurs intérêts aient la plus haute priorité. Voilà pourquoi Sudbury a voté en faveur d'un changement. Je ne laisserai pas tomber les électeurs de ma circonscription.

• (1710)

[Français]

M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de sa question. Le Bloc québécois non plus n'appuiera pas ce discours du Trône puisqu'il ne répond pas du tout aux attentes du Québec, notamment en ce qui concerne l'aide aux industries manufacturière et forestière.

Plus tôt, un collègue du NPD est intervenu plus spécifiquement au sujet de l'industrie forestière. Il nous parlait de l'entente sur le bois d'oeuvre et dénonçait le Bloc québécois pour avoir entendu et respecté le consensus unanime du Québec. On sait que les syndicats québécois avaient appuyé cette entente, bien malgré eux, tout comme les entreprises québécoises. Au Québec, tout le monde demandait qu'on appuie cette entente et, évidemment, le Bloc québécois est allé dans cette direction.

J'aimerais savoir si mon collègue pense qu'en tant que députés représentant le Québec, nous avons bien fait d'écouter la voix des gens ou si nous aurions dû — comme son collègue le suggérait — adopter une position idéologique et rejeter la demande des syndicats québécois.

[Traduction]

M. Glenn Thibeault: Monsieur le Président, je félicite le député pour son élection.

On considère Sudbury comme une collectivité minière, mais il est important de souligner que 900 emplois y ont également été perdus dans l'industrie forestière. Je dois donc pouvoir expliquer aux familles concernées comment elles pourront mettre du pain sur la table et payer leurs comptes. Il nous faut un gouvernement prêt à poser des gestes relativement à la réforme de l'assurance-emploi, des gestes qui feront une différence dans la vie de ces gens qui perdent leur emploi.

Ce qui compte en ce moment, c'est ce qui est important aux yeux de ces gens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts et dont nous n'avons cessé de parler. La partisanerie dont je croyais qu'il était question plus tôt, c'est de travailler dans un esprit de coopération.

Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter pour votre élection et remercier les gens de London—Fanshawe d'avoir eu de nouveau confiance en moi. J'aimerais aussi féliciter le député de Sudbury.

J'ai une question concernant certains des points qu'il a soulevés. Nous savons que le Canada et les familles canadiennes sont sur le point d'affronter une période économique difficile. Les familles sont inquiètes. Environ 1 200 emplois ont disparu dans ma circonscription, London—Fanshawe, au cours des derniers mois. Les gens ont peur. Ils espèrent avoir un gouvernement disposé à investir dans les collectivités, les garderies, le logement abordable et l'équité salariale, mais ils n'ont rien entendu à ce sujet dans le discours du Trône.

Ma question au député porte sur l'assurance-emploi. Les gens ne cessent de se présenter à mon bureau. Ils sont désespérés parce qu'on a coupé leurs prestations d'assurance-emploi ou qu'ils n'y sont pas admissibles. Il est très clair qu'il faut établir de nouvelles règles.

Le député a-t-il été témoin de telles situations et pourrait-il nous faire part de son opinion à ce sujet?

• (1715)

M. Glenn Thibeault: On vit effectivement des situations similaires, monsieur le Président, dans la circonscription de Sudbury. Pareil ralentissement économique, surtout dans une économie axée sur les ressources, fait craindre énormément pour tous les emplois dans notre collectivité. Quand on voit les usines commencer à fermer et les mines être mises en veilleuse, il faut faire en sorte que les gens soient en mesure de payer leurs hypothèques pour ne pas perdre leur maison, de payer leurs factures et de nourrir leur famille.

Il faut compter sur le gouvernement pour que les changements nécessaires soient apportés dans le cadre de la réforme de l'assurance-emploi afin que les travailleurs aient droit à des prestations et que la stabilité soit assurée dans l'économie et dans leurs vies. Il faut veiller à ce qu'ils puissent effectuer leurs paiements hypothécaires, payer leurs factures, nourrir leur famille et payer les services de garde d'enfants.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député de son élection à la Chambre.

Nous venons de vivre des élections qui ont donné lieu à la présentation d'un discours du Trône et à la tenue d'un débat, mais il conviendrait peut-être de commencer par se demander pourquoi on a déclenché des élections. On avait adopté, lors de la dernière législature, un projet de loi prévoyant la tenue d'élections à date fixe, les prochaines ne devant pas avoir lieu avant octobre 2009.

Le député serait-il d'accord pour dire que les dernières élections étaient parfaitement inutiles et que nous aurions pu travailler ici pour le compte des Canadiens à la place?

M. Glenn Thibeault: Monsieur le Président, il était opportun d'avoir des élections, car la population canadienne avait clairement fait savoir que des changements s'imposaient. Ce besoin de changement se faisait sentir dans toute la région du Nord de l'Ontario, si bien que sept d'entre nous ont été élus pour représenter cette région. J'estime par conséquent que le moment était bel et bien venu d'avoir des élections.

M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD): Monsieur le Président,

[*Note de la rédaction: Le député s'exprime en ojibway.*]

BooZho. Awbinogeeyak. Eekwayuwug. Ininnywug.

[*Traduction*]

Je commence en ojibway et je fais des remerciements en ojibway parce que je souhaite rendre hommage aux aînés des nombreuses Premières nations qui habitent dans ma circonscription. Je rends un respectueux hommage à ces aînés pour le travail qu'ils ont fait et que leurs prédécesseurs ont fait afin de contribuer à l'édification de notre pays. Aujourd'hui, je demande au gouvernement de faire en sorte que mes frères et soeurs des Premières nations, mes frères et soeurs métis et inuits participent à l'édification continue de ce pays.

Je remercie Pam et nos enfants, Zara, Elizabeth, Liam, Jennifer et Jacob.

Je remercie particulièrement mon mentor, mon ami et voisin, Howard Hampton, le chef du Nouveau Parti démocratique de l'Ontario et tout le NPDO.

Je remercie également le député de Toronto—Danforth et mon caucus de leur appui. Je remercie le parti fédéral de l'appui qu'il m'a donné, particulièrement au cours de la dernière campagne électorale.

Je tiens aussi à remercier mes amis du milieu de la radiodiffusion, particulièrement Fraser Dougall qui m'a offert mon premier emploi à la radio.

J'aimerais remercier l'Entraide universitaire mondiale du Canada, dont le siège est à Ottawa, pour les six années et demie que j'ai passé outremer à titre de bénévole et de représentant de cette organisation.

Je remercie également les élèves du primaire de l'Ouest de la ville qui ont ri de mes blagues et qui ont écouté mes aventures avec la faune africaine.

J'exprime également ma gratitude à tous les bénévoles extraordinaires qui m'ont appuyé dans ma circonscription et dont bon nombre ont été avec moi pendant toute la campagne.

Évidemment, je remercie aussi les gens de Thunder Bay—Rainy River qui m'ont fait l'honneur de m'accorder leur confiance parce qu'ils ont cru que je pourrais contribuer à faire de Thunder Bay—Rainy River un meilleur milieu de vie, un endroit où personne n'est laissé pour compte.

Il faut plus de cinq heures pour traverser ma circonscription en voiture. Elle couvre deux fuseaux horaires. C'est sans conteste la plus belle circonscription du Canada. On y trouve les chutes Kakabeka, le Niagara du Nord. On y trouve aussi le parc Quetico, la réserve faunique naturelle la plus accessible du pays. Je suis certain que peu de députés savent que les Prairies commencent à l'extrémité ouest de ma circonscription. Nos agriculteurs ont été durement frappés à Stratton, Emo et Bergland et il en a été de même des aînés à Rainy River et Morson et des familles des travailleurs forestiers à Barwick, Fort Frances, Sapawe, Upsala, Thunder Bay et Atikokan.

L'Adresse

Toutefois, j'aimerais que les députés sachent que nous sommes combattifs et que nous sommes disposés à collaborer avec tous les niveaux de gouvernement afin d'avoir les moyens et les outils pour assurer à nos familles une vie meilleure.

Les gens de Thunder Bay—Rainy River sont préoccupés au sujet de leur emploi, de leur pension et de leurs économies. Nous espérons que le gouvernement proposerait des mesures énergiques et stratégiques, malheureusement, le discours du Trône ne répond pas à l'urgence et à la gravité des problèmes auxquels sont confrontées les familles canadiennes.

En ne souscrivant pas à ce discours du Trône, comme nous l'avons fait lors de l'ouverture de la 39^e législature, nous prouvons encore une fois que c'est notre parti qui constitue la véritable opposition à la Chambre.

● (1720)

Le discours du Trône ne garantit pas d'emplois aux familles. Il ne garantit pas non plus l'application de bonnes pratiques budgétaires. Aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget a annoncé que nous pourrions enregistrer un déficit de 13,8 milliards de dollars. L'annulation des réductions d'impôt de 7,3 milliards de dollars accordées aux sociétés solidifierait dans une large mesure les assises financières des Canadiens et du Canada.

Cependant, je serai clair, je veux travailler avec le gouvernement. Les gens de ma circonscription m'ont dit qu'ils ne voulaient pas d'élections de sitôt. Ils veulent que je collabore avec le gouvernement. Nous devons nous assurer que personne ne soit laissé pour compte et qu'aucune famille ne soit oubliée.

Certains mots prononcés dans le discours du Trône m'ont réjoui. En effet, j'ai eu le plaisir d'entendre parler à deux ou trois reprises des familles de travailleurs. Tous les députés savent d'où vient cette expression.

Il me tarde de collaborer avec le gouvernement en ce qui concerne les programmes de rénovation domiciliaire. Je me réjouis des propos concernant les nouvelles installations de recherche de niveau mondial, la réduction des crimes commis avec une arme à feu et l'élimination de la contrebande transfrontalière d'armes à feu. Tout cela faisait partie de notre programme électoral en 2008.

J'ai parlé à trois ministres jusqu'à présent et je me suis engagé à collaborer dans différents dossiers. Tous les éducateurs savent que le succès engendre le succès.

J'ai entendu ce matin, et j'ai aussi entendu de la part du député conservateur, que le gouvernement allait enfin se débarrasser du registre des armes d'épaule. J'ai le plaisir de dire à la Chambre que depuis huit ans, depuis le tournant du siècle, mes électeurs me disent que nous devons nous débarrasser de ce registre. Ils me disent que ce registre pénalise injustement les agriculteurs, les collectionneurs d'armes à feu et les chasseurs. Si cette mesure se présente sous la forme d'un projet de loi distinct, je respecterai les désirs de mes électeurs.

Comme je l'ai dit, le succès engendre le succès. Nous pouvons faire fonctionner le gouvernement pour tous les Canadiens sans que personne ne soit laissé pour compte. Ne vous laissez jamais dire que cela est impossible, monsieur le Président.

[*Le député s'exprime en ojibwa*]

L'Adresse

[Anglais]

● (1725)

M. Bradley Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC): Monsieur le Président, je veux féliciter mon collègue pour sa première allocution à la Chambre et son élection.

En tant que député de la Saskatchewan, je m'intéresse énormément à ses observations sur le registre des armes d'épaule. Comme il le sait peut-être, tous les partis provinciaux de la Saskatchewan, les libéraux provinciaux, les néo-démocrates provinciaux ainsi que le Parti de la Saskatchewan, se sont opposés fermement au registre des armes d'épaule. À titre de député ministériel qui appuie son gouvernement, je voudrais lui poser une question fort simple.

Que pouvons-nous faire comme députés pour le convaincre de voter pour l'abrogation du registre des armes d'épaule et pour inciter les députés de longue date de son caucus qui nous ont dit être prêts à voter en faveur de l'abrogation de se joindre à lui?

M. John Rafferty: Monsieur le Président, le député ne devrait pas tenter de nous piéger en insérant cette mesure dans un projet de loi omnibus ou un groupe de projets de loi que nous ne pouvons pas appuyer.

Je veux souligner de nouveau que j'ai promis à mes électeurs de soutenir leurs efforts pour faire abroger le registre des armes d'épaule. Ils croient presque tous qu'on devrait l'abolir. J'aimerais respecter ma promesse, et j'espère que mon collègue et d'autres députés m'aideront à le faire.

L'hon. Shawn Murphy (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, comme les autres députés, j'aimerais féliciter le député d'en face de son élection au Parlement et lui souhaiter la meilleure des chances.

Je veux revenir sur la dernière question concernant l'abolition du système de contrôle des armes à feu que nous avons au pays, et plus particulièrement le registre des armes d'épaule. Je veux poser une question très simple au député. Y a-t-il quelqu'un d'autre dans son caucus qui partage son opinion à ce sujet?

M. John Rafferty: Monsieur le Président, je vais être très clair. Nous ne sommes pas en train de parler du contrôle des armes à feu, mais bien du registre des armes d'épaule.

Des voix: Oh, oh!

M. John Rafferty: Je dois admettre que je suis un peu embarrassé que les conservateurs appuient cette idée. D'emblée, je tiens à ce que cela soit clair.

Pour répondre directement à la question du député, je ne me suis pas entretenu avec d'autres députés de mon caucus. J'ignore ce que mes collègues pensent de cette question, mais j'aimerais rappeler au député et à tous nos collègues que j'ai été élu pour deux raisons, soit m'occuper des électeurs de ma circonscription grâce au travail que j'effectue et respecter leur volonté en les représentant à Ottawa. Voilà ce que je vais faire.

● (1730)

[Français]

M. Serge Ménard (Marc-Aurèle-Fortin, BQ): Monsieur le Président, j'aurais une question à poser étant donné ce que le député a dit — ce qui m'étonne beaucoup venant d'un néo-démocrate. C'est à propos de l'enregistrement des armes longues.

Il y a ici des gens qui ont beaucoup de sympathie pour les chasseurs de canards, on nous en parle souvent. À ce que je sache, les chasseurs de canards prennent leur voiture pour se rendre sur les lieux de la chasse, et elle est enregistrée. Ils embarquent dans un

bateau qui est aussi enregistré. Dans les pays civilisés, on a l'habitude d'enregistrer les objets dangereux, à plus forte raison les objets qui ont été conçus pour tuer.

Pourquoi un fermier accepte-t-il d'enregistrer son tracteur de ferme, avec lequel il ne veut tuer personne, mais qui est quand même dangereux? Mais un objet qui est...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Le député de Thunder Bay—Rainy River a la parole pour une brève réponse.

[Traduction]

M. John Rafferty: Monsieur le Président, des milliards de dollars ont déjà été engloutis dans le registre des armes d'épaule, de l'argent qui aurait pu être investi pour embaucher des gardes-frontières, de l'argent qui aurait pu être utilisé pour empêcher l'entrée au Canada des armes de poing commandées sur Internet et livrées par la poste. Cet argent a été mal investi. Le registre est simplement une taxe déguisée qui a vraiment mal tourné.

Je vais maintenant...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Reprise du débat, le député de Cardigan a la parole.

L'hon. Lawrence MacAulay (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, c'est véritablement un privilège que de pouvoir répondre au discours du Trône. Encore une fois, c'est un honneur que de se trouver dans cette auguste enceinte, la plus haute instance du pays.

J'aimerais féliciter le Président pour son élection et remercier tous ceux qui ont participé au processus démocratique pour montrer qu'ils croient pleinement à la démocratie. C'est tout un spectacle. Nous avons entendu de sages propos et il est important que les travaux de la Chambre se déroulent convenablement, ce qui est le cas, j'en suis convaincu.

J'aimerais remercier les gens de Cardigan, sur l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont eu la bonté de me réélire. C'est véritablement un honneur et un privilège, mais ma réélection n'aurait jamais été possible sans les efforts de tous les bénévoles et directeurs de campagne qui ont travaillé très fort pour obtenir ce résultat.

Je tiens également à remercier mon épouse, France, et mes trois filles, Carolyn, Rita et Lynn qui supportent la situation. Comme l'ont mentionné de nombreux députés, ils ont de jeunes enfants à la maison et sont quand même ici. Ce n'est pas facile, j'en suis conscient. Demain, je célébrerai mes 20 ans à la Chambre des communes, ce qui est vraiment un honneur. J'en suis très heureux.

J'aimerais parler des graves problèmes que connaît la circonscription de Cardigan, dans l'Est de ma province, l'Île-du-Prince-Édouard. Dans ma région, nous avons eu des pluies dramatiques.

Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Scarborough—Guildwood.

Un agriculteur de ma région m'a dit que c'était probablement la pire année qu'il ait jamais connue pour l'industrie de la pomme de terre. C'est terrible de voir des récoltes complètement inondées. Il ne s'agit pas seulement des producteurs de pommes de terre. Les producteurs de navets, de carottes et de légumes ont aussi subi des pertes massives. Le gouvernement du Canada doit intervenir pour les aider.

Il y a aussi beaucoup de mildiou. De nombreux agriculteurs m'ont dit qu'ils ont perdu leur récolte. Ayant moi-même été producteur de pommes de terre une grande partie de ma vie, je sais très bien que c'est épouvantable pour les gens qui vivent de ce travail. Un autre fermier m'a dit que c'était comme le virus PVYN et la guerre de la pomme de terre, en trois fois pire.

Les fermiers affrontent tous les problèmes que pose une récolte, risquent des centaines de milliers de dollars, récoltent leur production et trient selon les catégories établies les pommes de terre et tubercules qu'ils mettent en sac. Et une semaine après, quand ils ouvrent le sac, leur pouce s'enfonce dans la pomme de terre. Cela veut dire qu'ils ont tout dépensé pour leur récolte et qu'ils ont tout perdu. Il faut absolument que le gouvernement aide ces agriculteurs.

Je sais qu'au cours de la campagne électorale des représentants du gouvernement se sont penchés sur la situation de l'Île-du-Prince-Édouard, mais comme je viens de le dire, les problèmes ne concernent pas seulement le secteur de la pomme de terre, mais d'autres types de légumes. J'espère que le gouvernement va s'occuper de ces agriculteurs et veiller à mettre sur pied un programme d'aide pour leur permettre de continuer leur travail agricole.

Il y a aussi la question de l'assurance. Quand ils manquent d'argent, les gens achètent une couverture d'assurance minimale. C'est un autre problème. Ils se retrouvent en situation catastrophique parce qu'ils sont sous-assurés.

À la page 8 du discours du Trône, qui j'espère représente la parole du gouvernement, on lit qu'il y aura une aide ciblée pour ceux qui en ont le plus besoin. En l'occurrence, c'est bien le cas des producteurs de pommes de terre, de navets et de carottes de l'Île-du-Prince-Édouard.

Autre problème: dans d'autres secteurs, quand il s'agit d'un domaine municipal, on peut avoir 90 p. 100 d'aide fédérale et 10 p. 100 d'aide provinciale. Mais dans l'agriculture, c'est 60-40.

• (1735)

Je viens de l'Île-du-Prince-Édouard. Ce n'est certainement pas la région la plus prospère du pays, mais nous produisons tout de même des pommes de terre parmi les meilleures au monde. Nous avons besoin d'aide.

J'ai souvent entendu dire à la Chambre et ailleurs que nous devons veiller à ce que les aliments soient sains de la ferme à l'assiette, et je comprends parfaitement ce que cela signifie. Il n'y a aucun problème dans l'assiette. Les aliments produits par les agriculteurs de notre pays sont d'une qualité inégalée, mais nous devons nous assurer que les agriculteurs soient en mesure de poursuivre leurs activités. C'est là-dessus que je veux insister.

L'assurance-récolte sera dix fois plus importante que par les années passées. J'ai déjà écrit au ministre et j'exhorte encore une fois le gouvernement à prendre des mesures afin d'aider les agriculteurs qui veulent travailler, bien gagner leur vie, produire des aliments de très grande qualité et rester en affaires.

Le 15 novembre, à Washington, les leaders du G20, dont le premier ministre, se sont réunis. Il est évident qu'il se devait d'y être. C'est un problème sur lequel il faut se pencher. Je crois comprendre

L'Adresse

que le ministre a accepté de conclure une entente visant à ce que le Programme de Doha pour le développement de l'OMC soit conclu avec succès cette année, tel que déclaré dans la Déclaration du Sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale. Voici un extrait de l'article 13, qui porte sur le commerce:

En outre, nous nous efforcerons de parvenir cette année à un accord sur des modalités conduisant à la conclusion du Programme de Doha pour le développement de l'OMC avec un résultat ambitieux et équilibré.

Je puis assurer à la Chambre qu'un résultat ambitieux et équilibré est tout ce que je désire.

Le problème avec le cycle de négociations de Doha de l'OMC, c'est que les représentants de 152 pays ont participé à la prise de décisions. Ils ont évalué la situation dans les différents pays. Ils ont examiné les programmes et les ont classés selon le système suivant: feu vert si le programme est acceptable, feu jaune si le programme est douteux et feu rouge si le programme est totalement inacceptable.

En novembre dernier, l'OMC a publié un rapport préliminaire dans le cadre du cycle de Doha. Il y était clairement indiqué que l'accord était inacceptable en ce qui concerne la réfection des quais dans les ports pour petits bateaux, la non-admissibilité des pêcheurs à l'assurance-emploi et l'élimination de l'exonération de l'impôt sur les gains en capital pour les pêcheurs, voire la suppression de l'exemption de taxe lorsque ceux-ci achètent de l'équipement pour bateau, des casiers ou autre chose pour la pêche.

C'est tout à fait inacceptable. Je suis conscient du fait que nous sommes en période de crise et qu'il faut prendre certaines mesures. Je sais également qu'il y a trois ans, le gouvernement disposait d'un excédent de 13 milliards de dollars et qu'il est maintenant question ici de supprimer l'assurance-emploi pour les pêcheurs. Il envisage également de mettre fin à la réfection des ports pour petits bateaux, de supprimer l'exemption pour les gains en capital consentie aux pêcheurs et pour laquelle moi et bon nombre d'autres députés de la Chambre avons lutté si fort.

Je veux voir des changements, mais je veux m'assurer que les députés d'en face sont entièrement au courant de ce qui est prévu dans cette entente. En fait, si on la laisse passer, elle anéantira une industrie dans la région atlantique.

Je signale également que le gouvernement Harper fait planer sur la fonction publique la menace d'une mesure législative et qu'il forcera des règlements. Les fonctionnaires fédéraux de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'ensemble du Canada sont...

• (1740)

M. James Bezan: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député sait très bien que, dans ses interventions, il ne peut désigner les députés par leur nom à la Chambre. Il siège depuis longtemps et c'est peut-être pourquoi il lui arrive de s'oublier de temps en temps. Je lui suggère cependant de se conformer au Règlement.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): J'apprécie votre aide et je suis persuadé que le député ne recommencera pas.

L'hon. Lawrence MacAulay: Monsieur le Président, je ne recommencerais pas, mais j'espère que le député continuera d'être aussi attentif en écoutant ce que j'ai à dire.

L'Adresse

J'espère que lorsqu'il parlera à ses collègues au Cabinet, il les persuadera de la nécessité de surveiller de près les programmes relatifs aux secteurs des pêches et au secteur agricole. S'il échoue, nous ne pourrions plus compter sur ces deux secteurs dans la circonscription que je représente.

[Français]

M. Richard Nadeau (Gatineau, BQ): Monsieur le Président, je voudrais poser la question suivante à mon collègue de l'Île-du-Prince-Édouard.

En 1977, au Québec, sous le gouvernement de René Lévesque, les Abénakis, les Algonquins, les Attikameks, les Cris, les Hurons-Wendake, les Innus, les Malécites, les Micmacs, les Mohawks, les Naskapis ainsi que les Inuits ont pu avoir, pour la première fois de leur histoire, des écoles dans leur langue. Cela est très important pour la pérennité de la culture de plusieurs de ces peuples qui sont fort respectables et qui, pour la première fois, avaient eu l'oreille attentive d'un gouvernement. Il s'avère qu'il s'agissait d'un gouvernement souverainiste québécois.

Je voudrais savoir de quelle façon il entrevoit ce discours du Trône pour répondre aux besoins des Premières nations sur le territoire québécois et canadien qui, depuis belle lurette — depuis plus d'une dizaine d'années — demandent au gouvernement fédéral d'investir pour mettre à niveau, avec les écoles de la majorité, les écoles des enfants des Premières nations? Comment voit-il ce discours du Trône pour aider les Premières nations?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay: Monsieur le Président, je siége ici depuis un certain nombre d'années déjà et je comprends très bien ce dont parle le député. En ce qui concerne les Premières nations, en plus des écoles, bien d'autres dossiers doivent faire l'objet d'une attention accrue. Qu'il s'agisse de services de police, du système carcéral, du système correctionnel, un grand nombre de dossiers doivent être réglés pour la population des Premières nations. Je tiens à donner l'assurance au député que j'appuie de telles initiatives.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC): Tout comme le député de Cardigan, monsieur le Président, je représente une circonscription rurale où la pêche et l'agriculture sont présents et je suis conscient des problèmes.

Si nous examinons les résultats des dernières élections, les libéraux ont été pratiquement éliminés des circonscriptions rurales à l'ouest des Maritimes. Je me demande si le député peut expliquer pourquoi les libéraux présenteraient des politiques aussi régressives que la taxe sur le carbone. Une telle taxe pénaliserait les producteurs agricoles d'un bout à l'autre du pays en faisant grandement augmenter le coût des intrants, soit non seulement le carburant, mais aussi les engrais. Il serait impossible pour quiconque de joindre les deux bouts.

J'espère qu'il ne fait pas preuve d'hypocrisie lorsqu'il affirme que nous devons soutenir nos agriculteurs et élaborer des programmes et des politiques efficaces pour ensuite faire volte-face et imposer des taxes régressives qui rendraient les exploitations agricoles en milieu rural impossibles à rentabiliser. J'aimerais qu'il nous parle de cela.

• (1745)

L'hon. Lawrence MacAulay: Monsieur le Président, si le député de Selkirk—Interlake a vraiment examiné le tournant vert, il devrait avoir constaté qu'il contient de nombreux programmes pour le secteur agricole. Il le sait très bien. Il sait qu'il faudra prendre diverses mesures si nous voulons continuer de vivre sur cette planète.

Ce que je tentais d'expliquer à mon collègue et aux autres, c'est que les agriculteurs sont confrontés en ce moment même à de graves problèmes financiers. Il est temps que le gouvernement du Canada agisse et fasse en sorte que ces producteurs restent à flot.

Mon collègue a dit qu'il y a des pêcheurs dans sa circonscription. Je lui réponds en toute honnêteté et sincérité de bien vouloir regarder ce qui se passe. Je lui demande de bien vouloir discuter avec ses collègues de ce qu'ils proposent. Ne les laissez pas retirer les programmes qui sont nécessaires à la survie de l'industrie de la pêche.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Les députés savent que c'est la première fois que j'occupe le fauteuil. Je vais devoir apprendre par coeur les noms de toutes les circonscriptions. Le premier dont je me rappelle est Mississauga-Sud.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, effectivement le député est député depuis de nombreuses années et a très bien servi sa circonscription.

On trouve en bas de la page 16 du discours du Trône une déclaration du gouvernement selon laquelle il faut respecter les institutions du Canada. Je me souviens notamment d'un vote de confiance ici-même au sujet d'Élections Canada; le Parti conservateur a exprimé à l'unanimité son manque de confiance à l'endroit d'Élections Canada en raison de problèmes électoraux.

Je me demande si le député aimerait citer d'autres exemples du peu de respect que le gouvernement a pour les institutions du Canada.

L'hon. Lawrence MacAulay: Monsieur le Président, j'ai une réponse rapide pour mon collègue, le député de Mississauga-Sud. Lorsque les autres pays sont confrontés à un problème de nature démocratique, à qui demandent-ils conseil? À Élections Canada. À qui demandent-ils de régler la situation? À Élections Canada. Le gouvernement du Canada poursuit Élections Canada. C'est triste.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite profiter de cette occasion pour vous féliciter de votre réélection, non pas que je remette en question la sagesse des bonnes gens de Haliburton, mais néanmoins, félicitations quand même.

Je souhaite aussi remercier les gens de Scarborough—Guildwood de leur gentillesse et de leur générosité pour m'avoir réélu une cinquième fois en 11 ans. Moi aussi je pourrais remettre leur sagesse en question. Il n'en reste pas moins que c'est un honneur et un privilège de les servir ici.

Malheureusement, le discours du Trône n'est rien d'autre que du réchauffé. Après avoir mal géré les finances du pays pendant deux ans et demi, le premier ministre demande maintenant qu'on lui pardonne.

Nous sommes passés de dix ans de surplus sous les libéraux à une situation où, en à peine deux ans et demi, le gouvernement conservateur s'est arrangé pour enregistrer un déficit. Les mises en garde et les conseils du Parti libéral du Canada sont tombés dans l'oreille d'un sourd et nous sommes maintenant confrontés à des difficultés économiques exagérées à un moment où notre situation est grandement affaiblie à cause des actions du gouvernement. Dix années de prudence libérale ont été balayées en deux ans par les conservateurs. En fait, le directeur parlementaire du budget a raison de dire que des déficits successifs nous menacent.

L'Adresse

La première partie du discours du Trône énumère de nombreuses réalisations, nombre de réalisations libérales des années précédentes, des réalisations dues aux libéraux, mais à qui on n'en attribue pas le mérite, soit dit en passant.

Je sais que le premier ministre aime bien le plagiat, mais même ce plagiat est à grande échelle. La réduction de la dette, les investissements en santé et en éducation, le contrôle des dépenses et un bon régime public de pensions sont des héritages laissés par les gouvernements Martin et Chrétien. Cela aurait été bien, quoique inattendu, que le premier ministre attribue au moins ces réalisations à Messieurs Chrétien et Martin.

En plus de s'attribuer le crédit sans reconnaître le mérite des personnes à qui il revient, il annonce dans le discours du Trône qu'il rencontrera les premiers ministres. Le mois dernier, lorsque le chef de l'opposition a laissé entendre une telle chose, il a été ridiculisé et on a affirmé qu'il était alarmiste et cédait à la panique. Le premier ministre croit maintenant que l'idée est tellement bonne qu'il l'a incluse dans le discours du Trône. Il ne disait peut-être pas toute la vérité lorsqu'il omettait de mentionner qu'au cours des deux premiers trimestres, le Canada avait enregistré un déficit et que son gouvernement était en déficit pendant la campagne électorale même. Son ministre des Finances, lors d'une interview avec Peter Mansbridge, à la CBC, déclarait: « Je ne serai pas le ministre des déficits. » Dans une réponse directe à Peter Mansbridge, il déclarait qu'il ne pouvait pas imaginer de circonstances où le gouvernement du Canada accuserait un déficit.

Nous lisons dans le discours du Trône qu'il serait mal avisé de s'engager à déposer à tout prix un budget équilibré à court terme. La population de Scarborough—Guildwood estime que c'est là jouer sur l'ambiguïté.

On pourrait peut-être faire un rapprochement avec une parole célèbre de John Crosbie. John Crosbie n'était de toute évidence pas de notre parti, mais il a tout de même prononcé quelques grandes vérités dont celle-ci: « Si je vous disais ce que je vais faire, vous ne voteriez certainement pas pour moi. » C'est probablement aussi vrai du ministre des Finances actuel. Si, pendant la campagne électorale, il avait dit à la population ce qu'il allait faire, les gens n'auraient pas voté pour lui. Le ministre des Finances est censé avoir la pleine maîtrise des finances du pays. Son ministère suit l'évolution du PIB, des recettes et des dépenses littéralement au jour le jour. Il savait que le gouvernement serait en déficit ou, en tout cas, il aurait dû le savoir. Encore une fois, en tant que grand argentier de la nation, soit il atténue la vérité, soit il est carrément incompetent.

Le premier ministre ne peut se dérober. Les médias ont cité les paroles suivantes prononcées par le directeur parlementaire du budget:

Le faible rendement financier jusqu'à maintenant est en grande partie attribuable à des décisions politiques antérieures plutôt qu'aux piètres conditions économiques [...]

● (1750)

On ne peut pointer du doigt le G20 ou le gâchis aux États-Unis. Ce sont les politiques du gouvernement qui sont en cause. Voici ce que dit un article tiré des médias:

M. Page conclut qu'Ottawa pourrait terminer l'année financière 2009-2010 avec un déficit atteignant 13,8 milliards de dollars. Les déficits pourraient dépasser les 11 milliards de dollars chaque année jusqu'en 2013, ce qui aurait pour effet d'ajouter près de 50 milliards de dollars à la dette du Canada au cours des cinq prochaines années.

Cinquante milliards de dollars constituent une somme considérable, même pour les conservateurs. C'est la somme qui serait ajoutée à la dette à cause de l'incompétence et de la mauvaise gestion des finances du pays, en dépit des conseils du Parti libéral du Canada.

Le discours du Trône annonce que les conservateurs ont un nouveau credo. Ils vont essayer de gérer les finances publiques de manière responsable, après avoir augmenté les dépenses de 6 à 8 p. 100 par année, ce qui fait au total 40 milliards de dollars d'augmentation. Selon leur nouveau credo, ils vont essayer de gérer les finances de manière responsable.

Le premier ministre va se montrer discipliné. Quelle idée originale! Je me demande à quelle aune il compte mesurer son sens de la discipline. Va-t-il se montrer discipliné en se servant, comme point de repère, de la croissance du PIB? Le point de repère sera-t-il plutôt l'inflation? Les salaires en général? Serait-ce plutôt que les Canadiens sont en train de se faire punir à cause du manque de discipline du premier ministre?

Apparemment, le premier ministre va faire preuve de discipline sans toucher aux dépenses les plus importantes du gouvernement. Cette discipline ne comprend ni les paiements de transfert, ni les dépenses de programme. Les finances du pays vont s'équilibrer par magie, sans toucher ni aux dépenses de programme, ni aux transferts.

À la page six du discours du Trône — et j'espère que personne n'a raté ce passage —, le premier ministre s'en prend à son souffre-douleur préféré, c'est-à-dire la fonction publique. Il déclare la guerre à la fonction publique. Voilà donc en quelque sorte son remède à son manque de discipline financière depuis deux ans et demi.

Puis il y a l'approche du ministre des Finances, qui est de brader des éléments d'actifs gouvernementaux. En Ontario, nous connaissons ce scénario. Juste avant des élections, M. Harris a décidé de vendre l'autoroute 407, un élément d'actif d'une bonne valeur pour les Ontariens et le Grand Toronto. Il a vendu cette autoroute à environ 25 p. 100 de sa valeur. Les acheteurs l'ont revendue deux ou trois ans plus tard en réalisant un bénéfice fort intéressant. Les conséquences de tout cela, c'est que les embouteillages paralysent le Grand Toronto de façon systématique. Voilà ce qui attend les Canadiens pendant que le gouvernement conservateur fait la girouette en tentant de comprendre ce qu'il faut faire.

Les conservateurs n'ont même pas de discipline en ce qui concerne les recettes qu'ils pourraient percevoir. Contre l'avis de tous les économistes au Canada, ils ont tellement réduit les revenus de l'État que les coffres sont vides. Qui a vidé les coffres? Selon M. Page, « le faible rendement financier jusqu'à maintenant est en grande partie attribuable à des décisions politiques antérieures plutôt qu'à l'affaiblissement de l'économie, étant donné que le PIB nominal est supérieur aux prévisions au moment du budget ».

Cela signifie que les Canadiens travaillent. Ils travaillent de plus en plus fort et le gouvernement dilapide l'argent de leur labeur. Après avoir exacerbé les difficultés dans lesquelles nous plongeons les bouleversements économiques, le premier ministre dit aux Canadiens qu'il y a de bonnes affaires à faire. Il a donné ce conseil le 7 octobre. Le marché a perdu combien de points de pourcentage depuis cette date? Il a diminué de 13 p. 100, et à 14 heures aujourd'hui il avait perdu 447 points de plus. Nous ne devrions pas suivre les conseils du premier ministre en ce qui concerne la gestion des finances de l'État. Il ne peut même pas gérer un portefeuille, et voilà qu'il veut partager les difficultés. Il nous demande de lui faire des suggestions. Et cela après avoir ridiculisé le chef de l'opposition pendant deux ans et demi. Il veut entendre nos suggestions.

L'Adresse

•(1755)

Il pourrait peut-être commencer par ridiculiser moins les autres et montrer un peu plus de respect.

Mme Olivia Chow (Trinity—Spadina, NPD): Monsieur le Président, les arts façonnent notre identité nationale et font partie de l'âme d'un peuple. Ils nous inspirent, nous apaisent et nous aident à comprendre ce qui nous rassemble et à réfléchir à ce qui nous divise.

Nous devons offrir aux artistes un meilleur soutien financier, un meilleur financement et des allègements fiscaux plus généreux. Nous devons adopter des règles plus strictes sur le contenu canadien et soutenir les chaînes de radiodiffusion publiques en leur assurant un financement stable.

Pourtant, dans le discours du Trône, le financement pour les arts et pour la culture n'est pas rétabli. Il n'y a pas de soutien financier pour les artistes. Nous savons que notre pays a besoin d'une industrie des arts et de la culture florissante avec des artistes capables d'imaginer un monde meilleur et de l'évoquer pour nous.

Il y a à peine quelques semaines, durant la campagne électorale, le député et son parti s'opposaient carrément aux compressions dans le financement des arts et de la culture. Comment le député et son parti pourraient-ils appuyer l'intention du gouvernement conservateur de réduire le financement des arts? Comment pourraient-ils voter en faveur du discours du Trône? Je n'arrive pas à comprendre.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, je ne sais franchement pas ce qui motive cette question. Je doute que nous ayons participé à la même campagne électorale.

La position du Parti libéral était que les compressions dans le financement des arts proposées par le gouvernement étaient malavisées et mal appliquées. Si la députée avait lu le discours du Trône, elle aurait aussi remarqué que tous les secteurs qui génèrent des revenus dans ce pays, comme le tourisme, la petite entreprise et des choses de cette nature, se sont jusqu'à tout récemment bien portés et ont contribué au PIB.

Les réelles difficultés se font sentir dans certains des grands secteurs, à savoir, les secteurs financier et automobile.

La communauté artistique contribue largement au PIB et devrait être appuyée, comme les secteurs du tourisme et de la petite entreprise. Voilà pour la position du Parti libéral.

•(1800)

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, à son arrivée au pouvoir en 1993, le gouvernement libéral a hérité d'un déficit de 42 milliards de dollars. Il a dû entreprendre une démarche très importante consistant essentiellement à stabiliser la situation.

On a procédé à un examen des dépenses. Il a fallu prendre des décisions très difficiles. On a appliqué des solutions tactiques très importantes afin de stabiliser la situation. Cela a pris trois ans pour équilibrer le budget.

J'ai lu dans le *Ottawa Citizen* d'aujourd'hui que le président du Conseil du Trésor a, à toutes fins utiles, mis fin aux négociations avec tous les syndicats de la fonction publique. Pénaliser ainsi notre fonction publique à ce moment-ci va donner à penser que celle-ci est responsable, pour une raison ou pour une autre, de la situation fâcheuse dans laquelle nous nous trouvons, alors que cela n'est vraisemblablement pas le cas.

Le député voudra peut-être nous dire quelques mots à propos de la fonction publique...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Le député de Scarborough—Guildwood a la parole.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, le Parti libéral du Canada est le parti des Manley, Chrétien et Martin. Il est le parti qui a su faire face à la tourmente économique dans le passé et gérer les finances nationales de manière prudente et responsable. Jamais, au cours des dix années qui ont précédé l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, il n'a enregistré de déficit. Au contraire, nous avons enregistré des excédents.

Le député a raison de dire que cela nous a pris trois ans pour sortir le pays du pétrin dans lequel le gouvernement conservateur l'avait mis. Et nous l'avons fait sans nous en prendre aux fonctionnaires.

Tous les programmes doivent être soumis à un examen des dépenses. Le hic, c'est que le gouvernement actuel ne semble pas intéressé à régler la question des dépenses de programmes ni celle des transferts. Tout ce qui l'intéresse, semble-t-il, c'est de taper sur la fonction publique à grands coups de deux par quatre. Ce n'est pas ainsi qu'on dirige un gouvernement.

M. Chris Warkentin (Peace River, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député d'avoir été réélu.

J'aimerais obtenir ses commentaires sur deux points.

Tout d'abord, les Ontariens se souviennent d'une période qu'ils appellent plus ou moins affectueusement « les années Rae ». Je sais que le député a des commentaires à faire sur la politique ontarienne.

Deuxièmement, j'aimerais attirer l'attention du député ou lui rappeler que...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Le député de Scarborough—Guildwood a la parole pour une brève réponse.

L'hon. John McKay: Monsieur le Président, je pourrais formuler une remarque piquante par suite de l'utilisation inappropriée d'un nom propre par le député, mais au cas où vous n'auriez pas entendu, monsieur le Président, je dirais que les années Rae valent mieux que les années Harper.

Le gouvernement actuel n'a aucune idée de ce qu'il convient de faire dans une situation d'austérité budgétaire. Il n'a pas...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Reprise du débat. Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères a la parole.

M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole après le député. Je peux ainsi rétablir les faits relativement à ce qu'il a avancé.

J'aimerais d'abord remercier ma famille, mon épouse, Neena, mes filles Priti et Kajol, mon fils, Aman, mon gendre, Robin, mon petit-fils, Devon Obhrai Martin, et ma petite-fille Evasha Reina Obhrai Martin qui ont participé à la campagne qui a mené à ma réélection. J'ai eu la chance de pouvoir compter sur une équipe du tonnerre qui réunissait Ken Walker, à titre d'agent officiel, Doug Page, Laxmi Saberwal, Akshay Anand, Rita Obhrai et ma mère, Asha Obhrai, qui a aidé et encouragé les bénévoles qui ont travaillé très fort. Enfin, je voudrais remercier tous les électeurs de Calgary-Est de m'avoir accordé leur confiance pour une cinquième fois.

L'Adresse

Même la cinquième fois, c'est toujours avec beaucoup d'humilité que l'on apprend que les gens nous ont choisi pour les représenter à la Chambre des communes. C'est un honneur et un privilège et je suis très reconnaissant à mes électeurs de me donner la chance de prendre la parole à la Chambre. De plus, à titre de secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, j'ai eu l'occasion de représenter le Canada à l'étranger et j'en remercie très sincèrement mes électeurs.

Lorsque je faisais campagne dans ma circonscription, les gens de Calgary-Est ont soulevé trois importantes préoccupations.

Une de leurs principales préoccupations était la croissance du taux de criminalité à Calgary, plus particulièrement dans ma circonscription, toujours lié aux guerres de gangs et de trafiquants de drogue. Calgary est parmi les villes qui connaissent la croissance la plus rapide au Canada. L'affluence qu'a apportée cette croissance a attiré beaucoup de gens du milieu des gangs et de la drogue. Cela préoccupe beaucoup les résidents de longue date. Lorsque je frappais aux portes, les gens ne cessaient de me répéter que c'était une de leurs principales préoccupations. Je suis très heureux de dire que le gouvernement et le premier ministre se sont clairement engagés à renforcer nos lois dans des domaines clés comme la criminalité chez les jeunes, le crime organisé et la violence liée aux gangs.

Les Canadiens ont besoin d'être rassurés, de savoir qu'ils sont en sécurité chez eux et dans leur collectivité. Les citoyens ont besoin de savoir que justice est rendue, et ce, promptement. Sous la direction du premier ministre, le gouvernement adoptera des mesures concrètes pour sévir contre les criminels et collaborera avec nos partenaires en vue d'améliorer l'administration de la justice. Les infractions graves seront sévèrement punies.

La sécurité des Canadiens constitue notre plus grande priorité. Par conséquent, nous continuerons à aller de l'avant avec notre programme de lutte contre le crime. Au cas où les gens ne l'auraient pas remarqué, le premier ministre a nommé deux secrétaires parlementaires pour la justice parce qu'il considère qu'il s'agit de l'un des problèmes clés auquel il faut s'attaquer pour que les Canadiens se sentent en sécurité chez eux.

Le gouvernement a déjà adopté d'importantes mesures dans le but de mieux protéger les Canadiens contre ceux qui risquent de commettre des infractions graves et de renforcer le système de justice pénale. Il s'est engagé à protéger les Canadiens contre la violence liée aux gangs, aux armes à feu et à la criminalité organisée de même qu'à aider les jeunes à faire les bons choix tout en protégeant les collectivités contre les jeunes qui pourraient poser des risques pour la société. Le premier ministre l'a de nouveau souligné aujourd'hui dans son allocution en réponse au discours du Trône.

● (1805)

La deuxième chose dont j'ai entendu parler en faisant du porte à porte pendant la campagne, ce sont des aînés qui me l'ont signalée. Ils m'ont dit qu'ils se sentent coincés. Ceux dont le revenu est fixe voient augmenter le prix du carburant et celui de l'alimentation, ce qui entraîne des contraintes lorsqu'il s'agit de satisfaire les besoins de base dans la vie courante. Chacun sait que Calgary est une ville en plein essor. On me dit que la hausse du coût des logements exerce de fortes pressions et que tout cela a des conséquences pour les aînés. Il est facile de comprendre que, au cours de nos échanges, ils m'aient fait part de vives inquiétudes.

Le gouvernement a pris d'importantes mesures pour améliorer la sécurité financière des aînés et des retraités. L'an dernier, il leur a accordé des allègements fiscaux de près de 5 milliards de dollars. Il a doublé le montant des revenus de pension et repoussé de 69 à 71 ans

l'âge limite pour toucher des prestations de retraite d'un régime ou fermer les régimes enregistrés d'épargne-retraite, et il a proposé le fractionnement des revenus de retraite pour les aînés et les retraités. Dans le budget de 2008, il a porté de 500 \$ à 3 500 \$ l'exemption aux fins du supplément de revenu garanti à l'intention des aînés à revenu faible ou modeste qui préfèrent continuer à travailler.

Nous avons reçu à bien des occasions et nous continuons de recevoir des appels au sujet du transfert des actifs des REER dans les FERR. Cela s'explique bien entendu par le ralentissement de l'économie mondiale. Les gens craignent que leurs actifs n'aient perdu de la valeur, et les aînés s'en préoccupent avec raison. Permettez-moi cependant de rappeler à tous les aînés et à tout le monde que les règles de l'impôt sur le revenu n'obligent personne à liquider les actifs pour faire les retraits minimums des FERR. Si l'institution financière de la personne est en mesure de la faire, elle peut transférer certains actifs, comme des actions, du FERR dans un autre type de compte d'investissement au nom de la personne sans que les actifs ne soient vendus.

Voilà une autre des nombreuses mesures que le gouvernement a prises pour faire comprendre aux aînés qu'il se soucie de leur bien-être. De surcroît, le premier ministre a nommé une ministre qui est spécialement chargée des dossiers des aînés. Cette ministre, qui siège au Sénat, a fait un travail fabuleux dans l'intérêt des aînés. Ainsi, ils peuvent avoir l'assurance que nous prenons leurs préoccupations et leur bien-être très au sérieux.

Nous en arrivons maintenant au point central du discours du Trône, et il s'agit d'un sujet de préoccupation pour mes électeurs: le ralentissement de l'économie mondiale.

Les libéraux parlent de la possibilité d'un déficit. Ils doivent comprendre que, en ce moment, il y a des gens qui perdent leur emploi, qu'il règne un climat d'incertitude, que des actifs perdent de leur valeur. Voilà pourquoi les représentants des pays du G20 se sont réunis à Washington. Le G20 a formulé des recommandations sur la façon d'aider l'économie mondiale à se rétablir. La reprise de l'économie est essentielle pour le Canada, qui n'est pas un pays isolé, mais fait partie du réseau mondial.

Le premier ministre et d'autres ont dit que nous cherchions à conclure des accords de libre-échange avec l'Union européenne, le Pérou et d'autres pays, ce qui intégrerait davantage le Canada à l'économie mondiale.

Par conséquent, la situation de l'économie mondiale aura des effets au Canada. Nous ne sommes pas à l'abri. Le prix des produits de base a diminué parce que la demande a baissé. Toutefois, tandis qu'un secteur est touché, d'autres tirent parti de la situation.

Nous avons beaucoup de chance. Notre pays dispose d'importantes réserves qui nous permettent de maintenir l'équilibre: lorsqu'un secteur ralentit, il y en a toujours un autre qui accélère. Tout cela nécessite cependant des mesures concrètes. Comme le premier ministre l'a dit, nous avons pris de telles mesures l'année dernière. C'est la raison pour laquelle nous ne ressentons pas les mêmes effets que les États-Unis et le Japon, qui sont tous deux officiellement en récession. Le Canada n'est pas en récession parce que le gouvernement s'est montré à la hauteur et que le ministre des Finances a pris les mesures nécessaires quand il le fallait.

● (1810)

Lorsque le dernier orateur a parlé de la route 407 et d'autres questions, il a montré qu'il ne comprenait pas les mesures prises par notre gouvernement pour veiller à ce que les Canadiens ne se ressentent pas trop des effets du ralentissement économique.

L'Adresse

Tandis que nous voyons les États-Unis et l'Union européenne appuyer leurs banques à coups d'énormes prêts, grâce à ses politiques, le gouvernement du Canada n'a pas eu à renflouer ses institutions financières. Nos banques sont fortes. Nous n'avons pas eu à les renflouer.

Il est important de considérer que nos caractéristiques économiques fondamentales sont solides, mais que de sombres nuages s'approchent. C'est ce que le premier ministre a dit dans son discours.

Au cours de la campagne électorale, les Canadiens ont choisi le premier ministre parce qu'ils estimaient qu'il était le plus capable de bien gérer notre économie. Ils ont accordé toute leur confiance au premier ministre, et non au Parti libéral qui voulait imposer une taxe sur le carbone et sur les gens. Les libéraux soutenaient que leur taxe serait neutre et qu'ils baisseraient les impôts des Canadiens. Depuis quand les taxes sont-elles neutres? Nous savons d'expérience qu'aucune taxe ne l'est. Les libéraux avaient promis de supprimer la TPS. Aujourd'hui, ils veulent l'augmenter.

L'un des faits les plus intéressants de cette campagne, c'était que le Parti vert, le NPD et les libéraux voulaient augmenter les impôts, la TPS et tout le reste. Par ailleurs, de sombres nuages s'approchent, et il y aura une récession. À un moment où tout semble indiquer qu'un grave ralentissement économique nous guette, nous avons des partis qui veulent augmenter les impôts.

Les Canadiens font confiance au premier ministre. Ils nous ont reportés au pouvoir. Nous en sommes très reconnaissants.

Les gens de ma circonscription sont inquiets. Ils nous téléphonent pour nous demander s'ils seront touchés. La circonscription que je représente dans l'est de Calgary constitue le noyau industriel de la ville. Les gens qui y vivent sont des cols bleus qui sont préoccupés par la situation économique.

Les Américains sont nos plus grands partenaires commerciaux. Toute récession que connaissent les États-Unis aura des répercussions sur nous. Cela ne fait aucun doute. Nous pouvons le constater dans l'industrie automobile et dans d'autres secteurs.

Les habitants de ma circonscription s'en inquiètent. Je peux leur donner l'assurance que le gouvernement prend des mesures pour atténuer le plus possible les effets que le ralentissement économique mondial aura sur nous. Le discours du Trône vise, comme premier objectif, de donner confiance aux gens.

Nous allons continuer à agir de la sorte en dépit de tout ce que les libéraux peuvent dire au sujet de la perspective d'un déficit. Au lieu de parler d'un déficit, il faudrait déterminer ce que nous pouvons faire pour empêcher que le ralentissement à l'échelle de la planète touche les Canadiens. Telle était l'intention du G20, qui en est arrivé à une entente, et dont nous faisons partie.

Oublions les députés néo-démocrates, eux qui n'ont jamais prisé le libre-échange.

Comment les libéraux peuvent-ils s'attendre à ce que nous ne nous solidarisions pas au G20? Ils s'attendent à nous voir élaborer notre propre politique, en oubliant que nous faisons partie de l'économie mondiale. Je ne comprends pas cela.

Le Canada fait partie aussi bien du G20 que du G8. Nous devons collaborer avec nos partenaires pour transformer très rapidement le ralentissement économique en relance. Voilà ce qui importe. Voilà donc la réponse. C'est ce que nous allons faire.

● (1815)

Je ne comprends pas ce qui inquiète les libéraux. Ce sont les emplois qui devraient les inquiéter. Le premier ministre leur a demandé de formuler des propositions pour améliorer l'économie. Ils n'en ont fait aucune. Ils se bornent à dire que c'est la responsabilité du gouvernement. Ils disent qu'il faut éviter le déficit, qu'il ne faut pas faire telle ou telle chose. Pourtant, ils ne proposent rien. S'ils n'ont rien à proposer, ils devraient s'abstenir de critiquer. Nous devons nous employer à bien diriger le pays et à veiller à ce que les Canadiens aient l'assurance que leur gouvernement est là pour défendre leurs intérêts.

Les libéraux ne cessent de parler de l'excédent qu'ils affichaient lorsqu'ils étaient au pouvoir. Aujourd'hui, le ministre des Finances a déclaré que les libéraux étaient les plus grands dépensiers. Il suffirait d'examiner un graphique des dépenses pour constater à quel point elles ne cessaient d'augmenter. Nous n'avons pas de leçons à recevoir de ce parti sur la façon de gouverner le Canada. Nous allons gouverner ce pays selon ce qu'a dit le premier ministre, c'est-à-dire d'une façon prudente et conservatrice en faisant comprendre aux Canadiens que le ralentissement économique entraîne certaines conséquences. Voilà ce que va faire le gouvernement et voilà ce que contient le discours du Trône. Le discours du Trône a été bien accueilli dans ma circonscription. Les gens ont confiance de nous voir composer avec la situation selon les déclarations du premier ministre.

● (1820)

M. Bill Siksay (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, je veux féliciter le député de sa réélection. C'est bien de le revoir à la Chambre. J'aime toujours écouter ses interventions.

Une des choses qui me surprend le plus dans le discours du Trône du gouvernement est le fait qu'il ignore presque complètement le secteur des arts et de la culture. Une seule phrase, probablement celle qui est la plus vague de tout le discours du Trône, traite de ce secteur. Étant donné la campagne catastrophique que les conservateurs ont eue en ce qui a trait aux questions artistiques et culturelles, j'aurais cru que le caucus conservateur aurait tiré des leçons et compris que les conservateurs doivent vraiment prendre les mesures qui s'imposent pour cet important secteur de notre économie.

Je pense que les conservateurs savent probablement que plus d'un million de Canadiens gagnent directement ou indirectement leur vie dans le secteur des arts et de la culture, que plus de 85 milliards de dollars sont liés à ce secteur et que 7,5 p. 100 de notre PIB est lié au secteur des arts. Pourtant, durant la campagne électorale, le premier ministre a eu une attitude très condescendante à l'égard des travailleurs culturels du pays et de cette industrie.

Nous avons également vu l'ancien gouvernement dénigrer les arts et la culture en tentant d'imposer des mesures de censure et en donnant au ministre la possibilité de le faire aux termes du projet de loi C-10. Nous avons vu l'annulation d'importants programmes culturels étrangers, du programme ProMart et du programme Routes commerciales. Nous savons que le gouvernement a refusé de s'assurer que CBC/Radio-Canada possédait les fonds nécessaires pour garantir la survie de l'Orchestre radiophonique de CBC/Radio-Canada.

Il n'y avait rien de prévu dans le discours du Trône pour corriger ces mesures. Pourquoi le gouvernement continue-t-il d'ignorer le secteur des arts et de la culture, qui est une partie importante de l'économie et de la vie des Canadiens?

L'Adresse

M. Deepak Obhrai: Monsieur le Président, nous ne négligeons pas le secteur des arts et de la culture. Nous comprenons l'importance qu'il a pour le Canada. Je ne partage pas l'avis du député lorsqu'il dit que le gouvernement est contre les arts et la culture. Nous soutenons les arts et la culture et nous continuerons à le faire.

Je ne sais pas à quoi le député faisait allusion lorsqu'il a parlé de la campagne désastreuse. Il était de ce côté-ci et maintenant il siège de l'autre côté. Si la campagne avait été désastreuse, il serait de ce côté-ci. Le nombre de députés a diminué de l'autre côté, alors je ne vois pas de quel désastre il parle.

Parlons toutefois de ce qui est important. Les arts et la culture sont extrêmement importants. Un ralentissement économique est en train de se produire et le gouvernement doit s'assurer que ses effets sur les familles canadiennes seront aussi minimes que possible. C'est de cela qu'il s'agit dans le discours du Trône. C'est ce que font les gouvernements responsables et c'est ce que nous faisons.

[Français]

Mme Nicole Demers: Monsieur le Président, je ne veux pas m'exprimer au sujet de l'allocation de mon collègue, mais ce que j'ai à dire est très important.

À plusieurs reprises, ce collègue s'est adressé directement à un député, et cela ne se fait pas.

De plus, monsieur le Président, vous avez donné la parole à un collègue du Nouveau Parti démocratique avant de la donner à un collègue libéral ou à un collègue du Bloc québécois. Cela ne se fait pas non plus.

Je sais que vous commencez et que vous êtes de bonne foi, mais il faut commencer du bon pied.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Je remercie la députée de son conseil. Je m'efforce de donner aux députés des différents partis la chance de poser des questions dans un esprit de décorum.

Questions et observations. Le député de Gatineau a la parole.

[Français]

M. Richard Nadeau (Gatineau, BQ): Monsieur le Président, nous avons entendu le discours du Trône, nous l'avons lu, et déjà le gouvernement agit à la façon d'une massue entre autres au niveau de la fonction publique fédérale.

Je voudrais savoir comment notre collègue réagit aux échos à savoir que le gouvernement fédéral ne négocie pas de bonne foi avec la fonction publique fédérale. En effet, des mots dans le discours du Trône suggèrent qu'on voudrait tout simplement adopter un projet de loi sans que se tiennent des négociations de bonne foi entre les employés — les fonctionnaires — et l'employeur — le gouvernement fédéral. On a entendu cela de la part de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada de même que de la part de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Cela laisse entrevoir une façon amère de traiter les employés de l'État.

Est-ce bien la vision des conservateurs de ne pas négocier de bonne foi avec les fonctionnaires, les employés de la fonction publique?

• (1825)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Barry Devolin): J'ai été distrait quand le secrétaire parlementaire a donné sa dernière réponse et je

n'ai pas entendu s'il s'était adressé à la présidence, mais je suis certain qu'il le fera cette fois-ci.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Deepak Obhrai: Très certainement, monsieur le Président. Je suis très content de vous voir dans ce fauteuil.

Les fonctionnaires du Canada font de l'excellent travail et nous les respectons énormément. Ce sont des professionnels qui sont respectés non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Je dirai très clairement que le gouvernement respecte les fonctionnaires et la façon dont ils administrent le pays.

Pour ce qui est des négociations et du reste, ces négociations se déroulent toujours entre employeurs et employés et cela demeurera ainsi. Le gouvernement tiendra compte de sa situation et les syndicats tiendront compte de la leur. Ces pourparlers s'inscrivent dans le cadre du mouvement syndical et ils font partie du processus de négociation au Canada.

Je le répète, le gouvernement respecte les fonctionnaires canadiens.

Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, je remercie les électeurs de Mississauga—Streetsville de leur appui. Je leur ai promis de rétablir la confiance et j'ai déjà commencé à le faire.

Les assises économiques du Canada sont solides. La mauvaise gestion financière et les politiques inefficaces du gouvernement conservateur n'ont fait qu'exacerber la conjoncture mondiale. En effet, ce gouvernement a épuisé une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars. Il a gaspillé 13 milliards de dollars. Bref, les conservateurs ont prouvé qu'ils sont de piètres gestionnaires financiers.

Deux cent mille emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier. On observe une perte de confiance des entreprises et des consommateurs. Le taux de croissance du Canada est le plus faible du G8, et son taux de productivité est plus bas qu'il ne l'a jamais été en 18 ans. Pourtant, le gouvernement conservateur a accru les dépenses gouvernementales de 13,8 p. 100 au cours des deux dernières années.

Juste aujourd'hui, le TSX a chuté de 9 p. 100, ou 765 points. Il est à son niveau le plus bas des cinq dernières années. Le pétrole se transige maintenant à moins de 50 \$. Les cours de tous les produits de base sont à la baisse.

Le gouvernement s'engage-t-il à protéger les aînés qui ont un revenu fixe, les emplois dans le secteur manufacturier, les familles de travailleurs et les néo-Canadiens? Les conservateurs vont-ils revenir sur leurs dangereuses politiques?

M. Deepak Obhrai: Monsieur le Président, tout cela est très intéressant. Je suis heureux que la députée soit déterminée à rétablir la confiance parce que son parti en a bien besoin par suite du scandale des commandites. Elle n'a qu'à parler à ses collègues de ce scandale et à essayer de rétablir la confiance.

La députée dit que le prix du pétrole est tombé à 50 \$ le baril. Est-ce notre faute? Je ne suis pas sûr que la députée se rende compte que nous sommes confrontés à une crise économique mondiale. Le Canada collabore avec d'autres pays pour trouver une solution au problème.

L'Adresse

Nous continuerons à faire partie du G20. Nous nous efforcerons de rassurer les Canadiens et de leur faire comprendre que l'incertitude économique mondiale n'aura pas d'effets majeurs sur notre pays. Nous continuerons à travailler. C'est tout l'objet du discours du Trône.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Comme il est 18 h 30, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 30.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 20 novembre 2008

AFFAIRES COURANTES

Débat sur l'Adresse en réponse

M. Hill	27
Motion	27
Adoption de la motion	27

Pétitions

L'aéroport Montréal-Trudeau

Mme Jennings	27
--------------------	----

La traite des personnes

Mme Smith	27
-----------------	----

La circulation des camions lourds

M. Bélanger	27
-------------------	----

L'amiante

M. Martin (Winnipeg-Centre)	28
-----------------------------------	----

Questions au *Feuilleton*

M. Lukiwski	28
-------------------	----

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Dion	28
Amendement	30
M. Lukiwski	30
Mme Chow	31
M. Szabo	31
M. Del Mastro	31
M. Harper	32
M. McCallum (Markham—Unionville)	37
M. Bachand	38
M. Rafferty	38
M. Duceppe	39
Sous-amendement	42
M. Paradis	42
M. Julian	42
M. Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe)	43
M. Layton	43
M. Allen (Tobique—Mactaquac)	45
M. Pomerleau	46
M. Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe)	46
M. Goodyear	47
Mme Duncan (Etobicoke-Nord)	49
M. Angus	49
M. Garneau	50
Mme Foote	50
Mme Chow	52
M. Regan	52
M. Simms	52
M. Regan	52
M. Trost	54
M. Rafferty	54
M. Murphy (Moncton—Riverview—Dieppe)	54
M. Benoit	55
M. Bigras	57
M. Bezan	58

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Les affaires autochtones

M. Duncan (Île de Vancouver-Nord)	58
---	----

La sensibilisation à la polio

M. Bagnell	58
------------------	----

La Convention relative aux droits de l'enfant

Mme Beaudin	59
-------------------	----

La Journée du souvenir trans

M. Siksay	59
-----------------	----

La Colombie-Britannique

M. Warawa	59
-----------------	----

La Journée nationale de l'enfant

M. Savage	59
-----------------	----

Prix Athena d'Oakville

M. Young	59
----------------	----

Le football

M. Paillé	60
-----------------	----

La Société Radio-Canada

M. Preston	60
------------------	----

La Journée sir Wilfrid Laurier

Mme Zarac	60
-----------------	----

La sécurité nationale

M. Brown (Leeds—Grenville)	60
----------------------------------	----

Les institutions financières

Mme Chow	60
----------------	----

L'économie

M. Weston (Saint John)	60
------------------------------	----

Le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés

M. Bouchard	61
-------------------	----

L'économie

Mme Ratansi	61
-------------------	----

La circonscription de Lévis—Bellechasse

M. Blaney	61
-----------------	----

QUESTIONS ORALES

L'économie

M. Dion	61
M. Harper	61
M. Dion	62
M. Harper	62
M. Dion	62
M. Harper	62
M. McCallum (Markham—Unionville)	62
M. Flaherty	62
M. McCallum (Markham—Unionville)	62
M. Flaherty	62

Le discours du Trône

M. Duceppe	62
M. Harper	63

M. Duceppe	63	Le secteur forestier	
M. Harper	63	Mme Hughes	68
M. Paquette	63	Mme Raitt	68
Mme Finley	63	L'économie	
M. Paquette	63	M. Allen (Welland)	68
Mme Finley	63	M. Lake	68
M. Layton	63	Le secteur des valeurs mobilières	
M. Harper	63	M. Rajotte	68
M. Layton	63	M. Flaherty	68
M. Harper	63	L'industrie de l'automobile	
M. Layton	64	M. Valeriote	68
M. Harper	64	M. Lake	69
L'économie		L'environnement	
M. Brison	64	M. Bigras	69
M. Flaherty	64	M. Prentice	69
M. Brison	64	Mme Duncan (Edmonton—Strathcona)	69
M. Flaherty	64	M. Prentice	69
Mme Hall Findlay	64	La réforme démocratique	
M. Flaherty	64	M. Clarke	69
Mme Hall Findlay	64	M. Fletcher	69
M. Flaherty	65	La péréquation	
La commission des valeurs mobilières		M. Casey	69
M. Laforest	65	M. Flaherty	70
M. Flaherty	65	Recours au Règlement	
M. Laforest	65	Questions orales	
M. Flaherty	65	M. Guimond (Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord)	70
La culture		M. Hill	70
Mme Lavallée	65	Les travaux de la Chambre	
M. Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam)	65	M. Goodale	70
Mme Lavallée	65	M. Hill	70
M. Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam)	65		
Le secteur manufacturier		DISCOURS DU TRÔNE	
M. Kennedy	66	Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Flaherty	66	M. Paquette	71
M. Kennedy	66	M. Bigras	72
M. Flaherty	66	M. St-Cyr	73
Les finances		M. Bagnell	74
M. Rodriguez	66	M. Van Kesteren	74
M. Flaherty	66	M. Szabo	76
M. Rodriguez	66	M. Julian	76
M. Flaherty	66	M. Bagnell	77
M. Wallace	66	Mme Ratansi	77
M. Toews	67	M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	78
Le directeur parlementaire du budget		Mme Crombie	78
M. Mulcair	67	M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	78
M. Harper	67	M. Warkentin	80
M. Mulcair	67	M. Bagnell	80
M. Poilievre	67	M. Sorenson	81
Le développement économique		Mme Demers	83
M. Roy	67	M. Murphy (Charlottetown)	84
M. Lebel	67	M. Thibeault	84
M. Roy	67	M. St-Cyr	86
M. Lebel	67	Mme Mathysen	86
La fonction publique du Canada		M. Szabo	86
M. Proulx	67	M. Rafferty	87
M. Toews	67	M. Trost	88
M. Proulx	68		
M. Toews	68		

M. Murphy (Charlottetown).....	88	Mme Chow.....	92
M. Ménard (Marc-Aurèle-Fortin).....	88	M. Szabo.....	92
M. MacAulay.....	88	M. Warkentin.....	92
M. Nadeau.....	90	M. Obhrai.....	92
M. Bezan.....	90	M. Siksay.....	94
M. Szabo.....	90	M. Nadeau.....	95
M. McKay.....	90	Mme Crombie.....	95

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>